

gouvernement du Québec
comptes publics

année financière terminée le 31 mars 1983

1982-1983

volume 1

états financiers

X0165285 0



F5 A1
C6/1982-83
v.1

MF

dec 

gouvernement du Québec comptes publics

année financière terminée le 31 mars 1983

1982-1983

volume 1

états financiers

Publiés conformément aux dispositions de l'article 71 de la
Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6)



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

FSAI
CG
1982/83
1-2
Ex -1
QL
PGow

ISSN 0706-2869
ISBN 2-551-05962-3 (Édition complète)
ISBN 2-551-05963-1 (Volume 1)
Dépôt légal — 4^e trimestre 1983
Bibliothèque nationale du Québec

Au Ministre des Finances
Monsieur Jacques Parizeau
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1983, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).

Respectueusement soumis,

Le contrôleur des finances,
Guy Langlois, c.a.

Québec, décembre 1983

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE		SECTION
INTRODUCTION	9	OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	1
ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1983		Sommaire Revenus Dépenses	
Conventions comptables — Énoncé et exposé	13		
Revenus, dépenses et dette nette	18	OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES	2
Actif et passif	20	Sommaire	
Besoins financiers et financement	22	Placements	
Notes complémentaires	23	Régimes de retraite Autres comptes	
Opinion du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	29	FINANCEMENT	3
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ADMINISTRÉS PAR LE GOUVERNEMENT ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1983		Sommaire Variation de l'encaisse Nouveaux emprunts Remboursements d'emprunts Variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère	
Fonds d'amortissement afférent à un emprunt de l'université du Québec et Opinion du Vérificateur général	33		
Fonds de relance industrielle et Opinion du Vérificateur général	36	ACTIF ET PASSIF — DETTE NETTE	4
Fonds des cautionnements des agents de voyages et Opinion du Vérificateur général	38	Actif et passif Dette nette Notes complémentaires	
Fonds des services de santé et Opinion du Vérificateur général	41		
Fonds en fidéicommis et Opinion du Vérificateur général	44	ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF	5
Fonds renouvelable des publications gouvernementales et Opinion du Vérificateur général	46	INDEX ALPHABÉTIQUE, pages I — III	
Fonds renouvelable du Service de la cartographie et Opinion du Vérificateur général	49		
Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec et Opinion du Vérificateur général	52		
Fonds renouvelable — Télécommunications et Opinion du Vérificateur général	55		
Fonds spécial olympique et Opinion du Vérificateur général	57		
Fonds spéciaux du crédit agricole et Opinion du Vérificateur général	61		

INTRODUCTION

Les Comptes publics sont publiés en deux volumes. Le volume 1 présente, au début, les États financiers du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1983 accompagnés de l'Opinion du Vérificateur général ainsi que les états financiers des Fonds spéciaux qu'administre le Gouvernement.

Les renseignements nécessaires pour expliciter les états financiers du Gouvernement font l'objet des sections 1 à 5 de ce volume, soit :

- les opérations budgétaires qui regroupent les transactions afférentes aux revenus et aux dépenses, par ministère, y compris celles relatives aux dépenses en capital;
- les opérations non budgétaires qui regroupent les activités reliées aux placements du Gouvernement, les opérations du compte des Régimes de retraite de même que les variations d'éléments d'actif et de passif à court terme;
- les besoins financiers nets découlant des opérations budgétaires et non budgétaires ainsi que les sources de financement;
- l'état de l'actif et du passif du Gouvernement au 31 mars 1983 comportant les renvois invitant le lecteur à se reporter aux annexes de l'actif et du passif ainsi que l'état de la dette nette et les notes complémentaires aux États financiers du Gouvernement qui y ont été reproduites;
- les tableaux complémentaires détaillant les postes figurant à l'état de l'actif et du passif ainsi que des données financières concernant les passifs éventuels et les engagements financiers du Gouvernement au 31 mars 1983.

Le volume 2 présente, par ministère, le Détail des dépenses et la liste des fournisseurs et bénéficiaires. Il contient également la liste des biens en capital.

Le contrôleur des finances,
Guy Langlois, c.a.

07-2051/108

Montréal

Université du Québec

1987

1000 Avenue 3000, Rouyn, Québec

Bibliothèque
Université du Québec UQAT
Case postale 8000
425, boul. du Collège
Rouyn, Québec, Canada
J9X 5M5

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1983

TACU 2010
10/10/10
10/10/10
10/10/10

CONVENTIONS COMPTABLES

ÉNONCÉ

Les conventions comptables actuellement en usage au gouvernement du Québec ont été adoptées par le Conseil de la trésorerie lors d'une assemblée tenue le 17 février 1971, ratifiées par le Conseil du trésor le 1er avril de la même année et modifiées subséquemment par ce même organisme.

L'extrait des minutes de ces assemblées, pertinent aux conventions comptables actuellement suivies, se lit comme suit :

- I — Il ne sera plus fait de distinction entre les dépenses ordinaires et les dépenses en immobilisations dans l'établissement du résultat des comptes budgétaires;
- II — Les revenus en provenance du gouvernement du Canada sont comptabilisés selon la base de caisse, à l'exception, lorsqu'ils font l'objet d'une réclamation ou sont estimés avant le 1er mai suivant immédiatement la fin de l'année financière en cause, des revenus reliés à un programme à frais partagés avec compensation financière seulement, lesquels sont plutôt comptabilisés selon la base de l'année financière à laquelle la dépense correspondante a été imputée;
- III — Les recettes jusqu'au 31 mars inclusivement seront incluses dans les revenus de l'année, sans égard à la date à laquelle ces sommes seront déposées à la banque. De plus, les cotisations et les comptes émis avant le 1er avril seront compris dans le revenu de l'année financière qui se termine, et apparaîtront comme comptes à recevoir à l'état de l'actif et du passif;
- IV — Les remises encaissées par le Gouvernement pendant le mois d'avril et représentant des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1er avril, seront comptabilisées comme revenus de l'année financière qui vient de se terminer; il en est de même pour les contributions perçues des employeurs au cours du mois d'avril afférentes aux salaires versés avant le 1er avril dans le cadre de la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie;
- V — Les dépenses, de même que les contributions, les remboursements et les imputations applicables contre les dépenses, seront comptabilisés sur la base d'exercice. Cependant, le 30 avril sera retenu comme date limite pour la création d'un compte à payer couvrant des services rendus et des marchandises reçues avant le 1er avril;
- VI — Les opérations afférentes aux divers régimes de retraite sont traitées comme suit :
 - a) dans le cas du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics RREGOP (L.R.Q., c. R-10 et modifications), le montant imputé aux dépenses du Gouvernement représente la proportion prévue dans cette Loi comme contribution de l'employeur par rapport aux cotisations reçues des employés pendant l'année financière, excluant celles des employés des organismes visés à l'article 120 de la Loi sur ledit Régime, et représente également l'intérêt sur la provision au 31 mars précédent; ce montant, imputé aux dépenses budgétaires du Gouvernement, de même que les contributions à titre d'employeur des organismes visés à l'article 120 de la Loi sur ledit Régime, sont portés au crédit d'un compte non budgétaire par lequel transitent également le paiement des prestations, les remises de cotisations et les remboursements de contributions;
 - b) dans le cas des autres régimes, les cotisations des participants ainsi que, dans le cas particulier du Régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., c. R-12 et modifications), les contributions des organismes employeurs énumérés au premier alinéa de l'article 72 de la Loi sur ledit Régime, sont portées au crédit d'un compte non budgétaire et ne font pas partie des revenus du Gouvernement; par contre, les pensions payées de même que les remises de cotisations et de contributions sont débitées à ce compte non budgétaire. La contribution du Gouvernement en tant qu'employeur, tant pour le service courant que pour le service antérieur, est imputée aux dépenses budgétaires et établie selon la politique budgétaire déterminée par le Gouvernement. Tout excédent annuel, par régime, des sommes débi-

tées sur celles créditées au compte du régime de retraite est comblé par une imputation aux dépenses des ministères ou organismes concernés et porté au crédit de ce compte non budgétaire;

- VII — Les escomptes sur la dette obligataire et les frais d'émission seront imputés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ces frais sont initiés. Les intérêts gagnés et les autres revenus sur les fonds d'amortissement sont portés en déduction du service de la dette;
- VIII — Les frais reportés et les immobilisations n'apparaîtront plus à l'état de l'actif et du passif du Québec pour ne laisser apparaître à cet état que les postes compatibles avec un état fondé sur la dette nette. Cependant, un fichier de contrôle des immobilisations sera maintenu et une liste des immobilisations sera incorporée dans les Comptes publics;
- IX — Les frais reportés et les immobilisations n'apparaissant plus à l'état de l'actif et du passif, il ne sera plus question de charger aux dépenses l'amortissement annuel comme par le passé;
- X — Les placements en actions et en obligations de même que les prêts et avances aux entreprises du Gouvernement sont inscrits au coût alors que les autres prêts et avances sont montrés à leur valeur de réalisation estimative;
- XI — Les bons du trésor émis en devises canadiennes sont inscrits à leur valeur nominale. L'escompte est apparenté à de l'intérêt et la comptabilité est faite selon la base d'exercice;
- XII — À la fin de chaque année financière, et sans tenir compte des ajustements éventuels susceptibles d'être effectués à l'égard des comptes et des cotisations contestés ou susceptibles de l'être, les comptes à recevoir et les prêts et avances sont analysés pour déterminer le montant de la provision nécessaire pour montrer ces actifs à leur valeur estimative de réalisation.

La variation de cette provision, tant sur les comptes à recevoir que sur les prêts et avances, est portée à la dette nette.

Les comptes à recevoir et les prêts et avances jugés irrécouvrables et radiés au cours d'une année financière sont portés aux dépenses des ministères et organismes qui encourent la perte. Les recouvrements de créances radiées sont par ailleurs portés en diminution des créances radiées.

EXPOSÉ

Pour les fins d'une application pratique, des précisions ont été apportées à cet énoncé par le Contrôleur des finances dans le sens des lignes directrices et de la philosophie qui ont présidé à ces décisions.

Dans l'exposé qui suit, on retrouve l'essentiel de ces précisions qui tiennent compte d'un certain nombre de contraintes administratives et légales et qui couvrent les opérations du Fonds consolidé du revenu et du Fonds des services de santé.

I — GÉNÉRALITÉS

Le Gouvernement tient sa comptabilité selon une méthode mitigée de caisse et d'exercice. Cette méthode a été retenue parce que l'emploi de la comptabilité d'exercice intégrale au Gouvernement comporte trop de difficultés administratives, qu'elle nécessite un grand nombre d'estimations plus ou moins valables et que son application est difficile en raison même de certaines dispositions de la Loi sur l'administration financière.

II — REVENUS

Les revenus proviennent de l'application des lois, règlements et ententes; ils sont répartis à l'état des opérations budgétaires en revenus autonomes et en transferts du gouvernement du Canada.

Les revenus autonomes comprennent les impôts sur le revenu et les biens, incluant les contributions des employeurs au Fonds des services de santé, les taxes à la consommation, les droits et permis, les revenus divers et les transferts des sociétés d'État. Les revenus divers découlent de certaines activités du Gouvernement et comprennent notamment :

CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

- Les ventes de biens et services, incluant le produit de la disposition des biens en capital;
- Les intérêts gagnés sur les placements et autres;
- Le produit des amendes et confiscations et la récupération des dépenses faites pour le compte de municipalités, organismes, corporations et individus.

Quant aux transferts du gouvernement du Canada, ils comprennent les encaissements en vertu des lois sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur le financement des programmes établis, de l'entente sur le bilinguisme et d'autres lois, ainsi que les contributions du gouvernement du Canada afférentes aux programmes à frais partagés.

Comptabilisation

Revenus autonomes

Sont comptabilisés sous ce titre :

- Les sommes encaissées à titre de revenus au cours de l'année financière;
- Les cotisations, réclamations ou comptes émis au cours de l'année financière, en autant qu'ils représentent des sommes à recevoir à titre de revenus que le Gouvernement est en droit de réclamer;
- Les réclamations émises à des débiteurs jusqu'au 30 avril inclusivement, eu égard aux dépenses faites pour leur compte avant le 1er avril et qui ont été imputées à une année financière écoulée.

Les soldes non perçus au 31 mars sont inclus aux comptes à recevoir à l'état de l'actif et du passif.

Sont également comptabilisées comme revenus de l'année financière et comme comptes à recevoir au 31 mars, les remises encaissées par le Gouvernement pendant le mois d'avril lorsqu'elles représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1er avril.

La contribution des employeurs au Fonds des services de santé est constituée des sommes encaissées et des comptes émis du 1er avril au 31 mars, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1er avril.

Les sommes perçues en trop au titre de revenus, remboursées jusqu'au 31 mars ainsi que les notes de crédit émises à des débiteurs sont déduites des revenus de l'année financière, quelle que soit l'année où ces revenus ont été inscrits.

Les revenus sont inscrits sans déduction des frais incidents à leur réalisation ou à leur perception. Ces frais sont portés aux dépenses.

Transferts du gouvernement du Canada

Ces revenus sont comptabilisés sur la base de caisse. Cependant, les revenus provenant des programmes à frais partagés avec compensation financière seulement, sont enregistrés selon les sommes encaissées avant le 1er avril et les réclamations et estimations établies, eu égard aux dépenses qui ont été imputées à une année financière écoulée.

III – DÉPENSES

Toutes les charges imputées sur les crédits autorisés de l'année financière terminée le 31 mars constituent des dépenses, à l'exception de celles se rapportant aux opérations non budgétaires.

Ces dépenses comprennent les frais de fonctionnement, les dépenses en capital et les dépenses de transfert. Elles s'effectuent à même les allocations de ressources financières accordées par le Parlement dans le cadre des lois des subsides, des lois particulières et des mandats spéciaux du Gouvernement qui en permettent le déboursé sur le Fonds consolidé du revenu et/ou le Fonds des services de santé.

Comptabilisation

Nonobstant le paragraphe V de l'énoncé des conventions comptables et compte tenu de la Loi sur l'administration financière, seules

les charges imputées sur les crédits autorisés sont inscrites aux dépenses.

Les livres demeurent ouverts pour une période de 30 jours après le 31 mars pour permettre l'enregistrement des dépenses afférentes à l'année financière écoulée pour des marchandises reçues ou des services rendus avant le 1er avril.

Quant aux dépenses de transfert, elles sont comptabilisées comme dépenses de l'année en autant que l'engagement est dûment approuvé avant le 1er avril et que l'imputation aux dépenses est faite au plus tard dans les 30 jours qui suivent la fin de l'année financière jusqu'à concurrence des crédits autorisés.

Les coûts d'acquisition des biens en capital sont portés aux dépenses et, de ce fait, affectent le résultat des opérations budgétaires d'une année financière. Par conséquent, les édifices gouvernementaux, les routes et ponts et autres biens en capital ne figurent pas à l'état de l'actif et du passif. Cependant, un fichier de contrôle de ces biens est tenu à jour et une liste en est publiée annuellement dans les Comptes publics.

Les dépenses payées d'avance ne sont pas reportées; elles sont comptabilisées comme dépenses de l'année financière terminée le 31 mars et font partie des opérations budgétaires.

Il ne se fait pas d'imputation pour services rendus entre les ministères ou leurs unités administratives.

Service de la dette

Les intérêts sur les emprunts temporaires ainsi que sur les obligations et les autres emprunts sont inscrits selon la comptabilité d'exercice; il en est de même pour l'escompte sur les bons du trésor qui est apparenté à de l'intérêt.

Les frais d'émission des obligations sont imputés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont encourus. Les primes ou les escomptes sont inscrits aux revenus ou aux dépenses lors de la réalisation des emprunts sauf pour l'escompte d'émission de titres s'apparentant à de l'intérêt lequel est considéré comme tel et est capitalisé à la date d'anniversaire de l'emprunt pour atteindre progressivement la valeur nominale à l'échéance. La fluctuation du change étranger entre la date de l'encaissement de l'emprunt et celle du remboursement est portée aux revenus ou imputée aux dépenses lors du remboursement.

L'écart entre la valeur nominale et le coût des obligations acquises pour les fonds d'amortissement ainsi que l'écart entre la valeur nominale et le produit de leur disposition sont portés aux revenus ou aux dépenses.

Les intérêts gagnés et les autres revenus sur les fonds d'amortissement sont portés en déduction des dépenses.

Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Ce Régime est comptabilisé conformément à la convention comptable mentionnée à l'item VI (a) de l'énoncé ci-dessus. L'intérêt sur la provision au 31 mars précédent est comptabilisé depuis 1978-1979.

Autres régimes de retraite

Les autres régimes de retraite sont comptabilisés depuis l'année financière 1978-1979 conformément à la convention comptable mentionnée à l'item VI (b) de l'énoncé ci-dessus; cette convention comptable n'a pas été appliquée antérieurement au 1er avril 1978. La dépense est établie en fonction de la politique budgétaire et sa contrepartie est portée au crédit du compte des régimes de retraite.

Radiations des créances irrécouvrables

Les créances radiées au cours de l'année financière sont portées aux dépenses, sauf celles pour lesquelles une provision a été établie au 31 mars 1980.

IV – ACTIF ET PASSIF

L'état de l'actif et du passif est présenté en tenant compte également des notes explicatives qui suivent :

1. Placements temporaires

Ces placements sont susceptibles de réalisation rapide; ils peuvent comprendre des dépôts à terme et des valeurs négociables détenues à titre temporaire, incluant celles émises par le gouvernement du Québec. Ils sont comptabilisés au coût.

2. Comptes à recevoir

Les comptes à recevoir représentent les charges, réclamations ou cotisations émises à des débiteurs pour des revenus que le Gouvernement est en droit de réclamer.

Les comptes à recevoir comprennent les montants à recevoir pour des dépenses payées en trop, les intérêts échus sur les placements, les remises perçues des mandataires ou agents du Gouvernement au cours d'avril pour des sommes perçues ou prélevées par eux avant le 1^{er} avril, de même que les sommes perçues des employeurs au cours d'avril pour le Fonds des services de santé et afférentes aux salaires versés par eux avant le 1^{er} avril.

Est déduite des comptes à recevoir une provision pour créances irrécouvrables qui est établie en fonction de leur valeur estimative de réalisation.

3. Placements

— Entreprises du gouvernement du Québec

Ces placements sont inscrits au coût, sauf pour les actions d'Hydro-Québec attribuées au Ministre des Finances et payées à même les bénéfices nets accumulés de cette société d'Etat jusqu'au 31 décembre 1980, en vertu de la Loi sur l'Hydro-Québec (L.R.Q., c. H-5).

— Municipalités, organismes municipaux, particuliers, sociétés et autres

Les placements en actions et en obligations sont inscrits au coût et les prêts et avances sont montrés à leur valeur estimative de réalisation.

4. Dette nette

La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs inscrits aux livres et elle est constituée du déficit accumulé des opérations budgétaires et de certaines opérations qui y sont portées directement.

5. Emprunts temporaires

Les emprunts temporaires en monnaie du Canada sont inscrits à leur valeur nominale et ceux en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars.

6. Avances des fonds en fidéicommis

Ce compte interfonds représente la partie des dépôts confiés au Bureau général de dépôts utilisée aux fins de l'administration courante du Gouvernement.

Les comptes du Bureau général de dépôts font l'objet d'une comptabilité distincte et le Ministre des Finances en rend compte dans les Comptes publics.

7. Compte d'accords de perception fiscale

À ce poste sont comptabilisées la perception de sommes par le Gouvernement pour le compte de la Régie des rentes du Québec, la Régie de l'assurance automobile du Québec, le Fonds spécial olympique et diverses municipalités ainsi que les versements effectués à ces organismes relativement à ces sommes perçues.

8. Comptes à payer

Ce poste représente la partie du coût des opérations du Gouvernement comptabilisée et non déboursée au 31 mars.

9. Intérêts courus

Ce compte représente la partie courue et non échue des intérêts sur les emprunts temporaires, les obligations et les autres emprunts diminuée du solde non amorti de l'escompte sur les bons du trésor. Les intérêts courus sur les emprunts en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien au 31 mars.

10. Compte des régimes de retraite

Ce compte couvre le passif inscrit à l'égard du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RRE-GOP) et des autres régimes de retraite notamment ceux des fonctionnaires, des enseignants et des membres de la Sûreté du Québec.

Il représente pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, les montants comptabilisés au titre de la contribution du Gouvernement en tant qu'employeur moins certains paiements effectués par le Gouvernement. Les cotisations des employés participants et les contributions reçues de certains organismes à titre d'employeur sont déposées pour le compte de la Commission administrative du régime de retraite à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Ce compte représente également pour les autres régimes de retraite, depuis l'année financière 1978-1979, les cotisations des participants, les contributions de certains organismes employeurs et les montants comptabilisés au titre de la contribution du Gouvernement en tant qu'employeur réduits des paiements de pensions et des remboursements de cotisations.

11. Bons du trésor, obligations et autres emprunts

Les dettes en monnaie du Canada sont inscrites à leur valeur nominale sauf pour les titres émis à un fort taux d'escompte. Les dettes en monnaie étrangère le sont en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts ou d'acceptation des dettes.

12. Fonds d'amortissement

Les obligations en monnaie du Canada détenues à ces fonds sont inscrites à leur valeur nominale. Celles en monnaie étrangère, déjà émises par le Gouvernement, sont inscrites en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts; les autres obligations en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates d'acquisition.

Le Ministre des Finances a comme politique d'annuler les obligations d'une émission détenues dans un fonds d'amortissement créé en rapport avec la même émission.

V – PASSIFS ÉVENTUELS

À cette rubrique, on y indique :

1. Le solde au 31 mars des sommes empruntées par certaines entreprises du Gouvernement, municipalités, organismes et individus, déduction faite des fonds d'amortissement, dont le remboursement est garanti par le Gouvernement en vertu de dispositions législatives particulières. Les emprunts garantis en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars;
2. Les contrats de cautionnement dont l'incidence est significative et certains autres passifs éventuels importants prévus par lois.

Par contre, cette rubrique ne couvre pas les réclamations en cours contre le Gouvernement.

VI – ENGAGEMENTS FINANCIERS

Budgétaires

Cette énumération couvre :

1. Les engagements autorisés par diverses lois et imputables à des crédits permanents, de même que ceux relatifs à des subventions accordées par le Gouvernement et qui seront imputables à des crédits votés pour le remboursement d'emprunts à long terme contractés pour des dépenses en capital par des commissions scolaires, institutions d'enseignement, de santé, établissements de services sociaux et par des organismes municipaux et autres;
2. Les engagements du Ministre de l'Éducation pour le remboursement d'emprunts contractés par des commissions scolaires et des institutions d'enseignement pour des dépenses en capital, les autorisations d'emprunts données par le Ministre aux commissions scolaires, également pour des dépenses en capital, de

CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

même que les emprunts sur des marges de crédit bancaire, effectués aux mêmes fins par les établissements du réseau des Affaires sociales sur autorisation du Ministre des Affaires sociales;

3. Les subventions autorisées par le Gouvernement principalement à des organismes municipaux pour des dépenses en capital non reliées au remboursement d'emprunts à long terme ainsi que les engagements envers ces organismes pour des dépenses en capital autorisées dans le cadre du programme d'assainissement des eaux lesquelles feront l'objet d'emprunts à long terme;
4. Les obligations du Gouvernement à l'égard des congés de maladie accumulés par ses employés.

Les engagements relatifs aux emprunts en monnaie étrangère sont indiqués en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars.

Cette énumération ne comprend pas :

1. Les services et marchandises commandés qui n'ont pas encore été rendus ou livrés;
2. Les engagements relatifs aux intérêts sur les prêts consentis par des institutions financières aux étudiants pendant qu'ils sont aux études;

3. Les engagements relatifs à certaines lois administrées par l'Office du crédit agricole et qui ont trait principalement à des contributions sur l'intérêt payé par les emprunteurs sur les prêts consentis par le gouvernement du Canada et les institutions financières;
4. Les engagements relatifs à la prise en charge par la Société de développement industriel du Québec d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises ainsi que les exonérations de remboursement d'emprunts dans le cadre de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec;
5. Les biens en voie d'expropriation et dont le Gouvernement n'a pas pris possession;
6. Tout autre engagement pris dans le cours normal des opérations et dont l'incidence porte sur les années futures.

Non budgétaires

Ces engagements comprennent principalement le solde à verser pour des apports de capitaux à certaines entreprises du Gouvernement et dont le déboursé est déterminé dans une loi ou établi par le Gouvernement en vertu des pouvoirs que lui confère une loi.

REVENUS, DÉPENSES ET DETTE NETTE

Année financière terminée le 31 mars 1983

(MILLIERS \$)

	1983	1982
REVENUS		
Impôts sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	6 311 283	6 053 121
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	1 337 141	1 275 031
Impôt des sociétés	898 353	1 010 474
Droits de successions	44 985	37 777
	<u>8 591 762</u>	<u>8 376 403</u>
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	1 936 670	1 771 300
Carburants	1 194 893	826 934
Tabacs	277 048	228 557
Repas et hôtellerie	249 258	236 593
Autres	89 211	79 200
	<u>3 747 080</u>	<u>3 142 584</u>
Droits et permis		
Véhicules automobiles	285 439	224 724
Boissons alcooliques	58 855	62 810
Ressources naturelles	86 451	143 205
Pari mutuel	31 492	33 295
Autres	65 059	51 920
	<u>527 296</u>	<u>515 954</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services	217 698	143 653
Intérêts	294 584	249 434
Amendes, confiscations et recouvrements	95 545	90 168
	<u>607 827</u>	<u>483 255</u>
Transferts des sociétés d'État		
Société des alcools du Québec	275 000	225 000
Société des loteries et courses du Québec	162 000	150 000
Hydro-Québec	7 000	6 900
	<u>444 000</u>	<u>381 900</u>
Total des revenus autonomes	<u>13 917 965</u>	<u>12 900 096</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	3 071 912	2 317 823
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 101 326	1 225 826
Contributions aux programmes de bien-être	822 828	663 675
Autres programmes	296 235	364 154
	<u>5 292 301</u>	<u>4 571 478</u>
Total des revenus	<u>19 210 266</u>	<u>17 471 574</u>

	1983	1982
		(note 9)
DÉPENSES		
Ministères et organismes		
Affaires culturelles	120 788	108 220
Affaires intergouvernementales	46 514	44 776
Affaires municipales	421 909	410 724
Affaires sociales	5 194 227	4 544 241
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	422 022	373 932
Assemblée nationale	45 791	41 859
Commerce extérieur	4 783	2 129
Commission administrative du régime de retraite	608 366	558 172
Communautés culturelles et Immigration	35 027	32 015
Communications	154 720	139 471
Conseil exécutif	139 210	140 302
Conseil du trésor	9 279	7 299
Éducation	6 108 932	5 950 359
Énergie et Ressources	249 345	254 565
Environnement	111 379	89 837
Finances	1 965 802	1 713 852
Fonction publique	146 041	133 210
Habitation et Protection du consommateur	247 139	202 072
Industrie, Commerce et Tourisme	157 957	142 242
Institutions financières et Coopératives	17 797	16 889
Justice	601 597	560 705
Loisir, Chasse et Pêche	206 281	191 619
Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	2 058 670	1 674 881
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 162 620	1 173 436
Revenu	221 534	200 789
Transports	1 488 645	1 360 945
Travail	11 304	12 057
Travaux publics et Approvisionnement	301 617	279 209
Total des dépenses (note 2)	22 259 296	20 359 807
Déficit des opérations budgétaires	3 049 030	2 888 233
DETTE NETTE		
Solde au début	10 652 655	12 059 002
Déficit des opérations budgétaires	3 049 030	2 888 233
Intégration de l'Office des autoroutes du Québec (note 4)	414 696	
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	109 263	79 488
Inscription des actions d'Hydro-Québec attribuées au Ministre des Finances et payées à même les bénéfices nets accumulés de cette société d'État jusqu'au 31 décembre 1980		(4 374 109)
Régularisation des autres éléments d'actif suite au recensement de 1981		41
Solde à la fin	14 225 644	10 652 655

ACTIF ET PASSIF**au 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

ACTIF

	1983	1982
Espèces en banque	37 605	37 591
Placements temporaires	284 775	209 327
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	32 605	36 361
Comptes à recevoir	1 739 881	1 551 647
Intérêts courus (note 4)	24 677	31 348
	<u>2 119 543</u>	<u>1 866 274</u>
Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances		
Entreprises du gouvernement du Québec (notes 3 et 4)	6 252 203	6 525 613
Municipalités et organismes municipaux	72 738	74 291
Particuliers, sociétés et autres	153 340	117 260
	<u>6 478 281</u>	<u>6 717 164</u>
Autres éléments d'actif	<u>2 210</u>	<u>2 210</u>
TOTAL DE L'ACTIF	8 600 034	8 585 648
DETTE NETTE	<u>14 225 644</u>	<u>10 652 655</u>
	<u>22 825 678</u>	<u>19 238 303</u>

Le contrôleur des finances,
Guy Langlois, c.a.

Le sous-ministre des Finances,
Robert Normand

Québec, le 21 novembre 1983.

PASSIF

	1983	1982
Chèques en circulation	331 894	197 864
Avances des fonds en fidéicomis	48 645	43 733
Compte d'accords de perception fiscale	181 381	177 411
Comptes à payer (note 5)	856 523	1 006 171
Intérêts courus	743 473	549 161
	<u>2 161 916</u>	<u>1 974 340</u>
Compte des régimes de retraite (note 6)	<u>4 488 671</u>	<u>3 427 794</u>
Bons du trésor	1 325 000	1 010 000
Obligations moins fonds d'amortissement (note 7)	13 252 934	11 338 747
Autres emprunts moins fonds d'amortissement (note 7)	1 597 157	1 487 422
	<u>16 175 091</u>	<u>13 836 169</u>
TOTAL DU PASSIF	<u>22 825 678</u>	<u>19 238 303</u>
Passifs éventuels et engagements financiers (note 8)		

BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1983

(MILLIERS \$)

	1983		1982	
BESOINS FINANCIERS				
Déficit des opérations budgétaires		3 049 030		2 888 233
Augmentation du passif inscrit à l'égard des régimes de retraite				
Contributions du gouvernement à titre d'employeur imputées aux dépenses	(1 166 698)		(1 101 060)	
Cotisations des participants et contributions d'organismes	(193 737)		(170 436)	
	(1 360 435)		(1 271 496)	
Pensions et autres paiements	309 288	(1 051 147)	264 186	(1 007 310)
Augmentation des placements				
Entreprises du gouvernement du Québec	96 282		66 888	
Municipalités et organismes municipaux	(1 553)		(1 465)	
Particuliers, sociétés et autres	40 308	135 037	49 546	114 969
Augmentation des autres éléments d'actif (1)		288 147		391 452
Augmentation des autres éléments de passif (1)		(184 690)		(237 926)
Besoins financiers nets		<u>2 236 377</u>		<u>2 149 418</u>
FINANCEMENT				
Emprunts effectués	2 761 814		2 951 612	
Emprunts remboursés	449 975	2 311 839	1 010 097	1 941 515
Augmentation de l'encaisse (2) — diminution en 1982		(75 462)		207 903
		<u>2 236 377</u>		<u>2 149 418</u>

L'état ci-dessus exclut les opérations portées directement à la dette nette.

(1) Les autres éléments d'actif sont les espèces et effets en main et dépôts en circulation, les comptes à recevoir et les intérêts courus et les autres éléments du passif sont les chèques en circulation, les avances des fonds en fidéicommis, le compte d'accords de perception fiscale, les comptes à payer et les intérêts courus.

(2) L'encaisse comprend les espèces en banque et les placements temporaires.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

1 – Conventions comptables

Les états financiers du gouvernement du Québec ont été préparés en conformité avec les conventions comptables apparaissant à la page 13. L'énoncé énumère les principales conventions comptables ayant fait l'objet de décisions du Conseil du trésor et l'exposé du Contrôleur des finances y apporte des précisions pour les fins de leur application pratique.

Les états financiers du gouvernement du Québec comprennent les comptes relatifs au Fonds consolidé du revenu et ceux du Fonds des services de santé.

À ces états, sont généralement inscrites toutes les opérations financières des ministères listés à l'annexe 1 et celles des organismes figurant à cette même annexe pour autant que les dépenses de fonctionnement de ces derniers imputables sur les crédits sont faites sur le Fonds consolidé du revenu et leurs revenus y sont généralement crédités. Cette liste exclut les organismes et les entreprises d'État qui bénéficient de paiements de transfert à même ce Fonds.

2 – Les dépenses en capital

Les dépenses en capital incluses dans les dépenses de l'année 1982-1983 et s'élevant à 535,6 millions \$ (569,5 millions \$ en 1981-1982) ainsi que la liste des biens en capital apparaissent à la section 2 du volume 2 des Comptes publics.

3 – Placements

Les placements dans les entreprises du gouvernement du Québec sont inscrits comme suit :

	1983	1982
	(millions \$)	(millions \$)
Hydro-Québec — au montant de ses réserves au 31 décembre 1980	4 374,1	4 374,1
Autres — au coût	1 878,1	2 151,5
	<u>6 252,2</u>	<u>6 525,6</u>

La Loi sur l'Hydro-Québec (L.R.Q., c. H-5) stipule que le total des réserves d'Hydro-Québec au 31 décembre 1980 est imputé au paiement total de 43 741 090 actions attribuées au Ministre des Finances. Jusqu'au 31 décembre 1980, les bénéfices nets accumulés d'Hydro-Québec étaient attribués à des réserves pour le renouvellement du réseau, pour éventualités et pour stabilisation de taux. Le Gouvernement a comptabilisé les actions qui lui ont été attribuées au montant porté au capital-actions émis d'Hydro-Québec; le compte placements dans les entreprises du gouvernement du Québec a été ainsi augmenté en 1982 de 4 374,1 millions \$ et la dette nette réduite d'autant.

Les comptes des entreprises du gouvernement du Québec sont présentés à leurs propres états financiers et conséquemment, sont exclus de ceux du Gouvernement.

À titre d'information, l'annexe 2 montre l'avoir du Gouvernement dans ses entreprises au montant de 7 373,7 millions \$ (7 048,6 millions \$ en 1982), y compris 62,9 millions \$ en 1983 pour celles dans lesquelles il n'a pas d'apport. Cet avoir comprend les montants inscrits au 31 mars 1983 augmentés des excédents et des réserves accumulés par certaines entreprises et diminués des déficits accumulés par d'autres.

4 – Intégration de l'Office des autoroutes du Québec

La Loi modifiant la Loi sur les autoroutes et d'autres dispositions législatives (chapitre 49 des lois de 1982) a intégré le 1er avril 1982, les activités de l'Office des autoroutes du Québec au ministère des Transports, l'Office ne conservant comme seule activité que le remboursement de sa dette obligataire.

Le 1er avril 1982, le Ministre des Finances a émis un billet en faveur de l'Office au montant de la dette obligataire de l'Office et des intérêts courus au 1er avril 1982, diminué du fonds d'amortissement

accumulé à l'égard de cette dette. Ce billet au montant de 27,8 millions \$ imputé à la dette nette comporte les termes, le taux d'intérêt et les autres conditions compatibles avec la complète exécution des obligations de l'Office en ce qui concerne le remboursement de sa dette obligataire.

L'actif de l'Office au 1er avril 1982, à l'exception du fonds d'amortissement de sa dette obligataire ainsi que le passif de l'Office à cette même date, sauf le capital et les intérêts de sa dette obligataire, ont été comptabilisés dans les comptes du Gouvernement.

L'écart entre l'actif et le passif ainsi comptabilisé, selon les conventions comptables en usage au gouvernement du Québec, au montant de 386,9 millions \$, a été porté à la dette nette.

L'effet de cette intégration au 1er avril 1982 dans les livres du Gouvernement se résume comme suit :

	Millions \$
Additions au passif	
Émission d'un billet à payer à l'Office des autoroutes	27,8
Compte des régimes de retraite	9,7
Comptes à payer	2,2
	<u>39,7</u>
Additions et élimination à l'actif	
Élimination des avances et des intérêts courus à recevoir de l'Office	376,6
Additions à divers éléments d'actif	
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	0,4
Comptes à recevoir	0,5
Placements — Particuliers, sociétés et autres	0,7
	<u>(1,6)</u>
	<u>375,0</u>
Moniant total porté à la dette nette	<u>414,7</u>

Dû au fait que les conventions comptables en usage au gouvernement du Québec et à l'Office des autoroutes du Québec diffèrent, l'avoir du Gouvernement dans l'Office au 1er avril 1982 de 38,8 millions \$ s'est traduit lors de l'intégration par une perte comptable de 414,7 millions \$ portée à la dette nette, dont la différence de 453,5 millions \$ s'explique comme suit :

Les actifs suivants n'apparaissent pas à l'état de l'actif et du passif du Québec selon les conventions comptables.

	Millions \$
Immobilisations	
Voies à péage et équipement	451,2*
Stocks de matériaux et fournitures et frais reportés	2,3
	<u>453,5</u>

* Ces immobilisations apparaissent à la liste des biens en capital publiée à la section 2 du volume 2 des Comptes publics.

5 – Comptes à payer

Le montant de 856,5 millions \$ représente la partie non acquittée du coût des opérations du Gouvernement comptabilisée au 31 mars 1983 (1 006,2 millions \$ en 1982). Cependant, en raison de certaines dispositions des conventions comptables et de la Loi sur l'administration financière, il arrive que, tant au cours des années antérieures

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

res qu'au cours de l'année courante, des dépenses encourues n'aient pu être imputées sur un crédit et être portées aux comptes à payer. L'estimation de ces comptes à payer non inscrits au 31 mars 1983 apparaît à l'annexe 3 et s'élève à 1 343,8 millions \$ (1 431,3 millions \$ en 1982).

6 — Compte des régimes de retraite

Ce passif est composé d'un montant de 2 930,7 millions \$ pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et d'un montant de 1 558,0 millions \$ pour les autres régimes. En 1982, les soldes se chiffraient respectivement à 2 344,6 et 1 083,2 millions \$.

a) Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Le montant de 2 930,7 millions \$ ne comprend pas 1 297,2 millions \$ pour d'autres obligations du Gouvernement envers ce Régime dont les estimations ont été établies aux dates mentionnées ci-après.

En effet, les obligations du Gouvernement relatives aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce Régime et celles découlant des crédits de rentes octroyés à certains retraités du secteur des Affaires sociales, sont estimées par la Commission administrative du régime de retraite à 841,3 millions \$ au 31 décembre 1982 et cette estimation est basée sur les données de population et les hypothèses utilisées pour leur évaluation actuarielle au 31 décembre 1981 dont le montant s'élevait à 762,7 millions \$ à cette date. Cette estimation tient compte des opérations financières effectuées au cours de l'année 1982.

De plus, les obligations du Gouvernement relatives aux régimes supplémentaires de rentes gérés par la Commission s'élevaient à 28,2 millions \$ selon l'évaluation actuarielle au 31 décembre 1981. Celles représentant l'insuffisance de la contribution du Gouvernement au titre des intérêts depuis l'avènement du Régime, soit le 1^{er} juillet 1973, sont estimées à 427,7 millions \$ au 31 mars 1983.

b) Autres régimes de retraite

Au 31 mars 1983, le montant inscrit aux livres du Gouvernement à l'égard du passif de ces régimes de retraite est de 1 558,0 millions \$ (1 083,2 millions \$ en 1982).

Les obligations envers les participants des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec, de la Législature et de la Magistrature sont à la charge du Gouvernement. La Commission administrative du régime de retraite dont l'année financière correspond à l'année civile, a estimé le passif envers ces régimes à 10 733,6 millions \$ au 31 décembre 1982, basé sur les données de population de 1981. Au 31 décembre 1981, cette estimation était de 10 545,8 millions \$ basée sur les données de population de 1978. Cependant, cette dernière estimation a été révisée à 9 640,8 millions \$ selon les évaluations actuarielles basées sur les données de population de 1981 ainsi que sur les hypothèses alors retenues.

De plus, la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite (chapitre 33 des lois de 1982) a pour effet de modérer la progression du déficit des régimes de retraite à l'égard du service postérieur au 30 juin 1982 que l'on aurait obtenu autrement et, partant, la progression du passif actuariel. En effet, cette Loi a principalement pour objet de diminuer annuellement les dépenses budgétaires et les besoins financiers du Gouvernement à l'égard du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants. Tout en préservant les droits acquis des pensionnés et des participants de ces régimes, la Loi prévoit pour le service futur seulement, les principales modifications suivantes :

— Les coûts des régimes sont partagés également à compter du 1^{er} juillet 1982 entre l'employé et l'employeur.

— Pour la portion de la pension reliée aux années de service acquises après le 30 juin 1982, l'indexation de la pension est calculée selon l'augmentation de l'indice des prix à la consommation réduite de 3%.

7 — Obligations et autres emprunts en monnaie étrangère

Les obligations et autres emprunts en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation et d'acceptation des dettes. Si les taux de change en vigueur au 31 mars 1983 avaient été appliqués à ces obligations et autres emprunts, ces dettes auraient été augmentées de 306,2 millions \$ (341,9 millions \$ en 1982), dont 5,9 millions \$ pour le montant venant à échéance au cours de l'année financière 1983-1984.

8 — Passifs éventuels et engagements financiers

Les emprunts garantis par le Gouvernement s'élèvent à 19 432,4 millions \$ au 31 mars 1983 (17 838,4 millions \$ en 1982), dont 17 611,4 millions \$ se rapportent aux emprunts d'Hydro-Québec. Les engagements financiers totalisent 7 131,8 millions \$ à cette date (6 735,8 millions \$ en 1982 : montant redressé). Ces passifs éventuels et engagements financiers sont présentés sommairement à l'annexe 4.

9 — Chiffres comparatifs

En 1982-1983, le Gouvernement a changé la dénomination de certains ministères et a procédé à des transferts de services entre ministères. Les crédits constitués principalement des coûts relatifs à l'assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics et à l'administration des régimes de retraite du personnel de la Fonction publique et des enseignants ont été alloués à la Commission administrative du régime de retraite alors qu'antérieurement, ils apparaissaient au ministère de la Fonction publique.

Les crédits pour les coûts des programmes du secteur Habitation et du programme Protection du consommateur en provenance du Conseil exécutif apparaissent maintenant au ministère de l'Habitation et Protection du consommateur. De plus, ce ministère s'est vu confier la responsabilité dans le domaine de la sécurité dans les édifices publics qui était auparavant au ministère du Travail, Main-d'œuvre et Sécurité du revenu qui est devenu le ministère de la Main-d'œuvre et Sécurité du revenu, à compter du 16 décembre 1982. À cette même date, le ministère du Travail a été créé.

La Charte de la langue française a été transférée à compter du 9 septembre 1982 du ministère de l'Éducation au ministère des Communautés culturelles et Immigration et l'Office des services de garde à l'enfance a été transféré du ministère des Affaires sociales au ministère du Conseil exécutif à compter du 1^{er} avril 1982.

Par ailleurs, le Service du commerce extérieur qui, auparavant était au ministère de l'Industrie, Commerce et Tourisme, a été transféré pour une période de deux mois au Conseil exécutif et, par la suite, le ministère du Commerce extérieur a été créé. Un budget lui a été accordé par le Gouvernement à même le Fonds consolidé du revenu pour la période du 19 janvier au 31 mars 1983.

Enfin, l'administration de la Loi sur le courtage immobilier a été transférée du ministère des Institutions financières et Coopératives au ministère de l'Habitation et Protection du consommateur à compter du 2 février 1983.

Pour tenir compte de ces nouvelles dénominations, des transferts de juridiction et de certaines autres reclassifications, les données de 1982 ont été redressées pour correspondre à la présentation des états financiers de 1983.

L'intégration des opérations de l'Office des autoroutes du Québec au 1^{er} avril 1982 n'a pas été appliquée rétroactivement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)
MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

ANNEXE 1

Affaires culturelles	Environnement
Bureau de surveillance du cinéma	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Commission des biens culturels	Conseil consultatif de l'environnement
Affaires intergouvernementales	Finances
Affaires municipales	Curatelle publique (du 1er avril 1982 au 16 décembre 1982)
Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec	Fonction publique
Commission municipale du Québec	Commission de la fonction publique
Commission nationale de l'aménagement	Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique
Affaires sociales	Habitation et Protection du consommateur
Conseil des affaires sociales et de la famille	Office de la protection du consommateur
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Régie des entreprises de construction du Québec
Commission de protection du territoire agricole du Québec	Régie du logement
Office du crédit agricole du Québec	Société d'habitation du Québec
Régie des assurances agricoles du Québec	Industrie, Commerce et Tourisme
Régie des grains du Québec	Société de développement industriel du Québec
Régie des marchés agricoles du Québec	Société du parc industriel du centre du Québec
Assemblée nationale	Institutions financières et Coopératives
Commerce extérieur	Commission des valeurs mobilières du Québec
Commission administrative du régime de retraite	Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Communautés culturelles et Immigration	Justice
Commission d'appel de francisation des entreprises	Commission de police du Québec
Commission de surveillance de la langue française	Commission de refonte des lois et des règlements
Commission de toponymie	Commission des droits et libertés de la personne du Québec
Conseil de la langue française	Commission québécoise des libérations conditionnelles
Office de la langue française	Comité de la protection de la jeunesse
Communications	Protection civile du Québec
Commission d'accès à l'information	Régie des permis d'alcool du Québec
Régie des services publics	Tribunal de l'expropriation
Conseil exécutif	Loisir, Chasse et Pêche
Conseil de la politique scientifique du Québec	Régie de la sécurité dans les sports
Conseil du statut de la femme	Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu
Commission de la représentation	Commission des affaires sociales
Office de planification et de développement du Québec	Régie de l'assurance-maladie du Québec
Office des personnes handicapées du Québec	Revenu
Office des services de garde à l'enfance	Régie des loteries et courses du Québec
Conseil du trésor	Transports
Éducation	Commission des transports
Conseil des collèges	Travail
Conseil des universités	Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre
Conseil supérieur de l'éducation	Conseil des services essentiels
Office des professions du Québec	Travaux publics et Approvisionnement
Énergie et Ressources	
Régie de l'électricité et du gaz	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)
AVOIR DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (1)
(MILLIERS \$)

ANNEXE 2

	Montant inscrit au 31 mars 1983	Excédents, réserves ou (déficits) accumulés (2)	Avoir du Gouvernement	
			1983	1982
ENTREPRISES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT DÉTIENT UN PLACEMENT				
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	10 000		10 000	10 000
Hydro-Québec (1982-12-31)	4 374 109	1 344 616	5 718 725	4 926 037
Office de l'électrification rurale	2 111		2 111	2 555
Office des autoroutes du Québec				415 228
Office du crédit agricole du Québec	184 550	3 139	187 689	203 625
Raffinerie de sucre du Québec	18 000	(2 681)	15 319	13 013
Régie de l'assurance automobile du Québec				361
Régie de l'assurance-dépôts du Québec	6 400		6 400	6 400
Sidbec (1982-12-31)	603 496	(394 785)	208 711	350 401
Société d'aménagement de l'Outaouais	35 113	(22 845)	12 268	16 918
Société de cartographie du Québec	3 000	(1 160)	1 840	2 497
Société de développement autochtone de la Baie James	2 750		2 750	2 500
Société de développement coopératif	20 620	262	20 882	18 892
Société de développement de la Baie James (1982-12-31)	60 000	2 537	62 537	63 267
Société de développement des industries de la culture et des communications	11 000	(765)	10 235	8 012
Société de développement immobilier du Québec	74 666	(10 032)	64 634	63 429
Société de développement industriel du Québec	32 944	11 199	44 143	47 411
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec — Rexfor	73 730	14 257	87 987	97 226
Société des alcools du Québec (1983-03-26)	30 000	14 773	44 773	33 037
Société des loteries et courses du Québec	170	10 891	11 061	9 646
Société des traversiers du Québec	1 500	568	2 068	1 966
Société d'habitation du Québec (1982-12-31)	148 726	7 244	155 970	152 195
Société du parc industriel du centre du Québec	39 986	(2 315)	37 671	35 932
Société générale de financement du Québec (1982-12-31)	206 934	41 047	247 981	218 390
Société nationale de l'amiante	49 097	(18 141)	30 956	35 556
Société québécoise d'exploration minière — SOQUEM	89 000	49 743	138 743	131 080
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires — SOQUIA	40 300	1 391	41 691	43 292
Société québécoise d'initiatives pétrolières — SOQUIP	134 000	(205)	133 795	105 269
Société du parc industriel, commercial et aéroportuaire de Mirabel et Société inter-port de Québec	1	9 767	9 768	5 903
	6 252 203	1 058 505	7 310 708	7 020 038

ENTREPRISES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT NE DÉTIENT PAS DE PLACEMENT

Centre de recherche industrielle du Québec	16 354	16 354	12 084
Corporation d'hébergement du Québec	29 685	29 685	10 245
Société de la Place des Arts de Montréal (1982-09-01)	9 794	9 794	
Société de radio-télévision du Québec (1982-08-31)	7 039	7 039	6 352
Société du Grand Théâtre de Québec (1982-08-31)	(215)	(215)	(145)
Société du Palais des Congrès de Montréal	286	286	
	62 943	62 943	28 536
	6 252 203	1 121 448	7 373 651
			7 048 574

(1) Les entreprises énumérées sont celles dont la majorité des administrateurs sont nommés par le Gouvernement à l'exception de la Société de développement autochtone de la Baie James. Ne sont pas compris, par ailleurs, les organismes gestionnaires de fonds d'assurance et ceux de type fiduciaire à l'exception des apports du Gouvernement consentis sous forme de dotation et d'avances au Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers et à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

(2) Au 31 mars 1983, sauf lorsque indiqué à une autre date à la suite du nom de l'entreprise. Ces excédents et réserves accumulés ou déficits sont ceux apparaissant aux états financiers vérifiés des entreprises selon les conventions comptables qui prévalent pour chacune d'elles, lesquelles diffèrent substantiellement de celles du Gouvernement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)
ESTIMATION DES COMPTES À PAYER NON INSCRITS AU 31 MARS 1983
(MILLIERS \$)

ANNEXE 3

**Pour des dépenses de fonctionnement et de capital
encourues au 31 mars 1983 et non comptabilisées**

	1983	1982
Marchandises livrées et services rendus	11 007	21 954
Indemnités d'expropriations afférentes à des biens dont le Gouvernement avait pris ou pouvait légalement prendre possession avant le 1 ^{er} avril	38 695	49 636
Solde dû sur les biens achetés à terme	3 331	3 807
	<u>53 033</u>	<u>75 397</u>

**Pour des dépenses de transfert afférentes à des frais
encourus au 31 mars 1983 et non comptabilisées**

À verser aux commissions scolaires et aux institutions
qui opèrent à budget dans le cadre de politiques
ministérielles, y compris le transport scolaire

	Année 1982-1983 (1)	Années antérieures (1)		
Institutions de santé et établissements de services sociaux	55 516 (2)		55 516 (2)	
		345 631 (2)	345 631 (2)	429 698 (2)
			<u>401 147</u>	<u>429 698</u>
Commissions scolaires				
Fonctionnement	(71 036) (3)		(71 036) (3)	(19 649) (3)
		469 238 (4)	469 238 (4)	403 920 (4)
		210 621 (5)	210 621 (5)	239 368 (5)
			<u>608 823</u>	<u>623 639</u>
Transport	45 990 (6)	11	46 001	49 574
Collèges d'enseignement général et professionnel	49 292 (6)		49 292	48 287
Universités	74 087 (6)		74 087	70 482
Institutions privées d'enseignement	25 186 (6)		25 186	19 561
	<u>179 035</u>	<u>1 025 501</u>	<u>1 204 536</u>	<u>1 241 241</u>

**À verser à des commissions de transport pour les
frais de fonctionnement**

À verser à divers organismes et personnes

62 991 (7)	87 862
<u>23 209</u>	<u>26 769</u>
<u>86 200</u>	<u>114 631</u>
<u>1 343 769</u>	<u>1 431 269</u>

(1) Des institutions subventionnées.

(2) Ces arrérages accumulés au cours des années 1974 à 1983 sont susceptibles d'être révisés suite au parachèvement des travaux d'analyse des états financiers des institutions de santé et des établissements de services sociaux. Des surplus à récupérer de 37,0 millions \$ en 1983 et de 16,3 millions \$ en 1982 ont été diminués des déficits accumulés. Au cours de 1982-1983, une somme de 90,1 millions \$ a été versée sur les arrérages au 31 mars 1982 révisés pour un montant plus élevé de 6,0 millions \$.

(3) Excédent des dépenses de transfert imputées sur les crédits par rapport aux dépenses de fonctionnement encourues au cours de l'année financière du Gouvernement.

(4) En 1983, pour le dernier versement de 15% pour l'année scolaire 1981-1982 et en 1982 celui pour l'année scolaire 1980-1981.

(5) Arrérages pour les années scolaires 1979-1980 et antérieures dont 28,7 millions \$ ont été versés en 1982-1983. Le solde de ces arrérages est prévu être remboursé d'ici le 31 mars 1987.

(6) Les dépenses à payer proviennent de la différence entre le coût réel des frais encourus par les institutions durant les années financières du Gouvernement et les paiements des dépenses de transfert imputés sur les crédits des années financières du Gouvernement.

	Dépenses annuelles encourues par les institutions en regard des années financières du Gouvernement		Répartition des dépenses de transfert imputées sur les crédits des années financières du Gouvernement		
	Année financière du Gouvernement en cours		Année financière du Gouvernement subséquent		
	%	%	%	%	à compter de
Commissions scolaires					
Fonctionnement	70	30	70	15,15(8)	1979-1980
Transport	70	30	50		1975-1976
Cégeps	75	25	68	32	1979-1980
Universités	83,3	16,7	75	25	1970-1971
Institutions privées d'enseignement	70	30	60	40	1969-1970

(7) Pour les déficits d'exploitation de 1979 de la C.T.C.U.M. et de la C.T.R.S.M. (73 927 milliers \$ en 1982). Ces déficits seront remboursés d'ici avril 1988.

(8) 15% au cours de la première année subséquente et 15% au cours de la deuxième année subséquente.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)
PASSIFS ÉVENTUELS ET ENGAGEMENTS FINANCIERS
ANNEXE 4

(MILLIERS \$)

	1983	1982
EMPRUNTS GARANTIS		
Hydro-Québec	17 611 423	16 269 701
Régie des installations olympiques	665 604	673 893
Sidbec	360 950	113 550
Autres entreprises du gouvernement du Québec	324 515	371 775
Prêts aux étudiants	436 836	360 226
Municipalités, particuliers et sociétés	33 105	49 240
	<u>19 432 433</u>	<u>17 838 385</u>
ENGAGEMENTS FINANCIERS		
Budgétaires:		
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	2 669 502	2 607 467
Institutions de santé et établissements de services sociaux	975 731	880 455
Municipalités et organismes municipaux		
Construction du métro et autres dépenses en capital	769 450	702 888
Assainissement des eaux	386 343	261 869
Autres	47 468	46 805
Pour des marges de crédit bancaire autorisées en faveur des commissions scolaires, des institutions de santé et des établissements de services sociaux pour dépenses en capital	732 768	492 825
Pour des dépenses en capital d'organismes municipaux		
Aqueducs, égouts et autres	228 609	250 723
Assainissement des eaux	799 766	854 312
Pour des congés de maladie accumulés par les employés du Gouvernement	230 997	294 096
Pour de l'aide financière à des entreprises du gouvernement du Québec, à l'habitation familiale et autres, imputable à des crédits permanents	90 891	111 794
	<u>6 931 525</u>	<u>6 503 234</u>
Non budgétaires:		
Solde à verser pour des apports de capitaux à des entreprises du gouvernement du Québec, imputable à des crédits permanents	200 250	232 600
	<u>7 131 775</u>	<u>6 735 834</u>

AUTRES PASSIFS ÉVENTUELS**Sidbec**

Le gouvernement du Québec a garanti, en vertu d'un contrat de cautionnement, les montants à être versés par Sidbec aux termes d'un contrat de parachèvement de son complexe intégré d'exploitation minière. Cette garantie prévoit principalement le versement de sommes en cas de manque de fonds de Sidbec-Normines Inc. ou de défaut en regard du remboursement du capital et des intérêts des obligations émises par Sidbec-Normines Inc. lesquelles s'élevaient au 31 mars 1983 à 466,6 millions \$ (474,4 millions \$ en 1982). Les obligations de Sidbec dans n'importe laquelle de ces situations ne pourraient être inférieures à sa quote-part de 50,1% de participation dans l'équité de Sidbec-Normines Inc.

Société générale de financement du Québec

Le gouvernement du Québec a garanti les montants à être versés par cette société aux termes du contrat de parachèvement relatif à la mise sur pied d'un complexe forestier intégré. Ce contrat prévoit principalement le versement de sommes en cas de manque de fonds de Donohue St-Félicien Inc. ou de défaut en regard du remboursement du capital et des intérêts des obligations émises par Donohue St-Félicien Inc. lesquelles s'élevaient au 31 mars 1983 à 148,5 millions \$ (158,0 millions \$ en 1982).

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers

Le Ministre des Finances est autorisé à verser au Fonds, à la demande de ce dernier, les sommes requises pour parfaire le paiement de ses obligations envers les prêteurs lequel doit s'effectuer d'abord à même ses revenus et, si ces derniers sont insuffisants, à même toute partie du capital du Fonds qui excède 10 millions \$.

Au 31 mars 1983 l'avoir du Fonds s'élevait à 13,2 millions \$ (13,3 millions \$ en 1982) et le solde en principal des prêts consentis à 1 326,7 millions \$ (1 221,7 millions \$ en 1982).

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

(Article 71a de la Loi sur l'administration financière)

J'ai vérifié les états financiers du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1983. Ces états comprennent :

- l'état des revenus et dépenses et de la dette nette;
- l'état de l'actif et du passif; et
- l'état des besoins financiers et du financement.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, les renseignements financiers présentés dans ces états sont établis selon les conventions comptables du gouvernement du Québec dont il est fait mention à la note complémentaire 1 aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Cependant, je formule dans les paragraphes qui suivent des remarques à l'égard de certaines de ces conventions comptables qui, à mon avis, entraînent une présentation non appropriée de certains actifs, passifs et dépenses du Gouvernement. Je formule également une remarque sur l'intégralité des états financiers.

a. Comptes des régimes de retraite

Le Gouvernement comptabilise une partie seulement de ses obligations envers ses régimes de retraite; il fournit toutefois dans la note complémentaire 6 aux états financiers des renseignements quant à ses obligations globales. Si une telle façon de procéder peut actuellement paraître tolérable en ce qui regarde le passif actuariel pour le service antérieur non comptabilisé, il ne faut pas oublier que toutes les obligations du Gouvernement découlant des régimes de retraite constituent de véritables éléments de son passif comme ses autres dettes et qu'il serait donc normal de les retrouver au passif dans les états financiers eux-mêmes.

Les coûts reliés au service courant devraient être comptabilisés au complet dans l'année où ils sont encourus. Les coûts relatifs au service antérieur non inscrits au passif devraient l'être et imputés aux dépenses par voie d'amortissement des frais reportés selon une méthode appropriée ou imputés en total directement à la dette nette.

— Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)

Tel que mentionné à la note complémentaire 6 aux états financiers, le passif de 2 930,7 millions \$ à l'égard de ce Régime ne comprend pas 1 297,2 millions \$ pour d'autres obligations du Gouvernement envers ce Régime dont les estimations ont été établies aux dates mentionnées ci-après.

Le passif comptabilisé à l'égard du RREGOP ne tient pas compte en effet des obligations du Gouvernement relatives aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce Régime et celles découlant des crédits de rentes octroyés à certains retraités du secteur des Affaires sociales; ces obligations sont estimées par la Commission administrative du régime de retraite à 841,3 millions \$ au 31 décembre 1982. Il ne comprend pas non plus les obligations du Gouvernement relatives aux régimes supplémentaires de rentes gérés par la Commission dont l'évaluation actuarielle au 31 décembre 1981 s'élevait à 28,2 millions \$. Enfin, les intérêts non comptabilisés au 31 mars 1983 s'élèvent à 427,7 millions \$.

À mon avis, des mesures devraient être prises pour compléter l'inscription de ces obligations du Gouvernement totalisant 1,3 milliard \$ envers ce Régime.

— Autres régimes de retraite

Tel que mentionné également à la note complémentaire 6 aux états financiers, les obligations envers les participants des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec et autres sont à la charge du Gouvernement. Les conventions comptables en vertu desquelles sont comptabilisées ces obligations stipulent : « la contribution du Gouvernement en tant qu'employeur, tant pour le service courant que pour le service antérieur, est imputée aux dépenses budgétaires et établie selon la politique budgétaire déterminée par le Gouvernement ».

La politique budgétaire détermine que :

« à compter de l'année financière 1979-1980, les contributions du Gouvernement aux régimes de retraite autres que le RREGOP et qui sont administrés par la Commission administrative du régime de retraite sont établies comme suit :

- a. Pour le service courant : 140% du total des cotisations reçues des participants et, à compter du 1^{er} juillet 1982, 100% dans le cas du régime de retraite des fonctionnaires et du régime de retraite des enseignants;
- b. Pour le service antérieur : amortissement, sur une période de 50 ans, des déficits actuariels estimés au 31 décembre 1978 par la Commission administrative du régime de retraite;

à compter de l'année financière 1980-1981, le solde créditeur du compte non budgétaire au 31 mars précédent de chacun des régimes de retraite porte intérêt au taux appliqué par la Caisse de dépôt et placement du Québec sur les dépôts à son fonds général pour l'année civile se terminant au cours de l'année financière en cause du Gouvernement ».

Le montant imputé aux dépenses de l'année 1982-1983 selon cette politique budgétaire est le suivant :

	(millions \$)
Service antérieur au 31 décembre 1978	249,6
Service courant de l'année 1982-1983	183,7
Intérêt sur le solde créditeur des comptes des autres régimes de retraite au 31 mars 1982	119,9
	<u>553,2</u>

La Commission a estimé le passif envers ces régimes à 10 733,6 millions \$ au 31 décembre 1982. Au 31 décembre 1981, le passif qui avait été estimé à 10 545,8 millions \$ a été révisé à 9 640,8 millions \$ selon les évaluations actuarielles.

Entre le 31 décembre 1981 et le 31 décembre 1982, le passif a augmenté de 1 092,8 millions \$. Par contre, l'augmentation de ce passif inscrit aux livres au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1983 n'a été que de 561,7 millions \$ (soit 553,2 millions \$ imputés aux dépenses et le solde provenant de l'intégration de l'Office des autoroutes du Québec). La contribution d'employeur inscrite aux livres est donc nettement insuffisante.

Au 31 mars 1983, le montant inscrit aux livres du Gouvernement à l'égard du passif de ces régimes de retraite est de 1 558,0 millions \$. Par rapport au passif estimé de 10 733,6 millions \$ au 31 décembre 1982, le passif non inscrit aux livres est de plus de 9 milliards \$.

À mon avis, les conventions comptables concernant ces autres régimes de retraite ne devraient pas se définir par une référence à une politique budgétaire mais elles devraient énoncer dans leur libellé même la façon dont tous les coûts afférents aux services courant et antérieur doivent être comptabilisés.

b. Estimation des comptes à payer non inscrits

La note complémentaire 5 aux états financiers mentionne que des dépenses encourues n'ont pu être imputées sur un crédit et portées aux comptes à payer en raison de certaines dispositions des conventions comptables et de la Loi sur l'administration financière. Un tableau de ces comptes à payer non inscrits apparaît à l'Annexe 3 des notes complémentaires aux états financiers.

Cette façon de procéder a pour effet de sous-évaluer le passif et la dette nette au 31 mars 1983 de 1 344 millions \$ (31 mars 1982 : 1 431 millions \$). D'autre part, les dépenses et le déficit des opérations budgétaires sont surévalués de 87 millions \$ pour l'année financière 1982-1983.

À mon avis, les méthodes comptables devraient être modifiées de façon à ce que tous les frais encourus directement par le Gouvernement pour une année financière soient inscrits aux livres en fin d'année; on devrait faire de même pour les dépenses de transfert afférentes à des frais de fonctionnement encourus au 31 mars par les commissions scolaires, les institutions d'enseignement, de santé et les établissements de services sociaux. Ces modifications aux méthodes devraient être adoptées même si en raison de leur application les états financiers devaient montrer un excédent des dépenses sur les crédits autorisés.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (suite) SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

(Article 71a de la Loi sur l'administration financière)

c. Placements dans les entreprises du gouvernement du Québec

La convention comptable relative aux placements, adoptée par le Conseil du trésor et actuellement en usage au Gouvernement, stipule que :

« X — Les placements en actions et en obligations de même que les prêts et avances aux entreprises du Gouvernement sont inscrits au coût alors que les autres prêts et avances sont montrés à leur valeur de réalisation estimative. »

La vérification de la comptabilisation des placements du Gouvernement dans ses entreprises en regard de cette convention m'amène à faire les remarques qui suivent :

i. Placement non comptabilisé au coût

Le placement dans Hydro-Québec est inscrit aux livres du Gouvernement au montant de 4 374,1 millions \$. Ce montant, qui correspond aux réserves d'Hydro-Québec au 31 décembre 1980, ne représente pas un coût puisque le Gouvernement n'a pas été appelé à déboursier quoi que ce soit. La convention comptable émise par le Conseil du trésor n'a donc pas été respectée puisqu'elle n'a pas été modifiée pour admettre la transaction sur cette base. Cependant, l'exposé du Contrôleur des finances sur les conventions comptables a été modifié pour faire une exception du cas d'Hydro-Québec.

ii. Baisse durable de valeur de placement non reflétée

Lorsqu'un placement dans une entreprise du Gouvernement subit une baisse durable de valeur en raison de pertes nettes importantes accumulées sur de nombreuses années et de son incapacité de rencontrer ses obligations par elle-même, la valeur comptable de ce placement devrait être réduite en conséquence. C'est le cas du placement dans les entreprises suivantes :

— Sidbec

Au 31 mars 1983, le Gouvernement détenait un placement de 603,5 millions \$ dans Sidbec composé d'actions pour 582 millions \$ et d'avances temporaires de 21,5 millions \$.

L'analyse des résultats d'exploitation de Sidbec pour les 11 dernières années révèle qu'à l'exception de 1974 (bénéfice net de 10,4 millions \$), cette Société a encouru annuellement des pertes pour atteindre un déficit d'opérations accumulé de 446,6 millions \$ au 31 décembre 1982. Tenant compte d'un surplus d'apport de 51,8 millions \$ provenant de subventions et d'aides des gouvernements, le déficit net s'élève à 394,8 millions \$.

Au 31 décembre 1982, son fonds de roulement était déficitaire de 121,8 millions \$.

À mon avis, le placement de 603,5 millions \$ du Gouvernement dans Sidbec au 31 mars 1983 a subi une baisse substantielle de valeur qui n'est pas reflétée aux livres du Gouvernement.

— Société d'aménagement de l'Outaouais

Les avances à cette Société s'élevaient à 35,1 millions \$ au 31 mars 1983 auxquelles s'ajoutaient des intérêts échus à recevoir de 21,9 millions \$. Malgré des subventions annuelles reçues du Gouvernement, le déficit net accumulé de la Société est passé de 4,5 millions \$ au 31 mars 1979 à 22,8 millions \$ au 31 mars 1983. Le placement dans cette Société a subi, à mon avis, une baisse durable de valeur qui n'est pas reflétée aux livres du Gouvernement.

À mon avis, la convention comptable relative aux placements du Gouvernement dans ses entreprises devrait être modifiée pour tenir compte des baisses durables de valeur.

d. Convention comptable non appropriée concernant l'imputation de la provision annuelle pour créances irrécouvrables

Conformément à une convention comptable en vigueur depuis l'année financière 1980-1981, la variation annuelle de la provision pour créances irrécouvrables, tant sur les comptes à recevoir que sur les prêts et avances, est portée à la dette nette. Les comptes à recevoir et les prêts et avances jugés irrécouvrables et radiés au cours d'une année financière sont portés aux dépenses, sauf ceux pour lesquels une provision a été établie au 31 mars 1980.

En comptabilité d'exercice, lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, on doit créer immédiatement une provision pour cette créance et cette provision doit être imputée aux dépenses de l'année courante; le résultat des opérations est affecté d'autant. Au gouvernement du Québec, la plus grande partie des créances irrécouvrables est constituée de cotisations aux contribuables et de comptes aux mandataires, lesquels sont enregistrés aux livres comme comptes à recevoir et revenus au moment de leur émission; en vertu du principe du rapprochement des revenus et des dépenses, il devient donc nécessaire d'imputer une provision aux dépenses dès que les créances sont jugées irrécouvrables et non pas au moment où elles sont radiées. Comme l'expérience prouve qu'au Gouvernement les radiations de créances irrécouvrables se font plusieurs années après l'établissement de la provision, la convention comptable a pour effet de reporter aux dépenses d'années futures une dépense de l'année courante.

À mon avis, la convention comptable de 1980-1981 est non appropriée et le Gouvernement devrait imputer aux dépenses budgétaires de l'année, et non pas à la dette nette, le montant porté annuellement à la provision pour créances irrécouvrables. L'effet de cette convention comptable est de sous-évaluer les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année 1982-1983 d'un montant de 109,3 millions \$ (1981-1982 : 79,5 millions \$).

e. Intégralité des états financiers du Gouvernement

Tel que mentionné à la note complémentaire 1, les états financiers du gouvernement du Québec comprennent les comptes relatifs au Fonds consolidé du revenu et ceux du Fonds des services de santé où sont comptabilisées les opérations de l'administration gouvernementale. Les opérations financières des ministères inscrites au Fonds consolidé du revenu comprennent aussi celles des organismes du Gouvernement qui apparaissent à l'Annexe 1 de la note complémentaire dont les revenus ou les frais d'administration y sont crédités ou imputés en tout ou en partie; toutefois, cette annexe exclut les organismes du Gouvernement qui bénéficient de subventions à même ce Fonds.

Cependant, les états financiers ne sont pas complets parce qu'ils ne présentent pas l'information financière globale du Gouvernement. Depuis quelques années, celui-ci fait de plus en plus appel à des entreprises du Gouvernement et fonds spéciaux pour s'acquitter de certaines fonctions particulières. Ces entités présentent des états financiers distincts dans lesquels on retrouve diverses activités financières qui ne sont pas incluses aux états financiers du Gouvernement.

À mon avis, le Gouvernement devrait considérer un regroupement des comptes de ses entreprises et fonds spéciaux qui faciliterait la compréhension de toutes les opérations financières du Gouvernement. La présentation de l'information financière relative à ces entreprises et fonds spéciaux comme partie ou en addition aux états financiers actuels du Gouvernement aurait pour avantage d'améliorer l'ensemble de l'information financière présentée aux Comptes publics.

Dans la partie de mon Rapport annuel 1982-1983 à l'Assemblée nationale portant sur les états financiers du gouvernement du Québec, on trouvera des renseignements et des commentaires supplémentaires.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, c.a.

Québec, le 22 novembre 1983

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ADMINISTRÉS PAR LE GOUVERNEMENT
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1983

**FONDS D'AMORTISSEMENT
AFFÉRENT À UN EMPRUNT
DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC**

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1983

	1983	1982
ACTIF		
Encaisse	20 908 \$	16 388 \$
Placements (note 3)	1 413 000	1 469 000
Intérêts courus	57 562	67 830
	<u>1 491 470 \$</u>	<u>1 553 218 \$</u>
PASSIF		
Solde du Fonds d'amortissement		
Solde au début	1 553 218 \$	1 101 698 \$
Subvention du gouvernement du Québec	280 000	280 000
Revenu net de l'année financière	213 252	171 520
Annulation de débentures générales de l'Université du Québec (notes 1 et 3)	<u>(555 000)</u>	
Solde à la fin	<u>1 491 470 \$</u>	<u>1 553 218 \$</u>

Le sous-ministre des Finances,
Robert Normand

**FONDS D'AMORTISSEMENT
AFFÉRENT À UN EMPRUNT
DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC**

REVENUS ET DÉPENSES

de l'année financière terminée le 31 mars 1983

	1983	1982
Revenus		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	190 133 \$	152 150 \$
Écart entre la valeur nominale et le coût des placements acquis	24 068	19 988
	214 201	172 138
Dépenses		
Frais de garde	949	618
Revenu net	213 252 \$	171 520 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Constitution et objet

Le Gouvernement a, par décret, autorisé le Ministre des Finances à gérer à la demande des emprunteurs concernés, les Fonds d'amortissement relatifs aux emprunts contractés par les universités, les collèges d'enseignement général et professionnel et les hôpitaux du Québec dont le remboursement est assuré par des subventions du gouvernement du Québec. Le présent Fonds d'amortissement a été créé au bénéfice des détenteurs de 7 000 000 \$ de débentures générales de l'Université du Québec, série A, 10 ¼ %, échéant le 3 octobre 1997. Au 31 mars 1983, les débentures en circulation de cette émission s'élevaient à 6 445 000 \$.

2. Conventions comptables

Les placements sont inscrits à leur valeur nominale; l'écart entre la valeur nominale et le coût des placements est porté aux revenus.

Les intérêts sur dépôts bancaires et placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

L'Université du Québec assume les frais de garde des titres détenus dans le Fonds de même que les frais relatifs à l'achat et à la vente des valeurs du Fonds; ces frais peuvent être imputés directement au Fonds.

Aucune charge pour services rendus n'est faite au Fonds par le ministère des Finances.

3. Placements

	1983	1982
Débentures générales à Fonds d'amortissement de l'Université du Québec		555 000 \$
Obligations de commissions scolaires, d'institutions d'enseignements et d'hôpitaux	669 000 \$	335 000 \$
Obligations de municipalités	744 000	579 000
	1 413 000 \$	1 469 000 \$

Au 31 mars 1983, la valeur au marché de ces placements était approximativement de 1 380 000 \$ (1982, 1 100 000 \$).

Les gestionnaires du Fonds ont annulé au cours de l'année financière 555 000 \$ de débentures de l'Université du Québec détenues par le Fonds.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1983 du Fonds d'amortissement afférent à un emprunt de l'Université du Québec, géré par le Ministre des Finances du Québec, ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ce Fonds au 31 mars 1983 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, c.a.

Québec, le 10 juin 1983.

FONDS DE RELANCE INDUSTRIELLE (L.R.Q., c. S-34)

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1983

	1983	1982
ACTIF		
Encaisse	425 287 \$	441 575 \$
Placements temporaires	20 460 945	15 019 320
Intérêts courus	93 976	318 975
	<u>20 980 208 \$</u>	<u>15 779 870 \$</u>
PASSIF		
Dépôts pour le bénéfice des corporations participantes (note 3)	14 865 335 \$	12 246 200 \$
Revenus d'intérêts accumulés		
Solde au début	3 533 670	1 236 764
Revenus de l'année financière	2 581 203	2 296 906
	<u>6 114 873</u>	<u>3 533 670</u>
Solde à la fin	<u>20 980 208 \$</u>	<u>15 779 870 \$</u>

Le sous-ministre des Finances,

Robert Normand

NOTES COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT FINANCIER

1. Constitution et objet

Le Fonds de relance industrielle a été créé par la loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel, qui permet aux petites et moyennes entreprises éligibles de verser dans un Fonds de relance industrielle la moitié de leur impôt provincial sur le revenu de la période du 12 avril 1977 au 30 juin 1981 et de puiser à même ce Fonds l'argent nécessaire au financement de 25% d'un investissement ou d'autres dépenses admissibles faisant l'objet d'un certificat émis avant le 11 mars 1981 et de 50% après le 10 mars 1981 et ce jusqu'à concurrence du montant déposé.

Ce Fonds est géré par le Ministre des Finances et la comptabilité en est tenue par le Ministre du Revenu en ce qui concerne les sommes y accumulées pour le bénéfice de chaque corporation.

2. Conventions comptables

Le Fonds comptabilise les dépôts pour le bénéfice des corporations participantes lors de leur versement par le Ministre du Revenu.

Toute somme déposée au Fonds pour le bénéfice d'une corporation et qui n'a pas fait l'objet d'un retrait dans un délai de cinq ans et six mois suivant la fin de l'année d'imposition pour laquelle la corporation a fait le choix de déposer la moitié de son impôt autrement payable, est transférée au Fonds consolidé du revenu.

Le Gouvernement peut, par règlement et à même les revenus du Fonds, prévoir le paiement d'un boni au moment du retrait de dépôts effectués pour le bénéfice des corporations participantes.

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût.

Les intérêts sur dépôts bancaires et placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Dépôts pour le bénéfice des corporations participantes

	1983	1982
Évolution au cours de l'année financière		
Solde au début	12 246 200 \$	8 320 127 \$
Dépôts par le Ministre du Revenu pour le bénéfice des corporations participantes	10 158 739	15 384 552
	<u>22 404 939</u>	<u>23 704 679</u>
Retraits des corporations participantes	6 826 365	10 791 424
Remises au Fonds consolidé du revenu suite à des cotisations amendées et de dépôts qui n'ont pas fait l'objet de retrait dans le délai prescrit	713 239	667 055
Solde à la fin	<u>14 865 335 \$</u>	<u>12 246 200 \$</u>

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1983 du Fonds de relance industrielle géré par le Ministre des Finances du Québec. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de ce Fonds au 31 mars 1983 et ses revenus de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, c.a.

Québec, le 23 août 1983.

**FONDS DES CAUTIONNEMENTS
DES AGENTS DE VOYAGES**
administrés par le président de
l'Office de la protection du consommateur
(L.R.Q., c. A-10 et modifications)

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1983

	1983	1982
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
ACTIF		
Encaisse et dépôts à court terme	281 466 \$	212 346 \$
Intérêts courus	350	1 481
Obligations reçues en dépôt (valeur de réalisation 638 673 \$; 1982: 518 233 \$)	685 500	633 000
	<u>967 316 \$</u>	<u>846 827 \$</u>
PASSIF		
Cautionnements individuels des agents de voyages (note 3)	842 023 \$	752 416 \$
Revenus d'intérêts accumulés (note 4)	125 293	94 411
	<u>967 316 \$</u>	<u>846 827 \$</u>
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
ACTIF		
Encaisse et dépôts à court terme	3 151 897 \$	2 760 986 \$
Intérêts courus	2 222	32 085
	<u>3 154 119 \$</u>	<u>2 793 071 \$</u>
PASSIF		
Réclamations et frais de fiducie	380 709 \$	209 340 \$
Avoir du Fonds des cautionnements collectifs des agents de voyages		
Contributions de base (note 5)	2 042 416	1 862 375
Revenus d'intérêts accumulés (note 6)	730 994	721 356
	<u>2 773 410</u>	<u>2 583 731</u>
	<u>3 154 119 \$</u>	<u>2 793 071 \$</u>

Le président de l'Office de la protection du consommateur,
Gilles Moreau

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Composition des fonds

Les fonds des cautionnements individuels et collectifs des agents de voyages sont composés de cautionnements déterminés par règlement du Gouvernement en vertu de la loi sur les agents de voyages. Ces cautionnements ont pour objet de garantir notamment l'observance de cette loi et de son règlement.

2. Conventions comptables

Revenus et dépenses des fonds

Les revenus d'intérêts, les réclamations et les frais de fiducie sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Cautionnements

Les cautionnements individuels et les contributions au fonds des cautionnements collectifs sont comptabilisés au fur et à mesure de leur encaissement.

Obligations reçues en dépôt

Les obligations reçues en dépôt à titre de cautionnements individuels sont montrées à leur valeur nominale.

Revenus d'intérêts — cautionnements individuels

Le règlement relatif aux agents de voyages adopté par le gouvernement du Québec ne contient aucune disposition quant à l'attribution des revenus d'intérêts provenant des espèces, effets ou obligations déposés à titre de cautionnements individuels. Toutefois, les administrateurs des fonds considèrent déjà que les coupons d'intérêts attachés aux obligations reçues en dépôt demeurent la propriété de leurs déposants. Ces coupons, qui ne sont pas comptabilisés comme revenus, sont remis à leurs déposants sur demande.

3. Cautionnements individuels des agents de voyages

	1983	1982
Solde au début	752 416 \$	661 048 \$
Dépôts de cautionnements	268 385	147 940
	<u>1 020 801</u>	<u>808 988</u>
Réclamations	27 772	5 000
Remises de cautionnements	15 806	10 000
Cautionnements remis et remplacés par des polices individuelles de garantie	135 200	41 572
	<u>178 778</u>	<u>56 572</u>
Solde à la fin	<u>842 023 \$</u>	<u>752 416 \$</u>

Les cautionnements fournis par les agents de voyages sous forme de polices individuelles de garantie totalisent 11 887 000 \$ au 31 mars 1983 (12 061 000 \$ au 31 mars 1982).

4. Revenus d'intérêts accumulés — cautionnements individuels

	1983	1982
Solde au début	94 411 \$	59 504 \$
Revenus de l'année financière	30 882	34 907
Solde à la fin	<u>125 293 \$</u>	<u>94 411 \$</u>

5. Contributions de base — cautionnements collectifs

	1983	1982
Détaillants		
Solde au début	1 027 325 \$	934 250 \$
Contributions reçues	134 250	134 500
	<u>1 161 575</u>	<u>1 068 750</u>
Contributions remboursées	34 209	41 425
Solde à la fin	<u>1 127 366</u>	<u>1 027 325</u>
Grossistes		
Solde au début	835 050	762 500
Contributions reçues	132 500	92 500
	<u>967 550</u>	<u>855 000</u>
Contributions remboursées	52 500	19 950
Solde à la fin	<u>915 050</u>	<u>835 050</u>
Solde à la fin — détaillants et grossistes	<u>2 042 416 \$</u>	<u>1 862 375 \$</u>

6. Revenus d'intérêts accumulés — cautionnements collectifs

	1983	1982
Détaillants		
Solde au début	234 925 \$	225 349 \$
Revenus de l'année financière	205 499	221 927
	<u>440 424</u>	<u>447 276</u>
Réclamations et frais de fiducie	89 607	212 351
Solde à la fin	<u>350 817</u>	<u>234 925</u>
Grossistes		
Solde au début	486 431	295 748
Revenus de l'année financière	191 754	195 683
	<u>678 185</u>	<u>491 431</u>
Réclamations et frais de fiducie	298 008	5 000
Solde à la fin	<u>380 177</u>	<u>486 431</u>
Solde à la fin — détaillants et grossistes	<u>730 994 \$</u>	<u>721 356 \$</u>

**FONDS DES CAUTIONNEMENTS
DES AGENTS DE VOYAGES****OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1983 des Fonds des cautionnements des agents de voyages administrés par le Président de l'Office de la protection du consommateur. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de ces Fonds au 31 mars 1983 ainsi que leurs opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, c.a.

Québec, le 12 juillet 1983.

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ

(L.R.Q., c. R-5)

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1983

(MILLIERS \$)

	1983	1982
ACTIF		
Contributions à recevoir		
Des employeurs	109 708	103 947
Du Fonds consolidé du revenu	66 551	144 811
	<u>176 259</u>	<u>248 758</u>
PASSIF		
Dû à la Régie de l'assurance-maladie du Québec	121 405	196 784
Dû au ministère des Affaires sociales	54 854	51 974
	<u>176 259</u>	<u>248 758</u>

Le sous-ministre des Finances,

Robert Normand

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ

PROVENANCE ET RÉPARTITION DES FONDS

pour l'année financière terminée le 31 mars 1983

(MILLIERS \$)

	1983	1982
Provenance des fonds		
Contributions		
Des employeurs	1 337 141	1 275 032
Du Fonds consolidé du revenu	494 050	535 920
	<u>1 831 191</u>	<u>1 810 952</u>
Répartition des fonds		
Pour le financement des programmes		
Régime d'assurance-maladie	1 162 621	1 173 436
Services hospitaliers	668 570	637 516
	<u>1 831 191</u>	<u>1 810 952</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Constitution et objet

Le Fonds des services de santé, créé au ministère des Finances par la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, a pour objet de pourvoir au financement des programmes du régime d'assurance-maladie et des services hospitaliers. Il est alimenté par les contributions des employeurs et par les sommes qu'y verse le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. La perception des contributions des employeurs est effectuée par le ministère du Revenu.

Les contributions des employeurs sont réparties également entre la Régie de l'assurance-maladie du Québec et le ministère des Affaires sociales tandis que les sommes versées par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu servent à combler les besoins de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

2. Conventions comptables

Les contributions des employeurs au Fonds sont constituées des sommes encaissées et des comptes émis au cours de l'année financière, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1er avril.

Les sommes attribuées à la Régie de l'assurance-maladie du Québec ont été établies de façon à comprendre la valeur des demandes de paiement reçues par cette dernière jusqu'au 30 avril à l'égard des services rendus et des médicaments fournis avant le 1er avril dans le cadre du régime d'assurance-maladie.

Les frais d'administration de ce Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Intégration aux états financiers du gouvernement

Les comptes de ce Fonds sont intégrés aux états financiers du gouvernement du Québec.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Fonds des services de santé au 31 mars 1983 ainsi que l'état de la provenance et de la répartition des fonds de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ce Fonds au 31 mars 1983 ainsi que la provenance et la répartition des fonds pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, c.a.

Québec, le 2 septembre 1983.

FONDS EN FIDÉICOMMIS

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1983

	1983	1982
ACTIF		
Encaisse	2 070 081 \$	5 538 329 \$
Avances au Fonds consolidé du revenu	48 644 748	43 733 329
Valeurs détenues		
Chèques visés	22 742	187 061
Dépôts à terme	45 006	72 400
Obligations	50 791 322	48 303 762
Bons du trésor de gouvernements	456 931	510 347
	<u>102 030 830 \$</u>	<u>98 345 228 \$</u>
PASSIF		
Dépôts		
Officiers de justice	30 300 761 \$	23 179 170 \$
Municipalités et commissions scolaires	10 422 047	8 700 414
Sociétés, organismes et particuliers	61 308 022	66 465 644
	<u>102 030 830 \$</u>	<u>98 345 228 \$</u>

Le sous-ministre des Finances,
Robert Normand

NOTES COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT FINANCIER

1. Nature des fonds en fidéicommis

Les Fonds en fidéicommis sont composés principalement de dépôts de cautionnements et de garanties faits en vertu de lois, de règlements, de directives et de conventions par des officiers de justice, des municipalités, des commissions scolaires, des sociétés, des organismes et des particuliers.

Ces dépôts sont effectués auprès du ministère des Finances, qui est un bureau général de dépôts en vertu de la loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., c. D-5).

2. Conventions comptables

Les valeurs détenues sont montrées à leur valeur nominale; celles en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de leur dépôt.

Les revenus des valeurs détenues sont remis aux déposants de ces valeurs.

Les avances au Fonds consolidé du revenu ne produisent pas d'intérêts.

Les frais d'administration de ces Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1983 des Fonds en fidéicomis administrés par le gouvernement du Québec. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière des Fonds en fidéicomis au 31 mars 1983 selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, c.a.

Québec, le 27 mai 1983.

FONDS RENOUVELABLE DES PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1983

	1983
ACTIF	
Encaisse	3 608 911 \$
Débiteurs	485 364
Stocks	1 853 540
	<u>5 947 815 \$</u>
PASSIF	
Créditeurs	358 809 \$
Abonnements perçus d'avance	276 457
Revenus net à verser au Fonds consolidé du revenu	1 486 122
	<u>2 121 388</u>
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	
Avance permanente du Fonds consolidé du revenu	2 500 000
Stocks mis à la disposition du Fonds renouvelable	1 326 427
	<u>3 826 427</u>
	<u>5 947 815 \$</u>
Administrateur du Fonds renouvelable des publications gouvernementales, Jacques Pigeon	
Directeur du service de la comptabilité du ministère des Communications, Yves Deschênes	

OPÉRATIONS

de la période du 1er juin 1982 au 31 mars 1983

		1983
Ventes		3 086 807 \$
Coût des marchandises vendues		
Stocks au 1er juin 1982 mis à la disposition du		
Fonds renouvelable	1 326 427 \$	
Coût des publications (note 3)	2 225 708	
	3 552 135	
Stocks au 31 mars 1983	1 853 540	1 698 595
Revenu brut		1 388 212
Intérêts sur dépôts bancaires		122 910
		1 511 122
Mauvaises créances		25 000
Revenu net		1 486 122 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable des publications gouvernementales du ministère des Communications, opérant sous le nom "Les Publications du Québec" a été constitué le 16 février 1982 par le Conseil du trésor. Ses opérations ont débuté le 1er juin 1982.

Le Fonds a pour objet de défrayer l'achat, les coûts de production et de mise en marché des publications des ministères et organismes du Gouvernement.

2. Conventions comptables

Les opérations sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les stocks sont évalués à la valeur nette de réalisation.

Les dépenses du Fonds renouvelable assumées par le ministère des Communications ne sont pas représentées dans ces états financiers. Il en est de même du coût des avantages sociaux et des services de soutien qui sont assumés par différents ministères.

3. Coûts des publications

Achats de publications	2 024 766 \$
Fournitures et approvisionnements	180 126
Loyers	10 062
Services professionnels et administratifs	10 033
Autres dépenses	721
	2 225 708 \$

FONDS RENOUELABLE DES PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES**OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Fonds renouvelable des publications gouvernementales au 31 mars 1983 ainsi que l'état des opérations de la période du 1er juin 1982 au 31 mars 1983. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1983 ainsi que les résultats de ses opérations de la période du 1er juin 1982 au 31 mars 1983 selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, c.a.

Québec, le 17 juillet 1983.

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE DE LA CARTOGRAPHIE

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1983

	1983
ACTIF	
Encaisse	406 287 \$
Débiteurs	224 393
Stocks	173 562
	<hr/>
	804 242
	<hr/>
Équipement	17 297
Amortissement accumulé	(3 459)
	<hr/>
	13 838
	<hr/>
	818 080 \$
	<hr/>
PASSIF	
Créditeurs	115 979 \$
Revenu net de l'année financière à verser au Fonds consolidé du revenu	253 665
	<hr/>
	369 644
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	
Avance permanente du Fonds consolidé du revenu	300 000
Valeur des stocks mis à la disposition du Fonds renouvelable	148 436
	<hr/>
	818 080 \$
	<hr/>
Administrateur du Fonds renouvelable du Service de la cartographie, Claude De Saint-Riquier	
Directeur du service de la comptabilité du ministère de l'Énergie et des Ressources, Roger Paradis	

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE DE LA CARTOGRAPHIE

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1983

		1983
Ventes		967 983 \$
Coût des marchandises vendues		
Stocks au début	148 436 \$	
Achats	677 159	
	825 595	
Stocks à la fin	173 562	652 033
Revenu brut		315 950
Autres revenus		5 059
		321 009
Dépenses		
Services contractuels		45 444
Entretien et réparations — équipement		7 375
Publicité et service à la clientèle		5 796
Fournitures et papeterie		5 270
Amortissement de l'équipement		3 459
		67 344
Revenu net		253 665 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable du Service de la cartographie du ministère de l'Énergie et des Ressources, opérant sous le nom "La Photocartotheque Québécoise", a été constitué le 1er décembre 1981 par le Conseil du trésor. Ses opérations ont débuté le 1er avril 1982.

Le Fonds a pour objet de mettre à la disposition de tous les ministères, organismes paragouvernementaux, municipalités, entreprises privées et du public en général, des documents photographiques et cartographiques et d'offrir à sa clientèle un service de consultation sur place.

2. Conventions comptables

Les opérations sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen.

L'équipement est inscrit au coût et est amorti selon la méthode du solde dégressif au taux de 20%.

Les dépenses du Fonds renouvelable assumées par le ministère de l'Énergie et des Ressources ne sont pas représentées dans ces états financiers. Il en est de même du coût des avantages sociaux et des services de soutien qui sont assumés par différents ministères.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Fonds renouvelable du Service de la cartographie au 31 mars 1983 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1983 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général adjoint,
Robert Noël, c.a.
(pour le vérificateur général du Québec)

Québec, le 23 juin 1983.

**FONDS RENOUVELABLE
DU SERVICE DES ACHATS
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1983

	1983	1982
ACTIF		
Encaisse	334 567 \$	59 237 \$
Intérêts courus sur dépôts bancaires	10 532	15 895
Dépôt au Fonds consolidé du revenu — encaissable à demande	150 000	400 000
Clients		
Ministères, organismes du gouvernement du Québec et autres organismes publics	1 029 774	649 416
Stocks	980 505	1 249 873
	<u>2 505 378 \$</u>	<u>2 374 421 \$</u>
PASSIF		
Fournisseurs	383 140 \$	284 064 \$
Taxe de vente provinciale	68 976	
Revenu net de l'année financière à verser au Fonds consolidé du revenu	109 883	146 978
Avance permanente du Fonds consolidé du revenu	1 943 379	1 943 379
	<u>2 505 378 \$</u>	<u>2 374 421 \$</u>

Le directeur général des achats,
Gaston Ouimet

Le directeur de la comptabilité
du ministère des Travaux publics
et de l'Approvisionnement,
Patrick W. Desbiens

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1983

	1983	1982
Ventes	<u>6 325 857 \$</u>	<u>6 117 237 \$</u>
Coût des marchandises vendues		
Stocks au début	1 249 873	1 146 736
Achats	<u>6 049 221</u>	<u>6 193 583</u>
	7 299 094	7 340 319
Stocks à la fin	<u>980 505</u>	<u>1 249 873</u>
	<u>6 318 589</u>	<u>6 090 446</u>
Revenu brut	<u>7 268</u>	<u>26 791</u>
Autres revenus		
Escomptes au comptant sur achats	66 830	47 614
Intérêts sur dépôts bancaires	35 117	71 589
Divers	<u>1 000</u>	<u>1 045</u>
	<u>102 947</u>	<u>120 248</u>
	110 215	147 039
Dépenses	<u>332</u>	<u>61</u>
Revenu net	<u><u>109 883 \$</u></u>	<u><u>146 978 \$</u></u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec, constitué par le Conseil du trésor, a pour objet de pourvoir au paiement d'achats de fournitures et d'accessoires de bureau et de laboratoire qui sont gardés en magasin pour être vendus aux ministères, à certains organismes du gouvernement ainsi qu'à quelques organismes publics.

2. Conventions comptables

Les opérations du Fonds renouvelable sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les stocks sont comptabilisés au dernier coût d'acquisition.

Les frais d'administration du Fonds renouvelable sont assumés par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

**FONDS RENOUELABLE
DU SERVICE DES ACHATS
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec au 31 mars 1983 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1983 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, c.a.

Québec, le 10 juin 1983.

FONDS RENOUELABLE – TÉLÉCOMMUNICATIONS

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1983

	1983	1982
ACTIF		
Encaisse	437 574 \$	898 070 \$
Débiteurs	2 131 861	1 750 043
	<u>2 569 435 \$</u>	<u>2 648 113 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs	998 740 \$	1 148 113 \$
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 2)	70 695	
	<u>1 069 435</u>	<u>1 148 113</u>
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Avance permanente du Fonds consolidé du revenu	1 500 000	1 500 000
	<u>2 569 435 \$</u>	<u>2 648 113 \$</u>

Administrateur du Fonds renouvelable — Télécommunications,
Edmond St-Laurent

Directeur du service de la comptabilité du ministère des Communications,
Yves Deschênes

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable — Télécommunications, constitué par un apport du Fonds consolidé du revenu, a pour objet de défrayer les coûts d'équipement et de services de télécommunications pour certains organismes dont le budget de fonctionnement n'apparaît pas aux prévisions budgétaires du Gouvernement. Les recettes provenant de ces organismes au titre de remboursement sont versées à ce Fonds renouvelable et utilisées aux mêmes fins; en conséquence, aucun état de revenus et dépenses n'est présenté. Ce Fonds est administré par le ministère des Communications.

2. Opérations du fonds

Au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1983, le Fonds a comptabilisé une somme de 12 137 006 \$ (10 589 350 \$ en 1982) aux débiteurs ainsi qu'aux créditeurs couvrant des factures de services de télécommunications.

De plus, un montant de 70 695 \$ représentant les intérêts gagnés sur les soldes bancaires a été viré au Fonds consolidé du revenu.

FONDS RENOUELABLE – TÉLÉCOMMUNICATIONS**OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1983 du Fonds renouvelable — Télécommunications administré par le ministère des Communications. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1983 selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général adjoint,
Robert Noël, c.a.
(pour le vérificateur général du Québec)

Québec, le 18 juillet 1983.

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE
(Lois du Québec, 1976, c. 14)

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1983

	1983	1982
ACTIF		
Encaisse	80 874 \$	356 578 \$
Placements temporaires		1 291 280
Comptes à recevoir		
Fonds consolidé du revenu	985 985	3 750 457
Agents et mandataires du ministère du Revenu	8 803 099	8 372 041
Intérêts courus	1 699	15 825
	<u>9 871 657 \$</u>	<u>13 786 181 \$</u>
PASSIF		
Solde du Fonds	<u>9 871 657 \$</u>	<u>13 786 181 \$</u>
Le sous-ministre des Finances, Robert Normand		

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE**ÉVOLUTION DU FONDS****pour l'année financière terminée le 31 mars 1983**

	1983	1982
Provenance des fonds		
Taxe spéciale sur le tabac	104 618 745 \$	98 366 046 \$
Produit d'emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	366 025 000	81 000 000
Produit d'emprunts à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques		50 000 000
Intérêts sur dépôts bancaires et placements temporaires	55 777	579 966
Produit de l'aliénation d'actifs immobiliers de la Régie des installations olympiques	292 216	139 384
	<u>470 991 738</u>	<u>230 085 396</u>
Utilisation des fonds		
Remboursement de capital sur les emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	349 325 000	81 000 000
Remboursement de capital sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	24 545 455	25 454 546
Intérêts sur les emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	2 972 380	1 887 314
Intérêts sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	90 189 427	118 844 336
Parachèvement des installations olympiques	7 874 000	8 230 000
Frais sur aliénation d'actifs immobiliers		1 943
	<u>474 906 262</u>	<u>235 418 139</u>
Diminution du Fonds	3 914 524	5 332 743
Solde du Fonds au début	<u>13 786 181</u>	<u>19 118 924</u>
Solde du Fonds à la fin	<u><u>9 871 657 \$</u></u>	<u><u>13 786 181 \$</u></u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Constitution et objet

Le Fonds spécial olympique a été constitué en 1976 par une Loi du Parlement. Ce Fonds et les revenus qu'il génère sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques. Le Fonds est géré par le Ministre des Finances.

2. Conventions comptables

Les revenus de taxe spéciale sur le tabac comprennent les remises encaissées par le ministère du Revenu pendant le mois d'avril lorsqu'elles représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le premier avril.

Les intérêts sur les dépôts bancaires et les placements temporaires sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le produit des emprunts à court terme et à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques de même que le produit de l'aliénation d'actifs immobiliers de la Régie sont comptabilisés lors de leur encaissement.

Le remboursement de capital sur la dette à court et à long terme du Fonds de construction de la Régie et des intérêts sur ces dettes de même que la contribution au coût de parachèvement des installations olympiques et les frais sur aliénation d'actifs immobiliers sont comptabilisés lors de leur déboursé.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Remboursement de capital sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques

Le remboursement de capital sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques que le Fonds peut être appelé à assumer au cours des cinq prochaines années est le suivant :

1983-1984	—
1984-1985	—
1985-1986	—
1986-1987	55 384 615 \$ É.U.
1987-1988	55 384 615 \$ É.U.

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE**OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1983 du Fonds spécial olympique géré par le Ministre des Finances du Québec ainsi que l'état de l'évolution du Fonds de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds spécial olympique au 31 mars 1983 ainsi que son évolution pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, c.a.

Québec, le 20 septembre 1983.

FONDS SPÉCIAUX DU CRÉDIT AGRICOLE (L.R.Q., c. C-75)

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1983

	Fonds spécial capital		Fonds spécial intérêts	
	1983	1982	1983	1982
ACTIF				
Encaisse			129 355 \$	99 600 \$
Intérêts courus		2 279 \$	840	1 228
		2 279 \$	130 195 \$	100 828 \$
PASSIF				
Dû au Fonds consolidé du Revenu		2 279 \$	840 \$	1 228 \$
Solde du Fonds				
Dépôts pour le bénéfice des prêteurs autres que le Ministre des Finances			129 355	99 600
		2 279 \$	130 195 \$	100 828 \$

Le sous-ministre des Finances,
Robert Normand

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Constitution et objet

Les Fonds spéciaux ont été créés en vertu de l'article 19 de la Loi sur le crédit agricole. Les dépôts aux Fonds proviennent des sommes perçues par l'Office du crédit agricole du Québec à titre de remboursements en capital et de paiement des intérêts sur ses prêts. Ces dépôts sont affectés au remboursement du capital et au paiement des intérêts sur les emprunts contractés par l'Office auprès de prêteurs autres que le Ministre des Finances, du Ministre des Finances ainsi qu'au rachat des obligations ou autres valeurs émises par l'Office et que détient le gouvernement du Québec.

Les revenus d'intérêts provenant du placement de ces sommes perçues sont virés au Fonds consolidé du revenu.

Ces Fonds sont gérés par le Ministre des Finances.

2. Conventions comptables

Les dépôts de l'Office, les remises aux prêteurs autres que le Ministre des Finances et celles au Ministre des Finances sont comptabilisés lors de leur encaissement et de leur déboursé.

Les intérêts sur l'encaisse sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les frais d'administration de ces fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

FONDS SPÉCIAUX DU CRÉDIT AGRICOLE

ÉVOLUTION DES FONDS

pour l'année financière terminée le 31 mars 1983

	Fonds spécial capital		Fonds spécial intérêts	
	1983	1982	1983	1982
Provenance des fonds				
Dépôts de l'Office du crédit agricole du Québec	15 200 000 \$	45 900 000 \$	9 800 000 \$	11 700 000 \$
Intérêts sur dépôts bancaires	3 737	61 595	11 365	42 236
	<u>15 203 737</u>	<u>45 961 595</u>	<u>9 811 365</u>	<u>11 742 236</u>
Utilisation des fonds				
Remises aux prêteurs autres que le Ministre des Finances			570 245	590 631
Remises au Ministre des Finances	15 200 000	45 900 000	9 200 000	11 009 769
Intérêts virés au Fonds consolidé du revenu	3 737	61 595	11 365	42 236
	<u>15 203 737</u>	<u>45 961 595</u>	<u>9 781 610</u>	<u>11 642 636</u>
Augmentation du Fonds			29 755	99 600
Solde du Fonds au début			99 600	
Solde du Fonds à la fin			<u>129 355 \$</u>	<u>99 600 \$</u>

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif des Fonds spéciaux du crédit agricole au 31 mars 1983 ainsi que l'état de l'évolution des Fonds de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ces Fonds au 31 mars 1983 ainsi que leur évolution pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, c.a.

Québec, le 20 septembre 1983.

SECTION 1

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

Les opérations budgétaires regroupent les transactions afférentes aux revenus et dépenses du Gouvernement, y compris celles relatives aux dépenses en capital. Le résultat net de l'ensemble de ces opérations a une incidence directe sur la dette nette.

TABLE DES MATIÈRES

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	PAGE
Sommaire des opérations budgétaires	1-2
Revenus	
Sommaire des revenus par ministère et par catégorie	1-2
Détail des revenus par ministère, catégorie et sous-catégorie	1-32
Dépenses	
Sommaire des crédits, dépenses et variations par ministère	1-4
Mandat spécial	1-6
Dépenses de transfert, état sommaire des dépenses effectuées	1-7
Crédits, dépenses et variations, par mission, domaine, secteur et programme	1-8
Listes et définitions des catégories et super-catégories de dépenses	1-28
Sommaire des dépenses par ministère et par super-catégorie et catégorie	1-30
Détail des crédits autorisés et des dépenses par ministère, programme, élément, super-catégorie et catégorie	1-56
Affaires culturelles	1-56
Affaires intergouvernementales	1-60
Affaires municipales	1-62
Affaires sociales	1-66
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1-74
Assemblée nationale	1-82
Commerce extérieur	1-86
Commission administrative du régime de retraite	1-88
Communautés culturelles et Immigration	1-90
Communications	1-92
Conseil exécutif	1-96
Conseil du trésor	1-102
Éducation	1-104
Énergie et Ressources	1-112
Environnement	1-120
Finances	1-122
Fonction publique	1-126
Habitation et Protection du consommateur	1-128
Industrie, Commerce et Tourisme	1-132
Institutions financières et Coopératives	1-136
Justice	1-140
Loisir, Chasse et Pêche	1-150
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	1-156
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1-164
Revenu	1-166
Transports	1-170
Travail	1-176
Travaux publics et Approvisionnement	1-180

1-2

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

Année financière terminée le 31 mars 1983

(MILLIERS \$)

SOMMAIRE

Revenus	+19 210 266
Dépenses	-22 259 296

DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

N.B. Le signe (-) signifie un besoin de financement et
le signe (+) signifie une source de financement

- 3 049 030

SOMMAIRE DES REVENUS PAR MINISTÈRE ET PAR CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1983

(MILLIERS \$)

Détail page	Ministère	Impôts sur le revenu et les biens	Taxes à la consommation	Droits et permis
1 1-32	Affaires culturelles			194
2 1-32	Affaires intergouvernementales			
3 1-33	Affaires municipales			
4 1-33	Affaires sociales			343
5 1-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			302
6 1-35	Assemblée nationale			
7 1-36	Commerce extérieur			
8 1-36	Commission administrative du régime de retraite			
9 1-36	Communautés culturelles et Immigration			
10 1-36	Communications			1 314
11 1-37	Conseil exécutif			1
12 1-38	Conseil du trésor			
13 1-38	Éducation			
14 1-39	Énergie et Ressources			84 519
15 1-41	Environnement			102
16 1-42	Finances	1 337 141		
17 1-45	Fonction publique			
18 1-45	Habitation et Protection du consommateur			9 112
19 1-46	Industrie, Commerce et Tourisme			1 191
20 1-47	Institutions financières et Coopératives			9 358
21 1-48	Justice			7 097
22 1-49	Loisir, Chasse et Pêche			12 396
23 1-50	Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu			5 953
24 1-51	Revenu	7 254 621	3 747 080	109 996
25 1-53	Transports			285 418
26 1-54	Travail			
27 1-55	Travaux publics et Approvisionnement			
		8 591 762	3 747 080	527 296

Revenus divers	Transferts des sociétés d'État	Total des revenus autonomes	Total des transferts du gouvernement du Canada	Total des revenus budgétaires		
				1982-1983	1981-1982	
491		685	393	1 078	1 080	1
281		281	1 585	1 866	3 786	2
1 783		1 783	24 044	25 827	53 757	3
4 083		4 426	3 868	8 294	21 136	4
15 833		16 135	6 560	22 695	18 509	5
895		895		895	908	6
6		6		6		7
1 388		1 388		1 388	1 240	8
13		13	1 078	1 091	1 091	9
1 360		2 674		2 674	5 126	10
5 601		5 602	71 057	76 659	84 106	11
4 269		4 269		4 269	4	12
12 092		12 092	27 607	39 699	35 222	13
23 444		107 963	34	107 997	140 888	14
808		910	2 592	3 502	5 486	15
70 022	444 000	1 851 163	4 863 130	6 714 293	5 881 635	16
2 997		2 997		2 997	2 837	17
1 052		10 164	97 927	108 091	78 046	18
3 512		4 703		4 703	25 831	19
4 376		13 734		13 734	12 538	20
79 319		86 416	9 835	96 251	79 740	21
17 357		29 753		29 753	27 161	22
31 074		37 027	144 186	181 213	171 007	23
244 525		11 356 222		11 356 222	10 531 423	24
67 731		353 149	38 405	391 554	275 213	25
10		10		10	11	26
13 505		13 505		13 505	13 793	27
607 827	444 000	13 917 965	5 292 301	19 210 266	17 471 574	

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS, PAR MINISTÈRE**Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

Détail page	Ministère	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
1 1-56	Affaires culturelles	118 729		5 585
2 1-60	Affaires intergouvernementales	52 398		152
3 1-62	Affaires municipales	413 011	8 069	17 579
4 1-66	Affaires sociales	5 211 665(1)		111 445
5 1-74	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	468 821	7 222	3 394
6 1-82	Assemblée nationale	47 528		269
7 1-86	Commerce extérieur		7 500(3)	
8 1-88	Commission administrative du régime de retraite	636 027		
9 1-90	Communautés culturelles et Immigration	24 562		15 686
10 1-92	Communications	157 967	1 263	3 781
11 1-96	Conseil exécutif	116 449		60 259
12 1-102	Conseil du trésor	9 685		464
13 1-104	Éducation	6 506 088		53 103
14 1-112	Énergie et Ressources	258 223	3 278	16 678
15 1-120	Environnement	110 685		10 615
16 1-122	Finances	2 423 997	40 000	(363 710)
17 1-126	Fonction publique	150 955		(148)
18 1-128	Habitation et Protection du consommateur	253 253		13 595
19 1-132	Industrie, Commerce et Tourisme	174 364		714
20 1-136	Institutions financières et Coopératives	19 649		242
21 1-140	Justice	616 608	9 325	515
22 1-150	Loisir, Chasse et Pêche	206 084	900	14 570
23 1-156	Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	1 952 668	152 129(4)	(6 283)
24 1-164	Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 313 880(1)		
25 1-166	Revenu	225 976		71
26 1-170	Transports	1 498 693	61 120	(3 323)
27 1-176	Travail			13 744
28 1-180	Travaux publics et Approvisionnement	317 035		408
		23 285 000	290 806	(30 595)
	Crédits votés	18 224 547	278 181	(30 595)
	Crédits permanents	5 060 453	12 625	
		23 285 000	290 806	(30 595)
	Plus: Prêts, placements et avances			
1 1-56	Affaires culturelles			2 508
5 1-74	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			1 199
10 1-92	Communications	2 500		
13 1-104	Éducation	4 250		
14 1-112	Énergie et Ressources	625		200
19 1-132	Industrie, Commerce et Tourisme	8 000		5 885
20 1-136	Institutions financières et Coopératives	600		
22 1-150	Loisir, Chasse et Pêche			3
23 1-156	Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu			9 400
26 1-170	Transports			11 400
	Crédits votés	15 975		30 595
	CRÉDITS VOTÉS	18 240 522(2)	278 181(4,5)	0
	CRÉDITS PERMANENTS	5 060 453(1)	12 625(3)	
		23 300 975	290 806	0

(1) Fonds des services de santé dont 717 000 000 \$ aux Affaires sociales.

(2) Autorisé par: Loi des subsides no 1, 1982-1983 du 26 mars 1982, L.Q., 1982, c. 6
Loi des subsides no 2, 1982-1983 du 21 juin 1982, L.Q., 1982, c. 19

4 658 760 775 \$

13 581 761 525

18 240 522 300 \$

(3) Loi sur le ministère du Commerce extérieur, L.Q., 1982, c. 50, entrée en vigueur le 12 janvier 1983;
Crédits autorisés le 19 janvier 1983 par les décrets 64-83 et 65-83.(4) Y compris un mandat spécial de 21 000 000 \$ le 15 février 1983 au ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu
(décret 235-83 du 14 février 1983).

21 000 000 \$

(5) Autorisé par la Loi des subsides no 3, 1982-1983 du 25 novembre 1982, L.Q. 1982, c. 44

257 181 000 \$

Crédits autorisés	VARIATION			Avances et fonds locaux	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1982-1983	1981-1982
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=	(-)	(-)	+	(-)	=	
124 314	1 761	1 720		45	120 788	108 220
52 550	1 032	4 277		727	46 514	44 776
438 659	4 981	11 759		10	421 909	410 724
5 323 110	44 876	84 593	598	12	5 194 227	4 544 241
479 437	6 954	51 001	688	148	422 022	373 932
47 797		1 996		10	45 791	41 859
7 500		2 582		135	4 783	2 129
636 027	458	27 637	438	4	608 366	558 172
40 248	826	4 381		14	35 027	32 015
163 011	2 831	5 478	38	20	154 720	139 471
176 708	3 086	34 359		53	139 210	140 302
10 149	12	857		1	9 279	7 299
6 559 191	198 067	258 438	6 264	18	6 108 932	5 950 359
278 179	8 473	20 320	9	50	249 345	254 565
121 300	1 659	8 226		36	111 379	89 837
2 100 287	1 349	134 688	1 558	6	1 965 802	1 713 852
150 807	1 087	3 654		25	146 041	133 210
266 848	2 298	17 389		22	247 139	202 072
175 078	2 231	28 261	13 409	38	157 957	142 242
19 891	600	1 815	322	1	17 797	16 889
626 448	8 466	16 398	1 267	1 254	601 597	560 705
221 554	5 629	9 546	20	118	206 281	191 619
2 098 514	5 045	32 746	96	2 149	2 058 670	1 674 881
1 313 880		151 260			1 162 620	1 173 436
226 047	2 566	12 962	11 072	57	221 534	200 789
1 556 490	21 289	46 546	293	303	1 488 645	1 360 945
13 744	756	1 917	238	5	11 304	12 057
317 443	2 628	13 235	347	310	301 617	279 209
23 545 211	328 960	988 041	36 657	5 571	22 259 296	20 359 807
18 472 133	328 960	611 575		4 458	17 527 140	15 894 781
5 073 078		376 466	36 657	1 113	4 732 156	4 465 026
23 545 211	328 960	988 041	36 657	5 571	22 259 296	20 359 807
2 508					2 508	
1 199					1 199	900
2 500					2 500	1 500
4 250		404			3 846	2 429
825					825	215
13 885		4 566			9 319	3 113
600		450			150	600
3		1			2	
9 400					9 400	
11 400					11 400	21 732
46 570		5 421			41 149	30 489
18 518 703	328 960	616 996		4 458	17 568 289	15 925 270
5 073 078		376 466	36 657	1 113	4 732 156	4 465 026
23 591 781	328 960	993 462	36 657	5 571	22 300 445	20 390 296

1-6

MANDAT SPÉCIAL*

Année financière terminée le 31 mars 1983

(MILLIERS \$)

	Crédits autorisés	Dépenses
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu		
Mandat spécial numéro 1 du 15 février 1983 (décret 235-83 du 14 février 1983) autorisé en raison de la nécessité urgente de pourvoir à l'augmentation de la dépense en aide sociale à la suite de l'accroissement sensible du nombre de bénéficiaires depuis le mois de novembre 1982.		
Programme 7 — Prestations d'aide sociale	21 000	14 780
	21 000	14 780

* Émis en conformité avec l'article 41 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6 et modifications).

DÉPENSES DE TRANSFERT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES EFFECTUÉES
Année financière terminée le 31 mars 1983

(MILLIERS \$)

BÉNÉFICIAIRES	PAIEMENTS				1982-1983	1981-1982
	Personnes	Conditionnels		Généraux		
		Fonction- nement	Capital	Service de la dette		
Entreprises		3 809	152 846		276 247	432 902
Établissements de santé et de services sociaux		4 906 169	63 466	126 873		5 096 508
Institutions d'enseignement		6 066 168	10 490	363 952		6 440 610
Municipalités		771 706	137 880	155 324	308	1 065 218
Organismes sans but lucratif		331 200	23 616			354 816
Personnes	3 165 694					3 165 694
Entreprises d'État		188 375	6 440	4 597		199 412
	3 165 694	12 267 427	394 738	650 746	276 555	16 755 160
						15 297 156

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
MISSION ÉCONOMIQUE				
Domaine: ressources naturelles et industries primaires				
Secteur: agriculture				
Planification, recherche et enseignement	1-74	28 121		
Financement agricole	1-74	139 845		
Permanents		8 118		
Aide à la production agricole	1-76	133 593		758
Assurances agricoles	1-76	34 460	7 222	3 991
Commercialisation des produits agro-alimentaires	1-76	50 556		(300)
Permanents		100		
Régie des marchés agricoles du Québec	1-78	1 647		
Gestion du territoire agricole	1-78	26 012		
Gestion interne et soutien	1-78	18 039		(232)
Permanents				
Régie des grains	1-80	1 005		59
Aide financière à l'industrie des courses de chevaux	1-168			
Permanents		4 146		
Total du secteur		445 642	7 222	4 276
Secteur: forêts				
Connaissance de la forêt	1-112	7 477		
Amélioration de la forêt	1-112	29 998		3 195
Protection de la forêt	1-112	27 689	1 364	560
Utilisation de la forêt	1-112	61 203		8 072
Gestion interne et soutien	1-114	19 926		17
Permanents				
Financement forestier	1-114	2 059		
Permanents		2 769		
Développement de l'industrie forestière	1-114	28 130		1 230
Total du secteur		179 251	1 364	13 074
Secteur: mines				
Exploration géologique et minérale	1-116	16 853		915
Exploitation et développement dans le secteur de l'industrie minière	1-116	17 075		800
Recherche minérale	1-116	6 399		
Total du secteur		40 327		1 715
Secteur: eau				
Aide financière à la construction de réseaux d'aqueducs et d'égouts	1-64	50 694	5 069	1 000
Amélioration du milieu ambiant	1-120	77 026		10 262
Connaissance	1-120	11 634		106
Gestion interne et soutien	1-120	11 570		21
Total du secteur		150 924	5 069	11 389

Crédits autorisés	VARIATION		Dépassements aux crédits permanents	Avances et fonds locaux	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés				1982-1983	1981-1982
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=			+	(-)	=	
28 121	722	1 837		9	25 553	22 761
139 845	494	13 905			125 446(1)	88 296
8 118		78	682		8 722	10 100
134 351	2 998	15 712		11	115 630	121 405
45 673		201		7	45 465(2)	28 193
50 256	1 628	11 027		15	37 586	42 202
100			3		103	333
1 647	54	104		1	1 488	1 412
26 012	56	222		2	25 732	23 838
17 807	558	1 809		43	15 397	16 635
			3		3	
1 064	29	446		3	586	192
4 146			3 493		7 639	4 146
457 140	6 539	45 341	4 181	91	409 350	359 513
7 477	182	152			7 143	6 724
33 193	206	1 124		17	31 846	24 531
29 613	64	291		1	29 257	23 347
69 275	1 064	5 399		6	62 806	58 605
19 943	589	1 361		8	17 985	17 060
			9		9	1
2 059	34	339			1 686	1 564
2 769		956			1 813	1 957
29 360	4 638	5 618		2	19 102(3)	48 001
193 689	6 777	15 240	9	34	171 647	181 790
17 768	686	1 063		1	16 018	14 006
17 875	462	789		2	16 622	17 721
6 399		722			5 677	5 049
42 042	1 148	2 574		3	38 317	36 776
56 763		746			56 017	56 949
87 288	554	6 754		15	79 965	60 189
11 740	352	367		5	11 016	10 712
11 591	418	729		11	10 433	9 959
167 382	1 324	8 596		31	157 431	137 809

(1) Le niveau plus élevé des taux d'intérêt et la valeur accrue des prêts en cours par les institutions privées expliquent cette augmentation.

(2) La contribution du Gouvernement représentant le double de la prime versée par les producteurs en vue de stabiliser leurs revenus s'est accrue en raison d'une clientèle plus nombreuse et d'une hausse des cotisations des producteurs.

(3) Le parachèvement des travaux à l'usine Donohue-Norwick (usine de papier à Amos) dans le cadre du programme d'aide à l'implantation et à la modernisation des industries de pâte et papier a nécessité des subventions de 29 588 233 \$ en 1981-1982 alors qu'en 1982-1983, la participation financière finale n'a été que de 5 969 862 \$.

1-10

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
MISSION ÉCONOMIQUE (suite)				
Secteur : énergie				
Régie de l'électricité et du gaz	1-116	2 992		90
Études, recherches et interventions concernant l'énergie	1-118	13 960	1 914	
Total du secteur		16 952	1 914	90
Secteur : pêches maritimes				
Développement des pêches maritimes	1-80	27 325		(882)
Total du secteur		27 325		(882)
Secteur : faune				
Gestion des ressources fauniques	1-150	40 891		1 109
Total du secteur		40 891		1 109
Total du domaine		901 312	15 569	30 771
Domaine : industries secondaires				
Secteur : industries secondaires				
Analyse économique et services statistiques	1-100	7 639		1 848
Gestion interne et soutien	1-132	9 681		(498)
Société de développement industriel du Québec	1-132	64 225		3 500
Développement de l'industrie manufacturière et commercialisation des produits Permanents	1-132	60 887		(5 385)
Centre de recherche industrielle du Québec Permanents	1-134	8 425		
Développement du commerce extérieur Permanents	1-86		7 500	
Total du secteur		150 857	7 500	(535)
Total du domaine		150 857	7 500	(535)
Domaine : services				
Secteur : tourisme				
Formation professionnelle Permanents	1-134	12 791		(30)
Promotion et développement de l'industrie touristique Permanents	1-134	18 355		3 127
Total du secteur		31 146		3 097

Crédits autorisés	VARIATION		Dépassements aux crédits permanents	Avances et fonds locaux	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés				1982-1983	1981-1982
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=	(-)	(-)	+	(-)	=	
3 082	10	356			2 716	2 536
15 874	90	1 114		6	14 664	12 988
18 956	100	1 470		6	17 380	15 524
26 443	415	5 660		57	20 311	18 565
26 443	415	5 660		57	20 311	18 565
42 000	1 548	1 156		82	39 214	34 673
42 000	1 548	1 156		82	39 214	34 673
947 652	17 851	80 037	4 190	304	853 650	784 650
9 487	418	1 099		5	7 965	8 245
9 183	329	1 434		2	7 418	7 181
67 725	248	8 587		1	58 889	55 382
55 502	491	7 947		14	47 050	46 222
8 425		8 425	401		401	1
			13 000		13 000	7 500
7 500		2 582		135	4 783	2 129
157 822	1 486	30 074	13 401	157	139 506	126 660
157 822	1 486	30 074	13 401	157	139 506	126 660
12 761	313	597		5	11 846	11 448
21 482	850	1 271	4	16	4	4
			4		19 345	14 508
34 243	1 163	1 868	8	21	4	4
					31 199	25 956

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
MISSION ÉCONOMIQUE (suite)				
Secteur : marché financier				
Contrôle, surveillance et développement des institutions financières	1-136	6 843		450
Permanents		109		
Gestion interne et soutien	1-138	6 581		(448)
Permanents				
Total du secteur		13 533		2
Secteur : communications				
Développement des communications et des politiques	1-94	6 154		(14)
Régie des services publics	1-94	2 469		
Commission d'accès à l'information	1-94			
Permanents				
Total du secteur		8 623		(14)
Total du domaine		53 302		3 085
Domaine : ressources humaines				
Secteur : immigration				
Communautés culturelles et immigration	1-90	24 562		1 430
Total du secteur		24 562		1 430
Secteur : relations et conditions de travail				
Relations et normes de travail	1-156,1-176	8 921		4
Permanents		25		
Aide financière à la Commission de la santé et de la sécurité du travail	1-156,1-176	20 777		(1)
Permanents				
Total du secteur		29 723		3
Secteur : main-d'oeuvre et emploi				
Formation professionnelle et protection de l'emploi	1-156,1-176	23 963		2 305
Création d'emplois	1-158	62 800		(62 800)
Total du secteur		86 763		(60 495)
Total du domaine		141 048		(59 062)
Domaine : transports				
Secteur : transports terrestres				
Systèmes de transports terrestres	1-170	329 497	21 867	
Permanents		400		
Contrôle des lois et règlements de transport	1-170	7 605		
Construction du réseau routier	1-170	392 461	799	525
Conservation du réseau routier	1-172	411 329	20 658	3 014
Gestion interne et soutien	1-172	36 810	17 796	744
Commission des transports du Québec	1-172	9 792		(6)
Total du secteur		1 187 894	61 120	4 277
Secteur : transports maritime et aérien				
Transports maritime et aérien	1-174	38 631		(7 600)
Total du secteur		38 631		(7 600)
Total du domaine		1 226 525	61 120	(3 323)
Total de la mission		2 473 044	84 189	(29 064)

Crédits autorisés	VARIATION			Avances et fonds locaux	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1982-1983	1981-1982
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=			+	(-)	=	
7 293	234	432		1	6 626	6 434
109		2			107	
6 133	218	917			4 998	5 163
			322		322	99
13 535	452	1 351	322	1	12 053	11 696
6 140	105	557		2	5 476	5 457
2 469	88	368			2 013	1 856
			38		38	
8 609	193	925	38	2	7 527	7 313
56 387	1 808	4 144	368	24	50 779	44 965
25 992	144	2 037		10	23 801	21 270
25 992	144	2 037		10	23 801	21 270
8 925	259	1 524		2	7 140	7 085
25			252	3	274	79
20 776	487				20 289	17 457
						6 571
29 726	746	1 524	252	5	27 703	31 192
26 268	883	683			24 702	22 117
26 268	883	683			24 702	22 117
81 986	1 773	4 244	252	15	76 206	74 579
351 364	419	1 558		1	349 386(4)	248 271
400			293		693	483
7 605	233	889		2	6 481	6 712
393 785	14 131	14 195		222	365 237(5)	430 275
435 001	5 214	15 183		39	414 565(6)	362 484
55 350	595	7 766		16	46 973(6)	33 498
9 786	342	1 053		2	8 389	7 931
1 253 291	20 934	40 644	293	282	1 191 724	1 089 654
31 031	58	2 592			28 381	30 084
31 031	58	2 592			28 381	30 084
1 284 322	20 992	43 236	293	282	1 220 105	1 119 738
2 528 169	43 910	161 735	18 504	782	2 340 246	2 150 592

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE				
Domaine: éducation				
Secteur: enseignement				
Régime de retraite des enseignants	1-88	365 028		
Enseignement primaire et secondaire public	1-106	3 800 611		62 005
Permanents		200 451		
Enseignement collégial public	1-106	752 419		
Permanents		34 897		
Enseignement universitaire	1-108	984 118		
Formation des adultes	1-108	154 222		4 281
Enseignement privé	1-108	212 089		
Permanents		31 778		
Fonds pour la formation de chercheurs et action concertée	1-110	27 627		298
Total du secteur		6 563 240		66 584
Secteur: administration et services				
Société de radio-télévision du Québec	1-94	51 461		
Administration générale	1-104	63 448		677
Administration des réseaux	1-104	56 651		8
Aide financière aux étudiants	1-104	163 399		
Transport scolaire	1-174	254 902		
Total du secteur		589 861		685
Total du domaine		7 153 101		67 269
Domaine: culture				
Secteur: arts				
Arts de l'environnement visuel	1-56	14 530		562
Arts d'interprétation	1-58	27 631		2 606
Permanents		7 176		
Cinéma	1-58	5 890		42
Aide financière à l'institut québécois de recherche sur la culture	1-100			150
Permanents		1 650		
Total du secteur		56 877		3 360
Secteur: lettres et biens culturels				
Livres et autres imprimés	1-56	33 715		(4 482)
Sauvegarde et mise en valeur des biens culturels	1-56	19 581		3 248
Gestion interne et soutien	1-56	10 206		3 609
Charte de la langue française	1-90,1-110	21 700		90
Total du secteur		85 202		2 465
Total du domaine		142 079		5 825

(4) Des subventions de 20 665 384 \$ pour le principal et l'intérêt concernant le déficit d'exploitation de l'année civile 1979 de la C.T.C.U.M. et de la C.T.R.S.M. et l'accent mis sur la politique d'aide au transport en commun expliquent l'augmentation.

(5) Le ministère des Transports a continué de privilégier l'aide au transport en commun par rapport à la construction de nouveaux axes routiers.

(6) Y compris 16 787 697 \$ à la conservation du réseau routier et 12 224 209 \$ à la gestion interne et soutien pour les opérations de l'Office des autoroutes intégrées à celles du Gouvernement à compter du 1er avril 1982.

Crédits autorisés	VARIATION			Avances et fonds locaux	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1982-1983	1981-1982
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=			+	(-)	=	
365 028		5 053			359 975	321 998
3 862 616	139 823	176 602			3 546 191	3 533 525
200 451		34 249			166 202	166 841
752 419	19 283	24 394			708 742	674 384
34 897			6 264		41 161	38 424
984 118	22 434	2 580			959 104	906 532
158 503	5 944	304			152 255	147 980
212 089	6 904	1			205 184	191 250
31 778		9 325			22 453	21 973
27 925					27 925	24 397
6 629 824	194 388	252 508	6 264		6 189 192	6 027 304
51 461	1 100				50 361	43 937
64 125	1 665	3 202		14	59 244	53 588
56 659	1 947	3 140		3	51 569	45 911
163 399		4 168			159 231	135 974
254 902	28	1 645			253 229	224 884
590 546	4 740	12 155		17	573 634	504 294
7 220 370	199 128	264 663	6 264	17	6 762 826	6 531 598
15 092	146	87		5	14 854	14 597
30 237	443	572		22	29 200	25 444
7 176		319			6 857(7)	13 821
5 932	43	42		1	5 846	5 920
150					150	150
1 650					1 650	1 500
60 237	632	1 020		28	58 557	61 432
29 233	275	94		2	28 862	22 689
22 829	282	239		3	22 305	18 073
13 815	572	367		12	12 864	7 676
21 790	682	2 344		4	18 760	18 390
87 667	1 811	3 044		21	82 791	66 828
147 904	2 443	4 064		49	141 348	128 260

(7) Cette diminution est reliée à l'exemption accordée à la Société de la Place des arts relative aux taxes d'affaires et foncières, lesquelles font désormais l'objet d'une compensation tenant lieu de taxes au programme « Évaluation foncière ».

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**
Année financière terminée le 31 mars 1983
(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE (suite)				
Domaine: loisirs et sports				
Secteur: loisirs et récréation de plein air				
Activités de promotion, d'éducation et de récréation en milieu naturel Permanents	1-150	59 503		3 286
Implantation d'équipements et aménagement de sites de plein air	1-150	17 601	900	6 823
Soutien au loisir socio-culturel	1-150	9 975		
Soutien aux municipalités et aux organismes locaux et régionaux de loisir	1-152	24 394		2 710
Gestion interne et soutien Permanents	1-152	30 049		442
Total du secteur		141 522	900	13 261
Secteur: activité physique et sport				
Promotion de l'activité physique et du sport	1-152	15 247		200
Régie de la sécurité dans les sports	1-154	1 724		
Régie des installations olympiques	1-154	6 700		
Total du secteur		23 671		200
Total du domaine		165 193	900	13 461
Total de la mission		7 460 373	900	86 555

Crédits autorisés	VARIATION			Avances et fonds locaux	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1982-1983	1981-1982
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=			+	(-)	=	
62 789	1 697	2 339	11	8	58 745 11	53 038
25 324	10	1 304			24 010	15 221
9 975	283	685			9 007	9 941
27 104	375	1 356			25 373	31 987
30 491	1 678	1 756	9	12	27 045 9	24 408 1
155 683	4 043	7 440	20	20	144 200	134 596
15 447		216		15	15 216	16 537
1 724	38	734		1	951	613
6 700					6 700	5 200
23 871	38	950		16	22 867	22 350
179 554	4 081	8 390	20	36	167 067	156 946
7 547 828	205 652	277 117	6 284	102	7 071 241	6 816 804

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
MISSION SOCIALE				
Domaine : sécurité du revenu				
Secteur : régimes de sécurité du revenu				
Indemnisation des victimes d'actes criminels	1-148			
Permanents		10 367	2 125	
Supplément au revenu de travail et administration de logirente	1-166	23 460		
Remboursements à certains travailleurs autonomes d'une partie de leurs contributions au régime de rentes du Québec	1-166			
Permanents		1 320		
Soutien du revenu familial	1-158			
Permanents		191 225		
Allocations de maternité	1-158	9 265		
Prestations d'aide sociale	1-158	1 386 872	146 000	
Permanents				
Assistance-maladie	1-160	74 822	4 979	3 400
Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	1-160	8 002	1 150	
Total du secteur		1 705 333	154 254	3 400
Secteur : administration et services				
Recherche et planification en matière de travail, de main-d'oeuvre et de sécurité du revenu	1-160, 1-176	5 673		6
Administration des programmes de main-d'oeuvre et de sécurité du revenu	1-160	110 768		74 668
Direction et gestion	1-130, 1-162, 1-178	22 378		21
Direction et gestion de la Commission des Affaires sociales	1-162	3 882		(25)
Total du secteur		142 701		74 670
Total du domaine		1 848 034	154 254	78 070
Domaine : santé et adaptation sociale				
Secteur : prévention et amélioration				
Services en centres locaux de services communautaires	1-66	191 015		697
Permanents		12 560		
Soutien des organismes bénévoles	1-66	8 522		2 500
Permanents				
Protection du milieu	1-120	10 455		226
Total du secteur		222 552		3 423
Secteur : recouvrement de la santé				
Services en centres hospitaliers	1-66	2 699 457		136 267
Permanents		949 107		
Régime d'assurance-maladie	1-164			
Permanents		1 313 880		
Total du secteur		4 962 444		136 267
Secteur : réadaptation sociale				
Services en centres de services sociaux	1-68	263 237		7 516
Permanents		14 274		
Services en centres d'hébergement	1-68	360 666		1 261
Permanents		26 804		
Services en centres de réadaptation	1-68	501 918		648
Permanents		29 414		
Direction et gestion de l'Office des personnes handicapées du Québec	1-98	20 488		2 557
Total du secteur		1 216 801		11 982

Crédits autorisés	VARIATION			Avances et fonds locaux	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1982-1983	1981-1982
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=			+	(-)	=	
12 492				900	11 592	9 497
23 460	24	3 049			20 387	19 214
1 320		515			805	1 076
191 225		4 764	4		186 465	185 247
9 265	175	96			8 994	9 240
1 532 872		14 229	67		1 518 643	1 199 969
83 201					67	
9 152	14	485			83 201	69 933
					8 653	6 750
1 862 987	213	23 138	71	900	1 838 807	1 500 926
5 679	187	586			4 906	4 353
185 436	2 983	9 876		2 145	170 432 (8)	124 177
22 399	691	2 093		4	19 611	17 875
3 857	122	326			3 409	3 059
217 371	3 983	12 881		2 149	198 358	149 464
2 080 358	4 196	36 019	71	3 049	2 037 165	1 650 390
191 712	3 205	2 277			186 230	162 550
12 560		3 568			8 992	10 059
11 022					11 022	5 301
10 681	335	376		5	9 965	110
225 975	3 540	6 221		5	216 209	8 977
2 835 724	16 410	7 964			2 811 350	2 317 457
949 107		50 991			898 116	856 626
1 313 880		151 260			1 162 620	1 173 436
5 098 711	16 410	210 215			4 872 086	4 347 519
270 753	6 291	3			264 459	237 776
14 274		2 157			12 117	13 886
361 927	3 391	15			358 521	323 342
26 804		1 939			24 865	32 920
502 566	11 313	1 411			489 842	467 444
29 414		11 064			18 350	21 151
23 045	74	381		5	22 585	19 401
1 228 783	21 069	16 970		5	1 190 739	1 115 920

(8) Des dépenses additionnelles ont servi à la réalisation de projets favorisant l'emploi.

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**
Année financière terminée le 31 mars 1983

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
MISSION SOCIALE (suite)				
Secteur: administration et services				
Coordination de la recherche	1-70	20 779		
Permanents		1 004		
Coordination régionale et nationale	1-70	41 769		
Permanents		791		
Direction et gestion	1-72	52 828		76
Permanents				
Direction et gestion de l'Office des services de garde à l'enfance	1-72,1-100	37 520		4 001
Total du secteur		154 691		4 077
Total du domaine		6 556 488		155 749
Domaine: habitation				
Secteur: habitation				
Administration	1-128	1 637		163
Permanents				
Société d'habitation du Québec	1-128	224 311		2 463
Permanents		3 360		
Conciliation entre locataires et propriétaires	1-128	11 400		127
Total du secteur		240 708		2 753
Total du domaine		240 708		2 753
Total de la mission		8 645 230	154 254	236 572
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE				
Domaine: institutions politiques				
Secteur: assemblée nationale				
Services statutaires et de soutien politique	1-82	6 179		230
Permanents		13 096		
Services parlementaires	1-82	8 377		6
Médias	1-82	4 788		14
Gestion interne et soutien	1-84	7 289		19
Protecteur du citoyen	1-84	1 345		
Vérificateur général	1-84	6 454		
Total du secteur		47 528		269

Crédits autorisés	VARIATION			Avances et fonds locaux	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1982-1983	1981-1982
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=			+	(-)	=	
20 779		30			20 749	18 417
1 004		412			592	
41 769	711	219			40 839	32 815
791			401		1 192	828
52 904	3 555	2 543		12	46 794	43 559
			197		197	
41 521	55	1 101		2	40 363	31 690
158 768	4 321	4 305	598	14	150 726	127 309
6 712 237	45 340	237 711	598	24	6 429 760	5 777 745
1 800	144	179		5	1 472	
226 774	1 170	13 080		9	212 515	597
3 360		949			2 411	169 344
11 527	36	493		1	10 997	3 495
243 461	1 350	14 701		15	227 395	10 161
243 461	1 350	14 701		15	227 395	183 597
9 036 056	50 886	288 431	669	3 088	8 694 320	7 611 732
6 409		327		3	6 079	5 914
13 096		220			12 876	11 579
8 383		452			7 931	7 099
4 802		473			4 329	3 797
7 308		185		4	7 119	6 848
1 345		94			1 251	1 118
6 454		245		3	6 206	5 504
47 797		1 996		10	45 791	41 859

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)				
Secteur: direction du gouvernement				
Bureau du lieutenant-gouverneur	1-96	521		
Administration des élections et financement des partis politiques	1-96			
Permanents		21 756		
Organismes-conseils auprès du Premier Ministre et du Conseil exécutif	1-96	24 956		9 081
Permanents				
Total du secteur		47 233		9 081
Secteur: institutions judiciaires				
Formulation de jugements	1-140	7 144		
Permanents		18 402		
Soutien administratif à l'activité judiciaire	1-140	68 020		
Enquêtes et expertises scientifiques pour pour fins judiciaires	1-140	5 404		
Protection des droits et libertés de la personne	1-140	6 125		
Aide aux justiciables	1-142	47 686	4 200	
Administration	1-142	20 683		
Permanents		100		
Total du secteur		173 564	4 200	
Secteur: gestion municipale				
Aménagement du territoire municipal	1-62	17 611		175
Aide et surveillance administratives et financières	1-62	65 295		16 202
Évaluation foncière	1-62	254 675	3 000	(28)
Administration générale	1-64	7 292		
Aide institutionnelle et restructuration du territoire	1-64	9 996		230
Total du secteur		354 869	3 000	16 579
Total du domaine		623 194	7 200	25 929
Domaine: gestion administrative centrale				
Secteur: administration du personnel				
Régimes de retraite et assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	1-88	170 274		
Permanents		100 725		
Gestion du personnel de la fonction publique	1-126	17 568		(63)
Permanents				
Contributions du gouvernement à titre d'employeur	1-126	119 485		
Permanents		4 000		
Commission de la fonction publique	1-126	1 958		(73)
Office du recrutement et de la sélection du personnel	1-126	7 944		(12)
Total du secteur		421 954		(148)

Crédits autorisés	VARIATION			Avances et fonds locaux	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1982-1983	1981-1982
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=			+	(-)	=	
521	15	37			469	435
21 756		11 442		23	10 291	29 907
34 037	1 075	7 597		13	25 352	25 784 601
56 314	1 090	19 076		36	36 112	56 727
7 144		748			6 396	5 679
18 402		1 154		37	17 211	16 786
68 020	2 502	2 436		84	62 998	59 645
5 404	146	344			4 914	4 853
6 125	206	234		2	5 683	5 161
51 886	7	519			51 360	47 809
20 683	110	1 101		10	19 462	16 429
100			113	15	198	13
177 764	2 971	6 536	113	148	168 222	156 375
17 786	150	3 977		2	13 657(9)	7 070
81 497	4 209	3 490		1	73 797(10)	100 375
257 647	208	796		3	256 640(7)	224 587
7 292	291	1 164		1	5 836	5 444
10 226	74	1 107		2	9 043	8 210
374 448	4 932	10 534		9	358 973	345 686
656 323	8 993	38 142	113	203	609 098	600 647
170 274	458	11 319		4	158 493	149 676
100 725		11 265	438		89 898	86 498
17 505	745	1 023		24	15 713	14 056
119 485		669			118 816	107 401
4 000		404			3 596	3 648
1 885	69	282			1 534	1 553
7 932	273	1 276		1	6 382	6 551
421 806	1 545	26 238	438	29	394 432	369 384

(7) : voir page 1-15

(9) L'aide financière aux municipalités régionales de comtés pour leur fonctionnement dans le cadre de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme s'est accrue.

(10) Diminution de l'aide financière aux municipalités pour leurs équipements communautaires dont le programme est rendu à sa phase finale.

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**
Année financière terminée le 31 mars 1983

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)				
Secteur: administration financière				
Gestion budgétaire et politique administrative	1-102	9 685		464
Études des politiques économiques et fiscales	1-122	2 561		
Gestion de la caisse et de la dette publique	1-122	3 844		2 000
Permanents		2 007 710		
Comptabilité gouvernementale	1-122	23 026		(112)
Fonds de suppléance	1-124	380 347	40 000	(365 598)
Gestion interne et soutien	1-124	3 309		
Administration fiscale	1-166	147 332		28
Permanents		46 874		
Total du secteur		2 624 688	40 000	(363 218)
Secteur: services de soutien				
Gestion interne et soutien	1-92	4 208		33
Information et publications gouvernementales	1-92	28 539	1 263	2 525
Bureau central de l'informatique	1-92	13 790		837
Réseaux et équipements gouvernementaux de communication	1-92	51 346		400
Services juridiques du gouvernement	1-144	16 838		37
Permanents		1 059		
Affaires législatives	1-144	6 937		
Transport aérien gouvernemental	1-174	17 266		
Allocation de l'espace et de l'équipement	1-180	177 819		600
Permanents				
Exploitation des immeubles	1-180	124 594		(214)
Approvisionnement	1-182	5 368		45
Gestion interne et soutien	1-182	9 254		(23)
Permanents				
Total du secteur		457 018	1 263	4 240
Secteur: statistiques, planification et coordination				
Aide financière à la Société d'aménagement de l'Outaouais	1-64	4 633		
Coordination du développement économique et régional et interventions de développement régional	1-96	24 800		6 537
Planification économique et régionale, consultation et administration de l'O.P.D.Q.	1-98	11 292		(1 453)
Consultation des agents socio-économiques	1-98	625		(47)
Connaissance géographique du territoire	1-114	14 461		47
Total du secteur		55 811		5 084
Total du domaine		3 559 471	41 263	(354 042)
Domaine: relations intergouvernementales				
Secteur: relations intergouvernementales				
Affaires canadiennes	1-60	4 761		
Affaires internationales	1-60	38 721		(29)
Office Franco-Québécois pour la Jeunesse	1-60	2 021		
Gestion interne et soutien	1-60	6 895		181
Total du secteur		52 398		152
Total du domaine		52 398		152

Crédits autorisés	VARIATION		Dépassements aux crédits permanents	Avances et fonds locaux	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés				1982-1983	1981-1982
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=			+	(-)	=	
10 149	12	857		1	9 279	7 299
2 561	86	278			2 197	2 059
5 844	122	2 170		1	3 551	5 666
2 007 710		73 523	1 558		1 935 745	1 681 669
22 914	877	2 448		3	19 586	19 233
54 749		54 749				
3 309	146	535		2	2 626	2 505
147 360	2 465	6 344		56	138 495	127 666
46 874		2 961	7 573		51 486	46 576
2 301 470	3 708	143 865	9 131	63	2 162 965	1 892 673
4 241	144	329		1	3 767	3 708
32 327	676	1 143		12	30 496	28 029
14 627	277	1 115		2	13 233	11 523
51 746	441	1 966		3	49 336	44 961
16 875	579	422		26	15 848	15 015
1 059		367			692	725
6 937	170	421			6 346	5 258
17 266	269	1 665		21	15 311	16 323
178 419		3 597	340	282	174 540	160 188
124 380	2 165	7 976			340	326
5 413	193	324		17	114 222	107 163
9 231	270	1 338		11	4 896	4 573
			7		7 612	6 958
462 521	5 184	20 663	347	375	7	1
4 633					4 633	4 200
31 337	1 055	11 792			18 490 (11)	11 546
9 839	287	527		1	9 024	8 227
578	14	47			517	501
14 508	255	560		5	13 688	13 700
60 895	1 611	12 926		6	46 352	38 174
3 246 692	12 048	203 692	9 916	473	3 040 395	2 704 982
4 761	92	536		58	4 075	3 795
38 692	670	3 289		661	34 072	33 153
2 021					2 021	1 909
7 076	270	452		8	6 346	5 919
52 550	1 032	4 277		727	46 514	44 776
52 550	1 032	4 277		727	46 514	44 776

(11) L'augmentation de la dépense est due principalement à l'application du programme expérimental de création d'emplois communautaires.

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**
Année financière terminée le 31 mars 1983
(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)				
Domaine : protection de la personne et de la propriété				
Secteur : gestion juridique du cadre socio-économique				
Promotion du droit et du statut de la femme	1-98	2 722		65
Organisation et réglementation des professions	1-110	2 678		
Gestion des terres publiques	1-116	7 232		1 752
Curatelle publique	1-124	3 200		
Protection du consommateur	1-128	8 846		465
Qualification professionnelle des entrepreneurs en construction	1-128	3 699		90
Contrôle et surveillance du développement des entreprises	1-130,1-136	5 116		410
Permanents		1 000		
Enregistrement officiel	1-142	13 941		
Contrôle des permis d'alcool	1-142	5 108		
Permanents				
Contrôle des jeux de hasard et des courses	1-168	2 838		43
Permanents		6		
Total du secteur		56 386		2 825
Secteur : contentieux				
Contentieux criminel	1-144	13 044		
Total du secteur		13 044		
Secteur : sécurité publique				
Sécurité-incendie	1-64	2 815		
Coordination des activités de la sécurité publique	1-146	7 392		443
Permanents				
Normalisation et surveillance de l'exercice des fonctions de police	1-146	3 261		42
Sûreté du Québec	1-146	265 609		22
Protection civile	1-146	3 254		
Permanents			3 000	
Sécurité dans les bâtiments et dans les lieux publics	1-130,1-162	23 295		
Permanents				
Total du secteur		305 626	3 000	507
Secteur : institutions pénales				
Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants	1-144	96 234		(29)
Total du secteur		96 234		(29)
Total du domaine		471 290	3 000	3 303
Total de la mission		4 706 353	51 463	(324 658)
TOTAL DES MISSIONS		23 285 000	290 806	(30 595)
Votés		18 224 547	278 181	(30 595)
Permanents		5 060 453	12 625	
		23 285 000	290 806	(30 595)

Crédits autorisés	VARIATION			Avances et fonds locaux	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1982-1983	1981-1982
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=	(-)	(-)	+	(-)	=	
2 787	93	336		4	2 354	2 315
2 678	67	473		1	2 137	1 935
8 984	193	476		2	8 313	6 775
3 200	118	985			2 097	2 720
9 311		816		6	8 489	7 863
3 789	127	57			3 605	3 246
5 526	172	523			4 831	4 235
1 000					1 000	1 000
13 941	505	1 002			12 434	12 012
5 108	286	399		1	4 422	
2 881	77	93		1	2 710	4 463
6			6		12	2 103
59 211	1 638	5 160	6	15	52 404	48 675
13 044	465	202		2	12 375	11 813
13 044	465	202		2	12 375	11 813
2 815	49	479		1	2 286	3 889
7 835		425		6	7 404	6 648
			14		14	13
3 303	104	109		2	3 088	2 773
265 631	1 825	4 347		163	259 296	245 600
3 254	102	497		3	2 652	2 733
3 000			1 140		4 140	5 954
23 295	797	1 757		1	20 740	20 350
			11		11	
309 133	2 877	7 614	1 165	176	299 631	287 960
96 205	1 459	1 671		3	93 072	81 826
96 205	1 459	1 671		3	93 072	81 826
477 593	6 439	14 647	1 171	196	457 482	430 274
4 433 158	28 512	260 758	11 200	1 599	4 153 489	3 780 679
23 545 211	328 960	988 041	36 657	5 571	22 259 296	20 359 807
18 472 133	328 960	611 575		4 458	17 527 140	15 894 781
5 073 078		376 466	36 657	1 113	4 732 156	4 465 026
23 545 211	328 960*	988 041	36 657	5 571	22 259 296	20 359 807

*** SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER**

Ce montant est principalement attribuable à la compression des rémunérations du personnel des secteurs public et parapublic.

LISTES ET DÉFINITIONS DES CATÉGORIES ET SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

DÉFINITIONS ÉTABLIES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET ÉNONCÉES DANS LE LIVRE DES CRÉDITS 1982-1983 AUX PAGES V ET VI

LISTE DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

Titre complet

Titre abrégé

1 – Traitements, salaires et allocations	Traitements
2 – Autres rémunérations	Autres rémunérations
3 – Services de transport et de communication	Communications
4 – Services professionnels, administratifs et autres	Services
5 – Entretien et réparations	Entretien
6 – Loyers	Loyers
7 – Fournitures et approvisionnements	Fournitures
8 – Matériel et équipement	Équipement
9 – Terrains, immeubles et travaux de génie	Immobilisations
10 – Dépenses de transfert	Transfert
11 – Autres dépenses	Autres dépenses
12 – Service de la dette	Service de la dette

DÉFINITIONS DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

1 – Traitements, salaires et allocations

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le Gouvernement aux employés permanents du secteur public. Elle comprend en plus le traitement et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux ministres, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du Gouvernement à titre d'employeur.

2 – Autres rémunérations

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le Gouvernement aux employés à temps partiel tels les étudiants, les occasionnels, les saisonniers et les surnuméraires du secteur public. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du Gouvernement à titre d'employeur.

3 – Services de transport et de communication

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des individus, les frais de poste et de messagerie, les dépenses de communication, de publicité et d'information.

4 – Services professionnels, administratifs et autres

Cette catégorie regroupe les achats de services suivants : a) services professionnels et administratifs; b) honoraires et dépenses des membres de jurys, comités et commissions; c) assurances et indemnités; d) taxes et services gouvernementaux; e) services divers.

5 – Entretien et réparations

Cette catégorie comprend l'entretien ou la réparation du matériel, de l'équipement et des biens immobiliers effectués en vertu d'un contrat; elle inclut également certains travaux sur les territoires forestiers ou agricoles qui s'apparentent à de l'entretien.

6 – Loyers

Cette catégorie comprend les loyers d'immeubles ainsi que la location de matériel ou d'équipement.

7 – Fournitures et approvisionnements

Cette catégorie regroupe les achats de biens de consommation courante.

8 – Matériel et équipement

Cette catégorie regroupe les achats de biens meubles durables.

9 – Terrains, immeubles et travaux de génie

Cette catégorie comprend l'achat de biens immobiliers existants ainsi que les contrats passés pour l'acquisition de nouveaux biens immobiliers.

10 – Dépenses de transfert

Cette catégorie regroupe les paiements effectués à des personnes, corporations ou institutions et qui ne constituent ni des paiements pour services au Gouvernement, ni des achats.

11 – Autres dépenses

Cette catégorie est prévue pour les dépenses qui ne peuvent pas être incluses dans les autres catégories.

12 – Service de la dette

Cette catégorie comprend les intérêts et autres frais occasionnés par les emprunts du Gouvernement.

LISTE DES SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES (modifiée au cours de l'année financière par le Conseil du trésor)

Titre complet**Titre abrégé**

Dépenses de fonctionnement — personnel
 Dépenses de fonctionnement — autres dépenses
 Dépenses en capital — personnel
 Dépenses en capital — autres dépenses
 Dépenses de transfert

Fonctionnement — personnel
 Fonctionnement — autres dépenses
 Capital — personnel
 Capital — autres dépenses
 Transfert

Les catégories de dépenses sont regroupées en super-catégories afin de faire ressortir d'une part, la rémunération du personnel et les autres dépenses à l'intérieur des dépenses de fonctionnement et en capital et d'autre part, les dépenses de transfert du Gouvernement. Elles figurent uniquement à titre de renseignement dans le livre des Crédits.

Dépenses de fonctionnement — personnel

Cette super-catégorie comprend les catégories 1 « Traitements, salaires et allocations » et 2 « Autres rémunérations ».

Dépenses de fonctionnement — autres dépenses

Cette super-catégorie comprend les catégories 3 « Services de transport et de communication », 4 « Services professionnels, administratifs et autres », 5 « Entretien et réparations », 6 « Loyers », 7 « Fournitures et approvisionnements », 11 « Autres dépenses » et 12 « Service de la dette ». À l'exception de la catégorie 12 « Service de la dette », elle représente des dépenses courantes en biens et services du Gouvernement.

Dépenses en capital — personnel

Cette super-catégorie comprend les catégories 1 « Traitements, salaires et allocations » et 2 « Autres rémunérations ».

Dépenses en capital — autres dépenses

Cette catégorie comprend principalement les catégories 8 « Matériel et équipement » et 9 « Terrains, immeubles et travaux de génie ». Elle inclut également les catégories 3 « Services de transport et de communication », 4 « Services professionnels, administratifs et autres », 6 « Loyers », 7 « Fournitures et approvisionnements » et 11 « Autres dépenses » pour les travaux de construction ou de rénovation exécutés en régie.

Dépenses de transfert

Cette super-catégorie correspond à la seule catégorie 10 en raison de l'importance des montants en jeu.

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

Ce compte regroupe les paiements à effectuer en vue d'acquérir certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et avances aux entreprises d'États, les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds renouvelables ou de fonds locaux ainsi que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes sans but lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET PAR SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1983

(MILLIERS \$)

Super-catégories Ministère		Fonctionnement et Capital					
		— Personnel			— Autres dépenses		
		Traitements	Autres rému- nérations	Total — Personnel	Communi- cations	Services	Entretien
1 Affaires culturelles	F	27 685	4 523	32 208	2 047	7 963	519
	C					378	
2 Affaires intergouvernementales	F	16 957	352	17 309	6 511	6 509	80
	C						
3 Affaires municipales	F	18 043	1 999	20 042	1 119	2 316	20
	C						
4 Affaires sociales	F	41 105	1 009	42 114	1 700	3 024	155
	C						
5 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	F	93 469	13 107	106 576	8 042	7 035	1 457
	C					407	
6 Assemblée nationale	F	32 875	5 780	38 655	2 629	1 021	122
	C				1	1	
7 Commerce extérieur	F	974	36	1 010	563	378	4
	C						
8 Commission administrative du régime de retraite	F	241 125	47	241 172	238	274	15
	C						
9 Communautés culturelles et Immigration	F	20 503	5 001	25 504	969	3 300	55
	C						
10 Communications	F	32 204	1 761	33 965	50 879	3 144	1 274
	C						
11 Conseil exécutif	F	36 335	6 307	42 642	2 847	4 138	188
	C						
12 Conseil du trésor	F	7 129	251	7 380	189	1 320	28
	C						
13 Éducation	F	73 131	6 739	79 870	5 335	16 004	662
	C						
14 Énergie et Ressources	F	71 668	25 082	96 750	6 077	32 610	1 771
	C	24	1 894	1 918	224	881	
15 Environnement	F	32 197	4 427	36 624	3 318	3 689	807
	C		146	146	29	175	
16 Finances	F	27 322	539	27 861	330	4 233	144
	C						
17 Fonction publique	F	132 739	11 107	143 846	487	725	47
	C						
18 Habitation et Protection du consommateur	F	35 776	3 839	39 615	2 551	2 194	84
	C						
19 Industrie, Commerce et Tourisme	F	34 384	3 097	37 481	7 543	3 280	1 795
	C					5	
20 Institutions financières et Coopératives	F	13 829	436	14 265	513	610	16
	C						
21 Justice	F	442 772	11 104	453 876	12 399	21 198	3 309
	C						
22 Loisir, Chasse et Pêche	F	61 210	24 384	85 594	4 383	4 145	2 510
	C		2 250	2 250	20	1 635	
23 Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	F	95 411	10 177	105 588	6 579	11 471	486
	C						
24 Régie de l'assurance-maladie du Québec	F						
	C						
25 Revenu	F	100 407	19 092	119 499	9 639	25 679	914
	C						
26 Transports	F	157 644	38 083	195 727	5 846	17 026	108 494
	C	57 607	13 884	71 491	4 571	18 116	
27 Travail	F	2 443	38	2 481	310	389	15
	C						
28 Travaux publics et Approvisionnement	F	58 943	4 508	63 451	18 352	12 881	23 132
	C				3	4 565	
	F	1 908 280	202 825	2 111 105	161 395	196 556	148 103
	C	57 631	18 174	75 805	4 848	26 163	
		1 965 911	220 999	2 186 910	166 243	222 719	148 103

F — Super-catégorie : Fonctionnement

C — Super-catégorie : Capital

(*) Inclut, au ministère des Finances

1 930 599 888 \$ pour le service de la dette.

Fonctionnement et Capital							Transfert			
	Loyers	Four- nitures	Équi- pement	Immobi- lisations	Autres Dépenses	Total — Autres dépenses	Total — Personnel et — Autres dépenses	Total		
1 F	331	1 261			1 447	13 568	45 776	71 479	117 255	1
C			506	2 649		3 533	3 533		3 533	
2 F	343	766			628	14 837	32 146	14 172	46 318	2
C			196			196	196		196	
3 F	271	564			10	4 300	24 342	397 388	421 730	3
C			179			179	179		179	
4 F	176	1 086			266	6 407	48 521	5 145 512	5 194 033	4
C			194			194	194		194	
5 F	2 258	7 075			291	26 158	132 734	284 915	417 649	5
C		21	3 745	200		4 373	4 373		4 373	
6 F	1 724	1 321			55	6 872	45 527		45 527	6
C			262			264	264		264	
7 F	11	55			53	1 064	2 074	2 670	4 744	7
C			39			39	39		39	
8 F	118	175			662	1 482	242 654	365 695	608 349	8
C			17			17	17		17	
9 F	312	464			53	5 153	30 657	4 137	34 794	9
C			233			233	233		233	
10 F	4 530	3 442			101	63 370	97 335	55 276	152 611	10
C			2 109			2 109	2 109		2 109	
11 F	1 337	984			909	10 403	53 045	85 540	138 585	11
C			301	324		625	625		625	
12 F	197	103			6	1 843	9 223		9 223	12
C			56			56	56		56	
13 F	4 784	2 770			331	29 886	109 756	5 998 139	6 107 895	13
C			1 037			1 037	1 037		1 037	
14 F	6 310	15 566			180	62 514	159 264	64 025	223 289	14
C	6 444	1 036	4 299	11 242	12	24 138	26 056		26 056	
15 F	758	2 470			88	11 130	47 754	59 897	107 651	15
C	395	565	1 714	703	1	3 582	3 728		3 728	
16 F	385	560			1 932 201(*)	1 937 853	1 965 714		1 965 714	16
C			88			88	88		88	
17 F	294	369			102	2 024	145 870	100	145 970	17
C			71			71	71		71	
18 F	735	907			139	6 610	46 225	200 627	246 852	18
C			287			287	287		287	
19 F	482	3 188			4 230	20 518	57 999	99 333	157 332	19
C			253	333	34	625	625		625	
20 F	216	297			38	1 690	15 955	1 812	17 767	20
C			30			30	30		30	
21 F	10 032	22 314			1 801	71 053	524 929	69 082	594 011	21
C			7 586			7 586	7 586		7 586	
22 F	2 204	13 644			292	27 178	112 772	68 813	181 585	22
C	1 572	1 501	3 119	13 528	1 071	22 446	24 696		24 696	
23 F	1 870	2 176			661	23 243	128 831	1 927 861	2 056 692	23
C			1 978			1 978	1 978		1 978	
24 F								1 162 620	1 162 620	24
C										
25 F	2 966	5 470			28 397	73 065	192 564	28 229	220 793	25
C			741			741	741		741	
26 F	21 175	110 011			417	262 969	458 696	639 862	1 098 558	26
C	13 122	16 568	17 844	240 170	8 205	318 596	390 087		390 087	
27 F	33	61			5	813	3 294	7 976	11 270	27
C			34			34	34		34	
28 F	91 738	25 175			184	171 462	234 913		234 913	28
C		393	5 853	55 854	36	66 704	66 704		66 704	
F	155 590	222 274			1 973 547(*)	2 857 465	4 968 570	16 755 160	21 723 730	
C	21 533	20 084	52 771	325 003	9 359	459 761	535 566		535 566	
	177 123	242 358	52 771	325 003	1 982 906(*)	3 317 226	5 504 136	16 755 160	22 259 296	

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

	1982-1983	1981-1982
AFFAIRES CULTURELLES		
Droits et permis		
Autres		
Examen de films et de publicité cinématographique	194	198
	194	198
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de terrains et bâtisses	356	352
Divers	65	86
	421	438
Amendes et confiscations		
Divers	1	
	1	
Recouvrements		
Autres dépenses	42	89
Divers	27	43
	69	132
	491	570
Revenus autonomes	685	768
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Aide aux musées associés	393	312
	393	312
	1 078	1 080
AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	4	
	4	
Intérêts		
Divers	21	21
	21	21
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	162	
Subventions d'années antérieures		50
Divers	94	64
	256	114
Revenus autonomes	281	135

	1982-1983	1981-1982
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Coopération internationale	1 585	3 608
Divers		43
	<u>1 585</u>	<u>3 651</u>
	<u>1 866</u>	<u>3 786</u>
AFFAIRES MUNICIPALES		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	18	1
	<u>18</u>	<u>1</u>
Intérêts		
Prêts	1 330	1 384
	<u>1 330</u>	<u>1 384</u>
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	425	508
Divers	10	13
	<u>435</u>	<u>521</u>
	<u>1 783</u>	<u>1 906</u>
Revenus autonomes	<u>1 783</u>	<u>1 906</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Equipements communautaires	24 044 (1)	51 851
	<u>24 044</u>	<u>51 851</u>
	<u>25 827</u>	<u>53 757</u>
AFFAIRES SOCIALES		
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	343	273
	<u>343</u>	<u>273</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Service communautaire hospitalier de Québec	179	259
Tierces responsabilités-internes	2 541	2 881
Tierces responsabilités-externes	118	90
Assurance-hospitalisation — étrangers	105	77
Divers	15	57
	<u>2 958</u>	<u>3 364</u>

(1) La diminution des contributions fédérales résulte des coûts moindres encourus à ce programme rendu à sa phase finale.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

	1982-1983	1981-1982
AFFAIRES SOCIALES (suite)		
Intérêts		
Divers	2	1
	2	1
Recouvrements		
Autres dépenses	56	168
Subventions d'années antérieures	89	
Subventions d'années antérieures pour la recherche	114	147
Subventions d'années antérieures pour le fonctionnement des établissements du réseau des Affaires sociales	793	94
Municipalités — contributions	(133)	
Dommages et intérêts	200	
Divers	4	16
	1 123	425
	4 083	3 790
Revenus autonomes	4 426	4 063
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Développement des services consultatifs	217	
Caisse d'aide à la santé		(519)
Formation professionnelle et adaptation au travail	265	
Jeunes délinquants	3 395 (2)	17 592
Divers	(9)	
	3 868	17 073
	8 294	21 136
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Divers	22	23
	22	23
Autres		
Pêche commerciale	215	245
Divers	65	53
	280	298
	302	321
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	51	30
Animaux	107	124
Produits de la ferme	308	263
Spermes	45	862
Biens cédés à la Raffinerie de sucre du Québec	11 000	
Terrains et bâtisses	418	261
Location de terrains et bâtisses	267	241
Location d'entrepôts frigorifiques	1 380	816
Cale de halage	88	106
Location de services de personnel	205	746
Autres aides à l'agriculteur	309	374
Enquêtes et audition	52	81

(2) La variation est due au fait qu'en 1981-1982, des ajustements ont été apportés pour des réclamations d'années antérieures au montant de 16 592 000 \$.

	1982-1983	1981-1982
Divers	121	119
	14 351	4 023
Intérêts		
Ventes de terrains et bâtisses	143	243
Divers	41	20
	184	263
Amendes et confiscations		
Divers	23	9
Recouvrements		
Autres dépenses	148	95
Subventions d'années antérieures	721	2 714
Salaires accidents-travail	127	72
Aide à l'industrie des courses de chevaux	273	
Divers	6	5
	1 275	2 886
	15 833	7 181
Revenus autonomes	16 135	7 502
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Assurance-récolte	6 279	5 203
Main-d'oeuvre agricole	259	253
Production d'aliments pour bétail	(3)	5 533
Divers	22	18
	6 560	11 007
	22 695	18 509
ASSEMBLÉE NATIONALE		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Projets de lois privés	60	30
Restaurant Le Parlementaire	516	501
Restaurant Le Mini-Débat	192	231
Divers	107	112
	875	874
Recouvrements		
Divers	20	34
Revenus autonomes	895	908

(3) La variation par rapport à 1981-1982 résulte du fait que ce programme a été discontinué par le gouvernement du Canada en 1982-1983.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

	1982-1983	1981-1982
COMMERCE EXTÉRIEUR		
Revenus divers		
Divers	6	
	6	
Revenus autonomes	6	
COMMISSION ADMINISTRATIVE DU RÉGIME DE RETRAITE		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Assurance-vie et protection des cadres des organismes autonomes	506	506
	506	506
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	882	734
	882	734
Revenus autonomes	1 388	1 240
COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	5	3
Recouvrements		
Divers	8	35
Revenus autonomes	13	38
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Cours de préparation à la citoyenneté	976	1 083
Recherches Office de la langue française	87	
Divers	15	(30)
	1 078	1 053
	1 091	1 091
COMMUNICATIONS		
Droits et permis		
Autres		
Exploitation d'un service téléphonique	1 299	608
Divers	15	6
	1 314	614
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Avis de la Gazette officielle	113	578
Publications de l'Éditeur officiel	574 (4)	3 258
Location de services de personnel	50	55
Placement média	498	442
Divers	42	53
	1 277	4 386
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	25	69
Divers	58	57
	83	126
	1 360	4 512
Revenus autonomes	2 674	5 126

(4) Ces revenus sont comptabilisés au Fonds renouvelable des publications gouvernementales à compter du 1er juin 1982.

	1982-1983	1981-1982
CONSEIL EXÉCUTIF		
Droits et permis		
Autres		
Divers	1	
	1	
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de services de personnel	290	153
Divers	69	99
	359	252
Intérêts		
Comptes de banque	70	64
Prêts à des municipalités et organismes municipaux	4 851	4 905
Divers	51	59
	4 972	5 028
Amendes et confiscations		
Divers	5	3
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	35	277
Autres dépenses	96	35
Subventions d'années antérieures	134	
	265	312
	5 601	5 595
Revenus autonomes	5 602	5 595

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1983

(MILLIERS \$)

	<u>1982-1983</u>	<u>1981-1982</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Développement des transports	11 222	7 888
Infrastructures industrielles	5 825	5 939
Accès aux ressources forestières	33 505	24 143
Développement minéral	(14)	417
Développement de l'agriculture	2 434	1 534
Parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (P.I.C.A.)	206	248
Développement touristique	8 131	6 895
Épuration des eaux		2 400
Équipements publics	98	1 642
Société interport de Québec	1 227	399
Implantation d'une usine de papier-journal à Amos	423 (5)	19 006
Entente sur le Nord québécois	8 000	8 000
	<u>71 057</u>	<u>78 511</u>
	<u>76 659</u>	<u>84 106</u>
 CONSEIL DU TRÉSOR		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	----- 2	----- 1
Recouvrements		
Dommages et intérêts	4 266	
Divers	1	3
	<u>4 267</u>	<u>3</u>
Revenus autonomes	<u>4 269</u>	<u>4</u>
 ÉDUCATION		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	46	69
Matériaux didactiques	493	295
Cours	902	748
Location de l'ordinateur	8 256	6 223
Centre d'animation, de développement et de recherches en éducation (CADRE)	86	420
Divers	77	75
	<u>9 860</u>	<u>7 830</u>

(5) La diminution des contributions fédérales résulte des coûts moindres dus au parachèvement de l'usine.

	1982-1983	1981-1982
Intérêts		
Prêts aux étudiants	673	532
	673	532
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	596	22
Bourses d'études	904	998
Divers	59	62
	1 559	1 082
	12 092	9 444
Revenus autonomes	12 092	9 444
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Bilinguisme en éducation	4 123	2 869
Formation dans les pénitenciers fédéraux	565	464
Recyclage des employés de la garde côtière	67	85
Enseignement aux enfants indiens	22 642	22 364
École de médecine vétérinaire — St-Hyacinthe	210	
Divers		(4)
	27 607	25 778
	39 699	35 222
ÉNERGIE ET RESSOURCES		
Droits et permis		
Ressources forestières		
Coupe de bois		
Territoires affermés	10 269* (6)	22 395*
Forêts domaniales	11 423	14 010
Réserves et autres	589	571
Surplus de coupe — Forêts domaniales	(26)	135
Divers	14	30
	22 269	37 141
Ressources minières		
Exploitation minière	27 360* (6)	54 207*
Lots de villages miniers	68	90
Mise en valeur	1 070	1 115
Exploitation par baux miniers	217	221
Prospecteurs	69	74
Divers	50	65
	28 834	55 772
Ressources hydrauliques		
Forces hydrauliques	2 950	2 550
Énergie électrique produite	24 186	21 431
Emmagasinement de l'eau	707	750
	27 843	24 731

(6) Ces diminutions sont dues notamment à la situation économique.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

	1982-1983	1981-1982
ÉNERGIE ET RESSOURCES (suite)		
Autres		
Sable et gravier	331	764
Recherche du pétrole et du gaz naturel	142	173
Production, vente ou distribution de l'énergie électrique	3 791	2 253
Détaillant	550	406
Transport de produits pétroliers	58	43
Huile à chauffage	50	38
Grossistes et détaillants	277	230
Vente de lubrifiant	304	214
Divers	70	64
	<u>5 573</u>	<u>4 185</u>
	<u>84 519</u>	<u>121 829</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	423	565
Bois	187	128
Location d'avions citernes	799	1 243
Ventes de terres de l'État	1 375	1 429
Location de territoires affermés	3 185	2 432
Locations de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	132	131
Location de parcs à déchets	73	77
Location d'autres terrains et bâtisses	2 307	1 830
Location de chambres et pension	86	61
Location de services de personnel	203	113
Enregistrement de titres et de transferts de titres	393	116
Constitution de titre	89	66
Prévention des incendies	1 511	1 718
Prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies des arbres	622	1 117
Extinction de feux de forêts	538	538
Inventaires et aménagements forestiers	906	1 033
Arpentages de terrains	318	314
Analyse et traitement du minéral	59	188
Divers	114	153
	<u>13 320</u>	<u>13 252</u>
Intérêts		
Comptes de banques	144	189
Droits sur exploitation minière	7 132*	2 409*
Paiement de droits forestiers	1 301	1 399
Divers	81	38
	<u>8 658</u>	<u>4 035</u>
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi de l'Énergie et Ressources	236	986
Divers		14
	<u>236</u>	<u>1 000</u>

	1982-1983	1981-1982
Recouvrements		
Autres dépenses	104	368
Subventions d'années antérieures	1 021	
Salaires — accidents de travail	90	54
Divers	15	17
	1 230	439
	23 444	18 726
Revenus autonomes	107 963	140 555
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Cartographie des plaines d'inondation	34	333
	34	333
	107 997	140 888
 * Les remboursements suivants ont été déduits de ces revenus (MILLIERS \$)		
	<u>1982-1983</u>	<u>1981-1982</u>
Coupe de bois — territoires affermés	2 234	1 262
Exploitation minière	4 324	749
 ENVIRONNEMENT		
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Flottage	90	92
Divers	12	21
	102	113
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Vapeur		164
Terrains et bâtisses	71	146
Location de lots de grève et à eau profonde	255	242
Filtration et épuration		79
Inventaires des eaux	49	117
Amélioration du régime des eaux	215	221
Divers	5	15
	595	984
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	67	28
Dépenses tierces-personnes	80	356
Divers	66	5
	213	389
	808	1 373
Revenus autonomes	910	1 486

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

	<u>1982-1983</u>	<u>1981-1982</u>
ENVIRONNEMENT (suite)		
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Inventaire des eaux de surface	658	875
Régularisation des eaux de la région de Montréal	69	983
Réseaux climatologiques au Québec	542	463
Inventaire écologique de la Basse-Côte-Nord	47	201
Environnement Baie-James et plan régional de traitement des eaux	60	43
Cartographie des plaines d'inondations	177	
Équipements communautaires	984	1 417
Intervention d'urgence	55	18
	<u>2 592</u>	<u>4 000</u>
	<u>3 502</u>	<u>5 486</u>
FINANCES		
Impôts sur le revenu et les biens		
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	<u>1 337 141</u>	<u>1 275 031</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Curatelle publique	1 703	1 966
Divers	<u>4</u>	<u>4</u>
	<u>1 707</u>	<u>1 970</u>
Intérêts		
Comptes de banques	2 055	5 065
Placements temporaires	10 293	4 543
Prêts	53 657 (A)	79 336 (A)
Obligations et billets	64	109
Compte du gouvernement du Canada	185	184
Gain sur fluctuation de change	928	2 477
Escompte sur remboursements d'obligations	331	
Primes sur émissions d'obligations		321
Fonds agricole	<u>18</u>	<u>100</u>
	<u>67 531</u>	<u>92 135</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	<u>169</u>	<u>451</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	345	20
Taxe de vente fédérale	244	270
Divers	<u>26</u>	<u>1</u>
	<u>615</u>	<u>291</u>
	<u>70 022</u>	<u>94 847</u>

	1982-1983	1981-1982
Transferts des sociétés d'État		
Société des alcools		
Dividendes	275 000	225 000
Société des loteries et courses du Québec		
Dividendes	162 000	150 000
Hydro-Québec		
Dividendes	7 000	6 900
	<u>444 000</u>	<u>381 900</u>
Revenus autonomes	<u>1 851 163</u>	<u>1 751 778</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	3 071 912 (B)	2 317 823 (B)
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 101 327 (C)	1 225 826 (C)
Contributions aux programmes de bien-être	822 828 (D)	663 675 (D)
Autres programmes	(132 937) (E)	(77 467) (E)
	<u>4 863'130</u>	<u>4 129 857</u>
	<u>6 714 293</u>	<u>5 881 635</u>
A) Provenant de:		
Office des autoroutes du Québec	(7)	27 877
Office du crédit agricole du Québec		
— Financement agricole	17 408	20 620
— Financement forestier	1 987	2 110
Raffinerie de sucre du Québec	78	380
Régie de l'assurance dépôts du Québec		2 301
Sidbec	9 244 (8)	1 450
Société d'aménagement de l'Outaouais	3 488	3 408
Société de développement coopératif	602	490
Société de développement immobilier du Québec	1 005	1 005
Société d'habitation du Québec	14 666	14 745
Société du parc industriel du centre du Québec	3 642	3 411
Société générale de financement du Québec	1 537	1 537
Divers		2
	<u>53 657</u>	<u>79 336</u>
B) Péréquation:		
1982-1983	2 635 000	
1981-1982	252 511	2 119 500
1980-1981	175 367	125 306
1979-1980	9 034	74 420
1978-1979		(1 403)
	<u>3 071 912</u>	<u>2 317 823</u>
C) Autres transferts liés aux accords fiscaux:		
Assurance-hospitalisation		
1982-1983	526 303	
1981-1982	(18 579)	552 403
1980-1981	(57 334)	(4 648)
1979-1980	(9 303)	(21 534)
1978-1979		(7 216)
	<u>441 087</u>	<u>519 005</u>
Assurance-maladie		
1982-1983	181 204	
1981-1982	(6 400)	190 190
1980-1981	(19 736)	(1 600)
1979-1980	(3 200)	(7 418)
1978-1979		(2 480)
	<u>151 868</u>	<u>178 692</u>

(7) Voir la note 4 aux états financiers (page 4-5).

(8) Des avances de 138 753 000 \$ consenties à la Société durant environ six mois expliquent cette augmentation.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

	1982-1983	1981-1982
Enseignement post-secondaire		
1982-1983	334 843	
1981-1982	(11 821)	351 451
1980-1981	(36 477)	(2 956)
1979-1980	(5 914)	(13 703)
1978-1979		(4 590)
	<u>280 631</u>	<u>330 202</u>
Programmes complémentaires de santé		
1982-1983	214 458	
1981-1982	2 593	188 635
1980-1981	2 407	
1979-1980	1 551	
	<u>221 009</u>	<u>188 635</u>
Péréquation — réciprocité fiscale	6 525	6 256
Part de l'impôt sur les profits non distribués	207	3 036
	<u>1 101 327</u>	<u>1 225 826</u>
D) Contributions aux programmes de bien-être:		
Transfert fiscal — bien-être		
1982-1983	833 238	
1981-1982	15 000	671 453
1980-1981 (compensation financière seulement)	(25 410)	
1979-1980 (compensation financière seulement)		(7 778)
	<u>822 828</u>	<u>663 675</u>
E) Autres programmes:		
Transfert fiscal — allocations aux jeunes		
1982-1983	(214 869)	
1981-1982	(10 432)	(188 610)
1980-1981	(15 246)	
1979-1980		
1978-1979		
	<u>(240 547)</u>	<u>(188 610)</u>
Bilinguisme		
1982	78 286	
1981		83 422
1979	(4 933)	66
1978		(56)
1977		2 219
	<u>73 353</u>	<u>85 651</u>
Régime canadien de prêts aux étudiants	25 829	17 612
Part de l'impôt sur le revenu de certaines sociétés d'utilité publique	3 772	3 330
Subside basé sur la population	4 656	4 550
	<u>(132 937)</u>	<u>(77 467)</u>

	1982-1983	1981-1982
FONCTION PUBLIQUE		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de services de personnel	92	85
Absences pour activités syndicales	2 883	2 595
	<u>2 975</u>	<u>2 680</u>
Intérêts		
Divers		1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	22	156
	<u>22</u>	<u>156</u>
Revenus autonomes	<u>2 997</u>	<u>2 837</u>
HABITATION ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR		
Droits et permis		
Autres		
Révision de loyer	848	
Courtage immobilier	50	36
Vendeurs itinérants	244	99
Installations électriques	2 494	3 767
Installations de machines fixes	215	189
Mécaniciens de machines fixes	50	66
Entrepreneurs de construction	5 060	4 494
Agents de voyage	105	99
Divers	46	36
	<u>9 112</u>	<u>8 786</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Aide technique et soutien — S.H.Q.	666	1 235
Divers	6	9
	<u>672</u>	<u>1 244</u>
Intérêts		
Compte du gouvernement du Canada		236
Divers	34	
	<u>34</u>	<u>236</u>
Amendes et confiscations		
Divers	18	30
	<u>18</u>	<u>30</u>

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

	<u>1982-1983</u>	<u>1981-1982</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	110	30
Subventions d'années antérieures	102	2 620
Logirente	80	34
Divers	36	33
	<u>328</u>	<u>2 717</u>
	<u>1 052</u>	<u>4 227</u>
Revenus autonomes	<u>10 164</u>	<u>13 013</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Supplément au loyer	2 172	1 098
Rénovation urbaine	906	3 307
Déficits d'exploitation de logements	92 267 (9)	56 794
Compensation d'intérêts — Déficits d'exploitation de logements	<u>2 582</u>	<u>3 834</u>
	<u>97 927</u>	<u>65 033</u>
	<u>108 091</u>	<u>78 046</u>
 INDUSTRIE, COMMERCE ET TOURISME		
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Ventes de bière par les brasseurs	(10)	21 623
Divers	<u>5</u>	<u>5</u>
	<u>5</u>	<u>21 628</u>
Autres		
Remboursement	69	77
Hôtels et restaurants	<u>1 117</u>	<u>985</u>
	<u>1 186</u>	<u>1 062</u>
	<u>1 191</u>	<u>22 690</u>

(9) Des réclamations pour les années civiles 1980 et 1981 facturées en 1982-1983 comportant notamment des contributions fédérales plus élevées pour le coût du service de la dette expliquent cette augmentation.

(10) À compter du 18 novembre 1981, le droit des brasseurs a été remplacé par un droit que le détaillant de bière verse au fournisseur et ce dernier en fait remise au ministère du Revenu.

	1982-1983	1981-1982
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Institut du tourisme et de l'hôtellerie du Québec	1 773	1 629
Manoir Richelieu		50
Expositions et séminars	32	51
Divers	68	50
	<u>1 873</u>	<u>1 780</u>
Intérêts		
Prêts	<u>1 575</u>	<u>848</u>
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	40	440
Dépenses — tierces personnes	7	64
Divers	17	9
	<u>64</u>	<u>513</u>
	<u>3 512</u>	<u>3 141</u>
Revenus autonomes	<u>4 703</u>	<u>25 831</u>

INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET COOPÉRATIVES

Droits et permis

Autres		
Compagnies d'assurance et agents d'assurance	762	643
Constitution d'autres compagnies	2 357	2 252
Courtage mobilier	421	413
Courtage immobilier	497	545
Rapport annuel des compagnies	5 011	4 270
Agents de réclamation	74	86
Prospectus	178	123
Divers	58	64
	<u>9 358</u>	<u>8 396</u>

Revenus divers

Ventes de biens et services		
Formules et documents	48	52
Contrôle et surveillance des compagnies de fiducie	401	354
Contrôle et surveillance des compagnies d'assurance	3 733	3 533
Divers	78	46
	<u>4 260</u>	<u>3 985</u>

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

	1982-1983	1981-1982
Intérêts		
Prêts à des coopératives	110	140
Divers		1
	<u>110</u>	<u>141</u>
Amendes et confiscations		
Divers		5
Recouvrements		
Divers	6	11
	<u>4 376</u>	<u>4 142</u>
Revenus autonomes	<u>13 734</u>	<u>12 538</u>
JUSTICE		
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	6 612	9 470
	<u>6 612</u>	<u>9 470</u>
Autres		
Changement de nom	136	46
Agences d'investigation ou de sécurité	195	276
Assermentation	118	90
Divers	36	31
	<u>485</u>	<u>443</u>
	<u>7 097</u>	<u>9 913</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	343	264
Certificats de naissance, mariage et décès	359	173
Location de chambres et pension	3 761	2 776
Cours de formation et de perfectionnement des policiers	97	27
Absences pour activités syndicales	128	117
Soins aux détenus	307	284
Enregistrement de droits	14 744	11 512
Actes judiciaires	14 478 (11)	8 727
Actes juridiques	5 732	4 883
Perception — acquisition d'armes à feu	324	360
Perception — exploitation d'entreprises d'armes à feu	80	86
Divers	107	61
	<u>40 460</u>	<u>29 270</u>
Amendes et confiscations		
Infractions au Code de la route	23 962 (12)	14 563
Infractions au Code criminel	8 891	9 320
Infractions à la Loi de la régie des permis d'alcool	159	230
Infractions à la Loi de la conservation de la faune	614	642
Infractions à diverses lois	4 232	5 313
Divers	9	5
	<u>37 867</u>	<u>30 073</u>

(11) Une augmentation de tarification pour l'enregistrement des actes judiciaires devenue effective le 7 mars 1982 a permis d'accroître ce revenu.

	1982-1983	1981-1982
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	31	131
Autres dépenses	165	671
Salaires – accidents de travail	752	571
Divers	44	
	992	1 373
	79 319	60 716
Revenus autonomes	86 416	70 629
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Indemnisation – victimes d'actes criminels	654	634
Aide juridique	7 042	7 800
Réparations – Maison Tanguay	980	
Protection civile	919	525
Conseillers juridiques auprès des autochtones	144	64
Prévention du crime dans le quartier de Limoilou	79	74
Divers	17	14
	9 835	9 111
	96 251	79 740
LOISIR, CHASSE ET PÊCHE		
Droits et permis		
Autres		
Commerce de fourrures	450	467
Exploitation de commerce de fourrures	92	97
Chasse sportive	6 942	6 389
Pêche sportive	4 813	1 121
Divers	99	89
	12 396	8 163
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Certificats de chasseurs	172	189
Animaux	30	67
Location de territoires de chasse et pêche	247	235
Location de services de personnel	49	56
Parcs et terrains de camping	8 154	6 963
Aquarium	229	178
Jardin zoologique	293	225
Mont Ste-Anne	1 815	4 085
Île d'Anticosti	3 042	2 795
Établissements	2 564	2 857
Frais d'inscription aux tirages au sort	228	24
Divers	37	26
	16 860	17 700
Intérêts		
Divers	10	10

(12) L'augmentation résulte des tarifs plus élevés d'infraction suite à l'entrée en vigueur le 1er avril 1982 du Code de la sécurité routière remplaçant le Code de la route.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

	1982-1983	1981-1982
Amendes et confiscations		
Infractions aux lois de la chasse et de la pêche	67	67
Recouvrements		
Autres dépenses	86	970
Subventions d'années antérieures	46	73
Salaires — accidents de travail	260	158
Divers	28	20
	420	1 221
	17 357	18 998
Revenus autonomes	29 753	27 161
MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU		
Droits et permis		
Autres		
Installations électriques	5 333	4 460
Installations de machines fixes	294	252
Mécaniciens de machines fixes	221	21
Autres techniciens	94	120
Divers	11	9
	5 953	4 862
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Aide sociale — R.R.Q.	10 771	10 626
Aide sociale — Pension alimentaire	484	977
Soutien administratif et technique		(722)
Protection du droit d'association		(2 453)
Divers	21	22
	11 276	8 450
Intérêts		
Comptes de banque	1	57
Recouvrement d'aide sociale	3 472	1 742
	3 473	1 799
Amendes et confiscations		
Divers	31	70
	31	70
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	82	128
Subventions d'années antérieures	923	1 521
Aide sociale	15 080	17 601
Allocations familiales	169	174
Divers	40	1
	16 294	19 425
	31 074	29 744

	1982-1983	1981-1982
Revenus autonomes	<u>37 027</u>	<u>34 606</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Formation professionnelle des adultes	<u>144 186</u>	<u>136 401</u>
	<u>144 186</u>	<u>136 401</u>
	<u>181 213</u>	<u>171 007</u>
REVENU		
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	6 311 283	6 053 121
Impôt des sociétés (1)	898 353	1 010 474
Droits de successions	<u>44 985</u>	<u>37 777</u>
	<u>7 254 621</u>	<u>7 101 372</u>
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	1 936 670 (13)	1 771 300
Carburants	1 194 893 (14)	826 934
Tabacs	277 048 (15)	228 557
Repas et hôtellerie	249 258	236 593
Télécommunications	83 258	73 396
Publicité	<u>5 953</u>	<u>5 804</u>
	<u>3 747 080</u>	<u>3 142 584</u>
Droits et permis		
Ventes de bière par les détaillants	34 879 (16)	15 332
Ventes de spiritueux et de vins aux détenteurs de permis	17 359	16 379
Ressources forestières		
Profits d'exploitation forestière	7 402	25 448
Pari mutuel	31 492	33 295
Contenants non consignés	7 431	8 301
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	1 338	1 285
Appareils d'amusement	5 289	4 381
Loteries et courses	2 628	2 324
Autres		
Autres permis de la Loi des licences	1 128	1 040
Transferts de terrains	1 048	(2 693)
Divers	<u>2</u>	<u>2</u>
	<u>109 996</u>	<u>105 094</u>

(13) Le taux de la taxe est passé de 8% à 9% à compter du 26 mai 1982.

(14) D'une part, la taxe sur les carburants est passée de 20% à 40% à compter du 18 novembre 1981 et, d'autre part, les 0,0022 \$ pour chaque litre de carburant sur lequel une taxe a été perçue par le Ministre ne sont plus remis à la Régie de l'assurance automobile du Québec depuis le 1er mars 1982.

(15) La taxe sur le tabac est passée de 45% à 50% à compter du 26 mai 1982 dont 27% sont remis au Fonds spécial olympique comparativement à 30% en 1981-1982.

(16) Voir note explicative 10 à la page 1-46.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1983

(MILLIERS \$)

	<u>1982-1983</u>	<u>1981-1982</u>
REVENU (suite)		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Perception R.R.Q.	15 405	15 627
Perception pour les municipalités de taxes sur les réseaux de télécommunication	2 605	4 002
Divers	19	7
	<u>18 029</u>	<u>19 636</u>
Intérêts		
Impôt sur le revenu des particuliers	151 186 (17)	96 732
Impôt des sociétés	39 048	33 277
Droits des successions	4 812	3 345
Ventes au détail	6 108	5 802
Carburants	67	172
Tabacs	301	645
Repas et hôtellerie	3 511	3 044
Télécommunications	(268)	50
Profits d'exploitation forestière	854	(200)
Transferts de terrains	297	93
Divers	65	29
	<u>205 981</u>	<u>142 989</u>
Amendes et confiscations		
Pénalités	20 376	19 469
Divers	35	38
	<u>20 411</u>	<u>19 507</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	66	212
Salaires — accidents de travail	50	29
Divers	(12)	
	<u>104</u>	<u>241</u>
	<u>244 525</u>	<u>182 373</u>
Revenus autonomes	<u>11 356 222</u>	<u>10 531 423</u>

Notes

Les remboursements suivants ont été déduits des revenus (MILLIERS \$)

	<u>1982-1983</u>	<u>1981-1982</u>
Impôt sur le revenu des particuliers (2)	1 038 641(3)	785 676
Impôt des sociétés (1) (4)	125 295	158 554
Successions	2 287	2 157
Ventes au détail	24 953	17 659
Carburants	18 572	9 807
Tabacs	1 816	1 138
Repas et hôtellerie	614	272
Télécommunications	1 374	166
Publicité	1	29
Profits d'exploitation forestière	2 088	1 910
Concours publicitaires	70	14
Appareils d'amusement	48	95
Loteries et courses	176	217
Autres permis de la loi des licences	5	19
Transferts de terrains	17	18
Recouvrement de subventions d'années antérieures	<u>157</u>	
	<u>1 216 114</u>	<u>977 731</u>

(1) Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital, primes d'assurance et places d'affaires.

(2) Y compris pour le remboursement d'impôt foncier 110 445 269 \$ en 1982-1983 (1981-1982 = 92 698 337 \$).

(3) Y compris 167 763 200 \$ pour le remboursement d'allocations de disponibilité.

(4) Y compris pour le fonds de relance industrielle 9 305 230 \$ en 1982-1983 (1981-1982 = 14 307 078 \$).

(17) Cette augmentation résulte de l'actualisation des intérêts au 31 décembre 1982 et leur capitalisation à compter de cette date.

	1982-1983	1981-1982
TRANSPORTS		
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation des véhicules automobiles	238 759	247 065
Conducteurs et chauffeurs	30 514	21 449
Transport commercial public	9 576	7 358
Examen pour l'obtention d'un permis	6 265	2 159
Garage et commerçant	268	405
Divers	35	37
	<u>285 417</u>	<u>278 473</u>
Autres		
Divers	<u>1</u>	
Total revenus bruts	<u>285 418</u>	<u>278 473</u>
moins: Frais d'administration du Code de la route et de la sécurité routière	<u>(18)</u>	<u>53 772</u>
Total revenus nets	<u>285 418</u>	<u>224 701</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Plans et devis	70	39
Extraits de dossiers	71	67
Duplicata de permis de conduire	380	168
Duplicata d'immatriculation	2 567	2 147
Rapports d'accidents	153	106
Matériel et fournitures	242	301
Location de machinerie et d'équipement	382	334
Avions	511	1 242
Terrains et bâtisses	1 395	952
Location de terrains et bâtisses	782	392
Location d'espaces de stationnement	22	68
Péage — Autoroutes	55 372 (19)	
Location de service de personnel et d'ordinateur		1 928
Construction du réseau routier	571	75
Divers	143	85
	<u>62 661</u>	<u>7 904</u>
Intérêts		
Divers	<u>14</u>	<u>5</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	<u>30</u>	<u>55</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 164	1 664
Autres dépenses	(20)	105
Dépenses sous forme d'indemnités	2 765	2 572
Salaires — accidents de travail	1 117	700
	<u>5 026</u>	<u>5 041</u>
	<u>67 731</u>	<u>13 005</u>
Revenus autonomes	<u>353 149</u>	<u>237 706</u>

(18) Depuis le 1er mars 1982, la Régie assume les frais requis pour l'application du Code de la sécurité routière et la promotion de la sécurité routière alors qu'auparavant ces frais étaient pris à même les honoraires qu'elle percevait et le solde était versé au Fonds consolidé du revenu.

(19) Ces revenus proviennent de l'intégration des opérations de l'Office des autoroutes à celles du Gouvernement à compter du 1er avril 1982.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

	<u>1982-1983</u>	<u>1981-1982</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Caisses des passages à niveau	536 (20)	2 095
Réseau routier de l'Outaouais	9 480 (21)	23 446
Aide au transport urbain	23 516	8 455
Transport maritime — Côte-Nord	2 472	2 198
Entretien de chemins fédéraux	113	(2)
Aéroport Chibougamau-Chapais	2 184	1 315
Construction de bateaux	84	
Divers	20	
	<u>38 405</u>	<u>37 507</u>
	<u>391 554</u>	<u>275 213</u>
 TRAVAIL		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	<u>7</u>	<u>7</u>
	<u>7</u>	<u>7</u>
Recouvrements		
Divers	<u>3</u>	<u>4</u>
	<u>3</u>	<u>4</u>
Revenus autonomes	<u>10</u>	<u>11</u>

(20) La diminution des contributions fédérales résulte des coûts moindres encourus à ce programme rendu à sa phase finale.

(21) La variation s'explique par des contributions fédérales encaissées d'avance sur de nouveaux projets.

	<u>1982-1983</u>	<u>1981-1982</u>
TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Plans et devis	32	56
Vapeur	106	88
Gaz et huile	(35)	1 387
Fonds renouvelable du service des achats	96	147
Disposition de surplus	1 865	2 062
Terrains et bâtisses	1 019	1 930
Location de terrains et bâtisses	3 743	3 905
Location d'espaces de stationnement	967	918
Concessions alimentaires	1 186	875
Hôtellerie	445	762
Soutien administratif et technique	1 030	875
Eau, égouts, protection d'incendie, entretien des routes et autres	66	88
Société Parc-Auto	1 829	
Divers	20	18
	<u>12 369</u>	<u>13 111</u>
Intérêts		
Divers	13	5
Amendes et confiscations		
Divers	35	24
Recouvrements		
Autres dépenses	799	417
Dépenses sous formes d'indemnités	44	57
Salaires – accidents de travail	245	179
	<u>1 088</u>	<u>653</u>
Revenus autonomes	<u>13 505</u>	<u>13 793</u>

**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES
PAR MINISTÈRE, PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1983**

AFFAIRES CULTURELLES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-14

LIVRES ET AUTRES IMPRIMÉS

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Aide à la publication et à la vente du livre ¹	2 468	2 443	428	12	13	26
2. Développement d'un réseau de bibliothèques publiques	22 122	22 089	351	29	20	12
3. Bibliothèque nationale	4 643	4 330	3 148	189	187	203
TOTAL :	29 233	28 862	3 927	230	220	241

¹ Excluant pour les avances 2 508 440 \$ aux crédits autorisés et aux dépenses.

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-14

SAUVEGARDE ET MISE EN VALEUR DES BIENS CULTURELS

1. Conservation et utilisation des archives	2 906	2 792	2 105	217	74	45
2. Conservation des sites et des biens historiques et archéologiques	19 571	19 213	3 967	569	281	1 882
3. Commission des biens culturels	352	300	177	11	27	75
TOTAL :	22 829	22 305	6 249	797	382	2 002

PROGRAMME 3
Sommaire : page 1-14

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

1. Direction du soutien administratif	10 225	9 742	4 343	1 034	219	237
2. Bureaux régionaux	3 590	3 122	1 295	117	136	123
TOTAL :	13 815	12 864	5 638	1 151	355	360

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-14

ARTS DE L'ENVIRONNEMENT VISUEL

1. Amélioration de l'environnement visuel	2 109	2 039	419	95	47	72
2. Développement des musées et centres d'expositions	12 983	12 815	2 548	286	459	698
TOTAL :	15 092	14 854	2 967	381	506	770

Ce programme vise à favoriser l'essor de la littérature et à en faciliter l'accès à la population.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES			TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Services	Équipe- ment	Immobili- sations	
		5	7				1 952
		5	7				21 665
22	26	113	373		69		
22	26	123	387		69		23 617

Ce programme vise à la conservation et la mise en valeur des objets, oeuvres d'art, documents, meubles ou immeubles présentant un intérêt historique, esthétique ou pittoresque pour le Québec.

17	46	91	17		64		116
373	16	346	13	378	44	2 649	8 695
	1	2			7		
390	63	439	30	378	115	2 649	8 811

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

18	54	126	167		69		3 475
1	15	20	8		1		1 406
19	69	146	175		70		4 881

Ce programme vise à développer les arts de l'environnement visuel et à favoriser l'accès au public.

1		14	7		2		1 382
27	80	287	816		66		7 548
28	80	301	823		68		8 930

AFFAIRES CULTURELLES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire : page 1-14**ARTS D'INTERPRÉTATION**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Enseignement des arts d'interprétation	11 574	10 651	7 370	1 841	423	447
2. Soutien aux arts d'interprétation	18 663	18 549	604	104	79	80
Permanents ¹	7 176	6 857				
TOTAL :	37 413	36 057	7 974	1 945	502	527

¹Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal, L.Q., 1982, c. 9 et modifications.PROGRAMME 6
Sommaire : page 1-14**CINÉMA**

1. Direction, soutien et promotion du cinéma	5 023	4 991	183		20	4 056
2. Bureau de surveillance du cinéma	909	855	747	19	62	7
TOTAL :	5 932	5 846	930	19	82	4 063

TOTAL DES PROGRAMMES :
Votés
Permanents

117 138	113 931	27 685	4 523	2 047	7 963
7 176	6 857				
124 314	120 788	27 685	4 523	2 047	7 963

FONCTIONNEMENT
– PERSONNEL

– AUTRES DÉPENSES

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES :

32 208

13 568

Ce programme vise à favoriser l'accès du public aux arts d'interprétation par la formation d'artistes de la scène et par l'aide à la production.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES			TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Services	Équipe- ment	Immobili- sations	
51	90	230	21		178		
8		7	6		2		17 659
							6 857
59	90	237	27		180		24 516

Ce programme vise à contribuer au développement du cinéma québécois.

		3	5				724
1	3	12			4		
1	3	15	5		4		724
519	331	1 261	1 447	378	506	2 649	64 622 6 857
519	331	1 261	1 447	378	506	2 649	71 479
				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES			TRANSFERT
				3 533			71 479

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-24**AFFAIRES CANADIENNES**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Relations fédérales-provinciales et interprovinciales	3 441	2 813	1 812	55	401	451
2. Coopération interprovinciale	1 320	1 262	117		259	234
TOTAL :	4 761	4 075	1 929	55	660	685

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-24**AFFAIRES INTERNATIONALES**

1. Représentation à l'étranger	15 506	14 082	4 516		2 768	4 203
2. Relations et coopération internationales	23 186	19 990	5 616	171	2 762	1 048
TOTAL :	38 692	34 072	10 132	171	5 530	5 251

PROGRAMME 3
Sommaire : page 1-24**OFFICE FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR LA JEUNESSE**

1. Recrutement et préparation des stagiaires québécois	968	968				
2. Préparation du stage, accueil et encadrement des stagiaires français	1 053	1 053				
TOTAL :	2 021	2 021				

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-24**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	2 190	1 892	1 634	31	113	13
2. Soutien administratif	3 976	3 586	2 832	89	183	263
3. Service du protocole	910	868	430	6	25	297
TOTAL :	7 076	6 346	4 896	126	321	573

TOTAL DES PROGRAMMES :
Votés

52 550	46 514	16 957	352	6 511	6 509
--------	--------	--------	-----	-------	-------

FONCTIONNEMENT
– PERSONNEL

– AUTRES DÉPENSES

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES :

17 309

14 837

Ce programme vise à maintenir et à développer les relations entre le gouvernement du Québec et les autres gouvernements au Canada.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipe- ment	
3	21	33	7	9	21
		1			651
3	21	34	7	9	672

Ce programme vise à assurer le prolongement international des responsabilités constitutionnelles et politiques du gouvernement.

57	236	370	535	150	1 247
5	34	129	55	19	10 151
62	270	499	590	169	11 398

Ce programme vise le rapprochement de deux communautés francophones en permettant aux jeunes de les mieux connaître par le moyen de voyages-échanges.

					968
					1 053
					2 021

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	8	9		9	75
10	24	160	14	5	6
5	20	64	17	4	
15	52	233	31	18	81
80	343	766	628	196	14 172
				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
				196	14 172

AFFAIRES MUNICIPALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-22**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE MUNICIPAL**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Urbanisme et aménagement du territoire	17 312	13 305	1 917	442	120	84
2. Commission nationale de l'aménagement	474	352	321		19	1
TOTAL :	17 786	13 657	2 238	442	139	85

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-22**AIDE ET SURVEILLANCE ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES**

1. Surveillance de la gestion municipale	4 365	3 776	3 288	238	165	15
2. Aide financière aux municipalités	52 052	45 132				
3. Fonds de péréquation	23 183	23 181				
4. Services quasi-judiciaires en gestion municipale	1 897	1 708	1 253	19	119	288
TOTAL :	81 497	73 797	4 541	257	284	303

PROGRAMME 3
Sommaire : page 1-22**ÉVALUATION FONCIÈRE**

1. Normalisation et aide technique	12 817	12 304	1 652	213	91	161
2. Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement	49 780	49 780				1 478
3. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux des affaires sociales et de l'éducation	180 834	180 834				
4. Compensation de l'effet de plafonnement des taxes foncières sur les terres agricoles	10 186	10 186				
5. Services quasi-judiciaires en évaluation foncière	4 030	3 536	2 602	445	225	13
TOTAL :	257 647	256 640	4 254	658	316	1 652

Ce programme vise à aider les municipalités à planifier leur développement par une aide à la réalisation de projets de restructuration, de schémas d'aménagement et d'urbanisme.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipe- ment	
1	4	26		5	10 706
	1	1		9	
1	5	27		14	10 706

Ce programme vise à fournir aux municipalités et aux communautés urbaines et régionales l'assistance technique et à exercer la surveillance requise en matière de gestion financière et administrative ainsi qu'à alléger leur fardeau fiscal.

2	6	59		3	45 132
					23 181
	5	7		17	
2	11	66		20	68 313

Ce programme vise à uniformiser la confection des rôles d'évaluation et à permettre aux contribuables un recours impartial s'ils jugent non équitable l'évaluation de leurs biens immobiliers.

4	17	154		4	10 008
					48 302
					180 834
					10 186
2	46	87	1	115	
6	63	241	1	119	249 330

AFFAIRES MUNICIPALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-22**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Direction	3 987	3 047	2 247		175	149
2. Gestion	3 305	2 789	1 842	480	30	49
TOTAL :	7 292	5 836	4 089	480	205	198

PROGRAMME 5
Sommaire : page 1-22**AIDE INSTITUTIONNELLE ET RESTRUCTURATION DU TERRITOIRE**

1. Organisation municipale	939	835	386		17	1
2. Affaires nordiques et amérindiennes	7 469	6 782	247		53	1
3. Administration centrale et bureaux régionaux	1 818	1 426	1 170	142	59	42
TOTAL :	10 226	9 043	1 803	142	129	44

PROGRAMME 6
Sommaire : page 1-8**AIDE FINANCIÈRE À LA CONSTRUCTION DE RÉSEAUX
D'AQUEDUCS ET D'ÉGOUTS**

TOTAL : 56 763 56 017

PROGRAMME 7
Sommaire : page 1-24**AIDE FINANCIÈRE À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'OUTAOUAIS**

TOTAL : 4 633 4 633

PROGRAMME 8
Sommaire : page 1-26**SÉCURITÉ-INCENDIE**

1. Direction et prévention	902	613	554		18	15
2. Aide aux municipalités	1 913	1 673	564	20	28	19
TOTAL :	2 815	2 286	1 118	20	46	34

TOTAL DES PROGRAMMES :
Votés

438 659 421 909 18 043 1 999 1 119 2 316

FONCTIONNEMENT
– PERSONNEL

– AUTRES DÉPENSES

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES :

20 042

4 300

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipe- ment	
	5	23	1	3	444
10	186	173	5	14	
10	191	196	6	17	444

Ce programme vise à fournir une aide institutionnelle aux collectivités locales et les assister dans la réalisation de leurs projets de restructuration et de mise en commun des services municipaux.

					431
		1		3	6 477
		9	1	3	
		10	1	6	6 908

Ce programme vise à faciliter la construction de réseaux d'aqueducs et d'égouts dans les municipalités, à capacité financière insuffisante.

					56 017
--	--	--	--	--	--------

Ce programme vise à favoriser l'essor économique de la région de l'Outaouais par la réalisation de projets d'équipement industriel, commercial, récréatif et touristique.

					4 633
--	--	--	--	--	-------

Ce programme vise à prévenir et à réduire, par l'assistance technique et financière, les pertes de vie et de biens causées par le feu.

		24	2		
1	1			3	1 037
1	1	24	2	3	1 037
20	271	564	10	179	397 388
				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
				179	397 388

AFFAIRES SOCIALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-18**SERVICES EN CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Frais d'exploitation Permanents ¹	180 371 12 560	174 922 8 992				
2. Service de la dette	2 624	2 591				
3. Loyers, équipement et rénovations	8 717	8 717				
TOTAL :	204 272	195 222				

¹ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-18**SOUTIEN DES ORGANISMES BÉNÉVOLES**

1. Organismes de promotion et de services	7 369	7 369				
2. Organismes de maintien à domicile	3 653	3 653				
TOTAL :	11 022	11 022				

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-18**SERVICES EN CENTRES HOSPITALIERS**

1. Frais d'exploitation Permanents ²	2 749 946 232 107	2 725 572 229 546	1 550	44	6	3
Permanents ³	717 000	668 570				
2. Service de la dette	73 880	73 880				
3. Loyers, équipement et rénovations	11 898	11 898				
TOTAL :	3 784 831	3 709 466	1 550	44	6	3

² Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.³ Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, L.R.Q., c. R-5 et modifications.

Ce programme vise à assurer aux personnes, aux groupes et aux communautés locales l'accèsibilité à des services de base en santé et adaptation sociale.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipe- ment	
					174 922
					8 992
					2 591
					8 717
					195 222

Ce programme vise à favoriser la participation des groupes bénévoles dont les services contribuent à la réalisation des programmes de santé et de services sociaux.

					7 369
					3 653
					11 022

Ce programme vise à rendre accessibles aux malades les soins de courte ou de longue durée que requiert leur état; il vise également à assurer les activités de dépistage et de prévention.

6	67	15	1	2 723 880
				229 546
				668 570
				73 880
				11 898
6	67	15	1	3 707 774

AFFAIRES SOCIALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-18**SERVICES EN CENTRES DE SERVICES SOCIAUX**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Frais d'exploitation Permanents ⁴	255 689 14 274	249 398 12 117				
2. Service de la dette	48	45				
3. Loyers, équipement et rénovations	15 016	15 016				
TOTAL :	285 027	276 576				

⁴ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.PROGRAMME 5
Sommaire : page 1-18**SERVICES EN CENTRES D'HÉBERGEMENT**

1. Frais d'exploitation Permanents ⁵	307 420 26 804	304 028 24 865		
2. Service de la dette	41 246	41 234		
3. Loyers, équipement et rénovations	13 261	13 259		
TOTAL :	388 731	383 386		

⁵ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.PROGRAMME 6
Sommaire : page 1-18**SERVICES EN CENTRES DE RÉADAPTATION**

1. Frais d'exploitation Permanents ⁶	478 441 29 414	466 143 18 350		
2. Service de la dette	9 125	9 123		
3. Loyers, équipement et rénovations	15 000	14 576		
TOTAL :	531 980	508 192		

⁶ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.

Ce programme vise à offrir des services de consultation et des services destinés à assurer la protection d'enfants et d'adolescents ainsi que la protection d'adultes handicapés ou âgés et à développer ou à restaurer leur autonomie.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipe- ment	
					249 398
					12 117
					45
					15 016
					276 576

Ce programme vise à procurer un milieu de vie aussi normal que possible aux adultes et personnes âgées qui en seraient privés.

					304 028
					24 865
					41 234
					13 259
					383 386

Ce programme vise à promouvoir la réadaptation de certains enfants en leur fournissant en milieu protégé des services adaptés à leurs besoins; il vise également à permettre aux adultes inadaptés la pratique d'activités destinées à faciliter leur retour à la vie normale.

					466 143
					18 350
					9 123
					14 576
					508 192

AFFAIRES SOCIALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 7
Sommaire : page 1-20**COORDINATION DE LA RECHERCHE**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		— AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Fonds de la recherche en santé du Québec Permanents ⁷	19 329 1 004	19 329 592				
2. Recherche socio-économique	1 450	1 420				32
TOTAL :	21 783	21 341				32

⁷ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.PROGRAMME 8
Sommaire : page 1-20**COORDINATION RÉGIONALE ET NATIONALE**

1. Concertation et coordination faites par les conseils régionaux Permanents ⁸	16 241 791	16 220 1 192					
2. Subventions à d'autres organismes	25 528	24 619					
TOTAL :	42 560	42 031					

⁸ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.

Ce programme vise à favoriser l'acquisition de connaissances nécessaires à la définition et à la mise en oeuvre de programmes de santé et de services sociaux.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipe- ment	
					19 329
					592
					1 388
					21 309

Ce programme vise à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins et à assurer la coordination du développement des services de santé et des services sociaux.

					16 220
					1 192
					24 619
					42 031

AFFAIRES SOCIALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 9
Sommaire : page 1-20**DIRECTION ET GESTION**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Direction supérieure Permanents ⁹ Permanents ¹⁰	11 870	10 063 190 7	6 996	236	679	1 977
2. Conseil des affaires sociales et de la famille	652	516	437		11	57
3. Administration	11 735	10 509	8 494	213	163	254
4. Programmes de santé	12 958	11 790	10 996	248	352	186
5. Programmes de services sociaux	10 954	9 742	9 120	225	320	67
6. Relations de travail	4 735	4 174	3 512	43	169	448
TOTAL :	52 904	46 991	39 555	965	1 694	2 989

⁹ Loi sur le ministère du Revenu L.R.Q., c. M-31 et modifications.¹⁰ Loi sur l'administration financière L.R.Q., c. A-6 et modifications.PROGRAMME 10
Sommaire : page 1-20**DIRECTION ET GESTION DE L'OFFICE DES SERVICES DE GARDE
À L'ENFANCE**** Les crédits pour ce programme ont été transférés au ministère du Conseil exécutif le 1^{er} avril 1982, voir page 1-100

TOTAL DES PROGRAMMES :						
Votés	4 289 156	4 229 806	41 105	1 009	1 700	3 024
Permanents	1 033 954	964 421				
	5 323 110	5 194 227	41 105	1 009	1 700	3 024
			FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES :			42 114		6 407	

Ce programme vise à procurer au ministère les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler ses programmes de santé et de services sociaux.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipe- ment	
3	7	131	9 190 7	25	
1	8	2			
145	160	886	26 8	168	
	1		9 2		
149	176	1 019	251	193	

Ce programme vise à apporter une aide financière aux familles pour la garde des enfants et à assurer le développement des services de garde.

155	176	1 086	69 197	194	4 181 288 964 224
155	176	1 086	266	194	5 145 512
				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
				194	5 145 512

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-8**PLANIFICATION, RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		— AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Planification et études économiques	3 712	3 133	1 856	225	138	92
2. Recherche agricole	12 294	11 345	5 612	914	233	223
3. Enseignement agricole	12 115	11 075	7 009	1 035	106	443
TOTAL :	28 121	25 553	14 477	2 174	477	758

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-8**FINANCEMENT AGRICOLE**

1. Gestion interne et soutien Permanents ¹	10 208	9 005 3	8 103	247	373	42
2. Crédit agricole Permanents ²	3 7 915	3 8 407				
3. Crédit agricole par les institutions privées	104 350	94 919				
4. Amélioration des fermes Permanents ³	5 200 100	4 189 287				
5. Crédit à la production Permanents ⁴	100	25				
6. Crédit spécial Permanents ⁵	1 327 3	763				
7. Prêt agricole	4 200	3 823				
8. Mise en valeur des exploitations agricoles	12 500	11 470				
9. Réaménagement foncier	2 057	1 274	275	410	31	6
TOTAL :	147 963	134 168	8 378	657	404	48

¹ Loi favorisant l'établissement de jeunes agriculteurs, L.Q., 1982, c. 29.² Loi sur le crédit agricole, L.R.Q., c. C-75 et modifications.³ Loi favorisant l'amélioration des fermes, L.R.Q., c. A-18 et modifications.⁴ Loi favorisant le crédit à la production agricole, L.R.Q., c. C-77 et modifications.⁵ Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques, L.R.Q., c. C-79 et modifications.

Ce programme vise à orienter l'évolution de l'agriculture en fonction des besoins du milieu, trouver la solution à des problèmes au moyen de recherche ainsi que former des hommes compétents en agriculture.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES				TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Services	Fourni- tures	Équipe- ment	Immobili- sations	
2		11	6			12		791
136	133	1 102	9	4		409	5	2 565
327	57	844	18	3	16	167		1 050
465	190	1 957	33	7	16	588	5	4 406

Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat.

7	61	114	7			51		3
								3
								8 407
								94 919
								4 189
								287
								25
								763
								3 823
								11 470
	9	7	1				3	532
7	70	121	8			51	3	124 421

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 3
Sommaire : page 1-8**AIDE À LA PRODUCTION AGRICOLE**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Mise en valeur des productions	45 987	39 447	6 998	925	700	722
2. Amélioration foncière, assainissement des sols et conservation des eaux	50 262	44 462	1 555	234	121	398
3. Soutien de l'emploi agricole	4 145	2 915				
4. Administration et services régionaux	33 957	28 806	22 571	3 240	2 220	21
TOTAL :	134 351	115 630	31 124	4 399	3 041	1 141

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-8**ASSURANCES AGRICOLES**

1. Assurance-récolte	6 190	6 190				
2. Assurance-stabilisation des revenus agricoles	32 666	32 638				
3. Gestion interne et soutien	6 817	6 637	2 558	255	265	3 271
TOTAL :	45 673	45 465	2 558	255	265	3 271

PROGRAMME 5
Sommaire : page 1-8**COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES**

1. Développement des entreprises de transformation ⁶ Permanents ⁷	11 189 45	3 898 45	1 350	16	118	24
2. Développement des marchés Permanents ⁸	18 461 55	14 702 58	1 590	114	168	112
3. Contrôle de la qualité des produits	20 606	18 986	10 682	314	1 400	202
TOTAL :	50 356	37 689	13 622	444	1 686	338

⁶ Excluant pour les prêts, 300 000 \$ aux crédits autorisés et aux dépenses.⁷ Loi favorisant l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales, L.R.Q., c. A-19 et modifications.⁸ Loi sur les sociétés d'agriculture, L.R.Q., c. S-25 et modifications.

Ce programme vise à améliorer le rendement des cultures et de l'élevage, assurer une main-d'oeuvre agricole suffisante et diversifier la production selon les possibilités du milieu.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES				TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Services	Fourni- tures	Équipe- ment	Immobili- sations	
65	86	837	22			316	115	28 661
4	778	127	6			42		41 197
								2 915
43	212	311	61			127		
112	1 076	1 275	89			485	115	72 773

Ce programme vise à compenser les pertes de rendement dans les récoltes et à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles selon certaines modalités.

								6 190
								32 638
25	56	97	6			104		
25	56	97	6			104		38 828

Ce programme vise à promouvoir le développement du secteur secondaire agro-alimentaire, développer des marchés intérieurs et extérieurs et assurer des prix équitables aux producteurs et des produits de qualité aux consommateurs.

		1	8					2 381
								45
2	28	19	7					12 662
								58
14	54	356	24			572		5 368
16	82	376	39			572		20 514

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 6
Sommaire : page 1-8**RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
TOTAL :	1 647	1 488	1 206	56	142	59

PROGRAMME 7
Sommaire : page 1-8**GESTION DU TERRITOIRE AGRICOLE**

1. Commission de la protection du territoire	4 767	4 630	2 150	1 845	243	162
2. Protection du territoire	1 404	1 261	937	228	25	52
3. Contribution aux taxes foncières, municipales et scolaires sur les fermes	19 841	19 841				
TOTAL :	26 012	25 732	3 087	2 073	268	214

PROGRAMME 8
Sommaire : page 1-8**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	1 784	1 620	1 546	15	58	
2. Soutien administratif et technique Permanents ⁹	16 023	13 777 3	9 186	774	800	682
TOTAL :	17 807	15 400	10 732	789	858	682

⁹Loi sur l'administration financière, L.R.Q. c. A-6 et modifications.

Ce programme vise à surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits agricoles ainsi qu'à renforcer le pouvoir de marchandage des producteurs.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Services	Fourni- tures	Équipe- ment	Immobili- sations		
2	2	16	3			2			

Ce programme vise à conserver à l'agriculture les sols arables.

10	44	151	2			23			
		16	2					1	
									19 841
10	44	167	4			23	1		19 841

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

			1						
297	390	1 354	59			235			
			3						
297	390	1 354	63			235			

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-8**RÉGIE DES GRAINS**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		— AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
TOTAL:	1 064	586	424	28	34	19

PROGRAMME 10
Sommaire: page 1-10**DÉVELOPPEMENT DES PÊCHES MARITIMES**

1. Gestion des ressources, développement et administration	11 135	9 992	5 095	1 060	595	190
2. Contribution à l'exploitation de la ressource	8 729	5 125	598	2	151	280
3. Contribution à la transformation de la ressource ¹⁰	6 579	5 194	2 168	1 170	121	35
TOTAL:	26 443	20 311	7 861	2 232	867	505

¹⁰ Excluant pour les prêts, 898 531 \$ aux crédits autorisés et aux dépenses.

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	471 219	413 194	93 469	13 107	8 042	7 035
Permanents	8 218	8 828				
	479 437	422 022	93 469	13 107	8 042	7 035

FONCTIONNEMENT
— PERSONNEL

— AUTRES DÉPENSES

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

106 576

26 158

Ce programme vise principalement à favoriser l'amélioration de la qualité des grains utilisés au Québec.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES				TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Services	Fourni- tures	Équipe- ment	Immobili- sations	
	7	27	25			22		

Ce programme vise à orienter le développement des pêches maritimes et à fournir aux entreprises et travailleurs une aide financière, des services et des équipements d'appui aptes à améliorer le rendement du secteur.

384	327	625	17	48		1 601	50	
16	2	463	2	352	5	43	24	3 187
123	12	597	2			19	2	945
523	341	1 685	21	400	5	1 663	76	4 132

1 457	2 258	7 075	288 3	407	21	3 745	200	276 090 8 825
1 457	2 258	7 075	291	407	21	3 745	200	284 915
				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES				TRANSFERT
				4 373				284 915

ASSEMBLÉE NATIONALE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-20**SERVICES STATUTAIRES ET DE SOUTIEN POLITIQUE**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Traitements et allocations des députés Permanents ¹	2 988 12 184	2 853 12 022	2 853 5 546	3 605	1 230	199
2. Services de recherche	375	374		194	47	100
3. Traitements de l'exécutif Permanents ²	912	854	854			
4. Cabinets politiques	3 046	2 852	2 588	3	163	39
TOTAL :	19 505	18 955	11 841	3 802	1 440	338

¹ Loi sur la législature, L.R.Q., c. L-1 et modifications.² Loi sur l'exécutif, L.R.Q., c. E-18 et modifications.PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-20**SERVICES PARLEMENTAIRES**

1. Sergent d'armes	2 960	2 905	2 714	145	9	6
2. Secrétariat des commissions	562	493	398	63	14	11
3. Bibliothèque de la législature	2 717	2 606	2 105	154	13	150
4. Relations parlementaires	369	333	216		29	87
5. Législation	1 087	949	545	24	346	29
6. Services aux citoyens	688	645	382	117	87	2
TOTAL :	8 383	7 931	6 360	503	498	285

PROGRAMME 3
Sommaire : page 1-20**MÉDIAS**

1. Édition et journal des débats	2 966	2 723	1 712	318	299	6
2. Radiotélévision des débats	1 836	1 606	1 045	295	6	13
TOTAL :	4 802	4 329	2 757	613	305	19

Ce programme vise à assurer le paiement des traitements et allocations aux membres de l'Assemblée nationale et à accorder les ressources nécessaires aux cabinets politiques et aux services de recherche des partis.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES		
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Équipe- ment
	1 442					
3	15	15				
3		56				
6	1 457	71				

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leurs fonctions de législateurs et à promouvoir les aspects divers de la vie institutionnelle de l'Assemblée nationale.

		31				
		7				
2	8	145	17			12
		1				
		5				
1		35	4	1	1	15
3	8	224	21	1	1	27

Ce programme vise à assurer la diffusion d'information sur l'Assemblée nationale.

92	192	82				22
7	2	102				136
99	194	184				158

ASSEMBLÉE NATIONALE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-20**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		— AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Direction et administration	3 744	3 625	3 109	193	192	80
2. Services du personnel et financiers	1 081	1 052	884	116	2	35
3. Services techniques et auxiliaires	1 073	1 060	640	110	1	13
4. Services de restauration	1 410	1 382	478	360		13
TOTAL :	7 308	7 119	5 111	779	195	141

PROGRAMME 5
Sommaire : page 1-20**PROTECTEUR DU CITOYEN**

TOTAL :	1 345	1 251	1 113	31	51	4
---------	-------	-------	-------	----	----	---

PROGRAMME 6
Sommaire : page 1-20**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

TOTAL :	6 454	6 206	5 693	52	140	234
---------	-------	-------	-------	----	-----	-----

TOTAL DES PROGRAMMES :

Votés	34 701	32 915	26 475	2 175	1 399	822
Permanents	13 096	12 876	6 400	3 605	1 230	199
	47 797	45 791	32 875	5 780	2 629	1 021

	FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		— AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES :	38 655		6 872	

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes de l'Assemblée nationale.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES		
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Communications	Services	Équipement
		16				35
		5	6			4
9		285				2
3	24	495	4			5
12	24	801	10			46

Ce programme vise à permettre au Protecteur du citoyen de se saisir de griefs des citoyens à l'endroit de l'administration publique.

1	8	23	1	19
---	---	----	---	----

Ce programme vise à effectuer la vérification après paiement des opérations financières des ministères et de plusieurs entreprises gouvernementales et à communiquer le résultat de cette vérification dans un rapport à l'Assemblée nationale.

1	33	18	23				12
122	282	1 321	55	1	1		262
	1 442						
122	1 724	1 321	55	1	1		262
				CAPITAL			
				– AUTRES DÉPENSES			
				264			

COMMERCE EXTÉRIEUR

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-10**DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
TOTAL : Permanents ¹	7 500*	4 783	974	36	563	378

¹ Loi sur le ministère du Commerce extérieur, L.Q., 1982, c. 50.

* Crédits autorisés par les décrets 64-83 et 65-83.

TOTAL DU PROGRAMME : Permanents	7 500	4 783	974	36	563	378
------------------------------------	-------	-------	-----	----	-----	-----

	FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES :	1 010		1 064	

Ce programme vise à promouvoir l'expansion de marchés pour les biens et services produits au Québec, à favoriser la réalisation d'accords industriels avec des partenaires étrangers et à coordonner les activités économiques et commerciales des ministères et des entreprises publiques à l'extérieur du Québec.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipe- ment	
4	11	55	53	39	2 670
4	11	55	53	39	2 670
				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
				39	2 670

COMMISSION ADMINISTRATIVE DU RÉGIME DE RETRAITE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-22**RÉGIMES DE RETRAITE ET ASSURANCE COLLECTIVE SUR LA VIE
DES FONCTIONNAIRES OU EMPLOYÉS PUBLICS**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Régime de retraite des fonctionnaires	149 789	141 244	141 244			
2. Protection à la retraite de certains enseignants Permanents ¹	1 307	1 266				
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents ²	99 211	87 987	87 987			
4. Assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	8 729	6 909	2 455			
5. Administration Permanents ²	11 756 207	10 340 645	9 439	47	238	274
TOTAL :	270 999	248 391	241 125	47	238	274

¹ Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants, L.Q., 1978, c. 16.² Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-14**RÉGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS**

1. Services courants	122 821	117 768		
2. Services passés	242 207	242 207		
TOTAL :	365 028	359 975		

TOTAL DES PROGRAMMES :

Votés	535 302	518 468	153 138	47	238	274
Permanents	100 725	89 898	87 987			
	636 027	608 366	241 125	47	238	274

**FONCTIONNEMENT
– PERSONNEL****– AUTRES DÉPENSES****TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES :**

241 172

1 482

Ce programme vise à l'administration des régimes de retraite et au paiement de l'assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipe- ment	
					1 266
					4 454
15	118	175	17 645	17	
15	118	175	662	17	5 720

Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement au régime de retraite des enseignants.

					117 768
					242 207
					359 975
15	118	175	17 645	17	364 429
					1 266
15	118	175	662	17	365 695
				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
				17	365 695

COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-12**COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Comité d'implantation du plan d'action à l'intention des communautés culturelles	437	288	31	233	9	7
2. Communautés culturelles	1 381	1 192	19	44	2	34
3. Recrutement et sélection des immigrants	4 086	3 637	3 374	63	157	42
4. Adaptation des immigrants	14 566	13 926	6 574	3 255	55	1 661
5. Direction et gestion interne	5 522	4 758	2 926	283	280	334
TOTAL :	25 992	23 801	12 924	3 878	503	2 078

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-14**CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE**

1. Office de la langue française	10 474	8 371	5 845	878	278	664
2. Commission de surveillance de la langue française	942	659	551	52	23	2
3. Conseil de la langue française	1 708	1 274	649	46	101	415
4. Commission d'appel de francisation des entreprises	130	52	52			
5. Commission de toponymie	1 002	870	482	147	64	141
TOTAL :	14 256*	11 226	7 579	1 123	466	1 222

* Ce montant de 14 255 940 \$ fut transféré du ministère de l'Éducation pour la période du 9 septembre au 31 mars 1963, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18 et modifications) et du décret 2016-82.

TOTAL DES PROGRAMMES :
Votés

	40 248	35 027	20 503	5 001	969	3 300
			FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES :			25 504		5 153	

Ce programme vise à assurer l'épanouissement des communautés culturelles et leur entière participation à la vie nationale de même que le recrutement, la sélection et l'adaptation des immigrants.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipe- ment	
	2	5	1		1 093
		1			
1	30	89	5	22	2 234
19	106	169	24	66	551
20	138	264	30	88	3 878

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité et le respect du français dans tous les secteurs d'activités.

35	144	158	19	116	234
	6	6	1	18	
	17	19	1	1	25
	7	17	2	10	
35	174	200	23	145	259

55	312	464	53	233	4 137
				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
				233	4 137

COMMUNICATIONS

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-24**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Direction	1 638	1 464	1 053	14	85	88
2. Soutien administratif et technique	2 603	2 303	1 711	510	19	14
TOTAL :	4 241	3 767	2 764	524	104	102

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-24**INFORMATION ET PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES**

1. Moyens de communication	4 603	4 248	3 175	172	120	403
2. Communication-Québec	7 488	7 228	4 700	178	277	245
3. Publications gouvernementales	5 362	5 015	3 674	167	275	317
4. Publications officielles	1 032	883	287	18	489	
5. Impressions en régie	6 530	6 240	3 517	3	14	2
6. Agence de coordination	7 312	6 882			6 882	
7. Fonds renouvelable ¹						
TOTAL :	32 327	30 496	15 353	538	8 057	967

¹ Excluant pour les avances 2 500 000 \$ aux crédits autorisés et aux dépenses.PROGRAMME 3
Sommaire : page 1-24**BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE**

1. Coordination interministérielle	1 690	1 479	811	62	31	64
2. Développement et exploitation des systèmes	12 937	11 754	5 362	206	27	1 368
TOTAL :	14 627	13 233	6 173	268	58	1 432

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-24**RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS GOUVERNEMENTAUX DE COMMUNICATION**

1. Services de communication	46 213	44 371			42 376	30
2. Gestion interne	5 533	4 965	4 086	210	151	195
TOTAL :	51 746	49 336	4 086	210	42 527	225

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
	24	44	3	3	150
8	4	31	2	4	
8	28	75	5	7	150

Ce programme vise à informer les citoyens sur les programmes, les activités et les services du gouvernement; il vise également à assister sur demande les ministères et organismes gouvernementaux en matière d'édition et dans la réalisation de leurs programmes d'information ou de publicité.

21	38	207	5	107	
26	70	164	7	79	1 482
20	75	368	20	99	
		7	2	80	
145	639	1 441	1	478	
212	822	2 187	35	843	1 482

Ce programme vise à assurer la coordination du développement et de l'exploitation des systèmes informatiques et à fournir des services d'informatique aux ministères.

5	12	11	4	4	475
171	3 569	859	34	158	
176	3 581	870	38	162	475

Ce programme vise à planifier, coordonner et surveiller l'acquisition, l'implantation et l'utilisation des équipements de communication par le gouvernement ainsi que sous certains aspects, par les organismes publics.

825	40	145		955	
48	24	107	9	135	
873	64	252	9	1 090	

COMMUNICATIONS

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire : page 1-12**DÉVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS ET DES POLITIQUES**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Planification du développement des réseaux	1 234	1 044	799	62	28	121
2. Planification du développement des médias	3 991	3 690	922	44	40	140
3. Recherche	915	742	245	71	10	132
TOTAL :	6 140	5 476	1 966	177	78	393

PROGRAMME 6
Sommaire : page 1-12**RÉGIE DES SERVICES PUBLICS**

TOTAL :	2 469	2 013	1 840	40	51	23
---------	-------	-------	-------	----	----	----

PROGRAMME 7
Sommaire : page 1-14**SOCIÉTÉ DE RADIO-TÉLÉVISION DU QUÉBEC**

TOTAL :	51 461	50 361				
---------	--------	--------	--	--	--	--

PROGRAMME 8
Sommaire : page 1-12**COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION**

TOTAL : Permanents ²	38	22	4	4	2
---------------------------------	----	----	---	---	---

² Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, L.Q., 1982, c. 30.

TOTAL DES PROGRAMMES :

Votés	163 011	154 682	32 182	1 757	50 875	3 142
Permanents		38	22	4	4	2
	163 011	154 720	32 204	1 761	50 879	3 144

FONCTIONNEMENT
– PERSONNEL

– AUTRES DÉPENSES

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES :

33 965

63 370

Ce programme vise à favoriser, orienter, coordonner et surveiller le développement des réseaux et des moyens de communication au Québec.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipe- ment	
2	5	18	6	3	
2	4	6	4		2 528
		3	1		280
4	9	27	11	3	2 808

Ce programme vise à assurer la surveillance et le contrôle nécessaire à la protection de l'intérêt public dans l'opération et le développement de certaines entreprises de services publics, particulièrement en télécommunication.

1	26	28	3	1	
---	----	----	---	---	--

Ce programme vise à procurer aux organismes gouvernementaux un service de production de documents audio-visuels et à offrir au public un programme de promotion intellectuelle au moyen d'émissions radiotélédiffusées.

					50 361
--	--	--	--	--	--------

Ce programme vise à permettre aux citoyens d'avoir accès aux documents des organismes publics tout en assurant la protection des renseignements personnels que détiennent ces organismes; il vise également à offrir aux citoyens un moyen de faire réviser les décisions des organismes publics en cette matière.

		3		3	
--	--	---	--	---	--

1 274	4 530	3 439	101	2 106	55 276
		3		3	

1 274	4 530	3 442	101	2 109	55 276
-------	-------	-------	-----	-------	--------

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
				2 109	55 276

CONSEIL EXÉCUTIF

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-22**BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		— AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
TOTAL:	521	469	372		5	80

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-22**ADMINISTRATION DES ÉLECTIONS ET FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES**

1. Directeur général des élections Permanents ¹	17 243	6 652	2 348	1 222	320	532
2. Commission de la représentation Permanents ²	1 422	1 331	503	603	82	66
3. Financement des partis politiques Permanents ³	3 091	2 308	826	72	187	61
TOTAL:	21 756	10 291	3 677	1 897	589	659

¹ Loi électorale, L.R.Q., c. E-3.1 et modifications.² Loi sur la représentation électorale, L.R.Q., c. R-24.1 et modifications.³ Loi régissant le financement des partis politiques, L.R.Q., c. F-2 et modifications.PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-22**ORGANISMES-CONSEILS AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF**

1. Cabinet du Premier Ministre et bureaux des ministres d'État	6 141	5 154	4 013	3	256	143
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	12 925	11 146	7 051	1 228	358	1 098
3. Affaires amérindiennes et inuit	4 001	3 410	810	123	227	177
4. Gestion interne et soutien administratif	3 046	2 522	1 828	195	9	10
5. Développement du Commerce extérieur	7 374	2 873	1 583	36	378	440
6. Relations avec les citoyens	550	247	223		12	3
TOTAL:	34 037*	25 352	15 508	1 585	1 240	1 871

* Y compris 6 827 804 \$ transférés du ministère de l'Industrie, Commerce et Tourisme pour la période du 9 septembre 1982 au 31 mars 1983, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'Exécutif (L.R.Q., c. E-18 et modifications) et du décret 2007-82.

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-24**COORDINATION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL ET INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**

1. Fonds de développement régional	28 431	18 490		963	80	114
2. Provision pour augmenter tout crédit pour la réalisation par les ministères de projets d'aménagement et de développement régional *	2 906					
TOTAL:	31 337	18 490		963	80	114

* Le solde des crédits ainsi transférés et de ceux déjà inscrits dans les budgets des ministères pour de tels projets peut être remboursé à la présente provision avec le droit de l'utiliser à nouveau; le tout aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipe- ment	Immobili- sations	
	2	10				

Ce programme vise à l'application des lois concernant l'administration des élections et le financement des partis politiques.

116	550	233	719	18	324	270
3	19	44	1	10		
6	212	64	62	3		815
125	781	341	782	31	324	1 085

Ce programme vise à fournir au Premier Ministre et au Conseil exécutif les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

		9	2			728
2	29	54	9	1		1 316
4	10	16	2	1		2 040
24	181	192	2	81		
2	12	25	72	15		310
	3	4	1	1		
32	235	300	88	99		4 394

Ce programme vise à favoriser la concertation interministérielle et de divers agents économiques en vue de réaliser des interventions prioritaires de développement régional.

	10	8				17 315
	10	8				17 315

CONSEIL EXÉCUTIF

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire : page 1-24**PLANIFICATION ÉCONOMIQUE ET RÉGIONALE, CONSULTATION ET ADMINISTRATION DE L'O.P.D.Q.**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Travaux de planification						
2. Aide à la consultation	2 360	2 360				
3. Direction et soutien administratif	7 479	6 664	5 188	731	256	235
TOTAL :	9 839	9 024	5 188	731	256	235

PROGRAMME 6
Sommaire : page 1-24**CONSULTATION DES AGENTS SOCIO-ÉCONOMIQUES**

TOTAL :	578	517	273	17	28	192
---------	-----	-----	-----	----	----	-----

PROGRAMME 7
Sommaire : page 1-26**PROMOTION DU DROIT ET DU STATUT DE LA FEMME**

TOTAL :	2 787	2 354	1 725	256	124	166
---------	-------	-------	-------	-----	-----	-----

PROGRAMME 8
Sommaire : page 1-18**DIRECTION ET GESTION DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC**

1. Services aux adultes en travail adapté	16 788	16 699				
2. Soutien aux organismes de promotion	1 600	1 590				
3. Direction et administration	4 657	4 296	1 856	242	219	280
TOTAL :	23 045	22 585	1 856	242	219	280

Ce programme vise à élaborer des dossiers de planification en matière économique et régionale; il vise également à coordonner et diriger les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes de l'O.P.D.Q. tout en y associant les organismes consultatifs.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipe- ment	Immobili- sations
					2 360
10	87	115	23	19	
10	87	115	23	19	2 360

Ce programme vise à fournir à l'O.P.D.Q. des avis en matière de développement socio-économique et régional.

4	3		
---	---	--	--

Ce programme vise à permettre au Conseil du statut de la femme de travailler à la promotion de l'égalité et du respect du droit et du statut de la femme.

4	27	31	6	15
---	----	----	---	----

Ce programme vise à assurer la coordination des services dispensés aux personnes handicapées, d'informer et de conseiller les personnes handicapées, de promouvoir leurs intérêts et de favoriser leur intégration scolaire, professionnelle et sociale.

					16 699
					1 590
2	63	83	1	97	1 453
2	63	83	1	97	19 742

CONSEIL EXÉCUTIF

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 9
Sommaire : page 1-10**ANALYSE ÉCONOMIQUE ET SERVICES STATISTIQUES**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Analyse et prévision économique	469	387	355		21	9
2. Statistiques socio-économiques	3 346	2 888	2 684	66	22	79
3. Enquêtes, diffusion et assistance technique	3 824	3 378	2 900	81	91	179
4. Études et recherches socio-économiques	1 848	1 312	833	255	13	185
TOTAL :	9 487	7 965	6 772	402	147	452

PROGRAMME 10
Sommaire : page 1-14**AIDE FINANCIÈRE À L'INSTITUT QUÉBÉCOIS DE
RECHERCHE SUR LA CULTURE**

Votés	150	150				
Permanents ⁴	1 650	1 650				
TOTAL :	1 800	1 800				

⁴ Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture, L.R.Q., c. I-13.2 et modifications.PROGRAMME 11
Sommaire : page 1-20**DIRECTION ET GESTION DE L'OFFICE DES
SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE**

1. Services de garde à l'enfance	39 766	38 844				
2. Direction et administration	1 755	1 519	964	214	159	89
TOTAL :	41 521	40 363	964	214	159	89

TOTAL DES PROGRAMMES :

Votés	153 302	127 269	32 658	4 410	2 258	3 479
Permanents	23 406	11 941	3 677	1 897	589	659
	176 708	139 210	36 335	6 307	2 847	4 138

FONCTIONNEMENT
– PERSONNEL

– AUTRES DÉPENSES

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES :

42 642

10 403

Ce programme vise à assurer l'analyse et la prévision des variables socio-économiques décrivant l'évolution et la structure de l'économie québécoise ainsi que la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion d'informations statistiques sur le Québec.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipe- ment	Immobili- sations
1		1			
	6	28	3		
9	82	17	5	14	
1	5	10		10	
11	93	56	8	24	

Ce programme vise à effectuer, encourager et soutenir des recherches et des études sur les divers aspects des phénomènes culturels.

					150
					1 650
					1 800

Ce programme vise à apporter une aide financière aux familles pour la garde des enfants et à assurer le développement des services de garde.

						38 844
4	35	37	1	16		
4	35	37	1	16		38 844
63	556	643	127	270		82 805
125	781	341	782	31	324	2 735
188	1 337	984	909	301	324	85 540
				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT	
				625		85 540

CONSEIL DU TRÉSOR

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-24**GESTION BUDGÉTAIRE ET POLITIQUE ADMINISTRATIVE**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Programmation et contrôle budgétaire	2 431	2 333	2 201	8	12	71
2. Politique administrative	1 921	1 697	1 457	63	13	144
3. Politique de personnel et relations de travail	3 782	3 339	1 883	137	100	1 083
4. Soutien administratif et technique	1 999	1 910	1 588	43	64	22
5. Provision pour augmenter tout crédit pour la réalisation, par les ministères, de projets ou d'expériences pilotes destinés à améliorer la gestion administrative	16					
TOTAL :	10 149	9 279	7 129	251	189	1 320
TOTAL DU PROGRAMME :						
Votés	10 149	9 279	7 129	251	189	1 320
			FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES :			7 380		1 843	

Ce programme vise à déterminer l'allocation des ressources conformément aux priorités du gouvernement et à veiller à ce que les ministères et les organismes qui en dépendent utilisent efficacement ces ressources humaines, matérielles et financières dans l'exécution de leurs programmes.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement
6	21	6		8
2	11	2		5
8	94	15		19
12	71	80	6	24
28	197	103	6	56
28	197	103	6	56
				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES
				56

ÉDUCATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-14**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Administration interne	30 210	27 401	15 107	1 383	3 153	2 977
2. Soutien	22 037	20 798	8 716	1 330	132	7 624
3. Services informatiques aux réseaux	7 756	7 232	3 367	308	89	169
4. Consultation	4 122	3 813	1 923	223	263	1 305
TOTAL :	64 125	59 244	29 113	3 244	3 637	12 075

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-14**ADMINISTRATION DES RÉSEAUX**

1. Administration de l'enseignement primaire et secondaire	34 638	32 387	21 951	873	845	2 484
2. Administration de l'enseignement post-secondaire	14 707	12 532	8 898	966	210	467
3. Administration de la formation des adultes et de l'enseignement privé	7 314	6 650	5 997	234	230	158
TOTAL :	56 659	51 569	36 846	2 073	1 285	3 109

PROGRAMME 3
Sommaire : page 1-14**AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS**

1. Bourses consécutives aux prêts	124 160	120 509		
2. Intérêts et remboursements aux banques ¹	36 050	35 653		
3. Autres bourses	3 189	3 069		
TOTAL :	163 399	159 231		

¹ Excluant pour les prêts, 4 250 000 \$ aux crédits autorisés et 3 845 811 \$ aux dépenses.

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au ministère de l'Éducation, à fournir un certain nombre de services d'appoint au ministère et aux organismes d'enseignement de même qu'à fournir à l'autorité compétente des avis relatifs à l'état et aux besoins de l'éducation.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipe- ment	
182	198	1 648	103	138	2 512
260	1 678	619	63	376	
176	2 686	159	19	259	
1	55	28	4	11	
619	4 617	2 454	189	784	2 512

Ce programme vise à assurer la coordination des différents réseaux d'enseignement et à leur fournir les services nécessaires en matière de soutien à l'enseignement et à la gestion.

14	15	38	22	72	6 073
6	12	18	6	153	1 796
2	1	10	6	12	
22	28	66	34	237	7 869

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études, en fournissant un soutien financier aux étudiants.

		120 509
97		35 556
		3 069
97		159 134

ÉDUCATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-14**ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE PUBLIC**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Fonctionnement Permanents ²	3 607 362 200 451	3 298 665 166 202		654	119	70
2. Investissements	8 954	8 700				
3. Service de la dette	246 300	238 826				
TOTAL :	4 063 067	3 712 393		654	119	70

² Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.PROGRAMME 5
Sommaire : page 1-14**ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL PUBLIC**

1. Fonctionnement Permanents ³	687 951 34 897	644 274 41 161		
2. Service de la dette	64 468	64 468		
TOTAL :	787 316	749 903		

³ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves de ces niveaux les services d'enseignement et de support à l'enseignement en fournissant aux commissions scolaires les ressources nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

				CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipe- ment	
	3	132		1	3 297 686
					166 202
					8 700
					238 826
	3	132		1	3 711 414

Ce programme vise à rendre accessibles aux étudiants de ce niveau les services d'enseignement et de support à l'enseignement en fournissant aux CEGEP les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et leur développement.

	644 274
	41 161
	64 468
	749 903

ÉDUCATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 6
Sommaire : page 1-14**ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Fonctionnement	871 364	848 930				
2. Investissements	1 625	108				
3. Service de la dette	61 722	60 659				
4. Rémunération des internes et résidents	49 407	49 407				
TOTAL :	984 118	959 104				

PROGRAMME 7
Sommaire : page 1-14**FORMATION DES ADULTES**

1. Fonctionnement dans les commissions scolaires	124 842	119 716		
2. Fonctionnement dans les collèges publics	27 289	26 365		
3. Fonctionnement dans les autres organismes	6 372	6 174		
TOTAL :	158 503	152 255		

PROGRAMME 8
Sommaire : page 1-14**ENSEIGNEMENT PRIVÉ**

1. Enseignement primaire et secondaire Permanents ⁴	163 353 23 302	157 451 16 465		
2. Enseignement collégial Permanents ⁵	48 736 8 476	47 733 5 988		
TOTAL :	243 867	227 637		

⁴ et ⁵ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications.

Ce programme vise à promouvoir l'enseignement et la recherche en fournissant aux universités les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipe- ment	
					848 930
					108
					60 659
					49 407
					959 104

Ce programme vise à contribuer par des activités éducatives au développement social et culturel des individus et des collectivités et à permettre aux travailleurs de se recycler et se perfectionner selon les exigences des changements technologiques.

					119 716
					26 365
					6 174
					152 255

Ce programme vise à favoriser le maintien et la qualité des institutions privées de niveau primaire, secondaire et collégial en leur fournissant le support administratif et financier nécessaire.

					157 451
					16 465
					47 733
					5 988
					227 637

ÉDUCATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 9
Sommaire : page 1-14**FONDS POUR LA FORMATION DE CHERCHEURS ET ACTION CONCERTÉE**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		— AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Aide à la recherche	17 266	17 266				
2. Bourses	9 459	9 459				
3. Subvention à la gestion	1 200	1 200				
TOTAL :	27 925	27 925				

PROGRAMME 10
Sommaire : page 1-26**ORGANISATION ET RÉGLEMENTATION DES PROFESSIONS**

2 678	2 137	1 343	47	81	451
-------	-------	-------	----	----	-----

PROGRAMME 11
Sommaire : page 1-14**CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE**

1. Office de la langue française	5 864	5 864	4 540	573	151	178
2. Commission de surveillance de la langue française	441	441	381	43	13	1
3. Conseil de la langue française	682	682	508	32	29	78
4. Commission d'appel de francisation des entreprises	37	37	37			
5. Commission de toponymie	510	510	363	73	20	42
TOTAL :	7 534*	7 534	5 829	721	213	299

* Excluant 14 255 940 \$ transférés au ministère des Communautés culturelles et Immigration pour la période du 9 septembre 1982 au 31 mars 1983, en vertu de l'article 9 de la loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18) et du décret 2016-82.

TOTAL DES PROGRAMMES :

Votés	6 292 065	5 879 116	73 131	6 739	5 335	16 004
Permanents	267 126	229 816				
	6 559 191	6 108 932	73 131	6 739	5 335	16 004

**FONCTIONNEMENT
— PERSONNEL****— AUTRES DÉPENSES****TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES :**

79 870

29 886

Ce programme vise à promouvoir le développement de la recherche universitaire et la formation de chercheurs et de spécialistes.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
					17 266
					9 459
					1 200
					27 925

Ce programme vise à permettre à l'Office des professions du Québec de veiller à ce que chaque corporation professionnelle assure la protection du public.

	37	30	5	7	136
--	----	----	---	---	-----

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité et le respect du français dans tous les secteurs d'activités.

19	88	71	5	7	232
	2	1			
2	5	9	1		18
	4	7		1	
21	99	88	6	8	250

662	4 784	2 770	331	1 037	5 768 323 229 816
662	4 784	2 770	331	1 037	5 998 139
				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
				1 037	5 998 139

ÉNERGIE ET RESSOURCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-8**CONNAISSANCE DE LA FORÊT**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien	Loyers
1. Recherche	2 964	2 826	2 070	284	149	116	27	26
2. Inventaire de base	4 513	4 317	2 060	129	105	1 792	8	3
TOTAL :	7 477	7 143	4 130	413	254	1 908	35	29

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-8**AMÉLIORATION DE LA FORÊT**

1. Reboisement	27 397	26 320	4 152	8 985	507	4 102	308	1 371
2. Travaux sylvicoles	5 796	5 526	1 026	2 175	178	1 393	56	187
TOTAL :	33 193	31 846	5 178	11 160	685	5 495	364	1 558

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-8**PROTECTION DE LA FORÊT**

1. Prévention et lutte contre les incendies	13 549	13 512	425	35	61	12 920	1	
2. Prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies des arbres	13 201	12 958	1 222	1 714	320	638	245	3 157
3. Éducation en conservation du milieu forestier	2 863	2 787	678	1 172	75	34	15	38
TOTAL :	29 613	29 257	2 325	2 921	456	13 592	261	3 195

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-8**UTILISATION DE LA FORÊT**

1. Planification de l'utilisation	12 306	11 991	7 164	474	215	349	55	88
2. Contrôle de l'utilisation	9 390	8 969	7 249	417	346	11	146	29
3. Voirie forestière	26 754	22 192	1 197	228	70		19	32
4. Aide à la production forestière privée	20 825	19 654	1 133	470	90	21	18	186
TOTAL :	69 275	62 806	16 743	1 589	721	381	238	335

Ce programme vise à acquérir, traiter et mettre à jour les données caractérisant le milieu forestier, expérimenter et mettre au point certaines techniques d'intervention et élaborer les différentes options d'aménagement.

		CAPITAL – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Fourni- tures	Autres dé- penses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Im- mobili- sations	Autres dé- penses	
116								38			
200								20			
316								58			

Ce programme vise à améliorer en qualité et en quantité la capacité de production des superficies à vocation forestière de façon à répondre aux demandes en matière ligneuse ou à d'autres usages.

4 420	2		111	1	51	86	256	1 146	818	4	
215								80			216
4 635	2		111	1	51	86	256	1 226	818	4	216

Ce programme vise à protéger la forêt contre le feu, les insectes, les maladies et la détérioration par l'homme.

10	1							59			
5 377	46							239			
164			6	1	7	1	9	29	259		299
5 551	47		6	1	7	1	9	327	259		299

Ce programme vise à assurer l'approvisionnement en bois des usines de transformation et à susciter une meilleure organisation de l'exploitation sur les boisés privés.

250					67			112	2 916		301
552								218	1		
111		23	1 218	197	417	4 547	468	307	3 958		9 400
117								46			17 573
1 030		23	1 218	197	484	4 547	468	683	6 875		27 274

ÉNERGIE ET RESSOURCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire : page 1-8**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communi- cations	Services	Entretien	Loyers
1. Direction	5 405	4 860	4 056	35	217	83	6	8
2. Soutien administratif et technique Permanents ¹	14 538	13 125 9	8 929	766	762	331	181	308
TOTAL :	19 943	17 994	12 985	801	979	414	187	316

¹ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modifications.PROGRAMME 6
Sommaire : page 1-8**FINANCEMENT FORESTIER**

1. Gestion interne et soutien	1 095	951	818	2	46	43	4	10
2. Prêts forestiers Permanents ²	2 739	1 813						
3. Prêts forestiers garantis Permanents ²	964 30	735						
TOTAL :	4 828	3 499	818	2	46	43	4	10

² Loi sur le crédit forestier, L.R.Q., c. C-78 et modifications.PROGRAMME 7
Sommaire : page 1-8**DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE FORESTIÈRE**

TOTAL :	29 360	19 102	610	122	62	467	1	6
---------	--------	--------	-----	-----	----	-----	---	---

PROGRAMME 8
Sommaire : page 1-24**CONNAISSANCE GÉOGRAPHIQUE DU TERRITOIRE**

1. Levées et cartographie intégrés	13 657	12 924	5 381	1 089	451	4 665	161	166
2. Intégrité du territoire	354	324	300	17	5	2		
3. Gestion centrale des arpentages et de la cartographie	497	440	210	215	4			
4. Fonds renouvelable ³								
TOTAL :	14 508	13 688	5 891	1 321	460	4 667	161	166

³ Excluant pour les prêts, 300 000 \$ aux crédits autorisés et aux dépenses.

ÉNERGIE ET RESSOURCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 9
Sommaire : page 1-26**GESTION DES TERRES PUBLIQUES**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communi- cations	Services	Entretien	Loyers
TOTAL :	8 984	8 313	4 699	2 310	235	95	70	132

PROGRAMME 10
Sommaire : page 1-8**EXPLORATION GÉOLOGIQUE ET MINÉRALE**

1. Levées et études géoscientifiques	14 538	13 097	2 819	2 393	1 273	3 418	142	207
2. Inventaire du potentiel minéral	3 230	2 921	1 643	409	161	503	13	14
TOTAL :	17 768	16 018	4 462	2 802	1 434	3 921	155	221

PROGRAMME 11
Sommaire : page 1-8**EXPLOITATION ET DÉVELOPPEMENT DANS LE SECTEUR DE L'INDUSTRIE MINÈRE**

1. Voirie minière	6 903	6 634	487	102	24	6	212	147
2. Surveillance de la production minière	2 011	1 783	1 396	147	47	14	4	48
3. Développement de l'industrie minière ⁴	8 961	8 205	1 723	362	121	504	2	15
TOTAL :	17 875	16 622	3 606	611	192	524	218	210

⁴ Excluant pour les prêts, 525 000 \$ aux crédits autorisés et aux dépenses.PROGRAMME 12
Sommaire : page 1-8**RECHERCHE MINÉRALE**

1. Analyse et contrôle	2 402	2 175	1 592	114	5	25	14	
2. Recherche et développement	3 997	3 502	1 940	28	35	111	19	2
TOTAL :	6 399	5 677	3 532	142	40	136	33	2

PROGRAMME 13
Sommaire : page 1-10**RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ**

1. Contrôle et surveillance des distributeurs	1 690	1 444	1 284	69	32	19	2	17
2. Sécurité publique	1 392	1 272	952		32	2	8	53
TOTAL :	3 082	2 716	2 236	69	64	21	10	70

ÉNERGIE ET RESSOURCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 14
Sommaire : page 1-10**ÉTUDES, RECHERCHES ET INTERVENTIONS CONCERNANT L'ÉNERGIE**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES			
	Crédits autorisés	Dé- penses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien	Loyers
1. Politiques et stratégies	2 578	2 108	1 454	118	185	180	13	34
2. Énergies conventionnelles	2 602	2 494	1 998	86	194	186	1	14
3. Développement des économies d'énergie	9 455	9 068	746	597	57	422	20	12
4. Développement des énergies nouvelles	1 239	994	255	18	13	158		
TOTAL :	15 874	14 664	4 453	819	449	946	34	60
<hr/>								
TOTAL DES PROGRAMMES:								
Votés	275 410	247 523	71 668	25 082	6 077	32 610	1 771	6 310
Permanents	2 769	1 822						
	278 179	249 345	71 668	25 082	6 077	32 610	1 771	6 310
<hr/>								
			FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES			
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:			96 750		62 514			

Ce programme vise à favoriser la recherche de pétrole et de gaz naturel au Québec et à établir les orientations et les politiques gouvernementales concernant les hydrocarbures et l'électricité.

		CAPITAL – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT	
Fourni- tures	Autres dé- penses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Im- mobili- sations	Autres dé- penses		
31								38			55	
14								1				
16								9			7 189	
											550	
61								48			7 794	
15 566	171 9	24	1 894	224	881	6 444	1 036	4 299	11 242	12	62 212 1 813	
15 566	180	24	1 894	224	881	6 444	1 036	4 299	11 242	12	64 025	
		CAPITAL – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT	
		1 918		24 138							64 025	

ENVIRONNEMENT

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-18**PROTECTION DU MILIEU**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien	Loyers
1. Normalisation	2 556	2 287	1 648	225	91	138	12	2
2. Contrôle	7 036	6 679	5 349	305	658	83	24	21
3. Protection de la nature	1 089	999	295	177	19	198	3	164
TOTAL :	10 681	9 965	7 292	707	768	419	39	187

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-8**AMÉLIORATION DU MILIEU AMBIANT**

1. Milieu aquatique	68 659	61 902	7 506	1 923	946	1 990	591	243
2. Milieu atmosphérique et terrestre	18 629	18 063	3 333	186	276	223	38	73
TOTAL :	87 288	79 965	10 839	2 109	1 222	2 213	629	316

PROGRAMME 3
Sommaire : page 1-8**CONNAISSANCE**

1. Inventaires	7 133	6 691	4 183	644	652	538	56	12
2. Laboratoires et recherches	4 607	4 325	2 238	540	59	111	34	9
TOTAL :	11 740	11 016	6 421	1 184	711	649	90	21

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-8**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction et administration centrale	7 797	6 834	4 907	192	367	226	33	214
2. Administration régionale	2 406	2 314	1 832	165	153	23	14	4
3. Organismes-conseils	1 388	1 285	906	70	97	159	2	16
TOTAL :	11 591	10 433	7 645	427	617	408	49	234

TOTAL DES PROGRAMMES:
Votés

121 300	111 379	32 197	4 427	3 318	3 689	807	758
---------	---------	--------	-------	-------	-------	-----	-----

FONCTIONNEMENT
– PERSONNEL

– AUTRES DÉPENSES

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

36 624	11 130
--------	--------

FINANCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-24**ÉTUDES DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET FISCALES**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		— AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Politiques fiscales	1 344	1 197	1 014	29	8	116
2. Recherche économique et financière	1 217	1 000	856	1	3	128
TOTAL :	2 561	2 197	1 870	30	11	244

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-24**GESTION DE LA CAISSE ET DE LA DETTE PUBLIQUE**

1. Gestion de la caisse	2 682	2 276	1 838	58	5	
Permanents ¹	98 710	62 172				3 587
Permanents ¹		1 558				
2. Gestion de la dette publique	1 162	1 099	1 031	20	8	2
Permanents ¹	1 909 000	1 872 015				
3. Gestion de certains emprunts à terme des orga- nismes des réseaux de l'éducation et des affaires sociales	2 000	176				176
TOTAL :	2 013 554	1 939 296	2 869	78	13	3 765

¹ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modifications.PROGRAMME 3
Sommaire : page 1-24**COMPTABILITÉ GOUVERNEMENTALE**

1. Comptabilité des ministères	17 758	15 814	15 122	219	47	26
2. Développement des systèmes	1 956	1 310	1 198	23	2	1
3. Vérification des systèmes	3 200	2 462	2 423	12	24	
TOTAL :	22 914	19 586	18 743	254	73	27

Ce programme vise à conseiller le gouvernement en matière de politique financière, économique et fiscale ainsi que de relations financières avec le gouvernement fédéral.

					CAPITAL – AUTRES DÉPENSES
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Service de la dette	Équipement
5	12	8			5
	9	2			1
5	21	10			6

Ce programme vise à gérer la caisse gouvernementale ainsi qu'à effectuer et administrer les emprunts du gouvernement et de certains organismes para-publics.

25	11	300	24		15
			1 558	58 585	
3	19	4		1 872 015	12
28	30	304	1 582	1 930 600	27

Ce programme vise à exercer le contrôle de la régularité des dépenses, à préparer les états financiers et à apporter aux gestionnaires toute information comptable pertinente.

87	223	76			14
	79	4			3
		3			
87	302	83			17

FINANCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-24**FONDS DE SUPPLÉANCE**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Provision pour augmenter tout crédit, avec l'approbation du Conseil du trésor, à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas le montant le plus élevé de 50 000 \$ ou de 10% du crédit ainsi augmenté; tous les montants remboursés au présent crédit peuvent être utilisés à nouveau pour les mêmes fins	13 558					
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable aux traitements, salaires et allocations des employés du gouvernement et du secteur para-public	18 782					
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation par les ministères de projets de développement économique	15 823					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable au coût afférent aux arrérages dans les réseaux des affaires sociales et de l'éducation	6 586					
TOTAL :	54 749					

PROGRAMME 5
Sommaire : page 1-24**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

TOTAL :	3 309	2 626	1 925	61	217	196
----------------	--------------	--------------	--------------	-----------	------------	------------

PROGRAMME 6
Sommaire : page 1-26**CURATELLE PUBLIQUE**

1. Administration de biens sous curatelle publique	2 676	1 780	1 599	116	15	1
2. Surveillance de l'administration des curateurs privés et des tuteurs	524	317	316		1	
TOTAL :	3 200	2 097	1 915	116	16	1

TOTAL DES PROGRAMMES :

Votés	92 577	30 057	27 322	539	330	646
Permanents	2 007 710	1 935 745				3 587
	2 100 287	1 965 802	27 322	539	330	4 233

**FONCTIONNEMENT
– PERSONNEL****– AUTRES DÉPENSES****TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES :**

27 861

1 937 853

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux.

					CAPITAL – AUTRES DÉPENSES
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Service de la dette	Équipement

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

23	22	135	19		28
----	----	-----	----	--	----

Ce programme vise à administrer les biens de malades mentaux et les biens sans maître et à surveiller l'administration des curateurs privés et des tuteurs.

1	10	28			10
---	----	----	--	--	----

1	10	28			10
---	----	----	--	--	----

144	385	560	43 1 558	1 930 600	88
-----	-----	-----	-------------	-----------	----

144	385	560	1 601	1 930 600	88
-----	-----	-----	-------	-----------	----

					CAPITAL – AUTRES DÉPENSES
					88

FONCTION PUBLIQUE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-22**GESTION DU PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Gestion du personnel d'encadrement	1 825	1 605	1 439	28	17	57
2. Personnel d'encadrement en formation	4 476	4 186	4 018		127	14
3. Gestion des autres personnels et des rela- tions de travail	3 851	3 479	2 651	89	100	537
4. Personnel surnuméraire						
5. Information de gestion et soutien professionnel	3 822	3 215	2 774	132	20	15
6. Administration	3 531	3 228	2 583	205	69	58
TOTAL:	17 505	15 713	13 465	454	333	681

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-22**CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT À TITRE D'EMPLOYEUR**

Votés	119 485	118 816	108 300	10 516		
Permanents ¹	4 000	3 596	3 596			
TOTAL:	123 485	122 412	111 896	10 516		

¹ Loi sur les employés publics, L.R.Q., c. E-6 et modificationsPROGRAMME 3
Sommaire: page 1-22**COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE**

TOTAL:	1 885	1 534	1 422	36	23	21
--------	-------	-------	-------	----	----	----

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-22**OFFICE DU RECRUTEMENT ET DE LA SÉLECTION DU PERSONNEL**

TOTAL:	7 932	6 382	5 956	101	131	23
--------	-------	-------	-------	-----	-----	----

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	146 807	142 445	129 143	11 107	487	725
Permanents	4 000	3 596	3 596			
	150 807	146 041	132 739	11 107	487	725

**FONCTIONNEMENT
– PERSONNEL****– AUTRES DÉPENSES****TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:**

143 846

2 024

Ce programme vise la normalisation de la gestion du personnel de la fonction publique ainsi que la négociation et la coordination de l'application des conventions collectives dans la fonction publique; il vise également à conseiller les ministères et organismes en matière d'organisation administrative et de développement des ressources humaines de même qu'à assurer le développement et le maintien d'un système intégré d'information de gestion du personnel.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
2	8	40	14		
			27		
6	25	58	13		
15	137	92	30		
14	35	99	10	55	100
37	205	289	94	55	100

Ce programme vise le paiement des bénéfices marginaux et autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

Ce programme vise à statuer sur les recours exercés par les membres du personnel de la fonction publique dans les domaines prévus par la loi, à faire enquête sur le fonctionnement et l'observance de la Loi sur la fonction publique et de ses règlements et à donner des avis au Conseil du trésor sur les règlements soumis par le ministre de la Fonction publique et l'Office du recrutement et de la sélection du personnel quant à leurs conformités avec les règles de la sélection au mérite.

20	8	4	
----	---	---	--

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection, la déclaration d'aptitudes des candidats à la nomination et à la promotion dans la fonction publique

10	69	72	8	12	
47	294	369	102	71	100
47	294	369	102	71	100
				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
				71	100

HABITATION ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-20**ADMINISTRATION**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
TOTAL :	1 800	1 472	964	36	248	169

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-20**SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC**

1. Direction et gestion	16 469	14 967	11 598	855	765	896
2. Rénovation urbaine	7 150	6 590				
3. Restauration de logements	13 739	6 802				
4. Acquisition de logements sous forme indivi- duelle ou coopérative	24 765	23 949				
Permanents ¹	3 360	2 411				
5. Supplément au loyer	14 793	14 541				
6. Financement des déficits d'exploita- tion des logements subventionnés	149 858	145 666				
TOTAL :	230 134	214 926	11 598	855	765	896

¹ Loi sur l'habitation familiale, L.R.Q., c. H-1 et modifications.PROGRAMME 3
Sommaire : page 1-20**CONCILIATION ENTRE LOCATAIRES ET PROPRIÉTAIRES**

TOTAL :	11 527	10 997	7 958	1 885	401	89
---------	--------	--------	-------	-------	-----	----

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-26**PROTECTION DU CONSOMMATEUR**

TOTAL :	9 311	8 489	5 915	610	276	919
---------	-------	-------	-------	-----	-----	-----

PROGRAMME 5
Sommaire : page 1-26**QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ENTREPRENEURS
EN CONSTRUCTION**

TOTAL :	3 789	3 605	2 829	308	207	95
---------	-------	-------	-------	-----	-----	----

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
	12	32	1	10	

Ce programme vise à assurer une plus grande accessibilité à des logements de qualité en favorisant d'une part, la restauration résidentielle et d'autre part, en supportant une partie des coûts encourus par certaines catégories de ménages ou par les municipalités offrant des logements sociaux.

20	162	411	83	84	93
					6 590
					6 802
					23 949
					2 411
					14 541
					145 666
20	162	411	83	84	200 052

Ce programme vise à concilier les relations entre locataires et propriétaires, et à régler leurs conflits.

15	393	189	7	60	
----	-----	-----	---	----	--

Ce programme vise à assurer la protection du public en exerçant un contrôle et une surveillance de certaines activités commerciales.

6	77	93	7	11	575
---	----	----	---	----	-----

Ce programme vise à permettre à la Régie des entreprises de construction de réglementer la compétence et la solvabilité des entreprises en construction.

4	45	70	2	45	
---	----	----	---	----	--

HABITATION ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 6
Sommaire : page 1-26**CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DU DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
TOTAL :	170*	87	75	3	2	

*Ce montant de 170 056 \$ a été transféré du ministère des Institutions financières et Coopératives pour la période du 2 février 1983 au 31 mars 1983, relatif au contrôle et surveillance du courtage immobilier, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'Exécutif (L.R.Q., c. E-18 et modifications) et du décret 149-83.

PROGRAMME 7
Sommaire : page 1-18**DIRECTION ET GESTION**

1. Direction	40	40	35	1	1	
2. Soutien administratif et technique	607	607	325	17	90	19
TOTAL :	647*	647	360	18	91	19

*Ce montant de 647 300 \$ a été transféré du ministère de la Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu pour la période du 1er décembre 1982 au 31 mars 1983, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'Exécutif (L.R.Q., c. E-18 et modifications) et du décret 2530-82.

PROGRAMME 8
Sommaire : page 1-26**SÉCURITÉ DANS LES BÂTIMENTS ET DANS LES LIEUX PUBLICS**

1. Application des règles de sécurité	7 932	5 929	5 158	89	540	7
2. Soutien administratif et technique	1 538	987	919	35	21	
TOTAL :	9 470*	6 916	6 077	124	561	7

*Ce montant de 9 470 370 \$ a été transféré du ministère de la Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu pour la période du 1er décembre 1982 au 31 mars 1983, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'Exécutif (L.R.Q., c. E-18 et modifications) et du décret 2530-82.

TOTAL DES PROGRAMMES :

Votés	263 488	244 728	35 776	3 839	2 551	2 194
Permanents	3 360	2 411				
	266 848	247 139	35 776	3 839	2 551	2 194

**FONCTIONNEMENT
– PERSONNEL****– AUTRES DÉPENSES****TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES :**

39 615

6 610

Ce programme vise à assurer un contrôle sur la création et la modification des entreprises opérant au Québec et à maintenir un contrôle et une surveillance du développement des associations coopératives et des activités immobilières.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
	1	6			

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère et à permettre l'obtention des avis nécessaires à l'élaboration de ses politiques en matière de travail et de main-d'oeuvre.

	1	1		1	
35	37	23	2	59	
35	38	24	2	60	

Ce programme vise la protection du public en s'assurant de la sécurité et de l'hygiène dans les bâtiments, les lieux publics et les installations techniques.

4	6	75	33	17	
	1	7	4		
4	7	82	37	17	

84	735	907	139	287	198 216 2 411
84	735	907	139	287	200 627
				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
				287	200 627

INDUSTRIE, COMMERCE ET TOURISME

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-10**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		— AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Direction et soutien administratif	3 107	2 489	2 121	46	194	41
2. Soutien technique	4 491	3 644	3 218	18	82	30
3. Recherche et planification	1 585	1 285	1 198	3	12	47
TOTAL :	9 183*	7 418	6 537	67	288	118

*Excluant 498 018 \$ transférés au ministère du Conseil exécutif pour la période du 9 septembre 1982 au 31 mars 1983, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'Exécutif (L.R.Q., c. E-18 et modifications) et du décret 2007-82.

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-10**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU QUÉBEC**

TOTAL : ¹	67 725	58 889	4 833	86	263	193
----------------------	--------	--------	-------	----	-----	-----

¹Excluant pour les prêts, 2 840 000 \$ aux crédits autorisés et 64 240 \$ aux dépenses.

PROGRAMME 3
Sommaire : page 1-10**DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE ET
COMMERCIALISATION DES PRODUITS**

1. Politiques et stratégies sectorielles ² Permanents ³	20 597	14 246 401	4 438	153	337	290
2. Prospection de l'investissement et expansion des marchés ⁴	2 431	2 431	1 392	28	285	415
3. Infrastructure d'accueil à l'industrie	21 268	20 447	1 291	29	151	127
4. Services aux entreprises manufacturières et aux commerces	8 305	7 150	4 552	103	445	127
5. Normalisation	1 232	1 107	943	24	35	25
6. Institut national de productivité	1 669	1 669				
TOTAL :	55 502*	47 451	12 616	337	1 253	984

*Excluant 6 286 655 \$ transférés au ministère du Conseil exécutif pour la période du 9 septembre 1982 au 31 mars 1983, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'Exécutif (L.R.Q., c. E-18 et modifications) et du décret 2007-82.

²Excluant pour les prêts, 11 000 000 \$ aux crédits autorisés et 9 210 108 \$ aux dépenses.

³Loi du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, L.R.Q., c. M-17 et modifications.

⁴Excluant pour les prêts, 45 000 \$ aux crédits autorisés et aux dépenses.

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT			
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Services	Équipe- ment	Immobili- sations	Autres dépenses	
3	19	60	1		4			
36	22	213	4		21			
4	8	2	4		7			
43	49	275	9		32			

Ce programme vise à assurer le fonctionnement de l'organisme chargé de faciliter la transformation de la structure industrielle par une aide sélective à l'investissement et par l'octroi de crédits à des entreprises viables.

23	67	70	7	15	53 332
----	----	----	---	----	--------

Ce programme vise à stimuler l'implantation de nouvelles entreprises, à faciliter l'adaptation et la croissance des entreprises manufacturières existantes et à favoriser le développement des entreprises commerciales.

7	85	25	16 401	3	8 892
2	13	33	1	10	252
287	14	321	3 643	14	14 383
1	33	15	14	6	1 854
1	9	68	2		
					1 669
298	154	462	4 077	33	27 050

INDUSTRIE, COMMERCE ET TOURISME

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-10**CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
Votés	8 425					
Permanents ⁵		13 000				
TOTAL:	8 425	13 000				

⁵ Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec, L.R.Q., c. C-8 et modifications.PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-10**FORMATION PROFESSIONNELLE**

1. Votés	12 761	11 846	5 644	1 757	99	426
Permanents ⁶		4				
TOTAL:	12 761*	11 850	5 644	1 757	99	426

* Excluant 30 299 \$ transférés au ministère du Conseil exécutif pour la période du 9 septembre 1982 au 31 mars 1983, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'Exécutif (L.R.Q., c. E-18 et modifications) et du décret 2007-82.

⁶ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modifications.PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-10**PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE**

1. Promotion du tourisme	14 109	12 592	2 271	626	5 324	1 179
2. Développement du tourisme	7 373	6 753	2 483	224	316	380
Permanents ⁷		4				
TOTAL:	21 482*	19 349	4 754	850	5 640	1 559

* Excluant 12 832 \$ transférés au ministère du Conseil exécutif pour la période du 9 septembre 1982 au 31 mars 1983, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'Exécutif (L.R.Q., c. E-18 et modifications) et du décret 2007-82.

⁷ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modifications.

TOTAL DES PROGRAMMES:						
Votés	175 078	144 548	34 384	3 097	7 543	3 280
Permanents		13 409				
	175 078	157 957	34 384	3 097	7 543	3 280
			FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:			37 481		20 518	

Ce programme vise à assurer le fonctionnement de l'organisme chargé de réaliser ou de participer à la réalisation de recherches industrielles.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES				TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Services	Équipe- ment	Immobili- sations	Autres dépenses	
								13 000
								13 000

Ce programme vise à la formation, au perfectionnement et au recyclage de la main-d'oeuvre québécoise dans les domaines du tourisme, de l'hébergement et de la restauration.

1 420	88	2 187	58 4	167				
1 420	88	2 187	62	167				

Ce programme vise à accroître les effets économiques du secteur touristique en améliorant la qualité du produit touristique, notamment au moyen de services de formation et de consultation ainsi que par la concertation des agents, et en diffusant de l'information sur les ressources touristiques axée sur notre spécificité culturelle.

3	82	87	64	4				2 952
8	42	107	7 4	5	2	180		2 999
11	124	194	75	5	6	180		5 951

1 795	482	3 188	3 821 409	5	253	333	34	86 333 13 000
1 795	482	3 188	4 230	5	253	333	34	99 333
				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES				TRANSFERT
				625				99 333

INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET COOPÉRATIVES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-26**CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DU DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Fichier central des entreprises	1 219	1 097	1 008	50	1	1
2. Création et modification de personnes morales	2 177	1 889	1 694	42	1	5
3. Contrôle, surveillance et développement des associations coopératives ¹ Permanents ²	1 478 1 000	1 276 1 000	632	7	53	
4. Contrôle et surveillance du courtage immobilier	482	482	444	21	6	2
TOTAL :	6 356*	5 744	3 778	120	61	8

¹ Excluant pour les prêts, 600 000 \$ aux crédits autorisés et 150 000 \$ aux dépenses.² Loi sur la Société de développement coopératif, L.R.Q., c. S-10 et modifications.

* Excluant 170 056 \$ transférés au ministère de l'Habitation et Protection du consommateur pour la période du 2 février 1983 au 31 mars 1983, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'Exécutif (L.R.Q., c. E-18 et modifications) et du décret 149-83.

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-12**CONTRÔLE, SURVEILLANCE ET DÉVELOPPEMENT
DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES**

1. Contrôle et surveillance des caisses d'épargne et de crédit	915	858	603	7	11	1
2. Contrôle et surveillance des compagnies de fiducie et de finance	258	215	206		8	1
3. Contrôle et surveillance des compagnies d'assurance	2 734	2 472	2 147	145	98	54
4. Contrôle, surveillance et développement du commerce des valeurs mobilières Permanents	3 114 109	2 867 107	2 381 107	106	98	199
5. Gestion du régime de l'assurance-dépôts	272	214	196		5	10
TOTAL :	7 402*	6 733	5 640	258	220	265

³ Loi sur les valeurs mobilières, L.R.Q., c. V-1 et modifications.* Y compris 450 900 \$ transférés du programme 3 en vertu du C.T. 138484 du 6 avril 1982, pour la période du 1^{er} avril 1982 au 31 mars 1983, suite au transfert de juridiction autorisant l'autonomie administrative de la Commission des valeurs mobilières du Québec.

Ce programme vise à assurer un contrôle sur la création et la modification des entreprises opérant au Québec et à maintenir un contrôle et une surveillance du développement des associations coopératives et des activités immobilières.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
	24	13			
3	48	94	1	1	
		4	2	1	577 1 000
	4	4	1		
3	76	115	4	2	1 577

Ce programme vise à permettre le maintien et le développement d'un réseau financier répondant aux besoins de l'économie par un contrôle constant des opérations des institutions financières.

			1		235
		19	9		
3	19	31	10	20	
		3			
3	19	53	20	20	235

INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET COOPÉRATIVES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 3
Sommaire : page 1-12**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Direction et soutien administratif Permanents ⁴	2 708	2 068 2	1 708	4	39	70
2. Soutien technique	1 353	1 068	963	20	39	16
3. Inspections et enquêtes Permanents ⁵	2 072	1 862 320	1 681 59	34	141 13	3 248
TOTAL :	6 133*	5 320	4 411	58	232	337

⁴ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modifications.⁵ Loi sur les sociétés d'entraide économique, L.R.Q., c. S-25.1 et modifications.* Excluant 450 900 \$ transférés au programme 2 en vertu du C.T. 138484 du 6 avril 1982, pour la période du 1^{er} avril 1982 au 31 mars 1983, suite au transfert de juridiction autorisant l'autonomie administrative de la Commission des valeurs mobilières du Québec.

TOTAL DES PROGRAMMES :						
Votés	18 782	16 368	13 663	436	500	362
Permanents	1 109	1 429	166		13	248
	19 891	17 797	13 829	436	513	610
			FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES :			14 265		1 690	

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières et à fournir les services d'inspection et d'enquête nécessaire au bon fonctionnement des autres programmes du ministère.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
10	113	109	11 2	4	
	8	18	1	3	
		2		1	
10	121	129	14	8	
16	216	297	36 2	30	812 1 000
16	216	297	38	30	1 812
				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
				30	1 812

JUSTICE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-22**FORMULATION DE JUGEMENTS**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Magistrature Permanents ¹	7 144 17 918	6 396 16 783	6 396 15 660	265	858	
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges Permanents ¹	484	428	91		29	184
TOTAL :	25 546	23 607	22 147	265	887	184

¹ Loi sur les tribunaux judiciaires, L.R.Q., c. T-16 et modifications, et Loi sur les coroners, L.R.Q., c. C-68 et modifications.PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-22**SOUTIEN ADMINISTRATIF À L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE**

1. Soutien aux cours de justice civiles et criminelles	65 409	60 848	48 462	3 377	767	5 483
2. Soutien aux tribunaux administratifs	725	523	450	36	5	2
3. Tribunal de l'expropriation	1 886	1 627	1 523	16	32	27
TOTAL :	68 020	62 998	50 435	3 429	804	5 512

PROGRAMME 3
Sommaire : page 1-22**ENQUÊTES ET EXPERTISES SCIENTIFIQUES POUR FINS JUDICIAIRES**

1. Enquêtes sur les décès et les incendies	1 902	1 637	906	5	6	709
2. Expertises médico-légales	1 324	1 221	842	48	7	278
3. Expertises scientifiques	2 178	2 056	1 802	14	48	12
TOTAL :	5 404	4 914	3 550	67	61	999

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-22**PROTECTION DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE**

1. Commission des droits et libertés de la personne	2 928	2 788	1 846	550	114	223
2. Comité de la protection de la jeunesse	3 197	2 895	2 323	128	159	55
TOTAL :	6 125	5 683	4 169	678	273	278

Ce programme vise à rendre la justice par la formulation de jugements selon les juridictions des diverses cours de justice.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
	8	22	94		
	8	22	94		

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice.

114	462	1 225	196	762	
8	7	1	1	13	
1	7	13	3	5	
123	476	1 239	200	780	

Ce programme vise à renseigner la justice par des enquêtes qui ont pour objet de déterminer quels décès ou incendies sont de nature criminelle et par des expertises scientifiques qui permettent une connaissance plus approfondie de la perpétration de certains crimes et méfaits.

	4	5	1	1	
4	6	31		5	
31	4	99	3	43	
35	14	135	4	49	

Ce programme vise à promouvoir les droits fondamentaux de la personne et notamment ceux contenus dans la Charte des droits et libertés de la personne et de la Loi sur la protection de la jeunesse.

3	26	18	6	2	
3	18	25	9	6	169
6	44	43	15	8	169

JUSTICE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire : page 1-22**AIDE AUX JUSTICIABLES**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Commission des services juridiques	50 820	50 820				
2. Aide aux recours collectifs	352	248				
3. Aide socio-économique aux justiciables	714	292	84	28	4	174
TOTAL :	51 886	51 360	84	28	4	174

PROGRAMME 6
Sommaire : page 1-22**ADMINISTRATION**

1. Direction	3 757	3 432	1 615	415	762	218
Permanents ²	100	198			9	11
2. Administration du personnel	3 735	3 501	3 282	76	75	20
3. Administration de l'équipement	2 770	2 671	1 479	46	105	2
4. Gestion financière et organisationnelle	2 110	1 965	1 783	43	93	23
5. Systèmes de gestion	8 311	7 893	2 456	240	160	1 534
TOTAL :	20 783	19 660	10 615	820	1 204	1 808

² Loi visant à favoriser le civisme, L.R.Q., c. C-20 et modifications.PROGRAMME 7
Sommaire : page 1-26**ENREGISTREMENT OFFICIEL**

1. Enregistrement de l'état civil, des régimes matrimoniaux et de changements de nom des individus	781	726	690		19	2
2. Enregistrement d'actes relatifs au patrimoine	13 160	11 708	10 870	320	120	12
TOTAL :	13 941	12 434	11 560	320	139	14

PROGRAMME 8
Sommaire : page 1-26**CONTRÔLE DES PERMIS D'ALCOOL**

TOTAL :	5 108	4 422	3 890	94	313	28
---------	-------	-------	-------	----	-----	----

Ce programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées, ainsi qu'aux enfants et à la famille aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
					50 820
					248
		2			
		2			51 068

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

2	16	26	194	8	176
		5	15	3	155
	10	19	14	5	
32	131	851	1	24	
2	1	12	5	3	
598	2 526	238	30	111	
634	2 684	1 151	259	154	331

Ce programme vise à assurer la conservation des actes de l'état civil, des actes relatifs au patrimoine et d'autres documents officiels.

		15			
21	141	182	7	35	
21	141	197	7	35	

Ce programme vise à protéger le public en contrôlant l'exploitation des débits d'alcool.

4	30	49	4	10	
---	----	----	---	----	--

JUSTICE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 9
Sommaire : page 1-26**GARDE DES DÉTENUS ET RÉINSERTION SOCIALE DES DÉLINQUANTS**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Détention	80 780	78 649	67 328	1 370	492	921
2. Participation communautaire	6 783	6 512	414	10	28	5 038
3. Surveillance de personnes en probation et en libération conditionnelle	7 650	7 006	6 349	266	281	13
4. Commission québécoise des libérations conditionnelles	992	905	640	7	72	177
TOTAL :	96 205	93 072	74 731	1 653	873	6 149

PROGRAMME 10
Sommaire : page 1-24**SERVICES JURIDIQUES DU GOUVERNEMENT**

1. Services juridiques en matière civile	13 461	12 730	10 715	839	406	589
2. Services juridiques en matière pénale Permanents ³	2 807 1 059	2 589 692	1 790	170	19	296
3. Réclamations	607	529	432	32	42	8
TOTAL :	17 934	16 540	12 937	1 041	467	893

³ Code de la route, L.R.Q., c. C-24 et modifications.PROGRAMME 11
Sommaire : page 1-24**AFFAIRES LÉGISLATIVES**

1. Révision des lois et des règlements du gouvernement	2 000	1 837	1 617	119	14	31
2. Élaboration des lois du ministère et recherche	2 325	2 231	1 128	138	9	77
3. Refonte des lois et des règlements	2 612	2 278	761	349	1 050	87
TOTAL :	6 937	6 346	3 506	606	1 073	195

PROGRAMME 12
Sommaire : page 1-26**CONTENTIEUX CRIMINEL**

TOTAL :	13 044	12 375	11 250	389	256	313
---------	--------	--------	--------	-----	-----	-----

Ce programme vise à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle, des services pour faciliter leur réinsertion sociale.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
226	78	7 508	95	618	13
			5	2	1 015
5	23	10	30	29	
	3	4	2		
231	104	7 522	132	649	1 028

Ce programme vise à assurer un soutien d'ordre juridique à toutes les activités gouvernementales.

13	18	49	68	33	
3	9	295	4	3	
		7	2	6	692
16	27	351	74	42	692

Ce programme vise à assurer la rédaction de tous les projets de loi du ministère de la Justice et de certains ministères et organismes en vue de leur présentation à l'Assemblée nationale et d'examiner les projets de règlements soumis par les ministères et organismes du gouvernement.

3	18	12	20	3	
	2	19	7	1	850
	1	18	5	7	
3	21	49	32	11	850

Ce programme vise à assurer l'application du Code criminel.

7	46	57	34	23	
---	----	----	----	----	--

JUSTICE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 13
Sommaire : page 1-26**COORDINATION DES ACTIVITÉS DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Recherche et programmation Permanents ⁴	1 377	1 354 14	455 14	82	52	148
2. Formation et perfectionnement des policiers	3 561	3 359	1 244	23	64	1 346
3. Sécurité interne	2 897	2 691	1 767		317	192
TOTAL :	7 835	7 418	3 480	105	433	1 686

⁴Loi concernant certaines dispositions législatives, L.Q., 1978, c.18.PROGRAMME 14
Sommaire : page 1-26**NORMALISATION ET SURVEILLANCE DE L'EXERCICE DES FONCTIONS
DE POLICE**

TOTAL :	3 303	3 088	2 505	66	174	294
----------------	--------------	--------------	--------------	-----------	------------	------------

PROGRAMME 15
Sommaire : page 1-26**SÛRETÉ DU QUÉBEC**

1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	213 223	210 697	206 031	594	3 519	16
2. Gestion interne et soutien	52 408	48 599	19 761	916	1 845	1 062
TOTAL :	265 631	259 296	225 792	1 510	5 364	1 078

PROGRAMME 16
Sommaire : page 1-26**PROTECTION CIVILE**

Votés	3 254	2 652	2 121	31	74	103
Permanents ⁵	3 000	4 140		2		257
TOTAL :	6 254	6 792	2 121	33	74	360

⁵Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, L.R.Q., c. P-38.1 et modifications.

Ce programme vise à informer le ministère sur l'évolution de la criminalité au Québec, à suggérer les politiques et les programmes au ministère dans le domaine de la police et à assurer la coordination de l'activité policière.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
	3	49	3	2	560
39	8	551	4	80	
61	5	206	11	132	
100	16	806	18	214	560

Ce programme vise à assurer l'élaboration des politiques et normes concernant les activités des corps de police du Québec, leur surveillance et leur coordination.

2	22	12	7	6	
---	----	----	---	---	--

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens contre toutes les formes d'activité criminelle.

			537		
2 096	6 373	10 591	376	5 436	143
2 096	6 373	10 591	913	5 436	143

Ce programme vise à assurer la protection de la population en cas de désastre.

31	26	88	8	169	1
					3 881
31	26	88	8	169	3 882

JUSTICE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 17
Sommaire : page 1-18**INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
TOTAL : Permanents ⁶	12 492	11 592				1 233

⁶ Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, L.R.Q., c. I-6 et modifications.

TOTAL DES PROGRAMMES:						
Votés	591 395	567 750	427 007	10 837	11 503	19 513
Permanents	35 053	33 847	15 765	267	896	1 685
	626 448	601 597	442 772	11 104	12 399	21 198
			FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:			453 876		71 053	

Ce programme vise à assurer une compensation financière aux victimes d'actes criminels.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
					10 359
3 309	10 024 8	22 287 27	1 692 109	7 583 3	53 995 15 087
3 309	10 032	22 314	1 801	7 586	69 082
				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
				7 586	69 082

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-10**GESTION DES RESSOURCES FAUNIQUES**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		— AUTRES DÉPENSES			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica- tions	Services	Entretien	Loyers
1. Recherche	2 057	1 662	1 377	73	53	22	15	29
2. Amélioration et exploitation	16 169	14 861	7 005	1 738	597	1 153	165	496
3. Protection et éducation	23 774	22 691	16 467	1 999	413	399	543	364
TOTAL :	42 000	39 214	24 849	3 810	1 063	1 574	723	889

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-16**ACTIVITÉS DE PROMOTION, D'ÉDUCATION ET DE RÉCRÉATION EN MILIEU NATUREL**

1. Parcs et réserves ¹	57 568	53 607	18 028	18 579	794	1 625	1 679	919
Permanents ²		11						
2. Soutien aux organismes et lieux de plein air	5 221	5 138						
TOTAL :	62 789	58 756	18 028	18 579	794	1 625	1 679	919

¹ Excluant pour les placements 2 700 \$ aux crédits autorisés et 1 900 \$ aux dépenses.² Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modifications.PROGRAMME 3
Sommaire : page 1-16**IMPLANTATION D'ÉQUIPEMENTS ET AMÉNAGEMENT DE SITES DE PLEIN AIR**

TOTAL :	25 324	24 010						
---------	--------	--------	--	--	--	--	--	--

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-16**SOUTIEN AU LOISIR SOCIO-CULTUREL**

1. Assistance aux organismes socio-culturels	3 529	3 525						
2. Assistance aux activités et manifestations socio-culturelles	4 107	3 475						
3. Voyages et échanges socio-culturels	1 162	914		74	837		1	
4. Loisir touristique	1 177	1 093						
TOTAL :	9 975	9 007		74	837		1	

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-16**SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS ET AUX ORGANISMES LOCAUX
ET RÉGIONAUX DE LOISIR**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		— AUTRES DÉPENSES			
	Crédits autorisés	Dé- penses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien	Loyers
1. Soutien aux municipalités	15 791	14 415						
2. Assistance aux organismes locaux et régionaux	10 007	9 653						
3. Assistance aux centres communautaires	1 306	1 305						
TOTAL :	27 104	25 373						

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-16**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	2 209	1 700	1 433	67	96	60	1	17
2. Administration centrale Permanents ³	21 501	19 078 9	11 217	1 291	1 226	649	68	273
3. Administration régionale	6 781	6 267	5 032	515	239	23	38	87
TOTAL :	30 491	27 054	17 682	1 873	1 561	732	107	377

³ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modifications.PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-16**PROMOTION DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ET DU SPORT**

1. Soutien aux organismes d'activités physiques	1 951	1 941				121		
2. Soutien aux organismes sportifs	10 556	10 378						
3. Organisation et préparation de compétitions sportives	2 940	2 897			14	6		6
TOTAL :	15 447	15 216			14	127		6

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 8
Sommaire : page 1-16**RÉGIE DE LA SÉCURITÉ DANS LES SPORTS**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		— AUTRES DÉPENSES			
	Crédits autorisés	Dé- penses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien	Loyers
TOTAL :	1 724	951	651	48	114	86	1	13

PROGRAMME 9
Sommaire : page 1-16**RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES**

TOTAL :	6 700	6 700						
---------	-------	-------	--	--	--	--	--	--

TOTAL DES PROGRAMMES :								
Votés	221 554	206 261	61 210	24 384	4 383	4 145	2 510	2 204
Permanents		20						
	221 554	206 281	61 210	24 384	4 383	4 145	2 510	2 204
			FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		— AUTRES DÉPENSES			
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES :			85 594		27 178			

MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-12**RELATIONS ET NORMES DE TRAVAIL**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Protection des droits d'association et d'accréditation	2 329	2 329	2 104	39	137	12
2. Conciliation et arbitrage	1 919	1 919	1 535	19	145	182
3. Normes de travail	250	250	232	2	14	1
4. Soutien administratif et technique	634	634	449	19	34	103
Permanents ¹	22	22				22
Permanents ²		14	14			
TOTAL :	5 154*	5 168	4 334	79	330	320

¹ Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers, L.Q., 1975, c. 57 et modifications.² Code du travail, L.R.Q., c. C-27 et modifications.

* Excluant 3 792 574 \$ de crédits votés et 3 370 \$ de crédits permanents transférés au ministère du Travail pour la période du 16 décembre 1982 au 31 mars 1983, en vertu de la Loi sur le ministère du Travail et modifiant d'autres dispositions législatives, L.Q., 1982, c. 53.

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-12**AIDE FINANCIÈRE À LA COMMISSION DE LA
SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL**

TOTAL :	13 851*	13 851		
---------	---------	--------	--	--

* Excluant 6 925 496 \$ transférés au ministère du Travail pour la période du 16 décembre 1982 au 31 mars 1983, en vertu de la Loi sur le ministère du Travail et modifiant d'autres dispositions législatives, L.Q., 1982, c. 53.

PROGRAMME 3
Sommaire : page 1-12**FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROTECTION DE L'EMPLOI**

1. Aide financière relative à la formation professionnelle des adultes	18 802	18 198		
2. Aide financière aux comités de main-d'oeuvre	1 583	973		
3. Aide financière relative aux activités de placement de l'Office de la construction	4 000	4 000		
TOTAL :	24 385*	23 171		

* Excluant 1 882 900 \$ transférés au ministère du Travail pour la période du 16 décembre 1982 au 31 mars 1983, en vertu de la Loi sur le ministère du Travail et modifiant d'autres dispositions législatives, L.Q., 1982, c. 53.

Ce programme vise à établir le cadre des relations entre employeurs ou associations d'employeurs et salariés ou associations de salariés, à favoriser ces relations et à étendre des conditions de travail déjà négociées à des groupes de travailleurs non soumis à des conventions collectives.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
1	5	26		5	
	31	3	2	2	
		1			
1		12		16	
2	36	42	2	23	

Ce programme vise la protection des travailleurs en s'assurant de la sécurité et de l'hygiène au travail.

		13 851
--	--	--------

Ce programme vise à doter la main-d'œuvre de la formation nécessaire pour l'obtention et la conservation des emplois et à faciliter, au besoin, son reclassement.

	18 198
	973
	4 000
	23 171

MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-12**CRÉATION D'EMPLOIS***

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services

* Les crédits initiaux de 62 800 000 \$ ont été transférés au programme « Administration des programmes de main-d'oeuvre et de sécurité du revenu » du ministère et à divers autres ministères.

PROGRAMME 5
Sommaire : page 1-18**SOUTIEN DU REVENU FAMILIAL**

1. Allocations familiales de base						
Permanents ³		4				
Permanents ⁴	180 034	177 337				
2. Allocations familiales supplémentaires pour enfants handicapés						
Permanents ⁴	11 191	9 124				
TOTAL :	191 225	186 465				

³ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modifications.

⁴ Loi sur les allocations familiales, L.R.Q., c. A-17 et modifications.

PROGRAMME 6
Sommaire : page 1-18**ALLOCATIONS DE MATERNITÉ**

TOTAL :	9 265	8 994				
---------	-------	-------	--	--	--	--

PROGRAMME 7
Sommaire : page 1-18**PRESTATIONS D'AIDE SOCIALE**

Votés	1 532 872	1 518 643				
Permanents ⁵		67				
TOTAL :	1 532 872	1 518 710				

⁵ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modifications.

Ce programme vise à constituer une provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'emploi, en particulier pour les bénéficiaires de l'aide sociale et pour les étudiants.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	

Ce programme vise à compenser une partie des charges familiales.

			4		177 337
					9 124
			4		186 461

Ce programme vise à assister financièrement la femme au travail bénéficiant d'un congé de maternité.

					8 994
--	--	--	--	--	-------

Ce programme vise à assurer à tout ménage un revenu fondé sur la différence entre ses ressources et ses besoins essentiels.

			67		1 518 643
			67		1 518 643

MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 8
Sommaire : page 1-18**ASSISTANCE-MALADIE**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		— AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Prestations de médicaments et d'appareils médicaux	56 474	56 474				
2. Prestations de services	26 727	26 727				
TOTAL :	83 201	83 201				

PROGRAMME 9
Sommaire : page 1-18**SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÈGEURS CRIS**

TOTAL :	9 152	8 653				
---------	-------	-------	--	--	--	--

PROGRAMME 10
Sommaire : page 1-18**RECHERCHE ET PLANIFICATION EN MATIÈRE DE TRAVAIL,
DE MAIN-D'OEUVRE ET DE SÉCURITÉ DU REVENU**

1. Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail	4 050	3 412	2 930	87	121	197
2. Recherche et planification en main-d'oeuvre et en sécurité du revenu	867	732	694	3	17	14
TOTAL :	4 917*	4 144	3 624	90	138	211

*Excluant 761 972 \$ transférés au ministère du Travail pour la période du 16 décembre 1982 au 31 mars 1983, en vertu de la Loi sur le ministère du Travail et modifiant d'autres dispositions législatives, L.Q., 1982, c. 53.

PROGRAMME 11
Sommaire : page 1-18**ADMINISTRATION DES PROGRAMMES DE MAIN-D'OEUVRE
ET DE SÉCURITÉ DU REVENU**

1. Administration du programme de formation professionnelle des adultes	2 894	2 629	2 435	30	75	78
2. Administration des services de main-d'oeuvre et d'aide sociale ⁶	170 832	156 930	58 569	9 079	2 838	157
3. Administration des allocations familiales	5 726	5 380				5 380
4. Administration de l'assistance-maladie	4 756	4 680				4 680
5. Administration de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes	1 228	813				
TOTAL :	185 436	170 432	61 004	9 109	2 913	10 295

⁶Excluant pour les prêts 9 400 000 \$ aux crédits autorisés et aux dépenses.

Ce programme vise à payer le coût de médicaments, d'appareils et de services dentaires et optométriques requis par les bénéficiaires de l'aide sociale.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
					56 474
					26 727
					83 201

Ce programme vise à doter l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris des sommes requises pour leur assurer une garantie de revenu lorsqu'ils s'adonnent à des activités traditionnelles.

					8 653
--	--	--	--	--	-------

Ce programme vise à favoriser l'acquisition des connaissances nécessaires à la mise en oeuvre de programmes et d'activités dans les domaines des relations de travail, de la main-d'oeuvre et de la sécurité du revenu, à procéder à l'évaluation de tels programmes et activités et à rendre disponibles les connaissances acquises sur le marché du travail.

4	7	34	5	22	5
		2		2	
4	7	36	5	24	5

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au ministère en matière de main-d'oeuvre et de sécurité du revenu.

		11			
34	330	1 248	509	97	84 069
					813
34	330	1 259	509	97	84 882

MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 12
Sommaire : page 1-18**DIRECTION ET GESTION**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Direction	2 078	1 585	1 381	29	81	10
2. Soutien administratif et technique	19 081	16 838	9 824	490	1 822	446
3. Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	215	214	177		17	18
TOTAL :	21 374*	18 637	11 382	519	1 920	474

* Excluant 647 300 \$ transférés au ministère de l'Habitation et Protection du consommateur pour la période du 1er décembre 1982 au 31 mars 1983, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'Exécutif (L.R.Q., c. E-18 et modifications) et du décret 2530-82, et 378 566 \$ transférés au ministère du Travail pour la période du 16 décembre 1982 au 31 mars 1983, en vertu de la Loi sur le ministère du Travail et modifiant d'autres dispositions législatives, L.Q., 1982, c. 53.

PROGRAMME 13
Sommaire : page 1-18**DIRECTION ET GESTION DE LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES**

TOTAL :	3 857	3 409	2 648	185	257	163
---------	-------	-------	-------	-----	-----	-----

PROGRAMME 14
Sommaire : page 1-26**SÉCURITÉ DANS LES BÂTIMENTS ET DANS LES LIEUX PUBLICS**

1. Application des règles de sécurité Permanents ⁷	11 815	11 815 11	10 554	118	976	6
2. Soutien administratif et technique	2 010	2 009	1 865	77	45	2
TOTAL :	13 825*	13 835	12 419	195	1 021	8

⁷ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modifications.

* Excluant 9 470 370 \$ transférés au ministère de l'Habitation et Protection du consommateur pour la période du 1er décembre 1982 au 31 mars 1983, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'Exécutif (L.R.Q., c. E-18 et modifications) et du décret 2530-82.

TOTAL DES PROGRAMMES :

Votés	1 907 267	1 872 091	95 397	10 177	6 579	11 449
Permanents	191 247	186 579	14			22
	2 098 514	2 058 670	95 411	10 177	6 579	11 471

**FONCTIONNEMENT
– PERSONNEL****– AUTRES DÉPENSES****TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES :**

105 588

23 243

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère et à permettre l'obtention des avis nécessaires à l'élaboration de ses politiques en matière de travail et de main-d'oeuvre.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipe- ment	
	40	34	1	9	
426	1 355	640	51	1 784	
	1	1			
426	1 396	675	52	1 793	

Ce programme vise à procurer à la commission les ressources et les services nécessaires pour entendre toute demande, requête et appel relevant de sa juridiction.

11	94	38	6	7	
----	----	----	---	---	--

Ce programme vise la protection du public en s'assurant de la sécurité et de l'hygiène dans les bâtiments, les lieux publics et les installations techniques.

8	6	110	4	33	
			11		
1	1	16	1	1	
9	7	126	16	34	

486	1 870	2 176	579 82	1 978	1 741 400 186 461
486	1 870	2 176	661	1 978	1 927 861
				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
				1 978	1 927 861

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-18**RÉGIME D'ASSURANCE-MALADIE****Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre du régime d'assurance-maladie et les frais d'administration afférents.**

ÉLÉMENTS	1982-1983		TRANSFERT
	Crédits autorisés	Dépenses	
1. Services médicaux Permanents ¹	1 037 468	919 216	919 216
2. Services optométriques Permanents ¹	26 103	22 743	22 743
3. Services dentaires Permanents ¹	79 961	60 674	60 674
4. Médicaments et services aux personnes âgées Permanents ¹	112 903	105 204	105 204
5. Autres services Permanents ¹	13 755	13 083	13 083
6. Administration Permanents ¹	43 690	41 700	41 700
TOTAL :	1 313 880	1 162 620	1 162 620

¹ Une prévision de 1 313 880 000 \$ et une dépense au Fonds des services de santé de 1 162 620 487 \$; y compris une contribution du Fonds consolidé du revenu de 494 050 070 \$ pour les dépenses en excédent de la moitié de la contribution des employeurs au Fonds des services de santé équivalent à 668 570 417 \$ (voir page 1-42) concernant la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, L.R.Q., c. R-5 et modifications.

TOTAL DU PROGRAMME :
Permanents

1 313 880 1 162 620

1 162 620

TRANSFERT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES :

1 162 620

REVENU

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-24**ADMINISTRATION FISCALE**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Perception	72 771	69 446	41 706	16 862	6 195	688
Permanents ¹	12 850	12 201				12 201
Permanents ²	2 900	1 893				1 893
Permanents ³	1 995	6 811				6 811
Permanents ⁴	3 575	2 282				2 282
Permanents ⁵	54	42				42
Permanents ⁶	25 500	28 257				
2. Vérification	39 968	37 246	33 663	171	2 463	184
3. Soutien technique	15 480	14 189	12 228	379	122	402
4. Direction et soutien administratif	5 741	5 183	4 471	257	98	201
5. Service au public et à l'entreprise	13 400	12 431	6 465	1 112	540	393
TOTAL :	194 234	189 981	98 533	18 781	9 418	25 097

¹ Loi concernant l'impôt sur la vente en détail, L.R.Q., c. I-1 et modifications.² Loi concernant la taxe sur les carburants, L.R.Q., c. T-1 et modifications.³ Loi concernant l'impôt sur le tabac, L.R.Q., c. I-2 et modifications.⁴ Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie, L.R.Q., c. T-3 et modifications.⁵ Loi concernant la taxe sur les télécommunications, L.R.Q., c. T-4 et modifications.⁶ Loi sur le ministère du Revenu, L.R.Q., c. M-31 et modifications.PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-18**SUPPLÉMENT AU REVENU DE TRAVAIL ET ADMINISTRATION
DE LOGIRENTE**

1. Supplément au revenu de travail	23 132	20 169	180	128	25	5
2. Administration de logirente	328	218	42	73	103	
TOTAL :	23 460	20 387	222	201	128	5

PROGRAMME 3
Sommaire : page 1-18**REMBOURSEMENTS À CERTAINS TRAVAILLEURS AUTONOMES D'UNE
PARTIE DE LEURS CONTRIBUTIONS AU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC**

TOTAL :						
Permanents ⁷	1 320	805				

⁷ Loi sur le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes, L.R.Q., c. P-1 et modifications.

Ce programme vise à percevoir les sommes dues par les mandataires et contribuables assujettis aux lois fiscales et à réprimer l'évasion et la fraude fiscale.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
749	2 689	376	8	173	
			28 257		
4	5	701		55	
157	240	489	9	163	
1	7	26	108	14	
		3 777	1	143	
911	2 941	5 369	28 383	548	

Ce programme vise à fournir un supplément au revenu des travailleurs à faible revenu en leur versant des prestations basées sur le revenu du ménage; il vise également à administrer le programme d'allocation-logement en faveur des personnes âgées.

37	9	19 785
37	9	19 785

Ce programme vise à alléger la contribution de certains travailleurs autonomes au régime de rentes du Québec.

	805
--	-----

REVENU

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-26**CONTRÔLE DES JEUX DE HASARD ET DES COURSES**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
Votés	2 881	2 710	1 652	110	93	577
Permanents ⁸	6	12				
TOTAL :	2 887	2 722	1 652	110	93	577

⁸ Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, L.R.Q., c. L-6 et modifications.PROGRAMME 5
Sommaire : page 1-8**AIDE FINANCIÈRE À L'INDUSTRIE DES COURSES DE CHEVAUX**

TOTAL :						
Permanents ⁹	4 146	7 639				

⁹ Loi sur les licences, L.R.Q., c. L-3 et modifications.

TOTAL DES PROGRAMMES :						
Votés	173 701	161 592	100 407	19 092	9 639	2 450
Permanents	52 346	59 942				23 229
	226 047	221 534	100 407	19 092	9 639	25 679
			FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES :			119 499		73 065	

Ce programme vise à protéger le public à l'occasion de l'organisation et la conduite de jeux de hasard et de courses sur lesquelles le pari mutuel est permis.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
3	25	64	2 12	184	
3	25	64	14	184	

Ce programme vise à promouvoir l'industrie des courses de chevaux.

					7 639
914	2 966	5 470	128 28 269	741	19 785 8 444
914	2 966	5 470	28 397	741	28 229
				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
				741	28 229

TRANSPORTS

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-12**SYSTÈMES DE TRANSPORTS TERRESTRES**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica- tions	Services	Entretien	Loyers
1. Inventaires et recherches	6 565	5 292	4 575	119	140	294	8	9
2. Transport des personnes	343 577	343 104	1 287	63	70	7 037	1	13
Permanents ¹	400	400						
Permanents ²		293		56	25	202		5
3. Transport des marchandises	1 222	990	714	3	27	167		7
TOTAL :	351 764	350 079	6 576	241	262	7 700	9	34

¹ Loi de la Communauté urbaine de Québec, L.Q., 1969, c. 83 et modifications.² Loi favorisant la poursuite des objets de la ligue de taxis de Montréal inc., L.Q., 1982, c. 24 et modifications.PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-12**CONTRÔLE DES LOIS ET RÈGLEMENTS DE TRANSPORT**

TOTAL :	7 605	6 481	5 365	57	148	24	154	26
---------	-------	-------	-------	----	-----	----	-----	----

PROGRAMME 3
Sommaire : page 1-12**CONSTRUCTION DU RÉSEAU ROUTIER**

1. Construction d'autoroutes	144 398	139 606		
2. Construction de routes principales	111 406	105 598		
3. Construction de routes régionales	51 408	40 971		
4. Construction d'autres routes	86 573	79 062		
TOTAL :	393 785	365 237		

Ce programme vise à connaître, améliorer et coordonner les systèmes de transport et à apporter une aide financière aux services de transport en commun.

		CAPITAL – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
Fourni- tures	Autres dé- penses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Im- mobili- sations	Autres dé- penses	
47	2							98			
40	2							5 670			328 921 400
5											
2											70
94	4							5 768			329 391

Ce programme vise à assurer le respect des lois et règlements des transports sur le territoire du Québec.

426	1						280		
-----	---	--	--	--	--	--	-----	--	--

Ce programme vise à l'implantation et à l'amélioration du réseau routier.

	20 239	1 441	1 458	9 595	540	3 109	384	98 757	4 083
	16 499	4 201	1 885	5 528	1 764	3 668	660	69 481	1 912
	10 485	3 621	581	1 198	1 779	2 211	60	20 524	512
	10 372	4 450	646	1 435	8 889	7 130	51	44 398	1 691
	57 595	13 713	4 570	17 756	12 972	16 118	1 155	233 160	8 198

TRANSPORTS

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-12**CONSERVATION DU RÉSEAU ROUTIER**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien	Loyers
1. Conservation des chaussées et des éléments de confort	161 219	158 108	42 348	20 264	1 800	337	48 472	13 803
2. Conservation des structures	23 972	20 554	2 414	3 145	23	164	9 545	973
3. Conservation des équipements de contrôle et de sécurité	31 701	29 532	6 783	1 896	826	23	2 976	270
4. Exploitation d'hiver	130 436	123 112	24 276	3 711	518	50	36 609	2 644
5. Activités de soutien	34 164	31 986	14 212	3 153	179	5 458	1 840	479
6. Soutien en matériel	53 509	51 273	17 103	1 049	161	390	2 637	127
TOTAL :	<u>435 001</u>	<u>414 565</u>	<u>107 136</u>	<u>33 218</u>	<u>3 507</u>	<u>6 422</u>	<u>102 079</u>	<u>18 296</u>

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-12**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	3 184	2 708	2 197	120	113	156		47
2. Soutien administratif	32 694	25 767	18 334	2 849	947	925	36	1 297
3. Soutien technique	5 270	4 626	2 665	251	35	1 110	102	220
4. Aide à l'amélioration du réseau municipal	14 202	13 872	87	409	7	144	2 307	298
TOTAL :	<u>55 350</u>	<u>46 973</u>	<u>23 283</u>	<u>3 629</u>	<u>1 102</u>	<u>2 335</u>	<u>2 445</u>	<u>1 862</u>

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-12**COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC**

TOTAL :	<u>9 786</u>	<u>8 389</u>	<u>7 189</u>	<u>301</u>	<u>347</u>	<u>92</u>	<u>34</u>	<u>214</u>
---------	--------------	--------------	--------------	------------	------------	-----------	-----------	------------

Ce programme vise à maintenir la qualité du réseau routier.

		CAPITAL – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
Fourni- tures	Autres dé- penses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Im- mobili- sations	Autres dé- penses	
30 459	190						4	431			
4 261	4										25
16 687	1							70			
24 843	2							1			30 458
5 680	3	12	165		25	136	334	30	280		
21 226	4						2	8 572		2	
103 156	204	12	165		25	136	340	9 104	280	2	30 483

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

35	5						4	8				23
397	24							958				
171	4							68				
1 131												9 489
1 734	33						4	1 034				9 512

Ce programme vise à délivrer des permis de transport ou de location, à fixer des taux et tarifs de transport ou de location et à statuer sur l'adjudication ou le prix des contrats de transport d'écoliers.

156	5							51				
-----	---	--	--	--	--	--	--	----	--	--	--	--

TRANSPORTS

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 7
Sommaire : page 1-12**TRANSPORTS MARITIME ET AÉRIEN**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien	Loyers
1. Transport maritime	22 953	20 947	715	49	37	89	438	18
2. Transport aérien ³	8 078	7 434	667	120	28	52	12	596
TOTAL :	31 031	28 381	1 382	169	65	141	450	614

³ Excluant pour les prêts 11 400 000 \$ aux crédits autorisés et aux dépenses.PROGRAMME 8
Sommaire : page 1-24**TRANSPORT AÉRIEN GOUVERNEMENTAL**

1. Transport des personnes et des marchandises	9 940	8 991	4 199	116	187	113	974	17
2. Protection de la forêt	7 326	6 320	1 873	352	211	158	2 348	82
TOTAL :	17 266	15 311	6 072	468	398	271	3 322	99

PROGRAMME 9
Sommaire : page 1-14**TRANSPORT SCOLAIRE**

1. Aide au transport scolaire	253 963	252 488						
2. Soutien administratif	939	741	641		17	41	1	30
TOTAL :	254 902	253 229	641		17	41	1	30

TOTAL DES PROGRAMMES :

Votés	1 556 090	1 487 952	157 644	38 027	5 821	16 824	108 494	21 170
Permanents	400	693		56	25	202		5
	1 556 490	1 488 645	157 644	38 083	5 846	17 026	108 494	21 175

FONCTIONNEMENT
– PERSONNEL

– AUTRES DÉPENSES

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES :

195 727

262 969

Ce programme vise à assurer le maintien, l'amélioration et le développement des services de transport maritime et aérien.

Fourni- tures	Autres dé- penses	CAPITAL – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES						Autres dé- penses	TRANSFERT
		Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Im- mobili- sations		
144					267	1	7	2	1 426	5	17 749
58	8		6	1	68	13	99	163	5 304		239
202	8		6	1	335	14	106	165	6 730	5	17 988

Ce programme vise à fournir des services spécialisés de transport aérien à des fins gouvernementales.

3 071	110							204		
1 162	52							82		
4 233	162							286		

Ce programme vise à permettre aux institutions des niveaux primaire et secondaire d'assurer les services de transport aux étudiants.

10								1			252 488
10								1			252 488

110 006 5	417	57 607	13 884	4 571	18 116	13 122	16 568	17 844	240 170	8 205	639 462 400
110 011	417	57 607	13 884	4 571	18 116	13 122	16 568	17 844	240 170	8 205	639 862
		CAPITAL – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
		71 491		318 596						639 862	

TRAVAIL

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-12**RELATIONS ET NORMES DE TRAVAIL**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Protection des droits d'association et d'accréditation	1 065	855	741	10	74	8
2. Conciliation et arbitrage	1 072	754	489	4	71	172
3. Normes de travail	164	85	75		9	
4. Soutien administratif et technique	1 492	314	247		7	38
Permanents ¹	3	14				14
Permanents ²		224	112		57	35
TOTAL:	3 796*	2 246	1 664	14	218	267

¹ Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers, L.Q., 1975, c. 57 et modifications.² Code du travail, L.R.Q., c. C-27 et modifications (Conseil des services essentiels).

* Ce montant de 3 795 944 \$ a été transféré du ministère de la Main-d'œuvre et Sécurité du revenu pour la période du 16 décembre 1982 au 31 mars 1983, en vertu de la Loi sur le ministère du Travail et modifiant d'autres dispositions législatives, L.Q., 1982, c. 53.

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-12**AIDE FINANCIÈRE À LA COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA
SÉCURITÉ DU TRAVAIL**

TOTAL:	6 925*	6 438		
---------------	---------------	--------------	--	--

* Ce montant de 6 925 496 \$ a été transféré du ministère de la Main-d'œuvre et Sécurité du revenu pour la période du 16 décembre 1982 au 31 mars 1983, en vertu de la Loi sur le ministère du Travail et modifiant d'autres dispositions législatives, L.Q., 1982, c. 53.

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-12**FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROTECTION DE L'EMPLOI**

TOTAL:	1 883*	1 531		
---------------	---------------	--------------	--	--

* Ce montant de 1 882 900 \$ a été transféré du ministère de la Main-d'œuvre et Sécurité du revenu pour la période du 16 décembre 1982 au 31 mars 1983, en vertu de la Loi sur le ministère du Travail et modifiant d'autres dispositions législatives, L.Q., 1982, c. 53.

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-18**RECHERCHE ET PLANIFICATION EN MATIÈRE DE TRAVAIL,
DE MAIN-D'OEUVRE ET DE SÉCURITÉ DU REVENU**

TOTAL:	762*	762	574	18	49	99
---------------	-------------	------------	------------	-----------	-----------	-----------

* Ce montant de 761 972 \$ a été transféré du ministère de la Main-d'œuvre et Sécurité du revenu pour la période du 16 décembre 1982 au 31 mars 1983, en vertu de la Loi sur le ministère du Travail et modifiant d'autres dispositions législatives, L.Q., 1982, c. 53.

Ce programme vise à établir le cadre des relations entre employeurs ou associations d'employeurs et salariés ou associations de salariés, à favoriser ces relations et à étendre des conditions de travail déjà négociées à des groupes de travailleurs non soumis à des conventions collectives.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
	4	16		2	
4	9	5			
			1		
	1	18		3	
	3	5		12	
4	17	44	1	17	

Ce programme vise à la protection des travailleurs en s'assurant de la sécurité et de l'hygiène au travail.

					6 438
--	--	--	--	--	-------

Ce programme vise à doter la main d'oeuvre de la formation nécessaire pour l'obtention et la conservation des emplois et à faciliter, au besoin, son reclassement.

					1 531
--	--	--	--	--	-------

Ce programme vise à favoriser l'acquisition des connaissances nécessaires à la mise en oeuvre de programmes et d'activités dans les domaines des relations de travail, de la main-d'oeuvre et de la sécurité du revenu, à procéder à l'évaluation de tels programmes et activités et à rendre disponibles les connaissances acquises sur le marché du travail.

1	1	8	3	2	7
---	---	---	---	---	---

TRAVAIL

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire : page 1-18**DIRECTION ET GESTION**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		— AUTRES DÉPENSES	
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services
1. Direction	57	57	47	1	4	1
2. Soutien administratif et technique	191	191	98	5	35	7
3. Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	130	79	60		4	15
TOTAL :	378*	327	205	6	43	23

* Ce montant de 378 566 \$ a été transféré du ministère de la Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu pour la période du 16 décembre 1982 au 31 mars 1983, en vertu de la Loi sur le ministère du Travail et modifiant d'autres dispositions législatives, L.Q., 1982, c. 53.

TOTAL DES PROGRAMMES :						
Votés	13 741	11 066	2 331	38	253	340
Permanents	3	238	112		57	49
	13 744	11 304	2 443	38	310	389

			FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		— AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES :			2 481		813	

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère et à permettre l'obtention des avis nécessaires à l'élaboration de ses politiques en matière de travail et de main-d'oeuvre.

				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipement	
	2	1		1	
10	13	8	1	14	
10	15	9	1	15	
15	30	56	5	22	7 976
	3	5		12	
15	33	61	5	34	7 976
				CAPITAL – AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
				34	7 976

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-24**ALLOCATION DE L'ESPACE ET DE L'ÉQUIPEMENT**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communi- cations	Services	Entretien	Loyers
1. Acquisition d'espaces existants	101 441	101 299	1 641	13	126	8 470		90 502
Permanents ¹		298						298
Permanents ²		42						42
2. Construction d'immeubles	54 288	54 253	2 418	109	164	50	4	1
3. Aménagement fixe de l'espace	15 135	12 079	2 042	68	52	61	3 881	
4. Fourniture d'ameublement et d'accessoires	5 491	4 894	653	4	915		3	
5. Gestion interne et soutien	2 064	2 015	1 804	111	57		1	3
TOTAL :	178 419	174 880	8 558	305	1 314	8 581	3 889	90 846

¹ Loi électorale, L.R.Q., c. E-3.1 et modifications.² Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, L.R.Q., c. P-38.1 et modifications.PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-24**EXPLOITATION DES IMMEUBLES**

1. Conservation et réparation des immeubles	16 524	12 593	3 044	39	77	34	3 700	23
2. Opération des immeubles	50 610	48 146	11 740	197	116	112	15 008	30
3. Sécurité et stationnement	17 963	17 268	12 987	68	63	3 813	19	5
4. Services gouvernementaux	21 345	20 584	3 859	255	15 652	7	166	30
5. Soutien logistique du Nord	7 923	6 909	763	2 953	608	12	73	570
6. Gestion interne et soutien	10 015	8 722	7 466	295	279	15	219	17
TOTAL :	124 380	114 222	39 859	3 807	16 795	3 993	19 185	675

Ce programme vise à fournir, aménager et équiper les immeubles construits, achetés ou loués en fonction des besoins des ministères.

		CAPITAL – AUTRES DÉPENSES					
Fourni- tures	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Fourni- tures	Équipe- ment	Immobili- sations	Autres dépenses
28	125		15			358	21
16		3	3 527	93	98	47 757	13
123			653	10	992	4 197	
51	3				3 265		
37				2			
255	128	3	4 195	105	4 355	52 312	34

Ce programme vise à entretenir, gérer et assurer la sécurité des immeubles gouvernementaux et à fournir à leurs occupants un service des postes et messageries.

1 129	1		370	288	344	3 542	2
20 576	11				356		
237					76		
345	1				269		
1 865	1				64		
271					160		
24 423	14		370	288	1 269	3 542	2

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 3
Sommaire : page 1-24**APPROVISIONNEMENT**

ÉLÉMENTS	1982-1983		FONCTIONNEMENT – PERSONNEL		– AUTRES DÉPENSES			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Communi- cations	Services	Entretien	Loyers
TOTAL:	5 413	4 896	4 470	198	76	23	5	6

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-24**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	2 290	1 762	1 469	50	85	91	3	7
2. Soutien administratif Permanents ³	5 578	4 831 7	3 619	128	71	189	50	192
3. Planification et attribution de l'espace	1 363	1 019	968	20	11	4		12
TOTAL:	9 231	7 619	6 056	198	167	284	53	211

³ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modifications.

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	317 443	301 270	58 943	4 508	18 352	12 881	23 132	91 398
Permanents		347						340
	317 443	301 617	58 943	4 508	18 352	12 881	23 132	91 738

FONCTIONNEMENT
– PERSONNEL

– AUTRES DÉPENSES

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

63 451

171 462

Ce programme vise à effectuer les achats du gouvernement aux meilleures conditions pour l'économie du Québec et à assurer le fonctionnement du répertoire des fournisseurs et des loueurs de machinerie lourde.

		CAPITAL – AUTRES DÉPENSES					
Fourni- tures	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Fourni- tures	Équipe- ment	Immobili- sations	Autres dépenses
93					25		

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

54					3		
346	35 7				201		
4							
404	42				204		

25 175	177 7	3	4 565	393	5 853	55 854	36
25 175	184	3	4 565	393	5 853	55 854	36

		CAPITAL – AUTRES DÉPENSES					
			66 704				

SECTION 2

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

Cette catégorie d'opérations regroupe les activités de placements, les opérations du compte des régimes de retraite de même que les variations des comptes du fonds de roulement du Gouvernement (Autres comptes*), à l'exception de l'encaisse.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	2-3
Placements	2-4
Compte des régimes de retraite	2-6
Autres comptes*	2-6

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1983
(MILLIERS \$)

SOMMAIRE

Placements	- 135 037
Compte des régimes de retraite	+ 1 051 147
Autres comptes	- 103 457
Surplus	+ 812 653

N.B.: Le signe (-) signifie un besoin de financement et
le signe (+) signifie une source de financement.

2-4

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1983

(MILLIERS \$)

PLACEMENTS

SOMMAIRE

	Actions	Obligations et billets	Prêts et avances	Total
Entreprises du gouvernement du Québec	104 450	5 010	(13 178)	96 282
Municipalités et organismes municipaux		(1 565)	12	(1 553)
Particuliers, sociétés et autres	2		40 306	40 308 (2)
	<u>104 452</u>	<u>3 445</u>	<u>27 140</u>	<u>135 037</u>

DÉTAIL

	Déboursés(1)	Recettes	Redresse- ments	Total
Entreprises du gouvernement du Québec				
Actions et mise de fonds				
Raffinerie de sucre du Québec	5 000		13 000(3)	18 000
Société de développement autochtone de la Baie James	250			250
Société de développement des industries de la culture et des communications	2 500			2 500
Société générale de financement du Québec	40 000			40 000
Société nationale de l'amiante	12 200			12 200
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	5 000			5 000
Société québécoise d'initiatives pétrolières	26 500			26 500
	<u>91 450</u>		<u>13 000</u>	<u>104 450</u>
Obligations				
Société d'habitation du Québec	<u>445</u>	<u>726</u>	<u>5 291(4)</u>	<u>5 010</u>
Prêts et avances*				
Office de l'électrification rurale		444		(444)
Office du crédit agricole du Québec		16 525		(16 525)
Raffinerie de sucre du Québec			(2 000) (3)	(2 000)
Régie de l'assurance automobile du Québec	27	388		(361)
Sidbec	146 732	138 753	2 068(5)	10 047
Société de développement coopératif	2 000			2 000
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	1 000	5 320		(4 320)
Société d'habitation du Québec	1 790	304	(5 291) (4)	(3 805)
Société du parc industriel du centre du Québec	1 930			1 930
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	<u>300</u>			<u>300</u>
	<u>153 779</u>	<u>161 734</u>	<u>(5 223)</u>	<u>(13 178)</u>
	<u>245 674</u>	<u>162 460</u>	<u>13 068</u>	<u>96 282</u>

DÉTAIL (suite)

	Déboursés(1)	Recettes	Redresse- ments	Total
Municipalités et organismes municipaux				
Obligations et billets		1 565		(1 565)
Prêts et avances		68	80(5)	12
		1 633	80	(1 553)
Particuliers, sociétés et autres				
Actions et mises de fonds				
Dentrite Associates Inc.	2			2
Prêts et avances*				
Particuliers				
Étudiants	3 846	1 374	660(6)	3 132
Pêcheurs	5 061	2 078		2 983
	8 907	3 452	660	6 115
Sociétés et autres				
Avances et fonds locaux aux employés du Gouvernement	13 256	1 634	(281) (7)	11 341
Bureau de Transfert Technologique et Trans-Technique International Inc.	45			45
Coopératives	196	545		(349)
Corporations industrielles	10 173	3 471	(311) (8)	6 391
Fonds renouvelable du Service de la cartographie	300			300
Fonds renouvelable des publications gouvernementales	2 500			2 500
Les Calcites et Dolomie Matawin Inc.	525			525
Les Fermes Boval Inc.	175			175
Librairie Dussault Ltée	2 508			2 508
Pêcheurs	67	712		(645)
1848-7199 Québec Inc.	11 400			11 400
	41 145	6 362	(592)	34 191
	50 052	9 814	68	40 306
	50 054	9 814	68	40 308

*Excluant 369 692 486 \$ de prêts et avances à l'Office des autoroutes du Québec radiés le 1er avril 1982 et 706 010 \$ pour le fonds local transféré au ministère des Transports et dont la contrepartie a été portée à la dette nette.

(1) Y compris les montants à payer.

(2) Excluant la variation de la provision pour créances irrécouvrables de 4 933 553 \$ portée à la dette nette.

(3) Montant de 11 000 000 \$ porté aux revenus et 2 000 000 \$ transférés de prêts et avances à actions et mise de fonds.

(4) Montant de 5 290 488 \$ transféré de prêts et avances à obligations et billets.

(5) Intérêts capitalisés.

(6) Montant de 674 331 \$ porté aux revenus et 13 946 \$ portés à la dépense.

(7) Montant de 68 828 \$ porté aux revenus et 350 200 \$ portés à la dépense.

(8) Incluant des intérêts capitalisés de 90 256 \$ et 401 106 \$ portés à la dépense.

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES**Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

DÉTAIL	Cotisations des partici- pants et con- tributions de certains organismes +	Contributions du Gouverne- ment à titre d'employeur -	Pensions et autres paiements =	Excédent
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	1 292	613 456	28 687	586 061
Régime de retraite des enseignants	104 286	361 241	150 968	314 559
Régime de retraite des fonctionnaires	74 841(1)	141 245(2)	115 482	100 604
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec	11 386	41 507	7 095	45 798
Régime de retraite des membres de la Législature	548	2 853	3 401	
Régime de retraite des juges et coroners	1 384	6 396	3 655	4 125
	<u>193 737</u>	<u>1 166 698(3)</u>	<u>309 288</u>	<u>1 051 147</u>

(1) Y compris des contributions de certains organismes de 7 703 473 \$ pour le service courant et 18 017 000 \$ pour le service passé.

(2) Excluant 9 730 000 \$ pour les obligations de l'Office des autoroutes du Québec, envers ce régime, transférées au Gouvernement le 1er avril 1982 et dont la contrepartie a été portée à la dette nette.

(3)	Service courant(a)	Service passé	Intérêt(b)	Total
R.R.E.G.O.P.	353 909		259 547	613 456
Autres régimes				
Enseignants (R.R.E.)	119 035	162 304	79 902	361 241
Fonctionnaires (R.R.F.)	47 305	65 436	28 504	141 245
Membres de la Sûreté du Québec	15 940	15 246	10 321	41 507
Membres de la Législature	1 050	1 803		2 853
Juges et coroners	3 528	1 685	1 183	6 396
	<u>540 767</u>	<u>246 474</u>	<u>379 457</u>	<u>1 166 698</u>

(a) 140% des cotisations des employés à l'exception du R.R.E.G.O.P., du R.R.E. et du R.R.F. où la contribution du Gouvernement à titre d'employeur est égale à celle de l'employé depuis le 1er juillet 1982 (L.Q., 1982, c. 33).

(b) Intérêt sur le solde du compte au 31 mars précédent.

AUTRES COMPTES

DÉTAIL	31 mars 1983	31 mars 1982	Montants portés à la dette nette	Variation(1)
Comptes d'actif:				
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	32 605	36 361	451(2)	+ 4 207
Comptes à recevoir:				
Agents et mandataires	924 814	876 113		- 48 701
Autres débiteurs	815 067	675 534	(103 844)(2)(3)	- 243 377
Intérêts courus	24 677	31 348	(6 947)(2)	- 276
Comptes de passif:				
Chèques en circulation	331 894	197 864		+ 134 030
Avances des fonds en fidéicommis	48 645	43 733		+ 4 912
Compte d'accords de perception fiscale	181 381	177 411		+ 3 970
Comptes à payer	856 523	1 006 171	(2 173)(2)	- 151 821
Intérêts courus	743 473	549 161	(713)(2)	+ 193 599
Excédent des comptes du passif sur les comptes de l'actif	<u>(364 753)</u>	<u>(354 984)</u>	<u>(113 226)</u>	<u>- 103 457</u>

(1) Le signe (-) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

(2) Actifs et passifs de l'Office des autoroutes du Québec transférés au Gouvernement le 1er avril 1982 et dont la contrepartie a été portée à la dette nette.

(3) Variation de la provision pour créances irrécouvrables de 104 329 176 \$.

SECTION **3**

FINANCEMENT

Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	3-3
Variation de l'encaisse	3-4
Nouveaux emprunts	3-4
Remboursements d'emprunts	3-6
Variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère	3-9

FINANCEMENT**Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

SOMMAIRE

Page	Besoins financiers nets	
1-2	Opérations budgétaires — déficit	-3 049 030
2-3	Opérations non budgétaires — surplus	+ 812 653
		<u>-2 236 377</u>
	Financement	
3-4	Variation de l'encaisse	- 75 462
3-4	Nouveaux emprunts	+2 761 814
3-6	Moins: remboursements d'emprunts (1)	- 449 975
		<u>+2 236 377</u>

N.B. Le signe (-) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

(1) Y compris 57 560 674 \$ de contributions aux fonds d'amortissement.

3-4

FINANCEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1983

(MILLIERS \$)

VARIATION DE L'ENCAISSE

DÉTAIL	31 mars 1983	31 mars 1982	Variation (1)
Espèces en banque	37 605	37 591	- 14
Placements temporaires	284 775	209 327	- 75 448
Emprunts temporaires			
Encaisse	322 380	246 918	- 75 462

(1) Le signe (-) signifie une augmentation de l'encaisse.

NOUVEAUX EMPRUNTS

SOMMAIRE		
Bons du trésor		315 000
Obligations négociables	1 671 980	
remboursables à demande	680 564	
non négociables	5 321	2 357 865
		2 672 865
Autres emprunts		88 949
		2 761 814

DÉTAIL

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale	Montants
Bons du trésor					
Émis					4 020 000
Remboursés					3 705 000
Augmentation nette					315 000
Obligations					
Négociables					
En monnaie du Canada					
1982-04-15	1989-04-15	16,50A	100,00		50 000
1982-07-30	1988-05-01	17,20	100,00		150 000
1982-09-01	1988-09-01	16,75A	100,00		50 000
1982-09-08	1989-09-08	15,25	100,00		125 000
1982-10-18	1989-04-18	14,45	100,00		150 000
1982-11-10	1987-11-10	12,75	100,00		150 000
1982-11-22	1992-11-23	13,75	100,00		50 000
1982-12-22	1992-12-22	12,75	99,75		75 000
1982-12-22	1992-12-22	12,75	98,75		85 000
1982-12-22	2002-12-22	13,25	98,30		40 000
1983-03-15	1988-06-15	11,55	100,00		125 000
1983-03-15	1993-03-15	12,35	100,00		50 000
					1 100 000

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale	Montants
En monnaie des États-Unis					
1982-10-07	1989-09-22	14,25A	98,25	50 000	61 844
1982-11-01	1990-11-01	13,00A	100,00	150 000	183 717
				200 000 \$ É.-U.	245 561 (1)
En monnaie du Japon					
1982-08-27	1988-1992-08-27	8,70	100,00	20 000 000 Yens	98 095 (1)
En unités monétaires européennes (E.C.U.)					
1983-03-10	1989-03-10	11,50A	100,00	50 000 E.C.U.	57 719 (1)
En monnaie des Pays-Bas					
1983-02-15	1988-02-15	7,50A	99,00	100 000 Florins	45 641 (1)
En monnaie de la Suisse					
1982-12-29	1985-1992-12-29	5,75A	100,00	100 000 F.S.	60 761 (1)
En monnaie du Royaume-Uni					
1982-08-15	1989-08-15	14,50A	100,00	30 000 L.S.	64 203 (1)
					1 671 980
Remboursables à demande					
En monnaie du Canada					
Obligations d'épargne du Québec					
1981-06-01	1996-06-01	16,00 — 10,50 (2)	100,00		2 375
1982-06-01	1997-06-01	16,50 — 10,50	100,00		678 189
					680 564
Non négociables					
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Régime de pensions du Canada					
1982-1983	2002-2003	12,01 — 16,53	100,00		5 321
					2 357 865
Autres emprunts					
En monnaie du Canada					
Emprunt escompté					
1982-06-14	1988 — 1992-06-14	8,50A (4)	66,809		33 404
En monnaie du Royaume-Uni					
1982-07-09	1992-07-09	15,00	100,00	25 000 L.S.	55 545 (1)
					88 949 (3)
					2 761 814

A Intérêts payables annuellement

(1) Équivalent canadien de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.

(2) Les taux d'intérêt ont été modifiés, voir page 5-36.

(3) Excluant un billet de 50 583 068 \$ émis à l'Office des autoroutes du Québec, réduit à 27 082 408 \$, après déduction d'un fonds d'amortissement de 23 500 660 \$, relativement à l'intégration des opérations de l'Office à celles du Gouvernement.

(4) Le taux effectif pour l'acheteur est 16,29% puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 50 000 000 \$ à l'échéance pour un capital versé de 33 404 500 \$.

FINANCEMENT**Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS

SOMMAIRE

Obligations – négociables		225 548
– remboursables à demande		<u>163 418</u>
		388 966
Autres emprunts		<u>3 448</u>
Emprunts remboursés		392 414
Contributions aux fonds d'amortissement: obligations	54 712	
autres emprunts	<u>2 849</u>	<u>57 561</u>
		<u><u>449 975</u></u>

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL

		Valeur nominale	
Date d'échéance	Date d'émission	En monnaie étrangère	En équivalent canadien
Obligations			
Négociables			
En monnaie du Canada			
1982-04-01	1978-04-05		3 400
1982-04-15	1971-04-15		2 905
1982-05-01	1979-05-01		1 764
1982-05-01	1979-05-01		1 380
1982-05-01	1979-05-01		1 328
1982-08-01	1962-08-01		31 265 (1)
1982-08-21	1979-02-21		30 000
1982-09-04	1974-09-04		25
1982-11-01	1973-01-01		830
1982-11-07	1974-11-07		50 000
1986-12-01	1966-12-01*		129
1982-12-15	1971-12-15		2 500
			<u>125 526</u>
Assumées			
Institut Armand-Frappier			
1982-04-01			168
Hôpital St-Luc			
1982-10-01			658
			<u>826</u>
Négociables			
			<u>126 352</u>
En monnaie des États-Unis			
1983-01-15	1976-01-15	75 000	75 161 (2)
1997-06-01	1972-06-01**	6 000	5 901 (2)
1995-11-01	1977-11-01**	2 400	2 670 (2)
1988-01-15	1973-01-15**	1 000	999 (2)
1985-03-01	1970-03-01**	900	964 (2)
		<u>85 300</u>	<u>85 695</u>
Assumées			
Construction du boulevard Métropolitain de Montréal			
1983-02-01	1960-02-01	1 117	1 131
1982-11-01	1962-11-01	1 534	1 553
		<u>2 651</u>	<u>2 684 (2)</u>
		87 951 \$ É.-U.	88 379***

* Obligations rétractables à toutes dates de paiement d'intérêt.

** Remboursements contractuels

*** À la date de réalisation des emprunts

3-8

FINANCEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1983

(MILLIERS \$)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL

Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale		
		En monnaie étrangère	En équivalent canadien	
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne 1982-07-01	1972-07-01	10 000 D.M.	3 123 (2)	
En monnaie de la France 1982-06-15	1972-06-15	12 000 F.F.	2 415 (2)	
En monnaie du Japon 1982-09-28	1972-09-28	1 000 000 Yens	3 268 (2)	
En unité de compte européenne 1982-12-17	1979-12-17	1 000 U.C.E.	2 011 (2)	225 548
Remboursables à demande				
Obligations d'épargne du Québec				
1982-06-01	1972-06-01		24 321	
1983-04-01	1973-04-01		1 327	
1988-06-01	1978-06-01		5 226	
1989-06-01	1979-06-01		4 452	
1995-06-01	1980-06-01		57 311	
1996-06-01	1981-06-01		31 220	
1997-06-01	1982-06-01		39 561	163 418
				388 966
Autres emprunts				
En monnaie du Canada				
Gouvernement du Canada				
Zones spéciales				
1982-04-01	1972 — 1979-04-01		1 731	
Institutions universitaires			467	
Office des autoroutes du Québec				
1982-07-15			1 250	3 448
				392 414
Emprunts remboursés				
Contributions aux fonds d'amortissement				
Pour détail, voir page 5-42			54 712	
voir page 5-45			2 849	57 561
Total				449 975

(1) Excluant 1 158 \$ de contributions du Fonds d'amortissement.

(2) La variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère apparaît à la page suivante.

**Variation du change sur les remboursements
d'emprunts en monnaie étrangère**

		Équivaient canadien de la valeur nominale			
		Valeur nominale	À la date de réalisation	À la date du remboursement	Variation
En monnaie des États-Unis					
Obligations négociables					
1983-01-15	1976-01-15	75 000	75 161	92 153	16 992
1997-06-01	1972-06-01	6 000	5 901	7 454	1 553
1995-11-01	1977-11-01	2 400	2 670	2 940	270
1988-01-15	1973-01-15	1 000	999	1 229	230
1985-03-01	1970-03-01	900	964	1 105	141
Obligations assumées					
Construction du boulevard Métropolitain de Montréal		2 651	2 684	3 076	392
		<u>87 951</u>	<u>\$ É.-U.</u>	<u>88 379</u>	<u>107 957</u>
					<u>19 578</u>
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne					
1982-07-01	1972-07-01	10 000 D.M.	3 123	5 245	2 122
En monnaie de la France					
1982-06-15	1972-06-15	12 000 F.F.	2 415	2 435	20
En monnaie du Japon					
1982-09-28	1972-09-28	1 000 000 Yens	3 268	4 686	1 418
En unités de compte européennes					
1982-12-17	1979-12-17	1 000 U.C.E.	2 011	1 356	(655)
Total			99 196	121 679	22 483 (1)

(1) Montant inscrit aux opérations de l'année.

SECTION

4

ACTIF ET PASSIF**DETTE NETTE**

TABLE DES MATIÈRES

ACTIF ET PASSIF

PAGE

Actif et passif

4-2

Dette nette

4-4

Notes complémentaires

4-5

4-2

ACTIF ET PASSIF**au 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

ACTIF

	1983	1982
Page		
	37 605	37 591
5-3 Espèces en banque	284 775	209 327
Placements temporaires	32 605	36 361
Esèces et effets en main et dépôts en circulation	1 739 881	1 551 647
5-4 Comptes à recevoir	24 677	31 348
5-5 Intérêts courus (note 4)		
	2 119 543 *	1 866 274
5-6 Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances	6 252 203	6 525 613
5-6 Entreprises du gouvernement du Québec (notes 3 et 4)	72 738	74 291
5-14 Municipalités et organismes municipaux	153 340	117 260
5-22 Particuliers, sociétés et autres		
	6 478 281	6 717 164
5-25 Autres éléments d'actif	2 210	2 210
TOTAL DE L'ACTIF	8 600 034	8 585 648
DETTE NETTE	14 225 644	10 652 655
	22 825 678	19 238 303

Le contrôleur des finances,
Guy Langlois, c.a.

Le sous-ministre des Finances,
Robert Normand

Québec, le 21 novembre 1983.

PASSIF

	1983	1982
Page		
Chèques en circulation	331 894	197 864
Avances des fonds en fidéicommiss	48 645	43 733
5-26 Compte d'accords de perception fiscale	181 381	177 411
5-27 Comptes à payer (note 5)	856 523	1 006 171
5-27 Intérêts courus	743 473	549 161
	<u>2 161 916 *</u>	<u>1 974 340</u>
5-28 Compte des régimes de retraite (note 6)	<u>4 488 671</u>	<u>3 427 794</u>
5-28 Bons du trésor	1 325 000	1 010 000
5-29 Obligations moins fonds d'amortissement (note 7)	13 252 934	11 338 747
5-43 Autres emprunts moins fonds d'amortissement (note 7)	1 597 157	1 487 422
	<u>16 175 091</u>	<u>13 836 169</u>
TOTAL DU PASSIF	<u><u>22 825 678</u></u>	<u><u>19 238 303</u></u>

Passifs éventuels et engagements financiers (note 8)

* Ces actifs de 2 119 543 000 \$ et ces passifs de 2 161 916 000 \$ reflètent une situation déficitaire de 42 373 000 \$ du Fonds consolidé du revenu au 31 mars 1983.

DETTE NETTE**Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

	1983	1982
Solde au début	10 652 655	12 059 002
Déficit des opérations budgétaires	3 049 030	2 888 233
Intégration de l'Office des autoroutes du Québec (note 4)	414 696	
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	109 263	79 488
Inscription des actions d'Hydro-Québec attribuées au Ministre des Finances et payés à même les bénéfices nets accumulés de cette société d'État jusqu'au 31 décembre 1980		(4 374 109)
Régularisation des autres éléments d'actif suite au recensement de 1981		41
Solde à la fin	14 225 644	10 652 655

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

1 – Conventions comptables

Les états financiers du gouvernement du Québec ont été préparés en conformité avec les conventions comptables apparaissant à la page 13. L'énoncé énumère les principales conventions comptables ayant fait l'objet de décisions du Conseil du trésor et l'exposé du Contrôleur des finances y apporte des précisions pour les fins de leur application pratique.

Les états financiers du gouvernement du Québec comprennent les comptes relatifs au Fonds consolidé du revenu et ceux du Fonds des services de santé.

À ces états, sont généralement inscrites toutes les opérations financières des ministères listés à l'annexe 1 et celles des organismes figurant à cette même annexe pour autant que les dépenses de fonctionnement de ces derniers imputables sur les crédits sont faites sur le Fonds consolidé du revenu et leurs revenus y sont généralement crédités. Cette liste exclut les organismes et les entreprises d'État qui bénéficient de paiements de transfert à même ce Fonds.

2 – Les dépenses en capital

Les dépenses en capital incluses dans les dépenses de l'année 1982-1983 et s'élevant à 535,6 millions \$ (569,5 millions \$ en 1981-1982) ainsi que la liste des biens en capital apparaissent à la section 2 du volume 2 des Comptes publics.

3 – Placements

Les placements dans les entreprises du gouvernement du Québec sont inscrits comme suit :

	1983	1982
	(millions \$)	(millions \$)
Hydro-Québec – au montant de ses réserves au 31 décembre 1980	4 374,1	4 374,1
Autres – au coût	1 878,1	2 151,5
	<u>6 252,2</u>	<u>6 525,6</u>

La Loi sur l'Hydro-Québec (L.R.Q., c. H-5) stipule que le total des réserves d'Hydro-Québec au 31 décembre 1980 est imputé au paiement total de 43 741 090 actions attribuées au Ministre des Finances. Jusqu'au 31 décembre 1980, les bénéfices nets accumulés d'Hydro-Québec étaient attribués à des réserves pour le renouvellement du réseau, pour éventualités et pour stabilisation de taux. Le Gouvernement a comptabilisé les actions qui lui ont été attribuées au montant porté au capital-actions émis d'Hydro-Québec; le compte placements dans les entreprises du gouvernement du Québec a été ainsi augmenté en 1982 de 4 374,1 millions \$ et la dette nette réduite d'autant.

Les comptes des entreprises du gouvernement du Québec sont présentés à leurs propres états financiers et conséquemment, sont exclus de ceux du Gouvernement.

À titre d'information, l'annexe 2 montre l'avoir du Gouvernement dans ses entreprises au montant de 7 373,7 millions \$ (7 048,6 millions \$ en 1982), y compris 62,9 millions \$ en 1983 pour celles dans lesquelles il n'a pas d'apport. Cet avoir comprend les montants inscrits au 31 mars 1983 augmentés des excédents et des réserves accumulés par certaines entreprises et diminués des déficits accumulés par d'autres.

4 – Intégration de l'Office des autoroutes du Québec

La Loi modifiant la Loi sur les autoroutes et d'autres dispositions législatives (chapitre 49 des lois de 1982) a intégré le 1er avril 1982, les activités de l'Office des autoroutes du Québec au ministère des Transports, l'Office ne conservant comme seule activité que le remboursement de sa dette obligataire.

Le 1er avril 1982, le Ministre des Finances a émis un billet en faveur de l'Office au montant de la dette obligataire de l'Office et des intérêts courus au 1er avril 1982, diminué du fonds d'amortissement

accumulé à l'égard de cette dette. Ce billet au montant de 27,8 millions \$ imputé à la dette nette comporte les termes, le taux d'intérêt et les autres conditions compatibles avec la complète exécution des obligations de l'Office en ce qui concerne le remboursement de sa dette obligataire.

L'actif de l'Office au 1er avril 1982, à l'exception du fonds d'amortissement de sa dette obligataire ainsi que le passif de l'Office à cette même date, sauf le capital et les intérêts de sa dette obligataire, ont été comptabilisés dans les comptes du Gouvernement.

L'écart entre l'actif et le passif ainsi comptabilisé, selon les conventions comptables en usage au gouvernement du Québec, au montant de 386,9 millions \$, a été porté à la dette nette.

L'effet de cette intégration au 1er avril 1982 dans les livres du Gouvernement se résume comme suit :

	Millions \$
Additions au passif	
Émission d'un billet à payer à l'Office des autoroutes	27,8
Compte des régimes de retraite	9,7
Comptes à payer	2,2
	<u>39,7</u>
Additions et élimination à l'actif	
Élimination des avances et des intérêts courus à recevoir de l'Office	376,6
Additions à divers éléments d'actif	
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	0,4
Comptes à recevoir	0,5
Placements – Particuliers, sociétés et autres	0,7
	<u>(1,6)</u>
	<u>375,0</u>
Montant total porté à la dette nette	<u>414,7</u>

Dû au fait que les conventions comptables en usage au gouvernement du Québec et à l'Office des autoroutes du Québec diffèrent, l'avoir du Gouvernement dans l'Office au 1er avril 1982 de 38,8 millions \$ s'est traduit lors de l'intégration par une perte comptable de 414,7 millions \$ portée à la dette nette, dont la différence de 453,5 millions \$ s'explique comme suit :

Les actifs suivants n'apparaissent pas à l'état de l'actif et du passif du Québec selon les conventions comptables.

	Millions \$
Immobilisations	
Voies à péage et équipement	451,2 *
Stocks de matériaux et fournitures et frais reportés	2,3
	<u>453,5</u>

* Ces immobilisations apparaissent à la liste des biens en capital publiée à la section 2 du volume 2 des Comptes publics.

5 – Comptes à payer

Le montant de 856,5 millions \$ représente la partie non acquittée du coût des opérations du Gouvernement comptabilisée au 31 mars 1983 (1 006,2 millions \$ en 1982). Cependant, en raison de certaines dispositions des conventions comptables et de la Loi sur l'administration financière, il arrive que, tant au cours des années antérieures

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

res qu'au cours de l'année courante, des dépenses encourues n'aient pu être imputées sur un crédit et être portées aux comptes à payer. L'estimation de ces comptes à payer non inscrits au 31 mars 1983 apparaît à l'annexe 3 et s'élève à 1 343,8 millions \$ (1 431,3 millions \$ en 1982).

6 – Compte des régimes de retraite

Ce passif est composé d'un montant de 2 930,7 millions \$ pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et d'un montant de 1 558,0 millions \$ pour les autres régimes. En 1982, les soldes se chiffraient respectivement à 2 344,6 et 1 083,2 millions \$.

a) Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Le montant de 2 930,7 millions \$ ne comprend pas 1 297,2 millions \$ pour d'autres obligations du Gouvernement envers ce Régime dont les estimations ont été établies aux dates mentionnées ci-après.

En effet, les obligations du Gouvernement relatives aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce Régime et celles découlant des crédits de rentes octroyés à certains retraités du secteur des Affaires sociales, sont estimées par la Commission administrative du régime de retraite à 841,3 millions \$ au 31 décembre 1982 et cette estimation est basée sur les données de population et les hypothèses utilisées pour leur évaluation actuarielle au 31 décembre 1981 dont le montant s'élevait à 762,7 millions \$ à cette date. Cette estimation tient compte des opérations financières effectuées au cours de l'année 1982.

De plus, les obligations du Gouvernement relatives aux régimes supplémentaires de rentes gérés par la Commission s'élevaient à 28,2 millions \$ selon l'évaluation actuarielle au 31 décembre 1981. Celles représentant l'insuffisance de la contribution du Gouvernement au titre des intérêts depuis l'avènement du Régime, soit le 1er juillet 1973, sont estimées à 427,7 millions \$ au 31 mars 1983.

b) Autres régimes de retraite

Au 31 mars 1983, le montant inscrit aux livres du Gouvernement à l'égard du passif de ces régimes de retraite est de 1 558,0 millions \$ (1 083,2 millions \$ en 1982).

Les obligations envers les participants des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec, de la Législature et de la Magistrature sont à la charge du Gouvernement. La Commission administrative du régime de retraite dont l'année financière correspond à l'année civile, a estimé le passif envers ces régimes à 10 733,6 millions \$ au 31 décembre 1982, basé sur les données de population de 1981. Au 31 décembre 1981, cette estimation était de 10 545,8 millions \$ basée sur les données de population de 1978. Cependant, cette dernière estimation a été révisée à 9 640,8 millions \$ selon les évaluations actuarielles basées sur les données de population de 1981 ainsi que sur les hypothèses alors retenues.

De plus, la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite (chapitre 33 des lois de 1982) a pour effet de modérer la progression du déficit des régimes de retraite à l'égard du service postérieur au 30 juin 1982 que l'on aurait obtenu autrement et, partant, la progression du passif actuariel. En effet, cette Loi a principalement pour objet de diminuer annuellement les dépenses budgétaires et les besoins financiers du Gouvernement à l'égard du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants. Tout en préservant les droits acquis des pensionnés et des participants de ces régimes, la Loi prévoit pour le service futur seulement, les principales modifications suivantes :

— Les coûts des régimes sont partagés également à compter du 1er juillet 1982 entre l'employé et l'employeur.

— Pour la portion de la pension reliée aux années de service acquises après le 30 juin 1982, l'indexation de la pension est calculée selon l'augmentation de l'indice des prix à la consommation réduite de 3%.

7 – Obligations et autres emprunts en monnaie étrangère

Les obligations et autres emprunts en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation et d'acceptation des dettes. Si les taux de change en vigueur au 31 mars 1983 avaient été appliqués à ces obligations et autres emprunts, ces dettes auraient été augmentées de 306,2 millions \$ (341,9 millions \$ en 1982), dont 5,9 millions \$ pour le montant venant à échéance au cours de l'année financière 1983-1984.

8 – Passifs éventuels et engagements financiers

Les emprunts garantis par le Gouvernement s'élèvent à 19 432,4 millions \$ au 31 mars 1983 (17 838,4 millions \$ en 1982), dont 17 611,4 millions \$ se rapportent aux emprunts d'Hydro-Québec. Les engagements financiers totalisent 7 131,8 millions \$ à cette date (6 735,8 millions \$ en 1982 : montant redressé). Ces passifs éventuels et engagements financiers sont présentés sommairement à l'annexe 4.

9 – Chiffres comparatifs

En 1982-1983, le Gouvernement a changé la dénomination de certains ministères et a procédé à des transferts de services entre ministères. Les crédits constitués principalement des coûts relatifs à l'assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics et à l'administration des régimes de retraite du personnel de la Fonction publique et des enseignants ont été alloués à la Commission administrative du régime de retraite alors qu'antérieurement, ils apparaissaient au ministère de la Fonction publique.

Les crédits pour les coûts des programmes du secteur Habitation et du programme Protection du consommateur en provenance du Conseil exécutif apparaissent maintenant au ministère de l'Habitation et Protection du consommateur. De plus, ce ministère s'est vu confier la responsabilité dans le domaine de la sécurité dans les édifices publics qui était auparavant au ministère du Travail, Main-d'œuvre et Sécurité du revenu qui est devenu le ministère de la Main-d'œuvre et Sécurité du revenu, à compter du 16 décembre 1982. À cette même date, le ministère du Travail a été créé.

La Charte de la langue française a été transférée à compter du 9 septembre 1982 du ministère de l'Éducation au ministère des Communautés culturelles et Immigration et l'Office des services de garde à l'enfance a été transféré du ministère des Affaires sociales au ministère du Conseil exécutif à compter du 1er avril 1982.

Par ailleurs, le Service du commerce extérieur qui, auparavant était au ministère de l'Industrie, Commerce et Tourisme, a été transféré pour une période de deux mois au Conseil exécutif et, par la suite, le ministère du Commerce extérieur a été créé. Un budget lui a été accordé par le Gouvernement à même le Fonds consolidé du revenu pour la période du 19 janvier au 31 mars 1983.

Enfin, l'administration de la Loi sur le courtage immobilier a été transférée du ministère des Institutions financières et Coopératives au ministère de l'Habitation et Protection du consommateur à compter du 2 février 1983.

Pour tenir compte de ces nouvelles dénominations, des transferts de juridiction et de certaines autres reclassifications, les données de 1982 ont été redressées pour correspondre à la présentation des états financiers de 1983.

L'intégration des opérations de l'Office des autoroutes du Québec au 1er avril 1982 n'a pas été appliquée rétroactivement.

Affaires culturelles	Environnement
Bureau de surveillance du cinéma	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Commission des biens culturels	Conseil consultatif de l'environnement
Affaires intergouvernementales	Finances
Affaires municipales	Curatelle publique (du 1er avril 1982 au 16 décembre 1982)
Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec	Fonction publique
Commission municipale du Québec	Commission de la fonction publique
Commission nationale de l'aménagement	Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique
Affaires sociales	Habitation et Protection du consommateur
Conseil des affaires sociales et de la famille	Office de la protection du consommateur
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Régie des entreprises de construction du Québec
Commission de protection du territoire agricole du Québec	Régie du logement
Office du crédit agricole du Québec	Société d'habitation du Québec
Régie des assurances agricoles du Québec	Industrie, Commerce et Tourisme
Régie des grains du Québec	Société de développement industriel du Québec
Régie des marchés agricoles du Québec	Société du parc industriel du centre du Québec
Assemblée nationale	Institutions financières et Coopératives
Commerce extérieur	Commission des valeurs mobilières du Québec
Commission administrative du régime de retraite	Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Communautés culturelles et Immigration	Justice
Commission d'appel de francisation des entreprises	Commission de police du Québec
Commission de surveillance de la langue française	Commission de refonte des lois et des règlements
Commission de toponymie	Commission des droits et libertés de la personne du Québec
Conseil de la langue française	Commission québécoise des libérations conditionnelles
Office de la langue française	Comité de la protection de la jeunesse
Communications	Protection civile du Québec
Commission d'accès à l'information	Régie des permis d'alcool du Québec
Régie des services publics	Tribunal de l'expropriation
Conseil exécutif	Loisir, Chasse et Pêche
Conseil de la politique scientifique du Québec	Régie de la sécurité dans les sports
Conseil du statut de la femme	Main-d'œuvre et Sécurité du revenu
Commission de la représentation	Commission des affaires sociales
Office de planification et de développement du Québec	Régie de l'assurance-maladie du Québec
Office des personnes handicapées du Québec	Revenu
Office des services de garde à l'enfance	Régie des loteries et courses du Québec
Conseil du trésor	Transports
Éducation	Commission des transports
Conseil des collèges	Travail
Conseil des universités	Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre
Conseil supérieur de l'éducation	Conseil des services essentiels
Office des professions du Québec	Travaux publics et Approvisionnement
Énergie et Ressources	
Régie de l'électricité et du gaz	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)
AVOIR DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (1)
(MILLIERS \$)

ANNEXE 2

	Montant inscrit au 31 mars 1983	Excédents, réserves ou (déficits) accumulés (2)	Avoir du Gouvernement	
			1983	1982
ENTREPRISES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT DÉTIENT UN PLACEMENT				
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	10 000		10 000	10 000
Hydro-Québec (1982-12-31)	4 374 109	1 344 616	5 718 725	4 926 037
Office de l'électrification rurale	2 111		2 111	2 555
Office des autoroutes du Québec				415 228
Office du crédit agricole du Québec	184 550	3 139	187 689	203 625
Raffinerie de sucre du Québec	18 000	(2 681)	15 319	13 013
Régie de l'assurance automobile du Québec				361
Régie de l'assurance-dépôts du Québec	6 400		6 400	6 400
Sidbec (1982-12-31)	603 496	(394 785)	208 711	350 401
Société d'aménagement de l'Outaouais	35 113	(22 845)	12 268	16 918
Société de cartographie du Québec	3 000	(1 160)	1 840	2 497
Société de développement autochtone de la Baie James	2 750		2 750	2 500
Société de développement coopératif	20 620	262	20 882	18 892
Société de développement de la Baie James (1982-12-31)	60 000	2 537	62 537	63 267
Société de développement des industries de la culture et des communications	11 000	(765)	10 235	8 012
Société de développement immobilier du Québec	74 666	(10 032)	64 634	63 429
Société de développement industriel du Québec	32 944	11 199	44 143	47 411
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec — Rexfor	73 730	14 257	87 987	97 226
Société des alcools du Québec (1983-03-26)	30 000	14 773	44 773	33 037
Société des loteries et courses du Québec	170	10 891	11 061	9 646
Société des traversiers du Québec	1 500	568	2 068	1 966
Société d'habitation du Québec (1982-12-31)	148 726	7 244	155 970	152 195
Société du parc industriel du centre du Québec	39 986	(2 315)	37 671	35 932
Société générale de financement du Québec (1982-12-31)	206 934	41 047	247 981	218 390
Société nationale de l'amiante	49 097	(18 141)	30 956	35 556
Société québécoise d'exploration minière — SOQUEM	89 000	49 743	138 743	131 080
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires — SOQUIA	40 300	1 391	41 691	43 292
Société québécoise d'initiatives pétrolières — SOQUIP	134 000	(205)	133 795	105 269
Société du parc industriel, commercial et aéroportuaire de Mirabel et Société inter-port de Québec	1	9 767	9 768	5 903
	6 252 203	1 058 505	7 310 708	7 020 038

ENTREPRISES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT NE DÉTIENT PAS DE PLACEMENT

Centre de recherche industrielle du Québec	16 354	16 354	12 084
Corporation d'hébergement du Québec	29 685	29 685	10 245
Société de la Place des Arts de Montréal (1982-09-01)	9 794	9 794	
Société de radio-télévision du Québec (1982-08-31)	7 039	7 039	6 352
Société du Grand Théâtre de Québec (1982-08-31)	(215)	(215)	(145)
Société du Palais des Congrès de Montréal	286	286	
	62 943	62 943	28 536
	6 252 203	1 121 448	7 373 651
			7 048 574

(1) Les entreprises énumérées sont celles dont la majorité des administrateurs sont nommés par le Gouvernement à l'exception de la Société de développement autochtone de la Baie James. Ne sont pas compris, par ailleurs, les organismes gestionnaires de fonds d'assurance et ceux de type fiduciaire à l'exception des apports du Gouvernement consentis sous forme de dotation et d'avances au Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers et à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

(2) Au 31 mars 1983, sauf lorsque indiqué à une autre date à la suite du nom de l'entreprise. Ces excédents et réserves accumulés ou déficits sont ceux apparaissant aux états financiers vérifiés des entreprises selon les conventions comptables qui prévalent pour chacune d'elles, lesquelles diffèrent substantiellement de celles du Gouvernement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)
ESTIMATION DES COMPTES À PAYER NON INSCRITS AU 31 MARS 1983
(MILLIERS \$)

ANNEXE 3

**Pour des dépenses de fonctionnement et de capital
encourues au 31 mars 1983 et non comptabilisées**

	1983	1982
Marchandises livrées et services rendus	11 007	21 954
Indemnités d'expropriations afférentes à des biens dont le Gouvernement avait pris ou pouvait légalement prendre possession avant le 1er avril	38 695	49 636
Solde dû sur les biens achetés à terme	3 331	3 807
	53 033	75 397

**Pour des dépenses de transfert afférentes à des frais
encourus au 31 mars 1983 et non comptabilisées**

	Année 1982-1983 (1)	Années antérieures (1)		
Institutions de santé et établissements de services sociaux	55 516 (2)	345 631 (2)	55 516 (2) 345 631 (2)	429 698 (2)
			401 147	429 698
Commissions scolaires Fonctionnement	(71 036) (3)	469 238 (4) 210 621 (5)	(71 036) (3) 469 238 (4) 210 621 (5)	(19 649) (3) 403 920 (4) 239 368 (5)
			608 823	623 639
Transport	45 990 (6)	11	46 001	49 574
Collèges d'enseignement général et professionnel	49 292 (6)		49 292	48 287
Universités	74 087 (6)		74 087	70 482
Institutions privées d'enseignement	25 186 (6)		25 186	19 561
	179 035	1 025 501	1 204 536	1 241 241
À verser à des commissions de transport pour les frais de fonctionnement			62 991 (7)	87 862
À verser à divers organismes et personnes			23 209	26 769
			86 200	114 631
			1 343 769	1 431 269

(1) Des institutions subventionnées.

(2) Ces arrérages accumulés au cours des années 1974 à 1983 sont susceptibles d'être révisés suite au parachèvement des travaux d'analyse des états financiers des institutions de santé et des établissements de services sociaux. Des surplus à récupérer de 37,0 millions \$ en 1983 et de 16,3 millions \$ en 1982 ont été diminués des déficits accumulés. Au cours de 1982-1983, une somme de 90,1 millions \$ a été versée sur les arrérages au 31 mars 1982 révisés pour un montant plus élevé de 6,0 millions \$.

(3) Excédent des dépenses de transfert imputées sur les crédits par rapport aux dépenses de fonctionnement encourues au cours de l'année financière du Gouvernement.

(4) En 1983, pour le dernier versement de 15% pour l'année scolaire 1981-1982 et en 1982 celui pour l'année scolaire 1980-1981.

(5) Arrérages pour les années scolaires 1979-1980 et antérieures dont 28,7 millions \$ ont été versés en 1982-1983. Le solde de ces arrérages est prévu être remboursé d'ici le 31 mars 1987.

(6) Les dépenses à payer proviennent de la différence entre le coût réel des frais encourus par les institutions durant les années financières du Gouvernement et les paiements des dépenses de transfert imputés sur les crédits des années financières du Gouvernement.

	Dépenses annuelles encourues par les institutions en regard des années financières du Gouvernement		Répartition des dépenses de transfert imputées sur les crédits des années financières du Gouvernement		
	Année financière du Gouvernement en cours	Année financière du Gouvernement subséquent	en cours	Année financière du Gouvernement subséquent	à compter de
	%	%	%	%	
Commissions scolaires					
Fonctionnement	70	30	70	15,15(8)	1979-1980
Transport	70	30	50	50	1975-1976
Cégeps	75	25	68	32	1979-1980
Universités	83,3	16,7	75	25	1970-1971
Institutions privées d'enseignement	70	30	60	40	1969-1970

(7) Pour les déficits d'exploitation de 1979 de la C.T.C.U.M. et de la C.T.R.S.M. (73 927 milliers \$ en 1982). Ces déficits seront remboursés d'ici avril 1988.

(8) 15% au cours de la première année subséquente et 15% au cours de la deuxième année subséquente.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**PASSIFS ÉVENTUELS ET ENGAGEMENTS FINANCIERS****ANNEXE 4**

(MILLIERS \$)

	1983	1982
EMPRUNTS GARANTIS		
Hydro-Québec	17 611 423	16 269 701
Régie des installations olympiques	665 604	673 893
Sidbec	360 950	113 550
Autres entreprises du gouvernement du Québec	324 515	371 775
Prêts aux étudiants	436 836	360 226
Municipalités, particuliers et sociétés	33 105	49 240
	<u>19 432 433</u>	<u>17 838 385</u>
ENGAGEMENTS FINANCIERS		
Budgétaires:		
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	2 669 502	2 607 467
Institutions de santé et établissements de services sociaux	975 731	880 455
Municipalités et organismes municipaux		
Construction du métro et autres dépenses en capital	769 450	702 888
Assainissement des eaux	386 343	261 869
Autres	47 468	46 805
Pour des marges de crédit bancaire autorisées en faveur des commissions scolaires, des institutions de santé et des établissements de services sociaux pour dépenses en capital	732 768	492 825
Pour des dépenses en capital d'organismes municipaux		
Aqueducs, égouts et autres	228 609	250 723
Assainissement des eaux	799 766	854 312
Pour des congés de maladie accumulés par les employés du Gouvernement	230 997	294 096
Pour de l'aide financière à des entreprises du gouvernement du Québec, à l'habitation familiale et autres, imputable à des crédits permanents	90 891	111 794
	<u>6 931 525</u>	<u>6 503 234</u>
Non budgétaires:		
Solde à verser pour des apports de capitaux à des entreprises du gouvernement du Québec, imputable à des crédits permanents	200 250	232 600
	<u>7 131 775</u>	<u>6 735 834</u>

AUTRES PASSIFS ÉVENTUELS**Sidbec**

Le gouvernement du Québec a garanti, en vertu d'un contrat de cautionnement, les montants à être versés par Sidbec aux termes d'un contrat de parachèvement de son complexe intégré d'exploitation minière. Cette garantie prévoit principalement le versement de sommes en cas de manque de fonds de Sidbec-Normines Inc. ou de défaut en regard du remboursement du capital et des intérêts des obligations émises par Sidbec-Normines Inc. lesquelles s'élevaient au 31 mars 1983 à 466,6 millions\$ (474,4 millions\$ en 1982). Les obligations de Sidbec dans n'importe laquelle de ces situations ne pourraient être inférieures à sa quote-part de 50,1% de participation dans l'équité de Sidbec-Normines Inc.

Société générale de financement du Québec

Le gouvernement du Québec a garanti les montants à être versés par cette société aux termes du contrat de parachèvement relatif à la mise sur pied d'un complexe forestier intégré. Ce contrat prévoit principalement le versement de sommes en cas de manque de fonds de Donohue St-Félicien Inc. ou de défaut en regard du remboursement du capital et des intérêts des obligations émises par Donohue St-Félicien Inc. lesquelles s'élevaient au 31 mars 1983 à 148,5 millions\$ (158,0 millions\$ en 1982).

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers

Le Ministre des Finances est autorisé à verser au Fonds, à la demande de ce dernier, les sommes requises pour parfaire le paiement de ses obligations envers les prêteurs lequel doit s'effectuer d'abord à même ses revenus et, si ces derniers sont insuffisants, à même toute partie du capital du Fonds qui excède 10 millions\$.

Au 31 mars 1983 l'avoir du Fonds s'élevait à 13,2 millions\$ (13,3 millions\$ en 1982) et le solde en principal des prêts consentis à 1 326,7 millions\$ (1 221,7 millions\$ en 1982).

SECTION
5

ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIFAU 31 MARS 1983

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ACTIF	
Placements temporaires	5-3
Comptes à recevoir	5-4
Intérêts courus	5-5
Placements	5-6
Continuité de la provision pour créances irrécouvrables	5-24
Autres éléments d'actif	5-25
PASSIF	
Emprunts temporaires	5-26
Continuité du compte d'accords de perception fiscale	5-26
Comptes à payer	5-27
Intérêts courus	5-27
Continuité du compte des régimes de retraite	5-28
Bons du trésor	5-28
Obligations moins fonds d'amortissement	5-29
Autres emprunts	5-43
Échéancier sommaire des obligations et autres emprunts moins les fonds d'amortissement	5-45
Passifs éventuels	5-47
Engagements financiers	5-62
Échéancier sommaire des engagements financiers pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital	5-63

ACTIF**PLACEMENTS TEMPORAIRES**

(MILLIERS \$)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant	
				1983	1982
Dépôts à terme – Institutions financières					
En monnaie du Canada					
Banque de Montréal	1983-03-31	1983-04-05	7,00	24 976 }	25 000
Banque de Montréal	1983-03-31	1983-04-06	7,25	29 964 }	
Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal	1983-03-25	1983-04-05	8,875	14 960	
Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal	1983-03-28	1983-04-04	8,70	9 983	
Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal	1983-03-31	1983-04-06	7,70	9 987	
Banque Nationale du Canada	1983-03-28	1983-04-04	8,70	50 000 }	75 000
Banque Nationale du Canada	1983-03-29	1983-04-04	8,00	30 000 }	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1983-03-25	1983-04-04	8,75	25 000 }	25 000
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1983-03-28	1983-04-04	8,50	25 000 }	
Citibank	1983-03-31	1983-04-05	7,25	25 000	
Crédit Lyonnais	1983-03-28	1983-04-04	8,75	14 975	
Crédit Lyonnais	1983-03-31	1983-04-06	7,25	10 000	
Banque Canadienne Impériale de Commerce					50 000
Banque Nationale de Paris (Canada)					30 000
En monnaie des États-Unis					
Banque de Montréal	1983-03-31	1983-04-01	12,00	10 848(1)	
				280 693	205 000
Titres émis par le gouvernement du Québec					
En monnaie du Canada					
Obligations négociables	1977-12-07	1983-12-07	8,50	1 669	1 669
	1979-02-21	1982-08-21	10,25		245
	1979-02-21	1984-08-21	10,25	2 413	2 413
				4 082(2)	4 327(2)
				284 775	209 327

(1) Équivalent canadien au taux de change au 31 mars.

(2) Montant inscrit au coût.

COMPTES À RECEVOIR

(MILLIERS \$)

Nature des comptes à recevoir	Agents et mandataires — remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1983	1982	1983	1982	1983	1982
Revenus						
Impôt sur le revenu et les biens						
Impôt sur le revenu des particuliers	488 324	473 903	511 119	405 703	999 443	879 606
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	109 708	103 947			109 708	103 947
Impôt des sociétés			84 252	82 350	84 252	82 350
Droits de successions			13 938	10 361	13 938	10 361
Taxes à la consommation						
Ventes au détail	167 289	141 080	102 451	96 050	269 740	237 130
Carburants	85 921	99 205	6 569	7 929	92 490	107 134
Tabacs	23 801	19 535	3 498	1 751	27 299	21 286
Repas et hôtellerie	18 403	17 217	61 595	48 683	79 998	65 900
Autres	7 748	6 766	175	124	7 923	6 890
Droits et permis						
Ressources forestières			30 938	18 538	30 938	18 538
Véhicules automobiles	18 901	9 907			18 901	9 907
Autres	4 719	4 553	6 869	6 419	11 588	10 972
Revenus divers						
Ventes de biens et services			29 801	34 836	29 801	34 836
Autres			122 994	99 757	122 994	99 757
Transferts des sociétés d'État						
Société des alcools du Québec	-----	-----	15 275	14 400	15 275	14 400
Total des comptes à recevoir afférents aux revenus autonomes	----- 924 814	----- 876 113	----- 989 474	----- 826 901	----- 1 914 288	----- 1 703 014
Transferts du gouvernement du Canada						
Accès aux ressources forestières			23 203	8 089	23 203	8 089
Aide au transport urbain			11 761	8 245	11 761	8 245
Aide juridique			14 629	8 303	14 629	8 303
Assurance-récolte			11 586	5 307	11 586	5 307
Axes routiers prioritaires			1 143	616	1 143	616
Bilinguisme			73 354	19 015	73 354	19 015
Bilinguisme en éducation			4 123	2 899	4 123	2 899
Déficits d'exploitation de logements municipaux			27 470	14 959	27 470	14 959
Développement touristique			1 865	2 181	1 865	2 181
Enseignement aux enfants indiens			13 528	12 344	13 528	12 344
Équipements communautaires			1 292	4 071	1 292	4 071
Formation professionnelle des adultes			16 426	13 991	16 426	13 991
Infrastructures industrielles			1 653	2 042	1 653	2 042
Jeunes délinquants			11 138	24 994	11 138	24 994
Réseau routier de l'Outaouais			9 232	19 352	9 232	19 352
Supplément au loyer			6 486	4 315	6 486	4 315
Usine de papier-journal à Amos			160	6 724	160	6 724
Autres (1)			8 800	14 971	8 800	14 971
Total des comptes à recevoir afférents aux transferts du gouvernement du Canada			----- 237 849	----- 172 418	----- 237 849	----- 172 418
Dépenses et autres	-----	-----	----- 76 216 (2)	----- 61 006	----- 76 216	----- 61 006
Total des comptes à recevoir	----- 924 814	----- 876 113	----- 1 303 539 (3)	----- 1 060 325	----- 2 228 353	----- 1 936 438
Moins:						
Provision pour créances irrécouvrables			----- 488 472 (3)	----- 384 791	----- 488 472	----- 384 791
Comptes à recevoir à leur valeur de réalisation	----- 924 814	----- 876 113	----- 815 067	----- 675 534	----- 1 739 881	----- 1 551 647

(1) Comprend des montants inférieurs à 1 000 000 \$.

(2) Y compris 9 928 835 \$ représentant l'équivalent canadien au 31 mars d'un montant de 5 425 000 livres sterling en dépôt chez un agent à Londres pour de l'intérêt couru échéant le 1er avril 1983 sur un emprunt en monnaie du Royaume-Uni.

(3) Y compris des créances radiées de 648 130 \$ au cours de l'année financière 1982-1983.

INTÉRÊTS COURUS

(MILLIERS \$)

	1983	1982
Entreprises du gouvernement du Québec		
Office des autoroutes du Québec		6 947
Office du crédit agricole du Québec	4 380	4 405
Sidbec	1 132	4
Société d'habitation du Québec	13 731	13 019
Autres	1 160	1 903
	20 403	26 278
Municipalités et organismes municipaux	3 701	3 714
Coopératives et caisses populaires	250	208
Gouvernement du Canada	46	46
Placements temporaires et comptes de banques	277	1 102
	24 677	31 348

PLACEMENTS

(MILLIERS \$)

		Actions	
		1983	1982
Sommaire			
1	Entreprises du gouvernement du Québec	5 695 921	5 591 471
2	Municipalités et organismes municipaux (voir page 5-14)		
3	Particuliers, sociétés et autres (voir page 5-22)	22 105	22 103
		<u>5 718 026</u>	<u>5 613 574</u>

		Actions	
		1983	1982
Détail (selon la forme des placements)			
1	Entreprises du gouvernement du Québec		
1	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers (dotation)	10 000	10 000
2	Hydro-Québec	4 374 109	4 374 109
3	Office de l'électrification rurale		
4	Office des autoroutes du Québec		
5	Office du crédit agricole du Québec		
6	Raffinerie de sucre du Québec	18 000	
7	Régie de l'assurance automobile du Québec		
8	Régie de l'assurance-dépôts du Québec		
9	Sidbec	582 000	582 000
10	Société d'aménagement de l'Outaouais		
11	Société de cartographie du Québec	3 000	3 000
12	Société de développement autochtone de la Baie James	2 750	2 500
13	Société de développement coopératif		
14	Société de développement de la Baie James	60 000	60 000
15	Société de développement des industries de la culture et des communications	11 000	8 500
16	Société de développement immobilier du Québec	7 666 (2)	7 666 (2)
17	Société de développement industriel du Québec (dotation)	32 944	32 944
18	Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (Rexlor)	58 750	58 750
19	Société des alcools du Québec	30 000	30 000
20	Société des loteries et courses du Québec	170	170
21	Société des traversiers du Québec	1 500	1 500
22	Société d'habitation du Québec		
23	Société du parc industriel du centre du Québec		
24	Société générale de financement du Québec	191 934	151 934
25	Société nationale de l'amiante	49 097	36 897
26	Société québécoise d'exploration minière	89 000	89 000
27	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	40 000	35 000
28	Société québécoise d'initiatives pétrolières	134 000	107 500
29	Société du parc industriel, commercial et aéro-portuaire de Mirabel		
30	et Société inter-port de Québec	<u>1</u>	<u>1</u>
		<u>5 695 921</u>	<u>5 591 471</u>

(1) Déduction faite de la provision pour créances irrécouvrables.

(2) Dotation.

(3) Les avances, au 1^{er} avril 1982 ont été radiées (voir « Notes complémentaires » numéro 4, à la page 4-5).

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1983	1982	1983	1982	1983	1982	
133 952	128 942	422 330	805 200	6 252 203	6 525 613	1
65 581	67 146	7 157	7 145	72 738	74 291	2
505	505	130 730 (1)	94 652 (1)	153 340 (1)	117 260 (1)	3
200 038	196 593	560 217	906 997	6 478 281	6 717 164	

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1983	1982	1983	1982	1983	1982	
				10 000	10 000	1
				4 374 109	4 374 109	2
		2 111	2 555	2 111	2 555	3
		(3) 369 692	369 692	(3) 369 692	369 692	4
		184 550	201 075	184 550	201 075	5
			2 000	18 000	2 000	6
			361		361	7
		6 400	6 400	6 400	6 400	8
		21 496	11 449	603 496	593 449	9
		35 113	35 113	35 113	35 113	10
				3 000	3 000	11
				2 750	2 500	12
		20 620	18 620	20 620	18 620	13
				60 000	60 000	14
				11 000	8 500	15
		67 000	67 000	74 666	74 666	16
				32 944	32 944	17
		14 980	19 300	73 730	78 050	18
				30 000	30 000	19
				170	170	20
				1 500	1 500	21
133 952	128 942	14 774	18 579	148 726	147 521	22
		39 986	38 056	39 986	38 056	23
		15 000	15 000	206 934	166 934	24
				49 097	36 897	25
				89 000	89 000	26
		300		40 300	35 000	27
				134 000	107 500	28
				1	1	29-30
133 952	128 942	422 330	805 200	6 252 203	6 525 613	

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS

Entreprises du gouvernement du Québec

		1983	1982
1			
Fonds d'assurances-prêts agricoles et forestiers			
L.R.Q., c. A-29.1 et modifications, a. 20	Dotation	10 000 000 \$	10 000 000 \$
Le Ministre des Finances est autorisé à verser au fonds, à même le Fonds consolidé du revenu, en 3 versements annuels, égaux et consécutifs, 10 000 000 \$ pour la constitution d'une dotation en faveur du fonds.			
Au 31 mars 1983, le Ministre avait versé au fonds 10 000 000 \$.			
2			
Hydro-Québec			
L.R.Q., c. H-5 et modifications	Actions	4 374 109 000	4 374 109 000
Le fonds social autorisé de la Société est de 5 000 000 000 \$ divisé en 50 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. Ces actions sont attribuées au Ministre des Finances et peuvent être acquises par ce dernier avec l'approbation préalable du Gouvernement.			
Au 31 mars 1983, le Ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 43 741 090 actions. Ces actions ont été attribuées au Ministre des Finances et imputées au total des réserves de la Société au 31 décembre 1980.			
3			
Office de l'électrification rurale			
L.Q. 9, Geo. VI, c. 48 et modifications, a. 15	Avances	2 111 079	2 555 272
Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement à même les crédits votés par l'Assemblée nationale.			
4			
Office des autoroutes du Québec			
L.R.Q., c. A-34, a. 37			
L.Q., 1982, c. 49, a. 11, 12 et 13	Avances		369 692 486
Pour l'exécution de son mandat des avances furent consenties jusqu'au 31 mars 1982 à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement.			
Au 1 ^{er} avril 1982, ces avances furent radiées conformément à la « Loi modifiant la Loi sur les autoroutes et d'autres dispositions législatives » (L.Q., 1982, c. 49).			
Voir « Notes complémentaires » numéro 4, à la page 4-5).			
5			
Office du crédit agricole du Québec			
L.R.Q., c. C-75 et modifications, a. 18			
L.R.Q., c. C-78 et modifications, a. 46.3	Avances	184 550 000	201 075 000
Pour l'exécution du mandat de la Loi sur le crédit agricole et de celui de la Loi sur le crédit forestier, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement.			
Les remboursements en capital perçus par l'Office sur les prêts qu'il consent pour le crédit agricole sont remis au Ministre des Finances qui en dispose conformément à l'article 19 de la Loi sur le crédit agricole; les remboursements en capital sur les prêts consentis relativement à la Loi sur le crédit forestier sont remis au Fonds consolidé du revenu.			
Pour le solde non remboursé, au début de l'année financière, les intérêts sont calculés au taux moyen des emprunts à long terme ayant prévalu au cours de l'année où les avances ont été effectuées. Cependant, un montant de 550 000 \$ pour fonds de roulement ne porte pas intérêt.			
6			
Raffinerie de sucre du Québec			
L.R.Q., c. R-0.1 et modifications, a. 16, 17, 18, 19, 20 et 21	Actions	18 000 000	2 000 000
	Avances	18 000 000	2 000 000
Le fonds social autorisé de la Société est de 50 000 000 \$ divisé en 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, pouvant être acquises par le Ministre des Finances, dont 160 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.			
Au 31 mars 1983, 180 000 actions ont été attribuées au Ministre des Finances, dont 20 000 en paiement des avances de 2 000 000 \$ qu'il a faites en vertu de l'article 12 de la Loi sur l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire (L.R.Q., c. E-13) et 110 000 actions à même les bénéfices non répartis de la Société au 31 mars 1982, en contrepartie des biens que lui a cédés le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.			
Au 31 mars 1983, le Ministre des Finances détient 3 certificats totalisant 180 000 actions. Un solde de 21 000 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-83.			

	1983	1982
7		
Régie de l'assurance automobile du Québec		
L.R.Q., c. R-4 et modifications, a. 22		
Le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le Ministre des Finances à avancer à la Régie tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de son mandat.		
Au 31 mars 1982, le solde des avances consenties à la Régie était de 360 715 \$ et portait intérêt au taux que le Gouvernement payait sur ses marges de crédit bancaire.		
Au 31 mars 1983, le Ministre des Finances avait été remboursé des avances préalablement consenties à la Régie.		
8		
Régie de l'assurance-dépôts du Québec		
L.R.Q., c. A-26 et modifications, a. 53 et 55		
Sur l'autorisation du Gouvernement, ces avances sont consenties par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu lorsque les ressources de la Régie sont insuffisantes pour le paiement de ses obligations ou l'exercice des pouvoirs spéciaux qui lui sont conférés par la Loi.		
La somme des avances consenties à la Régie et non remboursées par celle-ci et le montant des engagements garantis par le Ministre des Finances ne doit pas excéder 700 000 000 \$.		
Au 31 mars 1983, 6 400 000 \$ avaient été avancés sans intérêt par le Ministre des Finances et la date d'échéance la plus tardive est le 2 mars 1986.		
9		
Sidbec		
L.R.Q., c. E-14 et modifications, a. 1, 5, 6, 7, 8 et 14		
Actions	582 000 000	582 000 000
Avances	21 496 380	11 449 000
	603 496 380	593 449 000
Le fonds social autorisé de la Compagnie est de 1 130 000 000 \$ divisé en 56 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 56 500 000 actions à dividende différé d'une valeur nominale de 10 \$ chacune, dont 56 433 400 sont attribuées au Gouvernement et payables par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu.		
Au 31 mars 1983, le Ministre des Finances avait acquis 56 433 400 actions à dividende différé pour 582 000 000 \$ comprenant une prime de 17 666 000 \$ et détient 6 certificats totalisant 56 433 400 actions.		
Pour l'exécution de son mandat, des avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement, pour un terme n'excédant pas 2 ans.		
Au 31 mars 1983, les avances consenties et non remboursées totalisent 21 496 380 \$ et portent intérêt au taux de 15,5%. L'intérêt est payable semestriellement et capitalisé s'il demeure impayé à échéance.		
10		
Société d'aménagement de l'Outaouais		
L.R.Q., c. C-37.1 et modifications, a. 227 et 228		
Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement.		
Les sommes provenant des opérations de la Société doivent être affectées au paiement des dépenses de la Société et au remboursement de ses emprunts: le solde est remis au Fonds consolidé du revenu, déduction faite des réserves approuvées par le Ministre des Affaires municipales.		
L'intérêt est calculé à des taux variant entre 9.75% et 16%.		
11		
Société de cartographie du Québec		
L.R.Q., c. S-9 et modifications, a. 4 et 5		
Le fonds social autorisé est de 3 000 000 \$ divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu.		
Au 31 mars 1983, le Ministre détient 6 certificats pour 300 000 actions.		
Actions	3 000 000	3 000 000

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)**Entreprises du gouvernement du Québec**

		1983	1982
12			
Société de développement autochtone de la Baie James			
L.R.Q., c. S-9.1 et modifications, a. 11, 15 et 16	Actions	2 750 000 \$	2 500 000 \$
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 15 000 000 \$ divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 14 999 actions de catégorie A d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune. Les actions de catégorie A peuvent être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. L'autorisation du Gouvernement est requise pour l'acquisition de 10 999 actions de catégorie A.</p> <p>Au 31 mars 1983, le Ministre détient 5 certificats totalisant 2 750 actions de catégorie A. Un solde de 1 250 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-83.</p>			
13			
Société de développement coopératif			
L.R.Q., c. S-10 et modifications, a. 27	Avances	20 620 142	18 620 142
<p>Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties pour 14 300 000 \$ à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministère des Finances. De plus, le Ministre des Finances peut verser à la Société, à même le Fonds consolidé du revenu et avec l'autorisation du Gouvernement, des avances additionnelles ne pouvant excéder 12 000 000 \$ pour les années financières se terminant le 31 mars 1981 à 1984 inclusivement.</p> <p>Au 31 mars 1983, les avances consenties et non remboursées totalisent 20 620 142 \$ dont 8 320 142 \$ versés avec l'autorisation du Gouvernement.</p> <p>Les avances doivent être remboursées 15 ans après qu'elles ont été versées et l'intérêt est calculé à des taux pouvant varier entre 3% et le taux bancaire préférentiel plus ½ de 1%.</p> <p>Un solde de 2 000 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-83.</p>			
14			
Société de développement de la Baie James			
L.R.Q., c. D-8 et modifications, a. 24 et 25	Actions	60 000 000	60 000 000
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisé en 10 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, et ce, au rythme de 10 000 000 \$ par année durant 10 ans. Cependant, advenant que le versement à l'égard d'une année ne soit pas fait ou ne le soit que partiellement, il peut être versé subséquemment.</p> <p>Au 31 mars 1983, le Ministre détient 54 certificats totalisant 6 000 000 d'actions. Un solde de 40 000 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-83.</p>			
15			
Société de développement des industries de la culture et des communications			
L.R.Q., c. S-10.01 et modifications, a. 17, 18 et 19	Actions	11 000 000	8 500 000
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 20 000 000 \$ divisé en 200 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu; les paiements peuvent être faits en 1 ou plusieurs versements dont le montant et les conditions sont déterminés par le Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1983, le Ministre des Finances détient 5 certificats pour 85 000 actions.</p>			
16			
Société de développement immobilier du Québec			
L.R.Q., c. S-11 et modifications, a. 19 et 20	Dotation	7 666 100	7 666 100
	Avances	67 000 000	67 000 000
		74 666 100	74 666 100
<p>Le Ministre des Finances est autorisé à verser à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, une somme pouvant atteindre 10 000 000 \$. Une somme de 7 666 000 \$ a été versée par le Ministre des Finances ne portant pas intérêt et sans condition de remboursement. Ce montant a servi à l'acquisition d'actions de Place Desjardins Inc. et représente au 31 mars une dotation du Ministre des Finances en faveur de la Société.</p> <p>De plus, le Ministre des Finances est autorisé à avancer à la Société, aux conditions que détermine le Gouvernement, tout montant jugé nécessaire à l'exécution de son mandat. Les sommes requises sont prises à même le Fonds consolidé du revenu et s'élevaient, au 31 mars 1983, à 67 000 000 \$. Ces avances présentent les mêmes taux d'intérêt et conditions de remboursement que les débentures de Place Desjardins Inc. détenues par la Société.</p> <p>Les sommes reçues par la Société sont affectées au paiement de ses obligations et le solde est versé, à la demande du Ministre, au Fonds consolidé du revenu.</p>			

	1983	1982
17 Société de développement industriel du Québec L.R.Q., c. S-11.01 et modifications, a. 45 et 46		
Le Ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, 100 000 000 \$ pour la constitution d'une dotation qui doit être affectée au remboursement d'avances consenties par le Ministre des Finances à la Société.		
Au 31 mars 1983, le Ministre avait versé 32 944 115 \$ à ce titre qui furent appliqués au remboursement des avances consenties par le Ministre.		
La Société reconnaît que cette dotation constitue un avoir du Gouvernement au même titre que du capital-actions ordinaire d'une entreprise à fonds social.		
18 Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (Rexfor) L.R.Q., c. S-12 et modifications, a. 4, 6, 7 et 22		
	Dotation	
	32 944 115 \$	32 944 115 \$
Le fonds social autorisé de la Société est de 58 750 000 \$ divisé en 587 500 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 450 000 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.		
Au 31 mars 1983, le Ministre des Finances détient 25 certificats totalisant 587 500 actions.		
De plus, le Gouvernement peut autoriser le Ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution du mandat de la Société, y compris une somme maximale de 25 000 000 \$ pour l'acquisition de machinerie, d'équipement, l'aménagement d'installations et l'érection de constructions.		
Au 31 mars 1983, les avances en cours totalisent 14 980 000 \$ dont 13 680 000 \$ à la valeur nominale (valeur actualisée 2 395 356 \$) pour le financement de l'accord avec les industries I.T.T. du Canada Ltée. (19 000 000 \$ au 31 mars 1982) et 1 300 000 \$ pour le financement de Nouveler Inc. (300 000 \$ au 31 mars 1982). Ces avances sont sans intérêt et remboursables jusqu'à l'an 2 000.		
19 Société des alcools du Québec L.R.Q., c. S-13 et modifications, a. 5 et 6		
Le fonds social de la Société est de 30 000 000 \$ divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au Ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.		
Au 31 mars 1983, le Ministre des Finances détient 1 certificat pour 300 000 actions.		
20 Société des loteries et courses du Québec L.R.Q., c. S-13.1 et modifications, a. 5 et 6		
Le fonds social autorisé de la Société est de 170 000 \$ divisé en 1 700 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au Ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.		
Au 31 mars 1983, le Ministre détient 1 certificat totalisant 1 700 actions.		
21 Société des traversiers du Québec L.R.Q., c. S-14 et modifications, a. 4 et 5		
Le fonds social autorisé de la Société est de 10 000 000 \$ divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune réservées au Ministre des Finances.		
Au 31 mars 1983, le Ministre détient 2 certificats totalisant 15 000 actions.		
	Actions	
	30 000 000	30 000 000
	Actions	
	170 000	170 000
	Actions	
	1 500 000	1 500 000

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)**Entreprises du gouvernement du Québec**

	1983	1982
22		
Société d'habitation du Québec		
L.R.Q., c. S-8 et modifications, a. 88 et 89		
Obligations	133 951 638 \$	128 941 873 \$
Avances	14 773 906	18 579 088
	148 725 544	147 520 961

La Loi prévoit que le Gouvernement peut, sur la recommandation du Conseil du trésor, autoriser le Ministre des Finances à avancer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de son mandat. De plus le Ministre des Finances est autorisé à verser, à même le Fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas 1 500 000 \$ pour la constitution d'un fonds de roulement destiné à protéger les investissements de la Société. Les sommes avancées au 31 mars 1983 sont composées d'avances pour fonds de roulement, temporaires et progressives. Une partie des avances temporaires, y compris celles pour fonds de roulement, est retournée au Fonds consolidé du revenu lorsque la Société est remboursée et l'autre partie est convertie sur autorisation du Gouvernement en obligations échéant le 31 mars 1992 au taux de 17% l'an. Les avances progressives sont converties en obligations émises par la Société une fois les projets complétés dont le taux d'intérêt varie de 6,88% à 15,98% et l'échéance est du 1er juillet 1983 au 1er juillet 2032 alors que le remboursement des intérêts courus se fait au moment de l'émission d'obligations.

Les avances temporaires, sauf celles pour fonds de roulement, portent intérêt au taux de la majorité des banques à charte canadiennes.

23
Société du parc industriel du centre de Québec
 L.R.Q., c. S-15 et modifications, a. 30 et 31

Le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le Ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de son mandat. Les sommes requises sont prises à même le Fonds consolidé du revenu. Au 31 mars 1983, les avances en cours se chiffrent à 39 985 600 \$.

Après avoir pourvu au paiement des taxes et au remboursement des emprunts et autres obligations de la Société, l'excédent provenant de ses opérations est remis au Fonds consolidé du revenu. L'intérêt sur les avances est calculé à des taux variant de 8,3% à 17,12% dans la majorité des cas, soit le taux moyen sur les emprunts de la Province d'un terme de plus de 10 ans contractés au cours de l'année financière où l'avance a été consentie.

Avances	39 985 600	38 055 600
----------------	------------	------------

24
Société générale de financement du Québec
 L.R.Q., c. S-17 et modifications, a. 6, 8, 10, 11 et 12

Le fonds social autorisé de la Société est de 265 000 000 \$ divisé en 22 800 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 3 700 000 actions à dividende différé d'une valeur nominale de 10 \$ chacune. Les actions de la Société sont réservées au gouvernement du Québec. Le Ministre des Finances est autorisé à acquérir, à même le Fonds consolidé du revenu, 22 799 995 actions ordinaires et 3 700 000 actions à dividende différé.

Au 31 mars 1983, le Ministre des Finances détient 28 certificats totalisant 18 566 497 actions ordinaires suite à la conversion des 3 700 000 actions à dividende différé en actions ordinaires. À cette date, le Ministre des Finances a versé pour ces actions 191 933 501 \$, soit 152 710 051 \$ pour les actions ordinaires et 39 223 450 \$ pour les actions à dividende différé (y compris une prime de 2 223 450 \$). Au 31 mars 1983, un solde de 30 000 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-83.

De plus, pour le financement d'un complexe forestier intégré dans la région de Saint-Félicien, le Ministre des Finances a consenti un prêt de 15 000 000 \$ à même le Fonds consolidé du revenu au taux de 10¼% l'an payable semi-annuellement et remboursable en 5 versements de 3 000 000 \$ le 31 décembre de chacune des années 1988 à 1992.

L'écart de 3 731 469 \$ avec le capital-actions émis et payé indiqué dans les états financiers de la S.G.F. s'explique par la capitalisation, conformément aux prescriptions de la Loi, de la prime de 2 223 450 \$ indiquée au paragraphe précédent, par un montant de 5 954 919 \$ représentant la différence entre la valeur nominale et le prix payé pour les actions rachetées par le Gouvernement, et par 50 \$ de capital-actions qui est détenu par un autre actionnaire.

Actions	191 933 501	151 933 501
Prêt	15 000 000	15 000 000
	206 933 501	166 933 501

25
Société nationale de l'amiante
 L.R.Q., c. S-18.2 et modifications, a. 11 et 13

Le fonds social autorisé de la Société est de 250 000 000 \$ divisé en 250 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1983, le Ministre des Finances détient 33 certificats totalisant 46 897 actions.

Actions	49 097 000	36 897 000
----------------	------------	------------

	1983	1982
26 Société québécoise d'exploration minière L.R.Q., c. S-19 et modifications, a. 4, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 000 \$ divisé en 12 500 000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 6 750 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement. Au 31 mars 1983, le Ministre détient 18 certificats totalisant 8 900 000 actions.		
Actions	89 000 000 \$	89 000 000 \$
27 Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires L.R.Q., c. S-21 et modifications, a. 5 et 7 Le fonds social autorisé de la Société est de 40 000 000 \$ divisé en 400 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, payables par le Ministre des Finances sur le Fonds consolidé du revenu dont 210 000 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement. Au 31 mars 1983, le Ministre détient 5 certificats totalisant 400 000 actions. De plus, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a prêté sans intérêt à la Société, 300 000 \$ à même des crédits votés par l'Assemblée nationale.		
Actions	40 000 000	35 000 000
Prêt	300 000	
	40 300 000	35 000 000
28 Société québécoise d'initiatives pétrolières L.R.Q., c. S-22 et modifications, a. 4, 6, 7, 8 et 9 Le fonds social autorisé de la Société est de 255 000 000 \$ divisé en 5 100 000 actions d'une valeur nominale de 50 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 800 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement. Au 31 mars 1983, le Ministre détient 17 certificats totalisant 2 150 000 actions. Un solde de 106 000 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-83.		
Actions	134 000 000	107 500 000
29 Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel L.R.Q., c. S-16 et modifications, a. 22 et 23		
Actions	1 000	600
30 Société inter-port de Québec L.R.Q., c. S-18 et modifications, a. 11 et 12 Le fonds social autorisé de chacune de ces Sociétés est de 1 000 \$ divisé en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 \$ chacune, lesquelles peuvent être attribuées aux gouvernements du Québec et du Canada dans des proportions respectives de 60% et 40%. Le Ministre des Finances est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec 600 \$ payables à même le Fonds consolidé du revenu pour 600 actions ordinaires de chacune de ces Sociétés. De plus, il est autorisé à acheter, à leur valeur nominale, les actions de chacune de ces Sociétés détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du Ministre de l'Expansion économique régionale du Canada indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans chacune de ces Sociétés. Conformément aux dispositions de la Loi, le Ministre des Finances a procédé au rachat des actions ordinaires détenues par le gouvernement canadien dans la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (S.P.I.C.A.M.). Au 31 mars 1983, le Ministre des Finances avait versé 1 000 \$ dans S.P.I.C.A.M. et 600 \$ dans la Société inter-port de Québec. Le Ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme détient 1 certificat de 600 actions pour chacune de ces Sociétés alors que le Ministre des Finances détient 1 certificat de 400 actions de S.P.I.C.A.M.		
Actions	600	600
Actions	1 600	1 200
NOTE: Pour plus de détails concernant ces entreprises dans lesquelles le Gouvernement a investi, il faut consulter les états financiers de ces entreprises ou le volume « états financiers des entreprises du gouvernement du Québec » publié annuellement qui comprend la plupart de ces états financiers.		

PLACEMENTS (suite)**Détail** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
2	Municipalités et organismes municipaux		
	Municipalités		
1	Alma	A	8 1/8
2	Alma	B	6,7057
3	Bagotville	A	8 27/64
4	Beauceville	A	8 27/64
5	Bécancour	A	8 27/64
6	Bécancour	B	8,5437
7	Bedford	A	8 27/64
8	Bernierville	A	8 1/8
9	Berthier-sur-Mer	A	8 27/64
10	Berthierville	A	8 27/64
11	Boisbriand	A	8 1/8
12	Bonaventure	A	8 27/64
13	Boucherville	A	8 27/64
14	Cap-aux-Meules	A	8 27/64
15	Cap-de-la-Madeleine	B	7,2954
16	Carleton	A	8 27/64
17	Chambly	A	8 27/64
18	Charlesbourg	B	7,8293
19	Charny	A	8 27/64
20	Châteauguay	A	8 27/64
21	Chénier	A	8 27/64
22	Chibougamau	C	5,0
23	Chicoutimi-nord	A	8 27/64
24	Cloridorme	A	8 1/8
25	Deux-Montagnes	A	8 1/8
26	Deux-Montagnes	B	8,4977
27	Dorion	A	8 27/64
28	Dorion	A	8 27/64
29	East Broughton	A	8 27/64
30	Escoumins	A	8 1/8
31	Gaspé	A	8 27/64
32	Gatineau	A	8 1/8
33	Giffard (Beauport)	B	6,948
34	Grande-Île	A	8 27/64
35	Grande-Rivière	A	8 27/64
36	Grand-Mère	B	7,5053
37	Hébertville	A	8 27/64
38	Iberville	A	8 27/64
39	Kingsbury	A	8 1/8
40	Lachute	B	9,6455
41	Lac-Mégantic	A	8 27/64
42	La Pocatière	A	8 1/8
43	La Providence	A	8 27/64
44	Lauzon	B	7,9396
45	Lebel-sur-Quévillon	A	8 1/8
46	Lévis	A	8 27/64
47	Lévis	B	7,4869
48	Longue-Pointe	A	8 27/64
49	Lorraine	A	8 27/64
50	Louiseville	A	8 27/64
51	Macamic	A	8 27/64
52	Maniwaki	A	8 27/64

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1983	1982	1983	1982	1983	1982
1994-12-15	747 896 \$	783 668 \$			747 896 \$	783 668 \$
2002-03-31	337 739	345 712			337 739	345 712
1995-10-01	601 300	626 067			601 300	626 067
1995-11-01	14 210	14 795			14 210	14 795
1995-03-01	120 394	126 032			120 394	126 032
2006-04-01	211 637	214 344			211 637	214 344
1995-12-01	165 668	172 492			165 668	172 492
1994-12-01	43 785	45 879			43 785	45 879
1995-03-01	44 364	46 441			44 364	46 441
1996-02-01	116 960	121 777			116 960	121 777
1994-12-15	29 887	31 316			29 887	31 316
1996-03-01	36 446	37 947			36 446	37 947
1995-06-01	57 009	59 357			57 009	59 357
1995-05-01	168 853	175 808			168 853	175 808
2005-04-01	171 441	174 585			171 441	174 585
1995-11-01	30 591	31 851			30 591	31 851
1995-05-01	130 495	135 870			130 495	135 870
2005-04-01	1 180 851	1 180 851			1 180 851	1 180 851
1995-03-01	61 673	64 561			61 673	64 561
1995-04-01	43 479	45 270			43 479	45 270
1995-06-01	33 944	35 342			33 944	35 342
1991-11-01	127 500	138 000			127 500	138 000
1995-10-01	394 829	411 091			394 829	411 091
1994-12-01	15 122	15 846			15 122	15 846
1994-12-01	19 866	20 816			19 866	20 816
2007-04-01	188 304	188 304			188 304	188 304
1995-03-01	102 404	107 199			102 404	107 199
1995-11-01	263 011	273 844			263 011	273 844
1995-12-01	64 788	67 456			64 788	67 456
1994-12-01	18 137	19 005			18 137	19 005
1996-02-01	80 783	84 110			80 783	84 110
1994-12-15	90 832	95 177			90 832	95 177
2002-03-31	157 079	164 723			157 079	164 723
1995-06-01	119 591	124 516			119 591	124 516
1996-03-31	363 436	378 405			363 436	378 405
1994-04-01	47 367	50 085			47 367	50 085
1995-03-01	43 899	45 954			43 899	45 954
1996-03-31	78 962	82 214			78 962	82 214
1994-12-15	130 061	136 282			130 061	136 282
2007-04-01	522 092	532 913	770 041 \$	699 454 \$	1 292 133	1 232 367
1995-03-01	56 260	58 894			56 260	58 894
1994-09-01	192 019	201 203			192 019	201 203
1995-08-01	507 734	528 646			507 734	528 646
2006-04-01	832 602	832 602			832 602	832 602
1994-12-01	207 490	217 414			207 490	217 414
1995-12-01	312 248	325 109			312 248	325 109
2004-04-01	2 314 830	2 356 218			2 314 830	2 356 218
1995-10-01	132 500	137 958			132 500	137 958
1995-05-01	58 441	60 848			58 441	60 848
1996-03-31	104 908	109 229			104 908	109 229
1995-12-01	61 865	64 413			61 865	64 413
1996-03-01	969 401	1 009 330			969 401	1 009 330

PLACEMENTS (suite)**Détail** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
2	Municipalités et organismes municipaux		
	Municipalités (suite)		
53	Maple Grove	A	8 ²⁷ / ₆₄
54	Matagami	C	5,5
55	Matane	A	8 ²⁷ / ₆₄
56	McMasterville	A	8 ¹ / ₈
57	Métabetchouan	A	8 ²⁷ / ₆₄
58	Mirabel	B	10,0095
59	Mistassini	A	8 ²⁷ / ₆₄
60	Murdochville	A	8 ²⁷ / ₆₄
61	Normandin	A	8 ¹ / ₈
62	Notre-Dame-de-Laterrière	A	8 ²⁷ / ₆₄
63	Notre-Dame-du-Lac	A	8 ²⁷ / ₆₄
64	Oka	B	8,2812
65	Orsainville	A	8 ²⁷ / ₆₄
66	Pont-Rouge	A	8 ²⁷ / ₆₄
67	Port-Cartier	B	7,3603
68	Port-Cartier	B	8,2048
69	Port-Cartier	B	7,7314
70	Port-Cartier	B	8,1621
71	Port-Cartier	B	8,3477
72	Port-Cartier	B	9,3933
73	Princeville	A	8 ²⁷ / ₆₄
74	Québec	B	7,5744
75	Québec	B	7,5846
76	Québec	B	7,9737
77	Québec	B	9,9091
78	Québec	B	9,4283
79	Rivière-du-Loup	A	8 ²⁷ / ₆₄
80	Rouyn	A	8 ²⁷ / ₆₄
81	Sacré-Coeur	A	8 ²⁷ / ₆₄
82	Sayabec	A	8 ¹ / ₈
83	Schefferville	A	8 ²⁷ / ₆₄
84	Sept-Îles	B	7,0181
85	Sept-Îles	B	7,2127
86	Sept-Îles	B	7,3766
87	Sept-Îles	B	7,5324
88	Sept-Îles	B	8,6548
89	Sept-Îles	B	9,831
90	Shawinigan-Sud	A	8 ²⁷ / ₆₄
91	Shipshaw	A	8 ¹ / ₈
92	St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup	A	8 ²⁷ / ₆₄
93	St-Basile-le-Grand	A	8 ²⁷ / ₆₄
94	St-Bernard	A	8 ²⁷ / ₆₄
95	St-Bruno	A	8 ¹ / ₈
96	St-Bruno-de-Montarville	A	8 ²⁷ / ₆₄
97	St-Bruno-de-Montarville	A	8 ²⁷ / ₆₄
98	St-Césaire	A	8 ²⁷ / ₆₄
99	St-Coeur-de-Marie	A	8 ²⁷ / ₆₄
100	St-David-de-l'Auberivière	B	7,2694
101	Ste-Agathe-des-Monts	A	8 ²⁷ / ₆₄
102	Ste-Anne-de-Bellevue	A	8 ¹ / ₈
103	Ste-Anne-de-Yamachiche	A	8 ²⁷ / ₆₄

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1983	1982	1983	1982	1983	1982
1995-05-01	39 380 \$	41 002 \$			39 380 \$	41 002 \$
1990-12-01	590 458	648 028			590 458	648 028
1995-04-01	423 673	441 123			423 673	441 123
1994-09-01	36 194	37 925			36 194	37 925
1995-11-01	246 850	257 017			246 850	257 017
1997-04-01	323 244	343 281			323 244	343 281
1995-10-01	14 255	14 843			14 255	14 843
1996-02-01	442 361	460 581			442 361	460 581
1994-09-01	45 909	48 105			45 909	48 105
1985-03-01	16 909	24 374			16 909	24 374
1995-07-01	48 145	50 128			48 145	50 128
2005-04-01	473 675	480 597			473 675	480 597
1995-08-01	822 687	856 573			822 687	856 573
1995-07-01	284 784	296 513			284 784	296 513
2003-04-01	412 267	420 475	3 152 982 \$	3 177 891 \$	3 565 249	3 598 366
2006-04-01	2 709 736	2 746 192			2 709 736	2 746 192
2005-04-01	229 552	233 177			229 552	233 177
2005-04-01	307 054	311 617			307 054	311 617
2007-04-01	257 422	260 511			257 422	260 511
2007-04-01	451 530	456 126			451 530	456 126
1995-06-01	38 679	40 272			38 679	40 272
2004-04-01	526 110	535 408			526 110	535 408
2004-04-01	3 580 009	3 637 717			3 580 009	3 637 717
2005-04-01	1 246 300	1 265 321			1 246 300	1 265 321
2007-04-01	7 473 108	7 543 195			7 473 108	7 543 195
2009-04-01	387 427	390 639			387 427	390 639
1995-05-01	144 485	150 436			144 485	150 436
1995-06-01	133 715	139 222			133 715	139 222
1995-05-01	221 339	230 456			221 339	230 456
1994-12-01	37 912	39 725			37 912	39 725
1995-11-01	119 963	124 904			119 963	124 904
2002-03-31	436 452	447 342			436 452	447 342
2003-04-01	105 361	107 703			105 361	107 703
2004-04-01	1 341 913	1 368 576			1 341 913	1 368 576
2004-04-01	3 482 700	3 550 552			3 482 700	3 550 552
2006-04-01	217 722	220 740			217 722	220 740
2009-04-01	3 097 128	3 123 654			3 097 128	3 123 654
1985-03-01	30 397	43 815			30 397	43 815
1994-12-01	74 417	77 976			74 417	77 976
1996-03-31	104 908	109 229			104 908	109 229
1995-07-01	300 677	313 061			300 677	313 061
1996-03-31	43 560	45 354			43 560	45 354
1984-12-01	5 241	7 565			5 241	7 565
1995-07-01	171 981	211 956			171 981	211 956
1996-03-31	203 571	179 064			203 571	179 064
1996-02-01	203 146	211 513			203 146	211 513
1995-12-01	147 131	153 191			147 131	153 191
2003-04-01	439 477	448 328			439 477	448 328
1995-05-01	34 685	36 114			34 685	36 114
1994-12-01	26 235	27 490			26 235	27 490
1995-03-01	19 188	20 087			19 188	20 087

PLACEMENTS (suite)**Détail** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
2	Municipalités et organismes municipaux		
	Municipalités (suite)		
104	Ste-Catherine	A	8 ²⁷ / ₆₄
105	Ste-Foy	B	8,2850
106	Ste-Foy	B	9,3614
107	Ste-Lucie-de-Beauregard	C	
108	Ste-Marie-de-Blandford	A	8 ²⁷ / ₆₄
109	Ste-Thècle	A	8 ²⁷ / ₆₄
110	Ste-Thérèse	B	9,3594
111	Ste-Thérèse	B	9,4146
112	Ste-Thérèse	B	8,2758
113	St-Eugène	A	8 ²⁷ / ₆₄
114	St-Eustache	A	8 ²⁷ / ₆₄
115	St-Eustache	A	8 ²⁷ / ₆₄
116	St-Eustache	B	8,5359
117	St-Eustache	B	9,2891
118	St-Eustache	B	9,1454
119	St-Fabien-de-Panet	A	8 ²⁷ / ₆₄
120	St-Félicien	A	8 ²⁷ / ₆₄
121	St-Ferréol-les-Neiges	B	7,8852
122	St-Georges	A	8 ²⁷ / ₆₄
123	St-Henri-de-Lévis	B	7,1832
124	St-Hyppolite	A	8 ²⁷ / ₆₄
125	St-Hyacinthe	A	8 ²⁷ / ₆₄
126	St-Jérôme	B	8,5155
127	St-Jérôme	B	9,6175
128	St-Jovite	A	8 ²⁷ / ₆₄
129	St-Narcisse	A	8 ²⁷ / ₆₄
130	St-Narcisse-de-Beaurivage	A	8 ²⁷ / ₆₄
131	St-Pascal	A	8 ²⁷ / ₆₄
132	St-Philémon	A	8 ²⁷ / ₆₄
133	St-Raymond	A	8 ²⁷ / ₆₄
134	St-Romuald	B	7,2694
135	St-Timothée	A	8 ¹ / ₆
136	St-Tite	A	8 ²⁷ / ₆₄
137	St-Zénon	A	8 ¹ / ₆
138	Terrebonne	A	8 ²⁷ / ₆₄
139	Terrebonne	B	8,2094
140	Trois-Rivières	B	6,9939
141	Trois-Rivières	B	7,6297
142	Trois-Rivières	B	7,2551
143	Trois-Rivières	B	7,4796
144	Trois-Rivières	B	6,3008
145	Trois-Rivières	B	9,5147
146	Trois-Rivières Ouest	A	8 ²⁷ / ₆₄
147	Vaudreuil	A	8 ²⁷ / ₆₄
148	Vaudreuil	A	8 ²⁷ / ₆₄
149	Warwick	A	8 ²⁷ / ₆₄
150	Waterloo	A	8 ²⁷ / ₆₄

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1983	1982	1983	1982	1983	1982
1995-12-01	144 778 \$	150 741 \$			144 778 \$	150 741 \$
2006-04-01	554 761	570 346			554 761	570 346
2006-04-01	2 484 794	2 544 395			2 484 794	2 544 395
2000-11-01	1 800	1 900			1 800	1 900
1996-02-01	21 567	22 456			21 567	22 456
1996-02-01	41 697	43 415			41 697	43 415
2006-04-01	58 058	58 715			58 058	58 715
2006-04-01	171 903	173 832			171 903	173 832
2005-04-01	116 380	118 082	382 502 \$	387 314 \$	498 882	505 396
1995-03-01	75 289	78 815			75 289	78 815
1995-05-01	83 847	87 300			83 847	87 300
1996-02-01	337 831	351 746			337 831	351 746
2006-04-01	272 135	275 971			272 135	275 971
2007-04-01	418 466	423 253	489 527	489 527	907 993	912 780
2007-04-01	47 520	48 075			47 520	48 075
1996-03-31	21 630	22 521			21 630	22 521
1996-03-01	211 647	220 365			211 647	220 365
2005-04-01	364 390	370 021			364 390	370 021
1995-06-01	479 319	499 062			479 319	499 062
2002-03-31	15 280	15 654			15 280	15 654
1995-11-01	74 230	77 287			74 230	77 287
1996-03-31	55 799	58 098			55 799	58 098
2006-04-01	711 253	720 389			711 253	720 389
2009-04-01	79 687	80 326			79 687	80 326
1996-02-01	171 603	178 671			171 603	178 671
1995-03-01	36 369	38 072			36 369	38 072
1985-05-01	6 418	8 228			6 418	8 228
1995-12-01	124 610	129 743			124 610	129 743
1995-11-01	43 351	45 136			43 351	45 136
1995-05-01	75 554	78 667			75 554	78 667
2003-04-01	108 406	110 800			108 406	110 800
1994-09-01	30 089	31 529			30 089	31 529
1995-03-01	73 943	77 406			73 943	77 406
1994-09-01	18 302	19 178			18 302	19 178
1995-03-01	189 745	198 629			189 745	198 629
2006-04-01	382 173	387 311			382 173	387 311
2002-03-01	942 820	942 820			942 820	942 820
2005-04-01	282 285	282 285			282 285	282 285
2003-04-01	469 571	469 571			469 571	469 571
2004-04-01	217 472	217 472			217 472	217 472
2005-04-01	73 787	73 787			73 787	73 787
2007-04-01	1 909 600	1 909 600			1 909 600	1 909 600
1995-03-01	268 118	280 673			268 118	280 673
1995-12-01	405 256	421 948			405 256	421 948
1996-02-01	87 933	91 555			87 933	91 555
1996-02-01	343 191	357 327			343 191	357 327
1996-03-31	388 871	404 888			388 871	404 888
	58 991 533	60 304 623	4 795 052	4 754 186	63 786 585	65 058 809

PLACEMENTS (suite)**Détail** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
2 Municipalités et organismes municipaux (suite)			
	Organismes municipaux		
151	Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain	B	7,445
152	Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain	B	7,4754
153	Communauté urbaine de Québec	B	7,3589

(MILLIERS \$)

Municipalités et organismes municipaux

Projets d'investissements dans le développement	A
Programmes des zones spéciales	B
Autres projets	C

Échéance	Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
	1983	1982	1983	1982	1983	1982
2002-03-31	4 764 017 \$	4 982 789 \$			4 764 017 \$	4 982 789 \$ 151
2004-04-01	764 038	777 720			764 038	777 720 152
2004-04-01	1 061 329	1 080 630	2 362 167 \$	2 390 697 \$	3 423 496	3 471 327 153
	<u>6 589 384</u>	<u>6 841 139</u>	<u>2 362 167</u>	<u>2 390 697</u>	<u>8 951 551</u>	<u>9 231 836</u>
	<u>65 580 917 \$</u>	<u>67 145 762 \$</u>	<u>7 157 219 \$</u>	<u>7 144 883 \$</u>	<u>72 738 136 \$</u>	<u>74 290 645 \$</u>
	15 129	15 793			15 129	15 793
	49 732	50 565	7 157	7 145	56 889	57 710
	720	788			720	788
	<u>65 581</u>	<u>67 146</u>	<u>7 157</u>	<u>7 145</u>	<u>72 738</u>	<u>74 291</u>

PLACEMENTS (suite)**DÉTAIL** (suite)

		Actions	
		1983	1982
3	Particuliers, sociétés et autres		
	Particuliers		
1	Étudiants		
2	Pêcheurs		
3	Moins provision pour créances irrécouvrables		
	Sociétés et autres		
4	Avances et fonds locaux aux employés du Gouvernement		
5	Bureau de Transfert Technologique et Trans-Technique International Inc.		
6	Centre Agricole du Québec Inc.		
7	Centre de promotion de l'industrie agricole et alimentaire du Québec		
8	Coopératives		
9	Corporations industrielles		
10	Dentrite Associates Inc.	1 900 \$	
11	Éditions Quinze Inc.		
12	Fonds renouvelable du Service des achats du Gouvernement		
13	Fonds renouvelable du Service de la cartographie		
14	Fonds renouvelable des publications gouvernementales		
15	Fonds renouvelable — Télécommunications		
16	Gouvernement du Canada		
	Obligations remises par les commissions scolaires qui se sont prévaluées de la Loi créant un fonds d'éducation (L.Q., 1946, c. 21 et modifications).		
17	Hôpitaux (fonds de roulement)		
18	Les Abattoirs de Cailles du Québec Inc.		
19	Les Calcités et Dolomie Matawin Inc.		
20	Les Entreprises Bussièrès Ltée	3 731 677	3 731 677 \$
21	Les Fermes Boval Inc.		
22	Les Ressources Camchib Inc.		
23	Librairie Dussault Ltée		
24	Navigation Sonamar Inc.	371 000	371 000
25	Pêcheurs		
26	Propair Inc.	3 000 000	3 000 000
27	1848-7199 Québec Inc.	15 000 000	15 000 000
28	Société de la Loterie Inter-provinciale Inc.	1	1
29	Syndicat des producteurs de bois de l'Abitibi — Témiscamingue (U.P.A.)		
30	Syndicat des producteurs de bois du Saguenay — Lac-St-Jean		
31	Université de Sherbrooke		
		-----	-----
		22 104 578	22 102 678
32	Moins provision pour créances irrécouvrables		
		-----	-----
		22 104 578	22 102 678
		-----	-----
		22 104 578 \$	22 102 678 \$

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1983	1982	1983	1982	1983	1982	
		13 856 333 \$	11 231 186 \$	13 856 333 \$	11 231 186 \$	1
		14 906 216	11 923 198	14 906 216	11 923 198	2
		28 762 549	23 154 384	28 762 549	23 154 384	
		5 834 549	4 374 145	5 834 549	4 374 145	3
		22 928 000	18 780 239	22 928 000 (1)	18 780 239	
		28 375 699	16 329 202	28 375 699	16 329 202	4
		45 000		45 000		5
		63 287	63 287	63 287	63 287	6
		601 429	601 429	601 429	601 429	7
		3 952 867	4 302 213	3 952 867	4 302 213	8
		46 632 824	40 241 328	46 632 824	40 241 328	9
				1 900		10
		81 694	81 694	81 694	81 694	11
		1 943 379	1 943 379	1 943 379	1 943 379	12
		300 000		300 000		13
		2 500 000		2 500 000		14
		1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	15
505 000 \$	505 000 \$			505 000	505 000	16
		2 775 000	2 775 000	2 775 000	2 775 000	17
		313 968	313 968	313 968	313 968	18
		525 000		525 000		19
				3 731 677	3 731 677	20
		175 000		175 000		21
		667 752	667 752	667 752	667 752	22
		2 508 440		2 508 440		23
				371 000	371 000	24
		4 520 800	5 166 304	4 520 800	5 166 304	25
				3 000 000	3 000 000	26
		11 400 000		26 400 000	15 000 000	27
				1	1	28
		185 000	185 000	185 000	185 000	29
		215 000	215 000	215 000	215 000	30
		5 107 330	5 107 330	5 107 330	5 107 330	31
505 000	505 000	114 389 469	79 492 886	136 999 047	102 100 564	
		6 587 229	3 620 577	6 587 229	3 620 577	32
505 000	505 000	107 802 240	75 872 309	130 411 818	98 479 987	
505 000 \$	505 000 \$	130 730 240 \$	94 652 548 \$	153 339 818 \$	117 260 226 \$	

(1) Y compris des créances radiées de 506 497 \$ à particuliers.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES**Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

	Solde au 1er avril 1982	Radiations débitées à la provision	Solde après radiations	Provision au 31 mars 1983	Montant porté à la dette nette
COMPTES À RECEVOIR					
Ministères					
Affaires sociales	527	48	479	289	(190)
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	935		935	1 338	403
Énergie et Ressources	1 747	4	1 743	1 740	(3)
Environnement	359		359	392	33
Habitation et Protection du consommateur	1 107 (1)	48	1 059	1 255	196
Loisir, Chasse et Pêche	117	6	111	183	72
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	62 504 (1)	(21)	62 525	61 891	(634)
Revenu	314 857	526	314 331	420 023	105 692
Transports	2 477	24	2 453	1 191	(1 262)
Travaux publics et Approvisionnement	113	13	100	106	6
Autres (2)	48		48	64	16
	<u>384 791</u>	<u>648</u>	<u>384 143</u>	<u>488 472</u>	<u>104 329</u>
PRÊTS ET AVANCES					
Particuliers					
Étudiants	4 299	506	3 793	5 742	1 949
Pêcheurs	75		75	93	18
	<u>4 374</u>	<u>506</u>	<u>3 868</u>	<u>5 835</u>	<u>1 967</u>
Sociétés et autres					
Coopératives	1 065		1 065	1 273	208
Pêcheurs	18		18	18	
Corporations agricoles	330		330	330	
Corporations industrielles	2 208		2 208	4 964	2 756
Autres				2	2
	<u>3 621</u>	<u></u>	<u>3 621</u>	<u>6 587</u>	<u>2 966</u>
	<u>7 995</u>	<u>506</u>	<u>7 489</u>	<u>12 422</u>	<u>4 933</u>
Total	<u>392 786</u>	<u>1 154</u>	<u>391 632</u>	<u>500 894</u>	<u>109 262</u>

**Tableau comparatif des comptes à recevoir
(autres débiteurs)**

	31 mars 1982	31 mars 1983
Ministères		
Affaires sociales	37 400 (1)	16 255
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	12 275	16 280
Énergie et Ressources	26 981	45 911
Environnement	2 206	1 706
Habitation et Protection du consommateur	23 666 (1)	37 287
Loisir, Chasse et Pêche	768	811
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	127 536 (1)	138 963
Revenu	656 220	787 909
Transports	36 221	30 809
Travaux publics et Approvisionnement	3 167	3 254
Autres (2)	133 885	224 354
	<u>1 060 325</u>	<u>1 303 539</u>

(1) Modifié pour tenir compte de la structure des ministères au 31 mars 1983.

(2) « Autres » comprend tout ministère dont le montant de la provision est inférieur à 100 000 \$ au début et à la fin de la période.

AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

(MILLIERS \$)

	1983	1982
GOVERNEMENT DU CANADA		
Dû au gouvernement du Québec	2 549	2 549
Montant capitalisé pour la période de 1867 à 1873 après révision de la dette assumée par le gouvernement du Canada, en vertu de l'article 112 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique (Canada, 36 Vict., c. 30 et 47 Vict., c. 41). L'intérêt est payé semestriellement au taux annuel de 5%.		
Dû par le gouvernement du Québec	1 473	1 473
Ce montant représentant le solde du compte général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec pour la période de 1867 à 1903. Le Québec paie semestriellement un intérêt au taux annuel de 4% sur ce solde.		
	1 076	1 076
Fonds des écoles communes	1 134	1 134
Ce montant représente la part du gouvernement du Québec dans un fonds permanent de 2 677 771 \$ gardé en fidéicommiss par le gouvernement du Canada pour les gouvernements du Québec et de l'Ontario. Le fonds provient de la vente des terres de la Couronne réservées pour le bénéfice des écoles communes, en vertu des lois antérieures à la Confédération et il n'a pas varié depuis 1942. Le montant attribué aux provinces est révisé après chaque recensement décennal en proportion de leur population et le gouvernement du Canada paie semestriellement un intérêt au taux annuel de 5% sur les parts ainsi établies. La dernière répartition du fonds a été faite après le recensement de 1981		
	2 210	2 210

PASSIF**EMPRUNTS TEMPORAIRES****Année financière terminée le 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

	<u>Émissions</u>	<u>Remboursements</u>	<u>Solde</u>
Détail			
En monnaie du Canada			
Banque Nationale du Canada	2 260 749	2 260 749	
Banque Canadienne Impériale de Commerce	804 786	804 786	
Merrill Lynch Royal Securities Ltd.	719 000	719 000	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	657 000	657 000	
Caisse de dépôt et de placement du Québec	600 000	600 000	
Crédit Lyonnais Canada Ltée	535 000	535 000	
Banque Royale du Canada	493 908	493 908	
Pitfield, Mackay, Ross & Compagnie Ltée	440 400	440 400	
Banque Morgan du Canada	370 000	370 000	
Midland Doherty Ltée	360 000	360 000	
Banque de Montréal	350 000	350 000	
Banque Barclays du Canada Ltée	348 000	348 000	
McLeod, Young, Weir & Compagnie Ltée	326 000	326 000	
Dominion Securities-Ames Ltée	271 000	271 000	
Banque Mercantile du Canada	255 000	255 000	
Banque Toronto-Dominion	242 000	242 000	
Banque Nouvelle-Écosse	210 000	210 000	
Banque d'Amérique du Canada	155 000	155 000	
Banque Nationale de Paris (Canada)	130 000	130 000	
Société Générale S.A. (Canada) Inc.	128 000	128 000	
Banque Chase Manhattan du Canada	85 000	85 000	
Banque Continentale du Canada	65 000	65 000	
Wood Gundy Ltée	65 000	65 000	
Les Services de Capitaux B.T. Ltée	60 000	60 000	
Citibank Canada	50 000	50 000	
Security Pacific Bank of Canada	45 000	45 000	
Banque Chemical du Canada	30 000	30 000	
Nesbitt Thomson Bongard Inc.	25 000	25 000	
Banque d'Épargne de la Cité et du district de Montréal	10 000	10 000	
Bell Gouinlock Ltée	10 000	10 000	
Fonds d'amortissement du Québec	9 000	9 000	
	<u>10 109 843</u>	<u>10 109 843</u>	<u>0</u>

CONTINUITÉ DU COMPTE D'ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE

(MILLIERS \$)

	<u>Diverses municipalités</u>	<u>Régie de l'assurance automobile du Québec</u>	<u>Fonds spécial olympique</u>	<u>Régie des rentes du Québec</u>	<u>Total</u>
Solde au début	152 106	15 447	3 750	6 108	177 411
Encaissements	178 524	20 143	104 188	1 035 342	1 338 197
Remises	(149 178)	(40 481)	(106 952)	(1 037 616)	(1 334 227)
Solde à la fin	<u>181 452</u>	<u>(4 891)</u>	<u>986</u>	<u>3 834</u>	<u>181 381</u>

COMPTES À PAYER

(MILLIERS \$)

	1983	1982
Affaire culturelles	9 797	7 034
Affaires intergouvernementales	2 975	3 628
Affaires municipales	26 999	15 837
Affaires sociales	135 876	130 514
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	26 806	22 138
Assemblée nationale	1 383	2 588
Commerce extérieur	2 767	575
Commission administrative du régime de retraite	3 200	3 622
Communautés culturelles et Immigration	3 269	3 536
Communications	8 717	8 020
Conseil exécutif	12 255	8 868
Conseil du trésor	443	455
Éducation	180 488	279 425
Énergie et Ressources	18 785	30 911
Environnement	3 393	6 393
Finances	13 916	26 977
Fonction publique	65 121	50 896
Habitation et Protection du consommateur	23 067	25 935
Industrie, Commerce et Tourisme	8 163	14 626
Institutions financières et Coopératives	765	1 145
Justice	25 098	28 926
Loisir, Chasse et Pêche	17 211	12 882
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	33 811	12 003
Régie de l'assurance-maladie du Québec	121 405	196 784
Revenu	6 138	11 422
Transports	82 185	73 721
Travail	1 473	2 492
Travaux publics et Approvisionnement	21 017	24 818
	<u>856 523</u>	<u>1 006 171</u>

INTÉRÊTS COURUS

(MILLIERS \$)

	1983	1982
Bons du trésor	(22 490)	(22 317)
Obligations	723 369	530 808
Autres emprunts	42 594	40 670
	<u>743 473</u>	<u>549 161</u>

CONTINUITÉ DU COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

(MILLIERS \$)

	Solde au début	Excédent des contributions et cotisations sur les pensions et autres paiements	Solde à la fin
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	2 344 598	586 061	2 930 659
Régime de retraite des enseignants	721 792	314 559	1 036 351
Régime de retraite des fonctionnaires	257 491	110 334(1)	367 825
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec	93 230	45 798	139 028
Régime de retraite des juges et coroners	10 683	4 125	14 808
	<u>3 427 794</u>	<u>1 060 877(2)</u>	<u>4 488 671</u>

(1) Incluant le passif de 9 730 000 \$ transféré par l'Office des autoroutes du Québec le 1er avril 1982 (voir « notes complémentaires » numéro 4 à la page 4-5).

(2) Voir détail à la page 2-6.

BONS DU TRÉSOR

(MILLIERS \$)

Continuité				
Solde au début				1 010 000
Plus: Émis			4 020 000	
Remboursés			<u>3 705 000</u>	<u>315 000</u>
Solde à la fin				<u>1 325 000</u>
Détail	Date d'échéance	Date d'émission	Taux de rendement	Montant
	1983-04-07	1982-10-07	12,658	40 000
	1983-04-07	1983-01-06	9,804	70 000
	1983-04-14	1983-01-13	9,686	70 000
	1983-04-21	1983-01-20	9,796	70 000
	1983-04-28	1983-01-27	9,838	70 000
	1983-05-05	1982-11-04	11,146	40 000
	1983-05-05	1983-02-03	10,002	70 000
	1983-05-12	1983-02-10	9,813	70 000
	1983-05-19	1983-02-17	9,295	70 000
	1983-05-26	1983-02-24	9,417	70 000
	1983-06-02	1982-12-02	11,155	45 000
	1983-06-02	1983-03-03	9,262	70 000
	1983-06-09	1983-03-10	9,413	70 000
	1983-06-16	1983-03-17	9,333	70 000
	1983-06-23	1983-03-24	9,350	70 000
	1983-06-30	1983-03-31	9,300	75 000
	1983-07-07	1983-01-06	9,487	45 000
	1983-07-07	1983-03-31	9,300	50 000
	1983-08-04	1983-02-03	10,129	45 000
	1983-09-01	1983-03-03	9,173	45 000
	1983-09-01	1983-03-09	9,550	50 000
	1983-10-06	1983-03-31	9,620	50 000
				<u>1 325 000</u>

OBLIGATIONS

(MILLIERS \$)

Sommaire

Obligations		13 391 718
Moins		
Fonds d'amortissement (voir page 5-37)		<u>138 784</u>
		<u>13 252 934</u>

Continuité

Solde au début		11 450 279 (1)
Plus		
Emprunts effectués (voir page 3-4)		<u>2 357 865</u>
		13 808 144
Moins		
Emprunts remboursés (voir page 3-6)	388 967	
Obligations annulées détenues dans les fonds d'amortissement	<u>27 459 (3)</u>	<u>416 426</u>
Solde à la fin		<u>13 391 718 (1)</u>

Détail

Négociables		
En monnaie du Canada	8 872 778	
En monnaie des États-Unis	1 405 067 (2)	
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	377 387 (2)	
En monnaie de la France	14 891 (2)	
En monnaie du Japon	461 580 (2)	
En unités de compte européennes (U.C.E.)	74 432 (2)	
En monnaie de la Suisse	126 146 (2)	
En monnaie du Royaume-Uni	140 958 (2)	
En monnaie des Pays-Bas	45 641 (2)	
En unités monétaires européennes (E.C.U.)	<u>57 719 (2)</u>	11 576 599
Remboursables à demande		
Obligations d'épargne du Québec		1 493 061
Non négociables		
En monnaie du Canada		
Gouvernement du Canada		
Aide à la croissance de l'emploi	222 916	
Régime de pensions du Canada	<u>99 142</u>	<u>322 058</u>
		<u>13 391 718</u>

(1) Y compris, en obligations assumées 17 665 874 \$ au début et 14 155 711 \$ à la fin.

(2) Équivalent canadien aux dates de réalisation des emprunts et d'acceptation des obligations assumées.

(3) Voir liste détaillée à la page 5-30.

OBLIGATIONS (suite)
(MILLIERS \$)

Obligations annulées		Valeur nominale	
Date d'échéance	Année d'émission	En monnaie étrangère	En équivalent canadien
Négociables			
En monnaie du Canada			
1983-06-01	1966		83
1983-07-15	1962		269
1984-04-02	1962		248
1985-08-01	1961		316
1986-02-01	1961		280
1986-06-15	1964		955
1986-12-01	1966		5
1987-12-15	1962		310
1988-01-15	1968		384
1988-10-15	1963		463
1989-01-15	1965		399
1989-12-01	1967		45
1990-04-01	1965		402
1990-10-15	1965		400
1991-06-01	1966		321
1991-06-01	1970		12
1991-08-01	1967		361
1991-10-01	1966		371
1992-04-01	1967		415
1992-06-01	1967		50
1992-08-01	1970		25
1993-08-01	1972		455
1993-09-15	1968		296
1994-02-08	1971		23
1994-02-08	1973		1 229
1994-10-01	1968		257
1995-09-05	1973		490
1995-10-01	1970		343
1995-11-19	1974		97
1995-11-19	1976		1 000
1995-12-02	1970		229
1995-12-02	1975		1 752
1996-03-15	1972		441
1996-12-15	1971		1 502
1998-12-15	1973		461
1999-03-01	1974		441
1999-09-04	1974		67
1999-09-04	1974		319
1999-09-04	1975		720
1999-09-04	1976		840
2000-09-09	1975		572
2001-05-04	1976		1 260
2001-05-04	1976		1 155
			<u>20 063</u>
En monnaie des États-Unis			
1989-04-15	1968	497	535
1997-03-01	1967	426	460
1997-06-01	1971	762	776
1999-05-01	1969	369	396
2000-05-15	1975	1 075	1 107
2001-06-15	1976	1 177	1 141
2003-04-01	1973	1 349	1 349
2004-04-15	1974	1 679	1 632
		<u>7 334</u>	<u>7 396</u>
			<u>27 459</u>

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes						Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
									En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)		
			a	b	c	d	e	f				
NÉGOCIABLES												
En monnaie du Canada												
Séries												
1983-04-15	1971	7½					e1		2 905		2 905	
1983-12-15	1971	7¼					e2		2 500		2 500	
1983 — 1984-11-01	1973	7¼					e3		1 700		1 700	
									7 105		7 105	
Conventionnelles												
En monnaie du Canada												
1983-06-01	1966	6	1						8 297	1	8 296	
1983-07-15	1962	5¼	1						26 556		26 556	
1983-11-16	1978	9							40 000		40 000	
1983-12-07	1977	8½							32 000		32 000(*)	
1983-12-15	1971	7½							5 000		5 000	
1984-03-15	1972	7½							10 000		10 000	
1984-04-02	1962	5¼	1						34 298	121	34 177	
1984-06-18	1981	16,50			1				150 000		150 000	
1984-08-21	1979	10¼							120 000		120 000(**)	
1984-10-20	1981	17,25			2				150 000		150 000	
1984-10-20	1981	17,25			2				50 000		50 000	
1984-11-05	1980	13¼			3				175 000		175 000	
1985-08-01	1961	5¼	1						31 308	1	31 307	
1985-10-01	1970	9							453		453	
1985-12-22	1980	13¼			4				63 000		63 000	
1985-12-22	1980	13¼			4				137 000		137 000	
1985-12-22	1981	13¼			4				118 000		118 000	
1985-12-22	1981	13¼			4				32 000		32 000	
1986-02-01	1961	5¾	1						27 720	1	27 719	
1986-02-15	1982	16,50							150 000		150 000	
1986-02-27	1980	13½							150 000		150 000	
1986-03-31	1976	10							50 000		50 000	
1986-04-01	1981	17,25			5				100 000		100 000	
1986-04-15	1979 (A)	10¼			83				50 000		50 000	
1986-06-15	1964	5½	1	84					39 868	1	39 867	
1986-06-23	1981	15,25			6				50 000		50 000	
1986-12-01	1966	6¾	1			1			1 925	1 487	438	
1987-03-22	1977	9¼							15		15	
1987-03-22	1982	16,25			7				175 000		175 000	
1987-10-15	1981 (A)	18,00			86				50 000		50 000	
1987-11-10	1982	12,75							150 000		150 000	
1987-11-15	1981 (A)	17,50			86				50 000		50 000	
1987-12-15	1962	5¼	1	84					30 628	8	30 620	
1988-01-15	1968	7½	1	85					38 034	1	38 033	
1988-03-12	1982 (A)	17,00			86				50 000		50 000	
1988-03-30	1981	14,35				e4 f1			150 000		150 000	
1988-05-01	1973	6		73					363		363	
1988-05-01	1973	7							4 940		4 940	
1988-05-01	1973	8							7 023		7 023	
1988-05-01	1982	17,20							150 000		150 000	
1988-06-15	1983	11,55							125 000		125 000	
1988-09-01	1982 (A)	16,75			86				50 000		50 000	
1988-10-15	1963	6		1	86				45 839	1	45 838	
1989-01-15	1965	5½		1	86				39 374		39 374	
1989-04-15	1982 (A)	16,50			87				50 000		50 000	
1989-04-18	1982	14,45							150 000		150 000	
1989-09-08	1982	15,25							125 000		125 000	
1989-11-15	1969	8½	1						16		16	
1989-12-01	1967	7½	1	86					4 384	1	4 383	
1990-03-09	1981	14							100 000		100 000	
1990-04-01	1965	5½		1	87				39 808		39 808	
1990-10-15	1965	5¾		1	87				39 632	1	39 631	
1991-06-01	1966	6		1					31 735	1	31 734	
1991-06-01	1970	9¼		1	90				1 209	1	1 208	
1991-08-01	1970	9¼		1	90				484	24	460	
1991-08-01	1967	6¾		1	88				35 662	1	35 661	

(*) Dont 1 701 000 \$ — valeur nominale, détenus en placements temporaires (A.C. 3936-77)

(**) Dont 2 475 000 \$ — valeur nominale, détenus en placements temporaires (A.C. 216-79)

OBLIGATIONS (suite)

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes						Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
									En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)		
			a	b	c	d	e	f				
Conventionnelles (suite)												
1991-09-30	1981	13¾				2				100 000		100 000
1991-10-01	1966	6½	1	88						36 758		36 758
1992-04-01	1967	6¼	1	89						41 092	1	41 091
1992-06-01	1967	6½	1	89						25 023	545	24 478
1992-08-01	1970	9¾	1	89						23 153	5 281	17 872
1992-08-01	1974	9¾	1	89						23 700	2 850	20 850
1992-08-01	1976	9¾	1	89						75 000	9 076	65 924
1992-10-01	1971	8¾	1	89						49 750	16 018	33 732
1992-11-23	1982	13,75								50 000		50 000
1992-12-22	1982	12,75								160 000		160 000
1993-03-15	1983	12,35								50 000		50 000
1993-08-01	1972	8¾	1	90						45 087	1	45 086
1993-09-15	1968	7½	1	90						28 813	1	28 812
1993-11-07	1981	15,00				3				100 000		100 000
1993-11-07	1981	15,00				4				100 000		100 000
1994-02-08	1971	8	1	90						38 754		38 754
1994-02-08	1973	8	1	90						43 378	159	43 219
1994-05-01	1979	10,60		89		e5				44 315		44 315
1994-05-27	1976	10¼		91						50 000		50 000
1994-05-27	1976	10¼		91						50 000		50 000
1994-10-01	1968	7½	1	91						29 200	11 666	17 534
1994-10-01	1968	7	1	91						25 432	1	25 431
1994-10-17	1979	11¼								75 000		75 000
1995-01-01	1973	8	85	92						45 000		45 000
1995-05-28	1980	12,78								200 000		200 000
1995-09-05	1973	8¾	1	91						47 540		47 540
1995-10-01	1970	9½	1	92						33 909		33 909
1995-11-01	1975	10,55				5				15 000		15 000
1995-11-19	1976	10¼	1	91						99 000		99 000
1995-11-19	1974	10¼	1	91						59 903	552	59 351
1995-11-19	1975	10¼	1	91						75 000	823	74 177
1995-12-02	1970	9½	1	92						22 611	6	22 605
1995-12-02	1975	9½	1	92						40 000	2 891	37 109
1995-12-22	1980	13¾				e6				62 000		62 000
1995-12-22	1980	13¾				e6				63 000		63 000
1995-12-22	1981	13¾				e6				82 000		82 000
1995-12-22	1981	13¾				e6				93 000		93 000
1996-03-15	1972	8	1	93						43 664	1	43 663
1996-10-08	1980	13,40								200 000		200 000
1996-11-01	1976	10,15				6				15 000		15 000
1996-11-06	1976	10¼		93						50 000		50 000
1996-12-15	1971	7¾	84	93						35 002	76 586 (*)	(41 584)
1996-12-16	1977	9¾		93						125 000		125 000
1996-12-16	1978	9¾		93						110 000		110 000
1997-03-22	1977	9,75	1	93						1		1
1997-07-15	1977	9¾		94						100 000		100 000
1997-07-15	1977	9¾		94						100 000		100 000
1997-08-15	1980	12,15								200 000		200 000
1997-11-01	1977	9,80				7				15 000		15 000
1998-02-01	1978	10				8				600		600
1998-04-01	1978	10¼		93		e7				78 200		78 200
1998-06-12	1978	10		95						100 000		100 000
1998-06-12	1978	10		95						100 000		100 000
1998-11-01	1978	10,35				9				15 000		15 000
1998-12-15	1973	8½	1	95						45 613	12	45 601
1999-02-01	1979	10,55				10				600		600
1999-03-01	1974	8¾	1	96						43 664	1	43 663
1999-05-01	1979	10,7		94		e8				55 860		55 860
1999-05-01	1979	10,7		94		e8				71 408		71 408
1999-09-04	1974	10¾	1	95						2 185	1	2 184
1999-09-04	1974	10¾	1	95						34 444	799	33 645
1999-09-04	1974	10¾	1	95						35 000	1 583	33 417
1999-09-04	1975	10¾	1	95						69 848	1	69 847
1999-09-04	1976	10¾	1	95						81 489		81 489
1999-11-01	1979	12				11				15 000		15 000
2000-02-01	1980	12,85				12				600		600
2000-09-09	1975	9½	84	96		13				30 000		30 000
2000-09-09	1975	10½	1	96						55 514		55 514

(*) Montant viré du fonds d'amortissement du système routier depuis le 28 mars 1973.

OBLIGATIONS (suite)

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %							Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde	
			Notes						En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)			
Conventionnelles (suite)													
2000-10-16	1978	10	96							125 000		125 000	
2000-11-10	1975	9%	84 96	14						8 000		8 000	
2000-11-10	1976	9%	84 96	14						16 000		16 000	
2001-02-01	1981	13,77		15						600		600	
2001-03-01	1976	9%	85 97	16						10 000		10 000	
2001-03-15	1977	9%	92 97	17						125 000		125 000	
2001-05-04	1976	10%	1 97							93 589		93 589	
2001-05-04	1976	10%	1 97							116 541	1	116 540	
2002-02-01	1982	16,90		18						600		600	
2002-06-15	1979	10,35	97							150 000		150 000	
2002-12-15	1978	10	98							150 000		150 000	
2002-12-15	1979	10	98							150 000		150 000	
2002-12-22	1982	13,25								40 000		40 000	
2003-04-17	1979	10%	98							150 000		150 000	
2004-09-24	1979	10,9	99	22						125 000		125 000	
2004-12-27	1979	11,7	98							75 000		75 000	
										8 863 011	130 507	8 732 504	
Assumées													
En monnaie du Canada													
Institut Armand-Frappier													
1983 — 1987-04-01	1964	5½, 6¼								2 662	206	2 456	
Total des obligations en monnaie du Canada										8 872 778	130 713	8 742 065	
Conventionnelles													
En monnaie des États-Unis													
Aux États-Unis													
										\$ É.-U.			
1989-04-15	1968	7	1 83						43 059	46 321	1	46 320	
1989-09-22	1982 (A)	14,25							50 000	61 844		61 844	
1993-11-15	1973	note 1	1						1 500	1 476	2 708	(1 232)	
1993-11-15	1973	note 2		19					15 000	14 778	4 802	9 976	
1995-01-03	1974	note 3	85	20					3 000	2 975		2 975	
1995-07-15	1975	note 4	1						1 000	1 030	15	1 015	
1995-07-15	1975	note 5	1	21					16 000	16 336	539	15 797	
1997-03-01	1967	5%	1 87						37 104	40 075	1	40 074	
1997-06-01	1971	9	1 86						61 638	62 765	1	62 764	
1997-06-01	1972	8½	87	e9					120 000	118 039		118 039	
1999-05-01	1969	7%	1 84						32 167	34 571	2	34 569	
2000-05-15	1975	9%	1 90						88 259	90 829		90 829	
2001-06-15	1976	9½	1 91						89 208	86 514		86 514	
2003-04-01	1973	7,9	1 88						108 365	108 351	1	108 350	
2004-04-15	1974	9,2	1 89						131 204	127 495	1	127 494	
										797 504	813 399	8 071	805 328
En Europe													
1984-04-01	1976 (A)	9							50 000	49 305		49 305	
1985-03-01	1970 (A)	9		e10					3 300	3 533		3 533	
1986-07-01	1981 (A)	14,75	8						75 000	90 106		90 106	
1988-01-15	1973 (A)	7½		e11					22 000	21 976		21 976	
1989-12-15	1981 (A)	15,25							150 000	178 151		178 151	
1990-11-01	1982 (A)	13	88						150 000	183 717		183 717	
1995-11-01	1977 (A)	9	87	e12					48 000	53 386		53 386	
										498 300	580 174		580 174

OBLIGATIONS (suite)

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
				En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)		
			a b c d e f				
Assumées							
Emprunts pour la construction du boulevard Métropolitain de Montréal							
1983 — 1985	1960	5½		2 425	2 456		2 456
1983 — 1987	1962	5		8 925	9 038		9 038
				11 350	11 494		11 494
Total des obligations en monnaie des États-Unis				1 307 154	1 405 067	8 071	1 396 996
Notes (taux):							
1 — 8% le 1973-11-15 et 8¼% le 1980-11-15.							
2 — 8½% le 1973-11-15 et 8¼% le 1985-11-15.							
3 — 9¼% le 1974-11-15, 9½% le 1980-01-03 et 10% le 1985-01-03.							
4 — 8¼% le 1975-07-15 et 9¾% le 1980-07-15.							
5 — 8¾% le 1975-07-15 et 9¾% le 1985-07-15.							
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne				D.M.			
1983 — 1987-07-01	1972	6½ (A)	78	e13	50 000	15 613	15 613
1987-02-01	1977	7½ (A)	82		150 000	63 211	63 211
1987-06-01	1977	7¼ (A)	82		150 000	66 804	66 804
1985 — 1990-05-01	1978	6 (A)	85	e17	150 000	81 655	81 655
1991-09-01	1981	10¾ (A)			150 000	73 886	73 886
1992-02-15	1982	10½ (A)			150 000	76 218	76 218
					800 000	377 387	377 387
En monnaie de la France				F.F.			
1983 — 1987-06-15	1972	7½ (A)	78	e14	74 000	14 891	14 891
En monnaie du Japon				Yens			
1983 — 1984-09-28	1972	6,9	78	e15	5 000 000	16 342	16 342
1984 — 1990-05-23	1978	6,4	84	e19	30 000 000	146 353	146 353
1986 — 1990-01-30	1980	8,3	86	e20	20 000 000	97 070	97 070
1987 — 1993-07-27	1981	8,6	87	e21	20 000 000	103 720	103 720
1988 — 1992-08-27	1982	8,7	88	e23	20 000 000	98 095	98 095
					95 000 000	461 580	461 580
En unités de compte européennes				U.C.E.			
1983 — 1994-12-17	1979	9,25 (A)	85	e16	37 000	74 432	74 432
En monnaie de la Suisse				F.S.			
1985 — 1992-03-11	1982	7¾ (A)	88	e18	100 000	65 385	65 385
1985 — 1992-12-29	1982	5¾ (A)	87	e22	100 000	60 761	60 761
					200 000	126 146	126 146
En monnaie du Royaume-Uni				L.S.			
1987-04-01	1982	15½ (A)			35 000	76 755	76 755
1989-08-15	1982	14½ (A)			30 000	64 203	64 203
					65 000	140 958	140 958

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
				En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)		
				a	b		
En monnaie des Pays-Bas				Florins			
1988-02-15	1983	7½ (A)			100 000	45 641	45 641
En unités monétaires européennes				E.C.U.			
1989-03-10	1983	11½ (A)			50 000	57 719	57 719
						11 576 599	138 784 11 437 815

(1) Aux dates de réalisation des emprunts.

NOTES

(A) Intérêt annuel

a) Avec fonds d'amortissement

1 — 1% du solde en cours.

82-92 — 1% du solde en cours commençant l'année indiquée, à la date anniversaire de l'émission.

b) Rachetables par le Gouvernement par anticipation l'année indiquée, à des pourcentages variant de 100 @ 104 sur préavis de 30 jours à 3 mois.

c) Échangeables

	Le ou avant	Pour des obligations venant à échéance	Taux %
1 —	1984-03-18	1996-06-18	16½ ou plus
2 —	1984-07-20	1996-10-20	17¼ ou plus
3 —	1984-05-05	1993-11-05	13¼
4 —	1985-10-22	1994-12-22	13¼ ou plus
5 —	1986-01-01	1993-04-01	17¼ ou plus
6 —	1986-03-23	1991-06-23	15¼ ou plus
7 —	1986-09-22	1997-03-22	16½ ou plus
8 —	1986-01-01	1993-07-01	14,75

d) Rétractables à 100 au gré du détenteur

- 1 — Le 1er décembre 1978 ou à toutes dates de paiement
- 2 — Le 30 mars 1984 sur préavis de 6 à 12 mois
- 3 — Le 7 novembre 1983 ou le 7 novembre 1987 sur préavis de 6 à 12 mois
- 4 — Le 7 novembre 1983 ou le 7 novembre 1989 sur préavis de 6 à 12 mois
- 5 — Le 1er novembre 1985 ou le 1er novembre 1990 sur préavis de 6 à 12 mois
- 6 — Le 1er novembre 1986 ou le 1er novembre 1991 sur préavis de 6 à 12 mois
- 7 — Le 1er novembre 1987 ou le 1er novembre 1992 sur préavis de 6 à 12 mois
- 8 — Le 1er février 1988 ou le 1er février 1993 sur préavis de 6 à 12 mois
- 9 — Le 1er novembre 1988 ou le 1er novembre 1993 sur préavis de 6 à 12 mois
- 10 — Le 1er février 1989 ou le 1er février 1994 sur préavis de 6 à 12 mois
- 11 — Le 1er novembre 1989 ou le 1er novembre 1994 sur préavis de 6 à 12 mois
- 12 — Le 1er février 1990 ou le 1er février 1995 sur préavis de 6 à 12 mois
- 13 — Le 9 septembre 1983 sur préavis de 6 à 12 mois
- 14 — Le 10 novembre 1983 sur préavis de 6 à 12 mois
- 15 — Le 1er février 1991 ou le 1er février 1996 sur préavis de 6 à 12 mois
- 16 — Le 1er mars 1984 sur préavis de 6 à 12 mois
- 17 — Le 15 mars 1991 sur préavis entre le 15 juillet 1990 et le 15 octobre 1990
- 18 — Le 1er février 1992 ou le 1er février 1997 sur préavis de 6 à 12 mois
- 19 — Le 15 novembre 1985 sur préavis de 6 à 12 mois
- 20 — Le 3 janvier 1985 ou le 3 janvier 1990 sur préavis de 6 à 12 mois
- 21 — Le 15 juillet 1985 si coupon boni attaché
- 22 — Le 24 septembre 1991 sur préavis de 6 à 12 mois

OBLIGATIONS (suite)

(MILLIERS \$)

NOTES (suite)

e) Échéant en série à raison de

1 —	2 905 000 par année
2 —	2 500 000 par année
3 —	830 000 par année et 870 000 en 1984
4 —	50 000 000 par année de 1986 à 1988
5 —	2 3/4% par année
6 —	20% par année de 1991 à 1995
7 —	4% par année de 1981 à 1997 et 27 200 000 le 1998-04-01
8 —	2,3% par année
9 —	6 000 000 par année
10 —	900 000 par année
11 —	1 000 000 par année de 1961 à 1983
	2 000 000 par année de 1984 à 1985
	6 000 000 par année de 1986 à 1988
12 —	2 400 000 par année de 1978 à 1983
	1 800 000 par année de 1984 à 1989
13 — D.M.	10 000 000 par année de 1978 à 1987
14 — F.F.	9 000 000 par année de 1978 à 1980
F.F.	12 000 000 par année de 1981 à 1983
F.F.	15 000 000 par année de 1984 à 1986
F.F.	17 000 000 en 1987
15 — Yen	1 000 000 000 par année de 1978 à 1983
Yen	4 000 000 000 le 28 septembre 1984
16 — E.C.U.	1 000 000 par année de 1980 à 1988
	2 000 000 en 1989
	5 000 000 en 1990
	6 000 000 par année de 1991 à 1994
17 — D.M.	25 000 000 par année de 1985 à 1990
18 — F.S.	4 000 000 par année de 1985 à 1991
19 — Yen	2 400 000 000 par année de 1984 à 1989
20 — Yen	2 000 000 000 par année de 1986 à 1989
21 — Yen	1 600 000 000 par année de 1987 à 1992
22 — F.S.	4 000 000 par année de 1985 à 1991
23 — Yen	2 000 000 000 par année de 1988 à 1991

f-1) Le capital, la prime et les intérêts sont payés sans déduction de taxes ou droits, présents ou futurs, établis par une autorité fiscale au Canada. Si de tels droits ou taxes viennent à être imposés, le Québec devra payer les fonds complémentaires pour couvrir ces droits ou taxes. Devant cette obligation, le Québec aura le privilège de racheter la totalité des obligations en cours à leur valeur nominale.

	Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Montant
NON NÉGOCIABLES					
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Aide à la croissance de l'emploi					
	Diverses dates				
	1991 — 1996	1971 — 1976	6,75 — 8,3919	a	222 916
Régime de pensions du Canada					
	Diverses dates				
	1987 — 2003	1967 — 1983	5,36 — 17,51	b	99 142
					322 058
REMBOURSABLES À DEMANDE					
En monnaie du Canada					
Obligations d'épargne du Québec					
	1983-04-01	1973	7	c	29 957
	1988-06-01	1978	9	c	71 057
	1989-06-01	1979	10,9	c	58 236
	1995-06-01	1980	14, 10,5	c	527 143
	1996-06-01	1981	16, 10,5	c	168 040
	1997-06-01	1982	16,5, 10,5		638 628
					1 493 061

a) Obligations émises en vertu des A.C. 715-71, 3620-73, 3811-73 et 1002-77 pour des prêts du gouvernement du Canada au gouvernement du Québec dans le cadre du programme spécial fédéral-provincial destiné à stimuler la croissance de l'emploi. Le taux d'intérêt est fixé au moment de l'émission de chaque émission. Ces obligations échoient vingt ans après leur émission mais elles sont rachetables par anticipation en tout temps, en totalité ou en partie, sur préavis de 30 jours.

b) Obligations émises au fonds de placement du Régime de pensions du Canada en compensation de la cotisation de certains fonctionnaires fédéraux qui travaillent au Québec et qui contribuent au Régime de pensions du Canada plutôt qu'au Régime de rentes du Québec. Ces obligations, détenues par le Ministre des Finances du Canada, peuvent être rachetées à leur valeur nominale à six mois d'avis à la demande du fonds de placement du Régime de pensions du Canada.

c) Rachetables au pair et sur demande, à toute banque.

Le taux d'intérêt sur les obligations d'épargne a été fixé à 19,5% à compter du 1^{er} octobre 1981 et 16,5% à compter du 1^{er} octobre 1982. À compter du 1^{er} juin 1983, le taux d'intérêt sur ces émissions est de 10,5% jusqu'à leur échéance respective.

FONDS D'AMORTISSEMENT

(MILLIERS \$)

Continuité

Solde au début		111 532
Plus:		
Versements du Fonds consolidé du revenu		
et revenu de placements		
Versements	27 634	
Escomptes sur achats et ventes	14 678	
Intérêts gagnés	12 400	
		54 712 (1)
		166 244
Moins:		
Obligations annulées au cours de		
l'année financière (voir page 5-30)	27 459	
Fonds utilisés pour remboursements		
d'emprunts spécifiques (voir page 5-40)	1	27 460
Solde à la fin		138 784

Situation au 31 mars 1983

Obligations		
Gouvernement du Québec		120 947 (2)
Office des autoroutes du Québec		846 (2)
Garanties par le gouvernement du Québec		2 349 (2)
Autres valeurs		
Cité de St-Lambert 3½% — 1983 — 1995-03-01		188
Encaisse		(873)
Intérêts courus		3 258
Bons du trésor du Québec		2 000
Certificat de dépôt		10 000
Compte à recevoir		69
		138 784

(1) Voir le détail par fonds aux pages 5-41 et 5-42

(2) Voir le détail aux pages 5-38 et 5-39

FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)

(MILLIERS \$)

OBLIGATIONS (détenues dans le fonds)	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	5¼	1983-07-15		273
	5¼	1984-04-02		591
	5¼	1985-08-01		313
	5¼	1987-12-15		986
	5½	1986-06-15		1 578
	5½	1989-01-15		844
	5½	1990-04-01		1 088
	5¾	1986-02-01		1 317
	5¾	1990-10-15		917
	5⅞	1997-03-01	539 (1)	582
	6	1988-05-01		58
	6	1983-06-01		1 037
	6	1988-10-15		342
	6	1991-06-01		2 422
	6¼	1992-04-01		841
	6½	1991-10-01		1 032
	6½	1992-06-01		524
	6¾	1991-08-01		849
	6,9	1998-09-28	74 600 (3)	244
	7	1989-04-15	1 767 (1)	1 901
	7	1994-10-01		876
	7	1983-05-01		9
	7½	1983-12-15		251
	7½	1988-01-15		743
	7½	1989-12-01		2 805
	7½	1993-09-15		1 730
	7½	1984-03-15		329
	7½	1983-1987-06-15	8 510 (2)	1 713
	7½	1988-01-15	542 (1)	541
	7¾	1996-12-15		715
	7⅞	1999-05-01	3 823 (1)	4 109
	7,9	2003-04-01	741 (1)	741
	8	1996-03-15		1 514
	8	1995-01-01		2 520
	8	1994-02-08		693
	8	1988-05-01		53
	8¾	1993-08-01		1 566
	8½	1998-12-15		26
	8½	1983-12-07		72
	8⅝	1999-03-01		1 011
	8¾	1995-09-05		776
	9	1997-06-01	2 050 (1)	2 087
	9	1985-10-01		12
	9	1983-11-16		160
	9	1985-03-01	9 (1)	10
	9	1995-11-01	797 (1)	886
	9,2	2004-04-15	3 144 (1)	3 055
	9¼	1991-06-01		81
	9⅜	2001-03-01		1 063
	9½	1995-12-02		1 140
	9½	1995-10-01		639
	9½	2001-06-15	3 206 (1)	3 109
	9½	2000-09-09		512
	9¾	1992-08-01		310
	9¾	1996-12-16		3 000

OBLIGATIONS (détenues dans le fonds) (suite)			Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
	Taux %	Échéance		
Gouvernement du Québec	9⅞	2000-05-15	7 007 (1)	7 211
	9⅞	2000-11-10		525
	9⅞	2000-11-10		155
	10¼	1995-11-19		5
	10¼	1995-11-19		606
	10¼	2001-05-04		984
	10¼	2001-05-04		747
	10¼	1984-08-21		2 643
	10⅜	1999-09-04		193
	10½	2000-09-09		12 737
	10¾	1999-09-04		39
	10¾	1999-09-04		4 437
	10¾	1999-09-04		3 259
	12¾	1992-12-22		4 750
	13¼	1985-12-22		7 056
	13¼	1984-11-05		4 385
	13¼	2002-12-22		7 000
	13¼	1985-12-22		4 328
	13¾	1995-12-22		1 881
	13¾	1995-12-22		910
	16½	1984-06-18		500
				120 947
Office des autoroutes du Québec	5¾	1989-07-15		846
Obligations garanties par le Gouvernement du Québec:				
Hydro-Québec	5	1984-07-15	50 (1)	50
	9	1985-02-06		25
	9¾	2000-02-06		125
	10	1997-06-01		233
	10	2003-07-05		300
	10	2009-02-01	100 (1)	116
	10¼	2003-05-15		1 250
	13¼	2005-09-30		250
				2 349

(1) En dollars des États-Unis.

(2) En francs français (F.F.).

(3) En yens japonais (Yens).

PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS D'AMORTISSEMENT

(MILLIERS \$)

Provenance des fonds

Du Fonds consolidé du revenu et revenu de placements	54 712 (1)
Moins:	
Augmentation des intérêts courus	<u>667</u>
	54 045
Valeurs échues ou vendues	<u>329 848</u>
	<u><u>383 893</u></u>

Utilisation des fonds

Achats d'obligations et de billets	385 875	
Plus:		
Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques	<u>1</u>	385 876
Diminution du solde de banque		<u>1 983</u>
		<u><u>383 893</u></u>

(1) Voir le « détail par fonds » aux pages 5-41 et 5-42

(1) Détail par fonds

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Revenu de placements	Versements	Total
En monnaie du Canada					
1983-06-01	1966	6,00		84	84
1983-07-15	1962	5,25		268	268
1984-04-02	1962	5,25	23	346	369
1985-08-01	1961	5,25		316	316
1986-02-01	1961	5,75		280	280
1986-06-15	1964	5,50	23	408	431
1986-12-01	1966	6,75	285	19	304
1987-04-01	1964	6,25	40	21	61
1987-12-15	1962	5,25	8	309	317
1988-01-15	1968	7,50	1	384	385
1988-10-15	1963	6,00		463	463
1989-01-15	1965	5,50		398	398
1989-12-01	1967	7,50	1	44	45
1990-04-01	1965	5,50		402	402
1990-10-15	1965	5,75	1	400	401
1991-06-01	1966	6,00		321	321
1991-06-01	1970	9,25	1	12	13
1991-08-01	1970	9,25	4	5	9
1991-08-01	1967	6,75	1	360	361
1991-10-01	1966	6,50		371	371
1992-04-01	1967	6,25	1	415	416
1992-06-01	1967	6,50	97	251	348
1992-08-01	1970	9,75	1 006	232	1 238
1992-08-01	1974	9,75	535	237	772
1992-08-01	1976	9,75	1 703	750	2 453
1992-10-01	1971	8,375	3 045	498	3 543
1993-08-01	1972	8,375		456	456
1993-09-15	1968	7,50	6	291	297
1994-02-08	1971	8,00	1	22	23
1994-02-08	1973	8,00	100	811	911
1994-10-01	1968	7,00		257	257
1994-10-01	1968	7,50	2 225	292	2 517
1995-09-05	1973	8,75	10	480	490
1995-10-01	1970	9,50		342	342
1995-11-19	1974	10,25	49	600	649
1995-11-19	1975	10,25	73	750	823
1995-11-19	1976	10,25		1 000	1 000
1995-12-02	1970	9,50	6	228	234
1995-12-02	1975	9,50	775	418	1 193
1996-03-15	1972	8,00		441	441
1996-12-15	1971	7,75	15 037		15 037
1998-12-15	1973	8,50	12	461	473
1999-03-01	1974	8,625	1	441	442
1999-09-04	1974	10,375	5	23	28
1999-09-04	1974	10,75	158	348	506
1999-09-04	1974	10,75	276	350	626
1999-09-04	1975	10,75	14	706	720
1999-09-04	1976	10,75	16	823	839
2000-09-09	1975	10,50	11	561	572
2001-05-04	1976	10,25		975	975
2001-05-04	1976	10,25	4	1 151	1 155
			25 554	19 821	45 375

FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)

(MILLIERS \$)

(1) Détail par fonds (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Taux %	Revenu de placements	Versements	Total
En monnaie des États-Unis					
1989-04-15	1968	7,00		535	535
1993-11-15	1973	8, 8,25	521	18	539
1993-11-15	1973	8, 125, 8,25	907	183	1 090
1995-07-15	1975	8,25, 9,375	2	13	15
1995-07-15	1975	9,375	91	205	296
1997-03-01	1967	5,875		461	461
1997-06-01	1971	9,00	1	775	776
1999-05-01	1969	7,875	1	397	398
2000-05-15	1975	9,875		1 106	1 106
2001-06-15	1976	9,50		1 140	1 140
2003-04-01	1973	7,90		1 349	1 349
2004-04-15	1974	9,20	1	1 631	1 632
			1 524	7 813	9 337
			27 078	27 634	54 712
Moins :					
Contribution au Fonds consoli- dé du revenu pour le rembour- sement d'emprunt					1
					54 711

**Répartition des valeurs détenues par fiduciaire
dans les fonds d'amortissement au 31 mars 1983**

	Valeur au pair	Équivalent canadien
Trust Général du Canada, Québec		97 241
Trust Général du Canada, Québec	50 \$ É.-U.	50
Bank of Montréal, New-York	22 377 \$ É.-U.	22 911
Montréal Trust, Québec		291
Fiducie Prêt et Revenu, Québec		255
Crédit Lyonnais, Luxembourg	8 510 F.F.	1 713
Bank of Tokyo, Japon	74 600 Yens	244
Bank of Montreal, Londres	1 348 \$ É.-U.	1 437
Banque Nationale du Canada		12 000
		136 142(*)

(*) Excluant un billet au montant de 187 918 \$ de la cité de St-Lambert détenu par le ministère des Finances.

AUTRES EMPRUNTS

(MILLIERS \$)

Sommaire

Emprunts	1 623 506
Moins:	
Fonds d'amortissement	26 349
	<u>1 597 157</u>

Continuité

Solde au début	1 487 422(1)
Plus:	
Emprunts effectués (voir page 3-4)	88 949
Billet émis à l'Office des autoroutes du Québec	<u>50 583 (3)</u>
	<u>139 532</u>
	<u>1 626 954</u>
Moins:	
Emprunts remboursés (voir page 3-6)	<u>3 448</u>
Solde à la fin	<u>1 623 506</u>

Détail

En monnaie du Canada		
Gouvernement du Canada		
Zones spéciales	125 343	
Institutions universitaires (assumées)	42 200	
Emprunts escomptés	33 404	
Office des autoroutes	<u>32 500</u>	
	<u>233 447</u>	
En monnaie des États-Unis	<u>\$ É.-U.</u>	
Euro-dollars	1 095 000	1 240 760 (2)
Office des autoroutes du Québec	<u>13 720</u>	<u>16 833 (2)</u>
	<u>1 108 720</u>	<u>1 257 593</u>
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	<u>D.M.</u>	
	<u>150 000</u>	<u>76 921 (2)</u>
En monnaie du Royaume-Uni	<u>L.S.</u>	
	<u>25 000</u>	<u>55 545 (2)</u>
		<u>1 623 506</u>

(1) Y compris en emprunts assumés 42 667 129 \$ au début et 42 200 374 \$ à la fin.

(2) Équivalent canadien aux dates de réalisation.

(3) Excluant le fonds d'amortissement de 23 500 660 \$ apparaissant à la page 5-45.

AUTRES EMPRUNTS (suite)

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Montant	Total
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Zones spéciales					
Projets terminés					
1983 — 2009-04-01	1972 — 1979	(divers taux)	(a)		125 343
Institutions universitaires					
(assumées)					
Société centrale d'hypothèque					
et de logement					
1983 — 2017-03-01	1960	5½ — 5¼		39 400	
Université Concordia					
1990 — 1994-03-01	1964	8		2 800	42 200
Emprunts escomptés					
1988 — 1992-06-14	1982	16,2888 (A)	(f)		33 404
Office des autoroutes du Québec					
1983 — 1989-07-15	1982	5,75			32 500
					233 447
En monnaie des États-Unis			\$ É.U.		
(Euro-dollars)					
1986 — 1990-11-21	1981	15½	(b) 150 000	177 480	
1986 — 1990-11-21	1979	15½	(b) 400 000	432 067	
1986 — 1990-11-21	1980	15¼	(b) 300 000	344 790	
1984 — 1993-11-02	1978	9¾ (A)	(c) 100 000	116 526	
1989 — 1994-06-15	1979	9¾ (A)	(d) 70 000	82 053	
1989 — 1994-08-09	1979	9,85 (A)	(c) 75 000	87 844	
			1 095 000	1 240 760	
Office des autoroutes du Québec					
1984-12-01	1982	5,50	13 720	16 833	
			1 108 720	1 257 593	1 257 593
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne			D.M.		
1992-02-17	1982	10,65 (A)	150 000		76 921
En monnaie du Royaume-Uni			L.S.		
1992-07-09	1982	15	25 000		55 545
					1 623 506

(a) Ce montant comprend le principal et l'intérêt couru capitalisé sur les avances progressives pour les projets terminés au 1er avril 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978 et 1979 en vertu de l'entente Canada-Québec sur les zones spéciales.

(b) Emprunt contracté de banques européennes en 1977 pour un montant de 300 000 000 \$ échéant de 1979 à 1984 aux taux du LIBOR 1½% substitué en 1978 pour un montant de 500 000 000 \$ dont 400 000 000 \$ ont été encaissés, échéant de 1984 à 1988 au taux du LIBOR plus ¾ de 1% pour les 2 premières années et de ¾ de 1% pour les années subséquentes. Substitué à nouveau en 1980 pour un montant de 1 000 000 000 \$ dont 850 000 000 \$ ont été encaissés échéant à raison de 10% en 1986, 15% en 1987, 20% en 1988, 25% en 1989 et 30% en 1990 au taux du LIBOR plus ¾ de 1% jusqu'au 21 novembre 1984 et ½ de 1% pour les années subséquentes.

Cet emprunt peut être remboursé à toute date d'intérêt sur préavis d'au moins quinze jours.

(c) Échéant à raison de 5% de 1984 à 1987, 10% de 1988 à 1992 et 30% en 1993.

(d) Échéant à raison de 6,3 millions \$ tous les 6 mois du 15 juin 1989 au 15 décembre 1993 et 7,0 millions \$ le 15 juin 1994.

(e) Échéant à raison de 6,75 millions \$ tous les 6 mois du 9 août 1989 au 9 février 1994 et 7,5 millions \$ le 9 août 1994.

(f) Emprunt de 50 000 000 \$ à 8½%, vendu à 66,809 pour donner un rendement de 16,2888%.

(A) Taux annuel.

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES OBLIGATIONS ET AUTRES EMPRUNTS
MOINS LES FONDS D'AMORTISSEMENT
Au 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

Échéance	En monnaie du Canada	En monnaie des États-Unis (1)	En monnaie de la République fédérale d'Allemagne (1)	En monnaie du Japon (1)	En monnaie du Royaume-Uni (1)	En unités de compte européennes (U.C.E.) (1)	En monnaie de la Suisse (1)	En monnaie de la France (1)	En monnaie des Pays-Bas (1)	En unités monétaires européennes (E.C.U.) (1)	Total
1983-1984	547 845	21 223	3 123	3 268		2 012		2 415			579 886
1984-1985	882 052	69 719	3 123	24 781		2 012	2 615	3 019			987 321
1985-1986	1 001 421	52 553	16 732	21 415		2 012	5 045	3 018			1 102 196
1986-1987	636 473	212 966	79 942	21 415		2 012	5 045	3 018			960 871
1987-1988	573 820	170 641	83 535	29 713	76 755	2 011	5 045	3 421	45 641		990 582
1983 — 1988	3 641 611	527 102	186 455	100 592	76 755	10 059	17 750	14 891	45 641		4 620 856
1988 — 1993	2 620 876	1 423 404	267 853	307 054	119 748	40 232	108 396			57 719	4 945 282
1993 — 1998	2 751 224 (2)	292 636		53 934		24 141					3 121 935
1998 — 2003	1 491 246	192 201									1 683 447
2003 — 2008	266 958	192 897									459 855
2008 — et plus	18 716										18 716
	<u>10 790 631</u>	<u>2 628 240</u>	<u>454 308</u>	<u>461 580</u>	<u>196 503</u>	<u>74 432</u>	<u>126 146</u>	<u>14 891</u>	<u>45 641</u>	<u>57 719</u>	<u>14 850 091</u>

NOTE:

— Cet échéancier est établi en tenant compte des dates d'options de rachat au gré du détenteur et non au gré du Gouvernement et d'une prévision de remboursement avant échéance des obligations remboursables à demande. Il ne tient pas compte des options d'échange.

De plus, les contributions futures aux fonds d'amortissement ont été considérées comme remboursements d'emprunts dans l'année où elles seront versées, diminuant ainsi le solde à rembourser lors de l'échéance.

(1) En équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts et d'acceptation des dettes assumées.

(2) Incluant deux émissions rétractables en 1983 considérant le taux:

Échéant le { 1993-11-07	15%	100 000 000
1993-11-07	15%	100 000 000

FONDS D'AMORTISSEMENT — OFFICE DES AUTOROUTES DU QUÉBEC

(MILLIERS \$)

Continuité

Fonds d'amortissement considéré en diminution du billet émis à l'office des autoroutes du Québec le 1er avril 1982.

23 500

Plus:

Versements du Fonds consolidé du revenu
et revenu de placements

Versements

619

Escomptes sur achats

334

Intérêts gagnés

1 896

2 849

Solde à la fin

26 349

Situation au 31 mars 1983

Obligations(*)

Gouvernement du Québec

16 105 (1)

Office des autoroutes du Québec

4 890 (1)

Hydro-Québec

4 251 (1)

Autres valeurs

Encaisse

3

Intérêts courus

481

Comptes à recevoir

619

26 349

(*) Voir détail à la page 5-46.

(1) Le gardien de ces obligations est le Trust Général du Canada (Montréal).

FONDS D'AMORTISSEMENT – OFFICE DES AUTOROUTES DU QUÉBEC

(MILLIERS \$)

OBLIGATIONS (détenues dans le fonds)

	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	5¼	1984-04-02		475
	5¼	1983-07-15		1 276
	5¼	1985-08-01		555
	5½	1986-06-15		850
	5½	1989-01-15		655
	5½	1990-04-01		177
	5¾	1990-10-15		18
	6	1983-06-01		385
	6	1988-10-15		771
	6¼	1992-04-01		150
	6½	1992-06-01		100
	7¼	1983-11-01		56
	7¼	1983-12-15		6
	7¼	1984-11-01		6
	7½	1983-04-15		89
	7½	1983-12-15		230
	7½	1984-03-15		788
	7½	1993-09-15		250
	8½	1983-12-07		232
	9	1983-11-16		160
	9¾	2001-03-01		95
	9½	2000-09-09		469
	9½	1995-12-02		65
	9¾	2000-11-10		196
	10¼	1984-08-21		5 264
	13¼	1984-11-05		2 616
	16½	1984-06-18		126
	17¼	1984-10-20		45
				<u>16 105</u>
Office des autoroutes du Québec	5¾	1989-07-15		4 890
				<u>4 890</u>
Obligations garanties par le gouvernement du Québec Hydro-Québec	5¼	1986-06-01		77
	5½	1983-12-15		303
	5½	1984-03-01		345
	5½	1985-03-15		848
	5½	1985-11-01		379
	5¾	1984-10-01		1 398
	13½	1984-09-24		181
	15¾	1984-07-09		720
				<u>4 251</u>

PASSIFS ÉVENTUELS

EMPRUNTS GARANTIS

(MILLIERS \$)

Sommaire

Détail page	Montant
ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	
5-48 Commission municipale du Québec	56 003
5-49 Hydro-Québec (1)	17 611 423 (3)
5-53 Office du crédit agricole du Québec	14 000
5-53 Proforêt Inc. (filiale de Rexfor)	1 000
5-54 Régie de l'assurance-dépôts du Québec	16 900
5-54 Régie de l'assurance-maladie du Québec	17 823
5-55 Régie des installations olympiques (1)	665 604
5-56 Sidbec	360 950
5-56 Société de développement immobilier du Québec	30 000
5-57 Société de développement industriel du Québec	66 600
5-57 Société d'habitation du Québec	98 689
5-57 Société nationale de l'amiante	23 500
	<u>18 962 492</u>
MUNICIPALITÉ, PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS	
5-58 Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)	1 609
5-58 Agriculteurs	23 532
5-58 Éditeurs et libraires	400
5-58 Étudiants (2)	436 836
5-59 Producteurs agricoles et propriétaires forestiers	1 488
5-60 Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires	1 154
5-61 Usines laitières régionales	4 922
	<u>469 941</u>
	<u><u>19 432 433</u></u>

(1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur au 31 mars 1983 aux taux de conversion suivants exprimés en dollar(s) canadien(s) :

En monnaie des États-Unis, dollar É.U.	= 1,2339
En monnaie de la Suisse, franc suisse	= 0,5924
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne, deutsche mark	= 0,5079
En monnaie du Japon, yen	= 0,005164
En monnaie du Royaume-Uni, livre sterling	= 1,8302
En unités monétaires européennes, E.C.U. (European Currency Unit)	= 1,13783
En monnaie des Pays-Bas, florin néerlandais	= 0,4519

(2) Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.

(3) Y compris 6 599 699 \$ pour les obligations d'Hydro-Québec détenues par le gouvernement du Québec aux fonds d'amortissement (voir pages 5-39 et 5-46)

Commission municipale du Québec

L.R.Q., c. D-7 et modifications

(MILLIERS \$)

Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires
Obligations émises par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, en vue de consentir des prêts aux municipalités.

Solde au 31 mars 1983

56 003*

Les sommes dues par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, de même que les obligations des municipalités détenues par la Commission en contrepartie ne font pas partie de l'actif et du passif du Gouvernement. En effet, il s'agit plutôt là d'une dette de la Commission garantie par le Gouvernement sur autorisation du Lieutenant-gouverneur en conseil (A.C. 2206-64).

* Détail

Montréal métropolitain : 28 978

Anjou, 77; Beaconsfield, 32; Blainville, 542; Boisbriand, 619; Boucherville, 559; Brossard, 18; Chambly, 64; Châteauguay, 179; Côte-St-Luc, 609; Dollard-Des-Ormeaux, 44; Dorion, 37; Dorval, 416; Greenfield Park, 58; Île-Perrot, 65; Lachenaie, 24; Lachine, 85; L'Assomption, 239; Laval, 738; L'Épiphanie, 15; Longueuil, 1 503; Mascouche, 144; McMasterville, 49; Mercier, 47; Montréal, 17 753; Montréal-Est, 175; Montréal-Ouest, 9; Mont-Royal, 46; Mont-St-Hilaire, 49; Notre-Dame-de-L'Île-Perrot, 71; Otterburn Park, 49; Outremont, 72; Pierrefonds, 304; Pincourt, 156; Pointe-Claire, 390; Repentigny, 53; Rosemère, 306; St-Basile-Le-Grand, 190; St-Bruno-de-Montarville, 180; Ste-Catherine, 59; St-Constant, 3; St-Eustache, 89; St-Hubert, 269; St-Lambert, 51; St-Laurent, 468; St-Léonard, 36; Ste-Thérèse, 608; Terrasse-Vaudreuil, 145; Terrebonne, 357; Varennes, 2; Verdun, 680; Westmount, 245.

Québec métropolitain : 6 946

Ancienne-Lorette, 138; Beauport, 1 103; Charlesbourg, 1 271; Charny, 780; Lévis, 299; Loretteville, 56; Québec, 1 668; St-Brigitte-de-Laval, 115; St-Félix-du-Cap-Rouge, 231; Ste-Foy, 218; St-Jean-de-Boischatel, 64; St-Romuald-d'Etchemin, 11; Sillery, 337; Val Bélair, 655.

Diverses circonscriptions électorales : 20 079

Abitibi-Est, 136; Abitibi-Ouest, 121; Argenteuil, 117; Arthabaska, 205; Beauce-Nord, 586; Beauce-Sud, 41; Beauharnois, 78; Bellechasse, 1 176; Berthier, 33; Bonaventure, 893; Brome-Missisquoi, 373; Champlain, 412; Charlevoix, 1 287; Chauveau, 209; Chicoutimi, 175; Drummond, 151; Dubuc, 394; Duplessis, 276; Gaspé, 700; Gatineau, 563; Hull, 371; Huntingdon, 101; Iberville, 65; Îles-de-la-Madeleine, 304; Johnson, 272; Joliette, 58; Jonquière, 151; Kamouraska-Témiscouata, 162; Labelle, 488; Lac-St-Jean, 91; Laprairie, 6; Laviolette, 285; Lotbinière, 647; Maskinongé, 128; Matane, 131; Matapédia, 25; Mégantic-Compton, 51; Montmagny-L'Islet, 190; Nicolet, 49; Orford, 354; Papineau, 246; Pontiac, 82; Portneuf, 117; Prévost, 301; Richelieu, 547; Richmond, 208; Rimouski, 396; Rivière-du-Loup, 206; Roberval, 307; Rousseau, 254; Rouyn-Noranda-Témiscamingue, 528; Saguenay, 750; St-Hyacinthe, 104; St-Jean, 476; St-Maurice, 644; Shefford, 378; Sherbrooke, 1 870; Trois-Rivières, 243; Ungava, 59; Vaudreuil-Soulanges, 158; Verchères, 350.

Hydro-Québec

L.R.Q., c. H-5 et modifications aa. 27 et 28

Obligations négociables

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada					
1983-12-15	1960-12-15	2071-60	5½	AA	14 528
1985-03-15	1961-03-15	447-61	5½	AB	22 474
1985-11-01	1961-11-01	1974-61	5½	AC	21 057
1984-10-01	1962-10-01	1439-62	5¾	AF	31 778
1986-06-01	1963-06-01	746-63	5¼	AM	28 597
1984-03-01	1964-03-01	271-64	5½	AN	23 919
1994-03-01	1964-03-01	271-64	5½	AN	1 238
1988-06-01	1964-12-01	2122-64	5½	AQ	38 369
1987-02-15	1965-02-15	177-65	5½	AR	7 014
1995-02-15	1965-02-15	177-65	5	AR	34 756
1991-02-01	1966-02-01	40-66	6	AU	33 160
1990-07-15	1966-07-15	1060-66	6	AW	27 248
1990-02-01	1967-02-01	42-67	6½	AZ	25 508
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	6	BC	22 814
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	7	BC	11 226
1994-10-01	1968-05-15	1323-68	7	BE	23 200
1990-03-15	1969-03-15	582-69	7¾	BH	203
1992-10-01	1969-10-01	3430-69	8½	BK	23 165
1990-02-01	1970-02-01	293-70	9½	BM	5 338
1990-12-15	1970-06-15	2452-70	9½	BO	25 125
1996-04-15	1971-04-15	1448-71	7¾	BT	41 000
1996-07-29	1971-07-29	2385-71	8¾	BU	43 781
1997-05-01	1972-05-01	1105-72	8¼	BY	42 373
1993-12-15	1972-06-15	1765-72	8¼	BZ	53 850
1997-09-15	1972-09-15	2439-72	8¾	CA	48 431
1996-11-08	1972-11-08	3087-72	8¼	CB	50 000
1998-02-21	1973-02-21	332-73	8	CD	50 000
1998-07-10	1973-07-10	2263-73	8¼	CE	55 000
1998-10-15	1973-10-15	3465-73	8¾	CG	50 000
1998-12-03	1973-12-03	4019-73	8½	CH	50 000
1999-04-01	1974-04-01	1211-74	9	CK	60 000
1996-07-03	1974-07-03	4481-74	9¾	CL	80 000
1985-02-06	1975-02-06	150-75	9	CR	20 000
2000-02-06	1975-02-06	150-75	9¾	CR	100 000
2000-02-06	1977-08-06	2405-77	9¾	CRA	125 000
2000-06-16	1975-06-16	2103-75	10	CS	80 000
1997-09-01	1975-09-01	3840-75	10¼	CU	65 000
1996-05-01	1976-05-01	458-76	10¾	CY	27 228
2001-10-21	1976-10-21	3495-76	10	DA	120 000
1997-06-01	1977-06-01	1571-77	10	DD	100 000
2003-05-15	1978-05-15	1332-78	10¼	DG	120 000
2003-05-15	1979-05-15	1200-79	10¼	DGA	140 000
2003-05-15	1979-07-24	1932-79	10¼	DGB	150 000
2003-07-05	1978-07-05	1879-78	10	DH	125 000
2003-07-05	1978-08-30	2557-78	10	DHA	125 000
1989-03-27	1979-03-27	702-79	10,4	DM	15 000
2004-03-27	1979-03-27	702-79	10¾	DM	135 000
2004-03-27	1979-12-20	3284-79	10¾	DMA	135 000
1989-05-15	1979-05-15	1200-79	10	DO	10 000
2004-10-15	1979-10-15	2643-79	11	DR	150 000
2004-10-15	1979-11-15	2989-79	11	DRA	200 000
1990-04-09	1980-04-09	947-80	Flottant	DU	75 000
1985-04-15	1980-04-15	946-80	14	DV	160 000
1986-05-06	1980-05-06	1200-80	14	DW	200 000
2005-07-15	1980-07-15	2105-80	11¾	DZ	200 000
2005-09-30	1980-09-30	2839-80	13¼	EA	185 000
1987-09-29	1980-09-29	2963-80	13	EB	100 000
1990-12-14	1980-12-14	3776-80	13¼	ED	85 000
1984-09-24	1981-03-24	705-81	13½	EF	185 000
1984-07-09	1981-07-09	1669-81	15¾	EH	160 000
1984-09-16	1981-09-16	2449-81	17½	EL	130 000
1986-11-24	1981-11-24	3019-81	17½	EN	130 000
1987-12-09	1981-12-09	3290-81	15	EP	75 000
1987-01-21	1982-01-21	40-82	16½	ER	100 000
1989-03-15	1982-03-15	585-82	16½	ET	50 000
1989-05-15	1982-05-15	1069-82	16½	EU	50 000
1993-02-20	1982-08-20	1741-82	16,9	EX	100 000
1987-09-15	1982-09-15	2006-82	15¼	EZ	154 000
2002-09-15	1982-09-15	2006-82	15¾	EZ	46 000
1987-10-13	1982-10-13	2264-82	15	FB	100 000
1992-10-15	1982-10-15	2435-82	14	FC	60 000
1992-12-15	1982-12-15	2990-82	9½	FE	40 644
1993-02-10	1983-02-10	110-83	12	FF	98 000
2003-02-10	1983-02-10	110-83	13	FF	67 000
					5 538 024

Hydro-Québec (suite)

L.R.Q., c. H-5 et modifications aa. 27 et 28

Obligations négociables (suite)

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale (*) (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie des États-Unis						
1984-07-15	1959-07-15	671-59	5	X	28 510	35 178
1988-02-15	1963-02-15	{ 205-63 334-63	5	AG	159 332	196 600
1994-04-01	1964-04-01	661-64	4½	AO	50 000	61 695
1989-11-16	1964-11-16	1926-64	4¾	AP	30 900	38 128
1985-06-15	1965-06-15	1167-65	4⅝	AS	37 370	46 111
1987-01-01	1966-01-01	2226-65	5¼	AT	36 721	45 310
1992-04-15	1966-04-26	653-66	5⅜	AV	42 286	52 177
1991-09-15	1966-09-23	1490-66	6¼	AX	26 319	32 475
1993-01-01	1967-01-01	2397-66	6¼	AY	41 177	50 808
1993-06-01	1967-06-01	1466-67	6¼	BA	37 079	45 752
1992-09-15	1967-09-15	2479-67	6½	BB	35 494	43 796
1989-01-15	1968-01-15	1-68	6⅞	BD	46 407	57 262
1986-08-01	1968-08-01	2206-68	7¾	BF	19 879	24 529
1991-11-01	1968-11-01	3466-68	7¼	BG	37 380	46 123
1999-07-15	1969-07-15	2080-69	8¾	BI	39 678	48 959
1995-12-15	1969-12-15	3820-69	9¾	BL	41 545	51 262
1995-03-15	1970-03-15	772-70	9¼	BN	49 880	61 547
1997-08-15	1970-08-15	2990-70	9½	BP	62 458	77 067
1985-10-01	1970-10-01	3632-70	9¼	BQ	4 200	5 182
1999-01-01	1971-01-01	4598-70	8¾	BR	61 366	75 720
1986-03-15	1971-03-15	780-71	8¼	BS	7 600	9 378
2001-10-01	1971-10-01	3217-71	8½	BV	62 614	77 259
1986-11-15	1971-11-15	3729-71	8½	BW	14 000	17 275
2002-02-01	1972-02-01	271-72	7⅞	BX	85 362	105 328
2003-01-01	1973-01-01	3635-72	7½	CC	106 263	131 118
2003-08-01	1973-08-01	2783-73	8½	CF	88 146	108 763
2004-01-01	1974-01-01	4411-73	8¼	CI	109 905	135 612
1989-02-01	1974-02-01	383-74	8½	CJ	23 000	28 380
1984-08-01	1974-08-01	2523-74	10,7	CM	139 972	172 711
2005-01-15	1975-01-15	28-75	10¼	CQ	188 474	232 558
2005-08-01	1975-08-01	3435-75	9¾	CT	187 904	231 855
2005-11-15	1975-11-15	5038-75	10	CW	235 475	290 553
1996-02-15	1976-02-15	371-76	10¼	CX	778 000	959 974
2006-09-15	1976-09-15	3188-76	8,6	CZ	241 258	297 688
1986-11-01	1976-11-01	3695-76	8½	DB	125 000	154 237
1996-12-15	1976-11-18	3901-76	8¾	DC	38 900	47 999
1992-08-01	1977-08-01	2333-77	9	DE	97 500	120 305
1997-09-01	1977-09-01	2955-77	9¼	DF	212 625	262 358
1993-07-01	1978-07-01	1963-78	9½	DI	38 923	48 027
2008-07-15	1978-07-15	2288-78	10	DJ	99 000	122 156
1993-08-22	1978-08-22	2558-78	9¾	DK	50 000	61 695
2009-02-01	1979-02-01	214-79	10	DL	200 000	246 780
1999-05-15	1979-05-15	1067-79	10	DN	67 500	83 288
1994-05-10	1979-05-10	1201-79	9,85	DP	100 000	123 390
2009-06-15	1979-06-15	1671-79	10⅞	DQ	200 000	246 780
1986-10-15	1979-10-15	2820-79	11¼	DS	200 000	246 780
1985-02-01	1980-02-01	199-80	12½	DT	200 000	246 780
1990-01-31	1980	128-80	9⅞-10⅞-11⅞		750 000 (1)	925 425
1992-06-15	1980-06-15	1627-80	11½	DX	83 584	103 134
2010-06-15	1980-06-15	1810-80	10¾	DY	250 000	308 475
1987-10-15	1980-10-15	3202-80	12½	EC	200 000	246 780
2010-10-15	1980-10-15	3202-80	13¼	EE	142 404	175 712
1991-02-01	1981-02-01	60-81	13	EE	95 000	117 220
1991-07-15	1981-07-15	2020-81	16¼	EI	200 000	246 780
1991-09-01	1981-09-01	2323-81	17¾	EK	250 000	308 475
1991-10-15	1981-10-15	2830-81	17¼	EM	150 000	185 085
1987-11-01	1981-11-01	3011-81	16⅞	EO	200 000	246 780
1992-01-15	1982-01-15	93-82	16⅝	EQ	200 000	246 780
1988-02-15	1982-02-15	165-82	16¼	ES	100 000	123 390
1992-08-15	1982-08-15	1853-82	14⅝	EY	150 000	185 085
1992-12-01	1982-12-01	2602-82	11½	FD	100 000	123 390
1989-02-15	1983-02-15	200-83	11¾	FG	175 000	215 933
2013-02-15	1983-02-15	201-83	13⅝	FG	100 000	123 390
					<u>7 931 390</u>	<u>9 786 542*</u>

(*) En monnaie étrangère.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5 et modifications aa. 27 et 28

Obligations négociables (suite)

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Valeur nominale (*) (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie de la Suisse				F.S.	
1987-12-22	1972-12-22	3731-72	6¼	80 000	47 392
1991-08-20	1976-08-20	2635-76	6	72 665	43 047
1992-09-21	1977-09-21	2852-77	5	90 000	53 316
1993-03-23	1978-03-23	637-78	3¾	117 000	69 311
1983-12-22	1980-12-22	3847-80	7	100 000	59 240
1991-08-17	1981-08-17	2115-81	7	100 000	59 240
1988-12-23	1981-12-23	{ 3207-81 3208-81 3209-81	7¾	300 000	177 720
1992-02-18	1982-02-18	220-82	6¾	100 000	59 240
1992-08-11	1982-08-11	1736-82	6½	100 000	59 240
1987-08-24	1982-08-24	{ 1810-82 1811-82 1812-82	6½	300 000	177 720
				<u>1 359 665</u>	<u>805 466*</u>
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne				D.M.	
1984-02-01	1969-02-01	86-69	6¾	15 000	7 618
1984-09-01	1969-09-01	2331-69	7¼	20 000	10 158
1986-09-01	1971-09-01	2874-71	8	40 000	20 316
1987-04-01	1972-04-01	907-72	6½	50 000	25 395
1988-03-01	1973-03-01	685-73	6½	50 000	25 395
1987-08-16	1977-08-16	2553-77	6½	161 500	82 026
1987-12-01	1977-12-01	4129-77	6¼	125 000	63 488
1991-12-01	1981-12-01	3206-81	10¼	150 000	76 185
1992-04-15	1982-04-15	734-82	10½	150 000	76 185
1992-06-30	1982-06-30	1487-82	10¼	300 000	152 370
1993-02-16	1983-02-16	155-83	8	200 000	101 580
				<u>1 261 500</u>	<u>640 716*</u>
En monnaie du Japon				Yens	
1992-09-20	1977-07-28	2294-77	8½	<u>20 000 000</u>	<u>103 280*</u>
En monnaie du Royaume-Uni				Livres sterling	
2011-05-31	1981-05-26	1333-81	15	40 000	73 208
2015-09-13	1982-09-13	2005-82	12¾	50 000	91 510
				<u>90 000</u>	<u>164 718*</u>
En unités monétaires européennes				E.C.U.	
1988-09-16	1981-09-16	2448-81	14¼	40 000	45 513
1989-06-01	1982-06-01	1168-82	13½	50 000	56 892
				<u>90 000</u>	<u>102 405*</u>
En monnaie des Pays-Bas				Florins	
1997-07-01	1982-07-01	1344-82	11½	<u>150 000</u>	<u>67 785*</u>

* Voir note (1) page 5-47

(*) En monnaie étrangère.

Hydro-Québec (suite)

L.R.Q., c. H-5 et modifications aa. 27 et 28

Obligations négociables (suite)

(MILLIERS \$)

En monnaie du Canada et des États-Unis

Montant

Autres emprunts

Hydro-Québec avec l'autorisation et la garantie du Gouvernement a effectué les emprunts suivants :

a) En vertu du décret 2361-81 autorisant l'émission de billets en monnaie du Canada ou des États-Unis, à un taux d'intérêt ne dépassant pas le taux préférentiel de la Banque de Montréal au Canada ou le « prime rate » de la Chase Manhattan Bank de New-York, pour des termes ne dépassant pas trois ans au Canada, et 270 jours aux États-Unis, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de 75 000 000 \$.	146 368 (2)
b) En vertu des arrêtés en conseil 2281-70, 420-71, 920-71, 3268-71, 3671-72 et 834-74 autorisant l'émission de billets au gouvernement du Canada portant intérêt à des taux variant de 7 3/16% à 7 15/16%. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêt, à compter du 25 mars 1975.	16 852
c) En vertu de l'arrêté en conseil 3463-73 autorisant l'émission de billets à Énergie Atomique du Canada Limitée, portant intérêt à des taux variant de 7 15/16% à 10%. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux après le parachèvement du projet impliqué.	151 000
d) En vertu du décret 3461-81 autorisant l'émission de billets à ordre ne dépassant pas 250 000 000 \$ en monnaie des États-Unis. Ces billets viennent à échéance au plus tôt 270 jours et au plus tard 5 ans après leur date d'émission. Ils portent intérêt à compter de leur date respective d'émission à un taux qui n'est pas supérieur au taux majoré de 2,25% des bons du trésor émis par le gouvernement des États-Unis et ayant la même échéance. Au 31 mars 1983 ces emprunts totalisent 138 775 000 \$ É.-U.	171 234
Total autres emprunts	485 454
Moins fonds d'amortissement	17 694 390
	82 967 (3)
	17 611 423

(1) D'autres garanties d'emprunts ont été autorisées par le Gouvernement dont 500 000 000 \$ en monnaie des États-Unis selon le décret 128-80 et 500 000 000 \$ en monnaie du Canada selon l'arrêté en conseil 2289-78, mais dont les emprunts n'ont pas été effectués au 31 mars 1983.

(2) Y compris 96 799 455 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 78 450 000 \$ en monnaie des États-Unis.

(3) Y compris 54 586 502 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 44 239 000 \$ en monnaie des États-Unis, 2 829 003 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 5 570 000 D.M. en monnaie de la République fédérale d'Allemagne et 1 593 556 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 2 690 000 F.S. en monnaie de la République fédérale de Suisse.

Office du crédit agricole du Québec

L.R.Q., c. C-75 et modifications et L.R.Q., c. C-78 et modifications

(MILLIERS \$)

Financement agricole

Conformément à la Loi sur le crédit agricole (L.R.Q., c. C-75 et modifications), l'Office a les pouvoirs de contracter des emprunts par obligations avec l'autorisation préalable du Gouvernement. Ces emprunts peuvent être garantis par le Gouvernement.

En vertu du décret 313-83, l'Office a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série « A », d'une valeur nominale globale de 3 850 000 \$, en monnaie du Canada, datées du 15 mars 1983, à un taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins % de 1%, payable trimestriellement, rachetables par anticipation au gré de l'Office à compter du 15 mars 1984 et échéant le 15 mars 1988.

Le Québec garantit sans réserve le service de la dette (capital et intérêt) des obligations et renonce à cette fin au bénéfice de discussion.

Le solde dû en capital seulement, au 31 mars 1983 et garanti par le Gouvernement est de 3 850 000 \$.

3 850

Financement forestier

Conformément à la Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., c. C-78 et modifications), l'Office peut, avec l'autorisation préalable du Gouvernement, contracter des emprunts par obligations. Le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de l'Office.

En vertu du décret 350-83, l'Office a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série « B », d'une valeur nominale globale de 10 150 000 \$, en monnaie du Canada, datées du 15 mars 1983, à un taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins % de 1%, payable trimestriellement, rachetables par anticipation au gré de l'Office à compter du 15 mars 1984 et échéant le 15 mars 1988.

Le Québec garantit sans réserve le service de la dette (capital et intérêt) des obligations et renonce à cette fin au bénéfice de discussion.

Le solde dû en capital seulement, au 31 mars 1983 et garanti par le Gouvernement est de 10 150 000 \$.

10 150

14 000

Proforêt Inc. (filiale de Rexfor)

Décret 941-82

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 22a de la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec, L.R.Q., c. S-12 et modifications, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Rexfor ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions, ainsi que l'exécution de toute obligation de la Société ou de toute telle filiale.

En vertu du décret 941-82, le Ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme est autorisé à garantir, au nom du Gouvernement, jusqu'à concurrence de 1 000 000 \$, toutes les obligations de Proforêt Inc. pour le financement de ses dépenses d'opérations courantes, auprès d'institutions financières reconnues.

Au 31 mars 1983, le solde dû en capital sur des emprunts de Proforêt Inc. et garanti par le Gouvernement s'élevait à 1 000 000 \$.

Au 31 mars 1982, cette garantie apparaissait au nom de Scieries Chic-Chocs Inc. en vertu de l'A.C. 2822-77.

1 000

Régie de l'assurance-dépôts du Québec

L.R.Q., c. A-26 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 54 de la Loi sur l'assurance-dépôts du Québec, le Ministre des Finances peut, avec l'autorisation du Gouvernement et aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement de tout engagement de la Régie; les sommes que le Gouvernement peut être appelé à payer sont prises sur le Fonds consolidé du revenu.

En vertu du décret 1102-80, le Ministre des Finances est autorisé à garantir le paiement en capital et intérêt, pour un montant total, en capital, n'excédant pas 15 000 000 \$ des emprunts contractés ou devant être contractés par la Régie pour faire face à ses obligations à l'égard de toute personne qui a fait un dépôt d'argent au sens de la Loi auprès de la société « Le prêt hypothécaire ».

Le solde dû, en capital seulement au 31 mars 1983 est de 10 000 000 \$.

10 000

De plus, en vertu des décrets 1323-82 et 2415-82, le Ministre des Finances est autorisé à garantir le paiement, en capital et intérêts, des emprunts contractés ou à être contractés par la Régie, vu l'insuffisance de ses ressources, pour consentir des avances temporaires d'argent à la Fédération des caisses d'entraide économique, à la Fédération des sociétés d'entraide économique, à leurs caisses et sociétés affiliées de même qu'à toute institution qui est inscrite à la Régie, pour faire face à ses obligations à l'égard des personnes qui ont fait, auprès des caisses d'entraide économique, des sociétés d'entraide économique et de toute Institution inscrite, des dépôts d'argent garantis par la Régie au sens de la Loi, pour rembourser des emprunts contractés par elle afin de venir en aide de quelque façon que ce soit à ces Fédérations, caisses, sociétés et institutions ou, généralement, pour toutes fins relatives aux problèmes encourus par ces fédérations, caisses, sociétés et institutions.

Le montant total, en capital en cours desdits emprunts à un moment donné, ne devra pas excéder 200 000 000 \$ en monnaie du Canada.

Le taux d'intérêt sur ces emprunts ne devra pas être supérieur au taux préférentiel de la banque à charte canadienne choisie, en vigueur de temps à autre ou, si le prêteur n'est pas une banque à charte canadienne à un taux correspondant à la moyenne arithmétique des taux préférentiels de trois des cinq principales banques à charte canadiennes en vigueur de temps à autre pour des prêts consentis en dollars canadiens.

Le terme de ces emprunts ne doit pas excéder un an.

Le solde dû, en capital seulement au 31 mars 1983 est de 6 900 000 \$.

6 900

16 900

Régie de l'assurance-maladie du Québec

L.R.Q., c. R-5 et modifications

(MILLIERS \$)

En vertu du chapitre R-5 et modifications des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie.

En décembre 1979, la Régie s'est portée acquéreur de l'immeuble abritant son siège social au prix de 18 536 894 \$. Pour financer cette acquisition, la Régie a contracté un emprunt hypothécaire de 18 536 894 \$, composé d'une part d'un montant de 15 169 684 \$ au taux de 10% et d'autre part d'un montant de 3 367 210 \$ au taux de 11,4% remboursable par versements mensuels égaux sur une période de 23 ans et 7 mois, se terminant le 11 juillet 2003.

Le solde dû, en capital seulement, au 31 mars 1983 est de 17 822 838 \$.

17 823

Régie des installations olympiques

L.R.Q., c. R-7 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 19a du chapitre R-7 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.

Au 31 mars 1983, les emprunts de la Régie sont formés comme suit :

	Décret ou A.C.	Montant
Emprunt sur obligations		
Emprunt de la Société Canadienne de Crédit Coopératif Ltée — 100 millions \$, en monnaie du Canada, taux annuel correspondant au taux préférentiel des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 1er avril 1982 et échéant le 31 mars 2000.	3299-79	100 000
Emprunt de la Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal — 50 millions \$, en monnaie du Canada, taux annuel de ¼ % au-dessous du taux préférentiel moyen des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 1er décembre 1983 et échéant le 1er décembre 1991.	2829-81	50 000
Emprunts sur billets		
Billets en devises des États-Unis, intérêt, au taux annuel de ¾ % au-dessus du taux interbancaires de l'eurodollar sur le marché de Londres jusqu'au 15 juillet 1987 et ½ % par la suite, payable trimestriellement, semestriellement ou annuellement selon l'option exercée par la Régie, remboursables en 13 versements semestriels à partir du 16 juillet 1986 échéant le 16 juillet 1992 (360 000 000 \$ x 1,2339).	1627-82	444 204
Emprunt de Canada Permanent Trust Company — 50 millions \$, en monnaie du Canada, taux annuel de ¼ % au-dessous du taux préférentiel des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 15 avril 1982 et échéant le 15 avril 1990.	944-80	50 000
Marge d'emprunt de 10 millions \$ en monnaie du Canada, pour la période du 15 novembre 1982 au 15 novembre 1983 au taux préférentiel des banques canadiennes.	2531-82	4 700
Marge d'emprunt de 50 millions \$, en monnaie du Canada pour la période se terminant le 31 octobre 1983 au taux préférentiel des banques canadiennes.	2437-82	16 700
		<u>665 604</u>

Sidbec

L.R.Q., c. E-14 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 14 de la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (L.R.Q., c. E-14 et modifications), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Sidbec.

Au 31 mars 1976, Sidbec a émis et vendu à la Caisse de dépôt et placement du Québec six séries de débentures à fonds d'amortissement d'une valeur nominale totale de 120 000 000 \$.

Au 31 mars 1983, le solde du principal de ces débentures garanties par le gouvernement du Québec est formé comme suit :

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	Montant
1990-12-15	1970-12-15	4602-70	9¼	A	8 850
1991-06-15	1971-06-15	2222-71	8¾	B	9 050
1991-09-01	1971-09-01	2996-71	9	C	9 050
1989-10-01	1974-10-01	3432-74	10¾	D	24 000
1995-05-15	1975-05-15	1710-75	10¼	E	30 000
1996-02-16	1976-02-16	384-76	10¾	F	30 000
					<u>110 950</u>

De plus, en vertu du décret 594-83 du 30 mars 1983, Sidbec a emprunté le 31 mars 1983 250 000 000 \$ sur billet à ordre de la Banque de Montréal remboursable le 31 mai suivant. Cet emprunt ainsi que les intérêts sont garantis par le gouvernement du Québec.

Au 31 mars 1983, le solde dû en capital sur cet emprunt temporaire de Sidbec et garanti par le Gouvernement s'élevait à 250 000 000 \$.

250 000360 950**Société de développement immobilier du Québec**

L.R.Q., c. S-11 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément au chapitre S-11 et modifications des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société.

En vertu du décret 3289-81, la Société a contracté un emprunt de 30 000 000 \$, en monnaie du Canada auprès de Victoria and Grey Trust Company par l'émission et la vente à celle-ci d'obligations série « A », datées du 8 décembre 1981 et portant intérêt à un taux annuel égal au taux préférentiel moyen des banques de référence moins ¼ %. Les obligations viendront à échéance le 8 décembre 1991 et elles ne seront pas remboursables par anticipation avant le 8 juin 1982.

Le solde dû en capital seulement, au 31 mars 1983 et garanti par le Gouvernement est de 30 000 000 \$.

30 000

Société de développement industriel du Québec

L.R.Q., c. S-11.01 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 45 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société, ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.

En vertu du décret 843-81, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série « A » d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 24 mars 1981, à un taux d'intérêt annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins 3/8% rachetables par anticipation au gré de la Société et échéant le 24 mars 1991.

De plus, en vertu du décret 3205-81, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série « B » d'une valeur nominale globale de 24 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 24 novembre 1981 et portant intérêt, à compter du 1er décembre 1981, à un taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins 1/4% rachetables par anticipation au gré de la Société et échéant le 1er décembre 1986.

Le solde dû en capital seulement, au 31 mars 1983 et garanti par le Gouvernement est de 66 600 000 \$.

66 600

Société d'habitation du Québec

L.R.Q., c. S-8 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 89a de la Loi sur la Société d'habitation du Québec, le Gouvernement peut, sur la recommandation du Conseil du trésor et aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société d'habitation du Québec ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.

En vertu des décrets 519-80, 3645-80, 1609-81, 1397-82, 1468-82 et 2254-82, la Société est autorisée à contracter auprès d'institutions financières du secteur privé des emprunts temporaires jusqu'à concurrence d'un montant total de 175 000 000 \$ pour une période se terminant le 31 décembre 1982 et jusqu'à concurrence de 120 000 000 \$ pour la période s'étendant du 1er janvier 1983 au 30 juin 1983, à un taux n'excédant pas le taux d'intérêt préférentiel des institutions financières choisies.

Le solde dû en capital seulement, au 31 mars 1983 et garanti par le Gouvernement est de 98 688 965 \$.

98 689

Société nationale de l'amiante

L.R.Q., c. S-18.2 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 15a de la Loi sur la Société nationale de l'amiante, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions, ainsi que le paiement des sommes d'argent payables par la Société ou toute telle filiale par suite de l'inexécution de ses contrats.

En vertu du décret 924-81, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série « A » d'une valeur nominale globale de 23 500 000 \$, en monnaie du Canada, datées du 31 mars 1981 à un taux d'intérêt annuel équivalent au taux préférentiel des banques de référence moins 3/8%, rachetables par anticipation au gré de la Société et échéant le 31 mars 1996.

Le solde dû en capital seulement, au 31 mars 1983 et garanti par le Gouvernement est de 23 500 000 \$.

23 500

Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)

1950-51, c. 19; 1966, c. 22

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Montant
1991-02-01	1966-02-01	485-66	6	1 609

Agriculteurs

L.R.Q., c. A-18 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément au chapitre A-18 et modifications des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec garantit à toute caisse populaire ou banque qui consent des prêts aux agriculteurs en vertu de la présente Loi le remboursement des pertes de principal et d'intérêt qui peuvent lui en résulter jusqu'à concurrence de 10% du montant total de ces prêts.

Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.

Au 31 mars 1983, les prêts consentis s'élevaient à 575 085 111 \$ et les remboursements à 551 553 512 \$ laissant un solde de 23 531 599 \$.

23 532

Éditeurs et libraires

L.R.Q., c. G-1 et modifications

(MILLIERS \$)

En vertu du chapitre G-1 et modifications des Lois refondues du Québec, la Société de développement industriel du Québec, sur décision du Ministre des Affaires culturelles et, le cas échéant, avec l'autorisation du Gouvernement peut accorder des garanties de prêts consentis à des éditeurs et libraires.

Une garantie accordée par la Société n'est valide que si le Ministre des Finances déclare, sous sa signature, sur le document constatant la garantie, qu'il en a pris connaissance.

Le montant total des garanties accordées en vertu de la présente Loi ne peut excéder la somme de 5 000 000 \$.

Au 31 mars 1983, ces garanties de prêts formaient un montant total de

400

Étudiants

L.R.Q., c. P-21 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément à la Loi sur les prêts et bourses aux étudiants, L.R.Q., c. P-21 et modifications, le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.

Au 31 mars 1983, le solde de ces prêts garantis par le gouvernement du Québec s'élevait à

436 836

Producteurs agricoles et propriétaires forestiers

L.R.Q., c. C-77 et modifications, L.R.Q., c. C-79 et modifications, L.R.Q., c. C-78 et modifications

(MILLIERS \$)

En vertu du chapitre C-77 et modifications des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt n'excédant pas 100 000 \$ à un agriculteur, une corporation d'exploitation agricole, une coopérative ou une société d'exploitation agricole.

Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.

Au 31 mars 1983, les prêts consentis et non remboursés s'élevaient à

148

En vertu du chapitre C-79 et modifications des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit qui consent des prêts aux producteurs agricoles durant les périodes critiques le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un emprunt ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ces prêts.

Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.

Au 31 mars 1983, les prêts consentis et non remboursés s'élevaient à

57

En vertu du chapitre C-78 et modifications des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt consenti en vertu de l'article 13 de cette Loi sur le crédit forestier ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ce prêt.

Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.

Au 31 mars 1983, les prêts consentis et non remboursés s'élevaient à

1 283

1 488

Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires

L.R.Q., c. M-14 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément aux articles 19, 20, 21 du chapitre M-14 et modifications des Lois refondues du Québec, le Gouvernement sur la recommandation du Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 4 000 000 \$, pour garantir le remboursement des prêts consentis aux sociétés coopératives agricoles ou aux corporations exerçant des activités similaires.

Les modalités, conditions et délais de remboursement de ces prêts garantis sont déterminés par le Gouvernement.

Nom et adresse de l'entreprise	Échéance	Date du cautionnement	A.C.	Taux %	Montant
Sociétés coopératives agricoles					
Association coopérative de Normandin, Normandin, Roberval	1990	1975-03-11	2485-74	10½	190
	1991	1976-01-05	3951-75	11	80
Chaîne coopérative du Saguenay- Lac-St-Jean, St-Bruno, Lac-St-Jean	1983	1963-04-30	143-63	6	3
	1984	1969-09-05	1264-69	9	22
Coopérative de Dorchester, St-Anselme, Dorchester	1983	1963-05-17	304-63	6½	10
Meunerie coopérative agricole St-Charles, Bellechasse	1984	1969-09-18	187-69	8½	13
Société coopérative agricole Chaudière — Etchemin, St-Anselme, Dorchester	1986	1971-10-21	3200-71	8½	62
Société coopérative agricole de St-Félix-de-Kingsey, Drummond	1988	1977-02-21	3118-76	11¼	61
Société coopérative agricole des Bois- Francs, Victoriaville, Arthabaska	1985	1965-04-14	392-65	6½	18
Corporations exerçant des activités similaires					459
Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec, Boucherville, Chambly	1985	1975-06-20	{ 1833-75 2217-75	17½	695
				17½	695
				1 154	

Usines laitières régionales
 L.R.Q., c. A-19 et modifications
 (MILLIERS \$)

En vertu du chapitre A-19 et modifications des Lois refondues du Québec, le Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut, avec l'autorisation du Gouvernement et après avoir obtenu l'avis de la Régie des marchés agricoles du Québec :

- a) garantir au nom du gouvernement du Québec et aux conditions qu'il détermine le remboursement total ou partiel du montant en principal et en intérêts de tout prêt consenti pour les fins prévues par la loi;
- b) s'engager à verser, à titre de contribution à l'amortissement de la dette, au cours de chacune des cinq années qui suivent la date où la garantie est accordée, une somme égale à quatre pour cent du montant dont le remboursement est garanti.

Le montant total des garanties accordées ne peut excéder 32 000 000 \$.

Nom et adresse de l'entreprise	Date de l'acte de fiducie	Date d'échéance	A.C.	Taux %	Montant
Association coopérative laitière du Saguenay-Lac-St-Jean, Chambord, Roberval	1969-12-15	1984-12-15	{ 2609-69 3643-69	8½	429
	1976-06-01	1991-06-01	2896-76	9¾, 10, 10½	1 800
Coopérative agricole de la Côte-Sud, St-Jean-Port-Joli, L'Islet	1977-09-15	1992-09-15	480-77	10	1 075
Coopérative agricole régionale de Papineau, Plaisance, Papineau	1971-05-01	1986-05-01	1455-71	8½	240
Coopérative laitière du Sud de Québec, Ste-Claire, Dorchester	1969-12-15	1984-12-15	3644-69	9	182
Laiterie Cité Ltée, Québec	1975-05-15	1990-05-15	512-75	10	1 196
					<u>4 922</u>

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(MILLIERS \$)

SOMMAIRE**BUDGÉTAIRES****NON BUDGÉTAIRES**

	1983	1982
	6 931 525	6 503 234
	200 250	232 600
	<u>7 131 775 (1)</u>	<u>6 735 834</u>

BUDGÉTAIRES**Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital**

	Détail en page	Autorisés par le Gou- vernement (2)	Autorisés par le Ministre (3)	1983	1982
Commissions scolaires	5-64	167 835	1 267 011	1 434 846	1 437 365
Collèges d'enseignement général et professionnel	5-69	518 354	126 998	645 352	588 558
Universités	5-70	557 499	31 805	589 304	581 544
Institutions de santé	5-71	580 713 (4)	119 215	699 928	624 551
Établissements de services sociaux	5-75	255 859 (4)	19 944	275 803	255 904
Municipalités et organismes municipaux	5-77	1 155 793		1 155 793	964 757
Sociétés d'État et divers organismes	5-78	47 468		47 468	46 805
		<u>3 283 521</u>	<u>1 564 973</u>	<u>4 848 494 (5)</u>	<u>4 499 484</u>

Pour des dépenses en capital

Commissions scolaires					
Marges de crédit bancaire	5-64		699 418	699 418	475 000
Institutions de santé					
Marges de crédit bancaire	5-71		26 850	26 850	12 125
Établissements de services sociaux					
Marges de crédit bancaire	5-75		6 500	6 500	5 700
Municipalités et organismes municipaux	5-79	1 025 793		1 025 793	1 100 471
Divers organismes	5-81	2 582		2 582	4 564
		<u>1 028 375</u>	<u>732 768</u>	<u>1 761 143</u>	<u>1 597 860</u>

Pour des congés de maladie accumulés par les employés du Gouvernement

	230 997	294 096
--	---------	---------

Pour de l'aide financière à des entreprises du gouvernement du Québec, à l'habitation familiale et autres, imputable à des crédits permanents

5-82	90 891	111 794
	6 931 525	6 503 234

NON BUDGÉTAIRES**Solde à verser pour des apports de capitaux à des entreprises du gouvernement du Québec, imputable à des crédits permanents**

5-83	200 250	232 600
	<u>7 131 775 (6)</u>	<u>6 735 834</u>

(1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur le 31 mars.

(2) Autorisés par le Lieutenant-gouverneur en conseil et/ou le Conseil du trésor.

(3) Autorisés par le Ministre de l'Éducation ou des Affaires sociales en vertu de lois et règlements.

(4) Excluant 6 653 000 \$ (6 689 000 \$ en 1982) pour les institutions de santé et 189 799 000 \$ (189 170 000 \$ en 1982) pour les établissements de services sociaux à l'égard de projets complétés, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.

(5) Voir l'échéancier sommaire à la page suivante.

(6) Ces engagements financiers seront liquidés à même des crédits annuels autorisés par l'Assemblée nationale, sauf lorsque indiqué autrement.

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS FINANCIERS
POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL
DES EMPRUNTS CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
Au 31 mars 1983**

(MILLIERS \$)

Échéance	Commissions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et profes- sionnel	Universités	Institutions de santé	Établis- sements de services sociaux	Municipalités et organismes municipaux	Sociétés d'État et divers organismes	Total
1983-1984	289 778*	195 034*	58 449*	171 217*	42 775*	78 286	2 363	837 902
1984-1985	159 910	122 358	56 561	69 084	8 784	71 442	2 319	490 458
1985-1986	176 846	56 091	87 365	89 171	8 477	101 784	6 651	526 385
1986-1987	206 947	58 232	58 296	109 884	46 200	112 120	1 654	593 333
1987-1988	171 277	66 099	70 019	95 127	6 737	72 407	1 733	483 399
1983 — 1988	1 004 758*	497 814*	330 690*	534 483*	112 973*	436 039	14 720	2 931 477
1988 — 1993	299 682	112 307	148 867	149 765	77 038	347 317	8 751	1 143 727
1993 — 1998	97 307	27 411	59 346	12 920	17 582	117 422	7 269	339 257
1998 — 2003	29 908	5 596	43 088	2 760	6 720	88 399	11 498	187 969
2003 — 2008	523	855	1 287		8 297	37 759	5 230	53 951
2008 — 2013	748	625	1 806		5 066	29 017		37 262
2013 — 2018	881	270	2 532		7 501	46 999		58 183
2018 — 2023	1 039	119	1 688		11 105	32 104		46 055
2023 — 2028		205			16 445	10 823		27 473
2028 — 2033		150			13 076	9 914		23 140
	<u>1 434 846*</u>	<u>645 352*</u>	<u>589 304*</u>	<u>699 928*</u>	<u>275 803*</u>	<u>1 155 793</u>	<u>47 468</u>	<u>4 848 494</u>

* Incluant des emprunts temporaires, 139 651 000 \$ aux commissions scolaires, 126 998 000 \$ aux collèges d'enseignement général et professionnel, 31 805 000 \$ aux universités, 119 215 000 \$ aux institutions de santé et 19 944 000 \$ aux établissements de services sociaux qui seront l'objet d'un financement à long terme lors de l'achèvement de projets en cours ou lors du refinancement de projets terminés.

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES

(MILLIERS \$)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement

A-2 Autorisés par le Ministre de l'Éducation

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le Ministre de l'Éducation.

Régionales et locales	A-1	A-2	Sous- total	B	1983	1982
Amiante	525	4 943	5 468	4 120	9 588	8 040
Black Lake-Disraëli		264	264	652	916	682
Thetford Mines		829	829	1 127	1 956	1 827
Baie-des-Chaleurs	2 555	3 954	6 509	3 362	9 871	10 218
Mrg-Matte		1 100	1 100	457	1 557	1 440
Ristigouche		392	392	458	850	711
Tracadie	33	1 025	1 058	997	2 055	1 766
Val-d'Accueil		190	190	767	957	732
Bas-St-Laurent	1 903	13 394	15 297	13 874	29 171	15 160
La Mitis		496	496	792	1 288	1 063
La Neigette		3 852	3 852	2 930	6 782	5 253
Blainville-Deux-Montagnes	5 468	15 844	21 312	3 737	25 049	25 449
Deux-Montagnes		558	558	1 268	1 826	1 331
St-Eustache	33	3 235	3 268	5 905	9 173	5 974
Ste-Thérèse		2 145	2 145	7 012	9 157	7 178
Bois-Francs	664	9 510	10 174	6 361	16 535	15 047
Jean-Rivard		352	352	746	1 098	892
Prince-Daveluy		975	975	2 712	3 687	2 843
Victoriaville		554	554	1 795	2 349	1 765
Warwick	27	470	497	507	1 004	878
Carignan	344	5 511	5 855	3 511	9 366	8 178
Sorel		1 043	1 043	2 842	3 885	2 123
Tracy		388	388	802	1 190	988
Chambly	9 747	25 492	35 239	9 507	44 746	42 484
Greenfield Park		543	543	1 028	1 571	1 110
Jacques-Cartier	1 642	4 012	5 654	2 684	8 338	7 720
Mont-Fort		2 119	2 119	4 984	7 103	5 908
St-Exupéry		1 384	1 384	4 153	5 537	3 379
Taillon	95	4 332	4 427	4 295	8 722	7 786
Varenes	852	8 007	8 859	10 825	19 684	15 078
Charlevoix	2 437	1 520	3 957	4 579	8 536	7 029
Du Gouffre		448	448	871	1 319	1 104
Laure-Conan	82	418	500	823	1 323	1 103
Châteauguay-Valley	576	1 286	1 862	1 914	3 776	2 975
Lac-St-Louis-de-Châteauguay		319	319	562	881	765
Ormstown		54	54	814	868	604
Chaudière	5 303	8 836	14 139	3 739	17 878	17 302
Beauceville		163	163	354	517	410
des Cèdres	46	232	278	947	1 225	945
des Érables		383	383	1 417	1 800	1 295
Langevin	565	568	1 133	955	2 088	1 887
St-Joseph		269	269	1 076	1 345	1 010
Chauveau	4 371	7 450	11 821	4 131	15 952	15 023
Ancienne-Laurette		4 387	4 387	2 707	7 094	5 811
la Jeune Laurette	1 139	7 678	8 817	4 500	13 317	12 155
Montcalm		512	512	1 108	1 620	1 258
Des Monts	1 905	5 279	7 184	5 350	12 534	10 992
la Tourelle	101	357	458	1 416	1 874	1 388
Matane		1 198	1 198	1 543	2 741	2 327

	A-1	A-2	Sous- total	B	1983	1982
District of Bedford	1 348	1 398	2 746	2 069	4 815	4 360
Du Golfe	8 054	13 782	21 836	5 557	27 393	25 423
Bersimis		476	476	1 705	2 181	1 671
Fermont				240	240	141
Gagnon		181	181	584	765	580
Louis-Joliet		587	587	816	1 403	1 162
Port-Cartier		1 798	1 798	1 105	2 903	2 725
Schefferville		434	434	414	848	759
Sept-Iles	196	7 134	7 330	1 615	8 945	8 401
Tadoussac		407	407	84	491	502
Eastern Québec		191	191	580	771	585
Greater Québec		407	407	840	1 247	951
Greater Seven Islands		473	473	915	1 388	1 079
Saguenay		382	382	267	649	618
St-Maurice		62	62	418	480	339
Eastern Townships	960	2 386	3 346	4 079	7 425	6 248
Lennoxville		220	220	750	970	749
St-Francis		110	110	419	529	374
Estrie	4 375	37 691	42 066	25 305	67 371	63 942
Asbesterie		49	49	662	711	89
Coaticook		373	373	686	1 059	887
Lac-Mégantic		544	544	717	1 261	1 067
La Sapinière		584	584	834	1 418	1 157
Magog		458	458	671	1 129	981
Morilac		655	655	4 738	5 393	3 861
Sherbrooke (catholique)		11 431	11 431	4 608	16 039	11 878
Gaspésie Prot.		556	556	1 501	2 057	1 613
Bonaventure (anc. Chaleur Bay)				178	178	112
Gaspé				339	339	221
Grand-Portage	2 326	12 155	14 481	12 855	27 336	21 430
des Basques		894	894	630	1 524	1 383
des Frontières		260	260	471	731	636
des Montagnes		207	207	730	937	664
Jean-Chapais		487	487	939	1 426	1 183
Rivière-du-Loup		959	959	4 112	5 071	3 365
Témiscouata		1 237	1 237	764	2 001	1 566
Harricana	8 016	19 274	27 290	9 836	37 126	34 400
Amos	94	975	1 069	1 337	2 406	2 044
Barraute-Senneterre		272	272	753	1 025	772
Joutel-Matagami		65	65	1 708	1 773	1 218
Quévillon		67	67	449	516	376
Honoré-Mercier	1 110	9 578	10 688	4 147	14 835	13 757
Des Rivières		438	438	1 171	1 609	1 237
Iberville		963	963	2 248	3 211	2 237
Marieville		230	230	2 454	2 684	1 268
St-Jean-sur-Richelieu		3 111	3 111	1 856	4 967	4 498
Jean-Talon	1 504	8 680	10 184	1 687	11 871	11 162
Charlesbourg	166	1 989	2 155	1 990	4 145	3 643
Des Îlets		11 480	11 480	3 988	15 468	11 277
Lac-St-Jean	283	7 552	7 835	3 238	11 073	10 434
Alma		1 225	1 225	687	1 912	1 864
Belle-Rivière		465	465	975	1 440	1 222
Delisle		236	236	906	1 142	840

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES (suite)

(MILLIERS \$)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1983	1982
Lanaudière	1 131	14 472	15 603	5 221	20 824	19 989
Berthier-Dutraie		590	590	1 485	2 075	1 363
Des Cascades-L'Achigan	151	892	1 043	1 689	2 732	2 412
Industrie	211	1 015	1 226	3 587	4 813	3 829
Nord-Joli		948	948	5 484	6 432	4 712
Lapointe	3 437	5 652	9 089	3 793	12 882	13 321
Arvida		564	564	1 034	1 598	1 346
Jonquière		1 796	1 796	1 144	2 940	2 724
les Deux-Rives	182	1 436	1 618	1 432	3 050	2 643
La Vérendrye	2 532	1 612	4 144	2 189	6 333	5 715
Malartic	32	338	370	989	1 359	1 089
Val-d'Or		1 237	1 237	1 305	2 542	2 229
Lignery	1 032	15 107	16 139	4 797	20 936	18 790
Brossard		7 140	7 140	1 348	8 488	8 326
Laprairie		8 140	8 140	7 517	15 657	12 044
Napierville		496	496	3 798	4 294	2 646
Louis-Fréchette	5 219	9 690	14 909	7 906	22 815	16 239
Abénakis		183	183	666	849	656
Bellechasse		1 644	1 644	587	2 231	2 095
Élan		162	162	509	671	499
Nouvelle-Beauce		399	399	2 756	3 155	2 320
Pointe-Lévy		2 708	2 708	1 420	4 128	3 846
Louis-Hémon	5 664	6 185	11 849	2 876	14 725	14 190
Dolbeau		233	233	1 373	1 606	1 255
La Vallière		558	558	1 131	1 689	1 266
Normandin	29	313	342	934	1 276	1 025
Roberval		705	705	1 133	1 838	1 558
Vallée-de-Mistassini		436	436	861	1 297	1 065
Mauricie	6 381	5 750	12 131	8 291	20 422	17 799
Grand-Mère	43	2 845	2 888	806	3 694	2 686
Haut-St-Maurice		690	690	909	1 599	1 353
Normandie	36	1 758	1 794	626	2 420	2 318
Shawinigan		392	392	1 052	1 444	1 220
Val-Mauricie		283	283	1 389	1 672	1 257
Meilleur	637	12 163	12 800	4 507	17 307	16 072
Granby	213	698	911	1 388	2 299	2 040
Provençal		767	767	2 445	3 212	1 771
Waterloo		248	248	563	811	654
Orléans	258	16 409	16 667	4 825	21 492	21 043
Beauport		2 748	2 748	1 517	4 265	3 937
Chûtes-Montmorency	38	762	800	862	1 662	1 327
Côte-de-Beaupré	58	452	510	821	1 331	1 112
Outaouais	14 878	34 578	49 456	1 515	50 971	51 161
Aylmer		2 462	2 462	1 611	4 073	3 621
Champlain		10 173	10 173	5 308	15 481	14 258
Gatineau		4 689	4 689	1 907	6 596	6 238
Outaouais-Hull		3 572	3 572	1 402	4 974	3 789
Pontiac	50	1 181	1 231	1 160	2 391	2 011
Portage-du-Fort				11	11	8
Papineau	4 246	2 253	6 499	2 184	8 683	8 037
Seigneurie	95	422	517	845	1 362	1 133
Vallée-de-la-Lièvre		602	602	2 150	2 752	2 225
Pascal-Taché	1 909	10 731	12 640	2 543	15 183	16 112
La Pocatière		187	187	1 092	1 279	948
L'Islet-Sud		426	426	432	858	727
Montmagny		1 946	1 946	893	2 839	2 682
Trois-Saumons		276	276	783	1 059	837

	A-1	A-2	Sous- total	B	1983	1982
Péninsule	4 612	5 091	9 703	4 419	14 122	12 833
Anses		362	362	605	967	799
Forillon		522	522	814	1 336	1 004
Grande-Hermine	34	1 057	1 091	1 535	2 626	2 229
Rocher-Percé	15	444	459	767	1 226	1 035
Provencher	4 108	1 813	5 921	2 265	8 186	7 627
Lac-St-Pierre	80	310	390	902	1 292	1 004
Les Becquets		839	839	436	1 275	1 160
Port-Royal		642	642	1 976	2 618	1 935
St-François	884	8 553	9 437	3 355	12 792	11 733
Acton Vale		261	261	623	884	703
Drummondville		2 852	2 852	2 788	5 640	4 547
South Shore Prot.	1 144	3 474	4 618	2 588	7 206	5 997
Richelieu-Valley		628	628	504	1 132	1 037
St-Lawrence Prot.		3 389	3 389	1 029	4 418	4 193
South Central		294	294	815	1 109	900
Tardivel	575	3 742	4 317	2 998	7 315	6 213
Grand-Bois		579	579	798	1 377	1 158
Mgr-Vachon		434	434	1 785	2 219	1 743
Portneuf		449	449	671	1 120	955
Tilly	715	9 351	10 066	20 336	30 402	22 147
Chaudière-Etchemin	94	9 383	9 477	6 473	15 950	11 759
Lotbinière		3 093	3 093	628	3 721	3 510
Marie-Victorin		1 415	1 415	684	2 099	1 898
Ste-Foy		3 689	3 689	7 246	10 935	8 495
Vaudreuil-Soulanges	396	3 468	3 864	9 331	13 195	10 549
Île-Perrot		593	593	1 647	2 240	1 626
Soulanges		423	423	564	987	776
Vaudreuil		575	575	1 045	1 620	1 164
Vieilles-Forges	4 063	9 434	13 497	4 738	18 235	18 583
Cap-de-la-Madeleine		987	987	4 605	5 592	3 674
Chavigny		6 117	6 117	1 694	7 811	5 384
des Chenaux		527	527	294	821	795
Grand-Pré		1 450	1 450	559	2 009	1 891
Trois-Rivières		1 482	1 482	1 185	2 667	2 593
Western Québec Prot.	137	1 436	1 573	2 097	3 670	3 143
Greater Hull		1 004	1 004	3 068	4 072	3 212
North Western Québec		53	53	21	74	82
Pontiac				436	436	285
Yamaska	1 543	5 824	7 367	6 742	14 109	10 403
Argile-Bleu	84	5 479	5 563	4 026	9 589	8 084
St-Hyacinthe		1 253	1 253	4 070	5 323	4 090
Val-Monts		763	763	1 323	2 086	1 577
Intégrées						
Abitibi	1 671	2 823	4 494	4 822	9 316	8 028
Baie-des-Ha! Ha!		1 893	1 893	2 421	4 314	3 546
Chapais-Chibougamau		969	969	2 267	3 236	2 501
Châteauguay	668	7 007	7 675	1 530	9 205	8 491
Chicoutimi	5 865	8 702	14 567	2 813	17 380	16 209
Chomedey-de-Laval	3 932	15 580	19 512	4 587	24 099	24 025
Commission des écoles catholiques de Québec		20 581	20 581	13 715	34 296	29 336

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)**COMMISSIONS SCOLAIRES (suite)**

(MILLIERS \$)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1983	1982
Crie				3 115	3 115	
Davignon	299	2 555	2 854	2 238	5 092	4 672
Des Îles	166	1 516	1 682	3 506	5 188	3 495
Haute-Gatineau	41	475	516	2 812	3 328	1 293
Huntingdon		2 008	2 008	1 460	3 468	3 139
Kativik				3 926	3 926	
Lac-Témiscamingue	103	7 220	7 323	8 463	15 786	13 450
Laurentian	381	1 337	1 718	2 566	4 284	3 308
des Laurentides	808	4 361	5 169	1 914	7 083	6 078
Laurenval	878	6 094	6 972	16 060	23 032	18 878
Le Gardeur	515	11 417	11 932	8 219	20 151	15 529
Les Ecores	994	7 357	8 351	3 348	11 699	11 268
du Littoral				4 275	4 275	1 288
du Long-Sault		1 795	1 795	1 974	3 769	3 145
Manicouagan	3 935	22 556	26 491	3 082	29 573	29 121
des Manoirs		18 669	18 669	7 089	25 758	22 544
des Mille-Îles	1 370	20 532	21 902	3 659	25 561	24 102
Moissons		2 865	2 865	3 989	6 854	2 810
Pierre-Neveu	2 751	3 714	6 465	2 824	9 289	9 290
Rouyn-Noranda	1 422	9 043	10 465	2 419	12 884	12 702
St-Jérôme	2 134	8 010	10 144	5 946	16 090	14 707
Valin		726	726	6 102	6 828	4 131
Vallée-de-la-Matapédia	824	3 384	4 208	1 878	6 086	6 033
Valleyfield	913	5 624	6 537	3 401	9 938	9 417
Non régionalisées						
Baie-Comeau				68	68	42
Laurentienne		9	9	132	141	98
Conseil Scolaire						
Île de Montréal	2 374	436 703	439 077	59 869	498 946	504 259
	<u>167 835</u>	<u>1 267 011</u>	<u>1 434 846</u>	<u>699 418</u>	<u>2 134 264</u>	<u>1 912 365</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL
(MILLIERS \$)

	Autorisés par le Gou- vernement	Autorisés par le Ministre de l'Éducation	1983	1982
Abitibi-Témiscamingue	7 020	2 986	10 006	9 199
Ahuntsic, Montréal	23 500	2 580	26 080	25 563
Alma	4 787	1 936	6 723	5 704
André-Laurendeau, Lasalle	20 500	3 046	23 546	23 648
Bois-de-Boulogne, Montréal	7 500	2 139	9 639	9 199
Champlain (Régional), Sherbrooke	14 000	4 005	18 005	17 263
Chicoutimi	7 219	8 602	15 821	12 942
Côte-Nord (Régional), Baie-Comeau	5 500	13 778	19 278	15 479
Dawson, Montréal	25 395		25 395	11 902
Drummondville	1 000	12 467	13 467	6 588
Édouard-Montpetit, Longueuil	23 075	7 534	30 609	28 688
François-Xavier-Garneau, Québec	11 000	927	11 927	11 369
Gaspésie, Gaspé	6 405	3 499	9 904	8 728
Granby	2 231	618	2 849	486
Hauterive		3 662	3 662	2 666
John Abbott, Ste-Anne-de-Bellevue	31 700	1 913	33 613	29 294
Joliette	6 537	643	7 180	6 970
Jonquière	7 056	2 901	9 957	8 424
La Pocatière	10 000	1 898	11 898	10 607
Lévis-Lauzon, Lauzon	11 500	4 041	15 541	14 797
Limoilou, Québec	19 120	2 290	21 410	20 512
Lionel-Groulx, Ste-Thérèse-de-Blainville	7 482	1 711	9 193	8 315
Maisonnette, Montréal	15 857	1 417	17 274	16 901
Matane	1 000	1 285	2 285	1 960
Montmorency, Laval	18 500	826	19 326	18 595
Outaouais	14 591	411	15 002	14 797
Région de l'Amiante, Thetford Mines	13 000	1 939	14 939	14 077
Rimouski	18 454		18 454	18 854
Rivière-du-Loup	5 935	1 896	7 831	7 809
Rosemont, Montréal	16 957	2 708	19 665	19 070
St-Félicien	7 296	1 216	8 512	8 127
Ste-Foy	10 846	4 966	15 812	13 996
St-Hyacinthe	14 500	892	15 392	16 408
St-Jean-sur-Richelieu, St-Jean	3 158	699	3 857	3 620
St-Jérôme	10 356	3 577	13 933	13 714
St-Laurent, Montréal	7 676	2 911	10 587	8 859
Sept-Îles		456	456	208
Shawinigan	8 600	411	9 011	11 537
Sherbrooke	17 671	2 804	20 475	22 409
Sorel-Tracy	1 200	10 647	11 847	8 213
Trois-Rivières	9 625	417	10 042	9 351
Valleyfield	11 976	697	12 673	12 127
Vanier, Montréal	14 236	686	14 922	14 800
Victoriaville	11 669	645	12 314	11 936
Vieux-Montréal	32 724	2 316	35 040	32 847
	<u>518 354</u>	<u>126 998</u>	<u>645 352</u>	<u>588 558</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)**POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL** (suite)
UNIVERSITÉS

(MILLIERS \$)

	Autorisés par le Gou- vernement	Autorisés par le Ministre de l'Éducation	1983	1982
Bishops, Lennoxville	1 400		1 400	1 400
Concordia, Montréal	17 600	2 897	20 497	20 109
Écoles des hautes études commerciales, Montréal	8 000		8 000	6 816
École polytechnique, Montréal	26 856	1 142	27 998	27 915
Laval, Ste-Foy	85 001	2 289	87 290	86 474
McGill, Montréal	74 578	2 439	77 017	73 941
Montréal	103 570	3 932	107 502	107 699
Sherbrooke	40 781	652	41 433	41 334
Université du Québec	199 713	18 454	218 167	215 856
	<u>557 499</u>	<u>31 805</u>	<u>589 304</u>	<u>581 544</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
INSTITUTIONS DE SANTÉ ET ÉTABLISSEMENTS
DE SERVICES SOCIAUX
(MILLIERS \$)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement

A-2 Autorisés par le Ministre des Affaires sociales

B Pour des dépenses en capital : marges de crédit bancaire autorisées par le Ministre des Affaires sociales

	A-1	A-2	Sous- total	B	1983	1982
Institutions de santé						
Alma : Hôtel-Dieu	1 270		1 270		1 270	1 270
Amos : Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos	2 050		2 050		2 050	2 736
Amqui : Centre hospitalier d'Amqui				858	858	
Arthabaska : Hôtel-Dieu	3 975		3 975		3 975	3 975
Asbestos : Centre hospitalier d'Asbestos	1 952		1 952		1 952	1 974
Baie Comeau :						
Pavillon Boisvert				401	401	1 695
Pavillon Le Royer						3 482
Beauport :						
Centre hospitalier Robert-Giffard	9 477		9 477	1 403	10 880	9 982
Centre hospitalier St-Augustin	2 030		2 030		2 030	2 030
Bedford : Centre local de services communautaires de Bedford	3 550	71	3 621		3 621	4 135
Buckingham : Centre hospitalier de Buckingham	4 460	775	5 235		5 235	3 367
Chandler : Centre hospitalier de Chandler	6 000		6 000		6 000	6 000
Chicoutimi :						
Hôpital de Chicoutimi Inc.	7 825		7 825	361	8 186	7 211
Buanderie communautaire		4 956	4 956		4 956	3 245
Chicoutimi-Nord : Institut Roland-Saucier	3 310		3 310		3 310	3 563
Chisasibi : Centre hospitalier de Chisasibi		1 119	1 119		1 119	942
Cowansville : Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins	610		610		610	640
Dolbeau : Centre hospitalier de Dolbeau	1 750		1 750		1 750	1 688
Drummondville :						
Centre hospitalier Georges-Frédéric	4 210		4 210		4 210	3 944
Hôpital Ste-Croix	7 400		7 400		7 400	6 864
Gaspé : Hôtel-Dieu de Gaspé	6 916		6 916		6 916	7 564
Gatineau : Centre hospitalier de Gatineau	20 000	18 144	38 144	3 551	41 695	13 084
Granby : Centre hospitalier de Granby	5 500		5 500		5 500	5 500
Grande-Vallée : Centre local de services communautaires						5

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
INSTITUTIONS DE SANTÉ ET ÉTABLISSEMENTS
DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(MILLIERS \$)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1983	1982
Grand-Mère : Centre hospitalier Lafèche-Grand-Mère	3 100		3 100		3 100	2 498
Greenfield Park : Hôpital Charles-Lemoyne	4 100	3 309	7 409		7 409	7 010
Hauterive : Centre hospitalier régional Baie-Comeau — Hauterive	7 000	2 013	9 013		9 013	3 000
Hull :						
Centre hospitalier de la Piéta	4 625		4 625		4 625	5 190
Centre hospitalier régional de l'Outaouais	10 800	3 299	14 099		14 099	13 799
Corporation centre local de services communautaires		25	25		25	
Hôpital Pierre-Jannet	2 400		2 400		2 400	2 400
Joliette : Centre hospitalier régional de Lanaudière	18 040	2 681	20 721	4 350	25 071	24 802
Jonquière : Centre hospitalier de Jonquière	1 600		1 600		1 600	1 572
Kuujuaq : Centre hospitalier de l'Ungava		10 054	10 054		10 054	8 759
La Baie : Hôpital de la Baie-des-Ha!Ha! Inc.	2 075		2 075		2 075	1 900
Lasalle : Hôpital Général Lasalle	4 380	2 810	7 190	334	7 524	2 097
La Sarre : Centre hospitalier St-François-d'Assise				1 400	1 400	1 000
La Tuque : Hôpital St-Joseph de la Tuque	1 300		1 300		1 300	1 300
Laurier-Station : Centre local de services communautaires Arthur-Caux	1 190		1 190		1 190	1 190
Laval :						
C.A.P.E.Q. Inc.	136		136		136	170
Cité de la santé de Laval	15 215		15 215		15 215	15 215
Centre local de services communautaires du Marigot (Pont-Viau)		1 375	1 375		1 375	101
Lebel-sur-Quévillon :						
Centre de santé Lebel	585	67	652		652	1 085
Centre hospitalier Lebel-sur-Quévillon						116
Lévis : Hôtel-Dieu de Lévis	9 660		9 660		9 660	9 785
Longueuil : Centre hospitalier Pierre-Boucher	36 500	2 656	39 156	7 444	46 600	31 539
Lourdes-de-Blanc-Sablon : Centre de santé de la Basse-Côte-Nord	450		450		450	450
Magog : Hôpital de la Providence	140		140		140	280
Maria : Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs		4 473	4 473		4 473	638
Matagami : Centre Hospitalier Isle-Dieu Inc.	1 000		1 000		1 000	1 000
Matane :						
Centre hospitalier de Matane	2 800		2 800		2 800	441
Hôpital du Très-Saint-Rédempteur						2 576
Mont-Laurier : Hôpital Notre-Dame-de-Ste-Croix	3 750		3 750		3 750	4 067
Montmagny : Hôtel-Dieu de Montmagny	3 120		3 120		3 120	3 175

	A-1	A-2	Sous- total	B	1983	1982
Montréal:						
Centre hospitalier Jacques-Viger	2 300	2 805	5 105		5 105	4 797
Centre hospitalier J.Henri-Charbonneau	3 950		3 950		3 950	3 418
Centre hospitalier gériatrique Maimonidès	4 000	1 114	5 114		5 114	4 592
Centre hospitalier Neurologique		1 300	1 300		1 300	
Centre hospitalier St. Mary	5 050		5 050		5 050	5 300
Centre de Santé St-Henri Inc.	4 200	25	4 225		4 225	4 350
Centre local de services communautaires St-Henri		15	15		15	
Hôpital Général Juif	5 550		5 550		5 550	5 643
Hôpital Général Fleury		2 957	2 957		2 957	1 507
Hôpital Général de Montréal	1 400		1 400		1 400	1 400
Hôpital Jean-Talon	12 900		12 900		12 900	14 929
Hôpital Maisonneuve-Rosemont	6 935		6 935		6 935	7 235
Hôpital Marie-Clara	1 745		1 745		1 745	1 765
Hôpital de Montréal pour enfants	1 855		1 855		1 855	2 095
Hôpital Notre-Dame	16 000		16 000		16 000	16 000
Hôpital Notre-Dame-de-la-Merci Inc.	1 000		1 000		1 000	1 000
Hôpital Rivière-des-Prairies	240		240		240	290
Hôpital du Sacré-Coeur	7 056	1 388	8 444		8 444	6 764
Hôpital Ste-Jeanne-D'Arc de Montréal	3 230		3 230		3 230	3 460
Hôpital Ste-Justine	18 156		18 156		18 156	18 875
Hôpital St-Luc	5 630		5 630		5 630	5 670
Hôpital Santa Cabrini	2 552		2 552		2 552	3 063
Hôtel-Dieu de Montréal	5 000		5 000		5 000	5 000
Institut de cardiologie de Montréal	2 300		2 300		2 300	2 450
Institut Philippe-Pinel	6 450		6 450		6 450	6 850
Reddy Memorial Hospital	2 171		2 171		2 171	2 528
Noranda:						
Centre hospitalier Rouyn-Noranda	10 545	4 741	15 286		15 286	14 387
Notre-Dame-du-Lac:						
Hôpital Notre-Dame-du-Lac						910
Plessisville: Centre local de services communautaires de l'Érable	2 650		2 650		2 650	2 650
Pointe-Claire: Hôpital Général de Lakeshore	2 000		2 000		2 000	2 000
Québec:						
Hôpital Christ-Roi (Vanier)	1 250		1 250		1 250	1 250
Hôpital de l'Enfant-Jésus	10 430		10 430		10 430	10 519
Hôpital St-François-d'Assise	15 728	1 216	16 944		16 944	17 051
Hôpital du St-Sacrement	5 060		5 060		5 060	5 390
Hôtel-Dieu de Québec	7 685		7 685		7 685	7 770
Repentigny: Hôpital Le Gardeur	17 500	6 724	24 224	5 000	29 224	15 390
Rimouski: Hôpital St-Joseph de Rimouski	3 200		3 200	820	4 020	3 261
Rivière-au-Renard: Centre local de services communautaires Val-Rosiers	1 515		1 515		1 515	823
Rivière-des-Prairies: Centre local de services communautaires		1 818	1 818		1 818	168
Rivière-du-Loup:						
Hôpital St-Joseph						350
Hôtel-Dieu de Rivière-du-Loup		4 252	4 252		4 252	3 674

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
INSTITUTIONS DE SANTÉ ET ÉTABLISSEMENTS
DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(MILLIERS \$)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1983	1982
Roberval: Hôtel-Dieu de Roberval	3 458		3 458		3 458	3 472
Ste-Anne-des-Monts: Corporation de l'Hôpital des Monts	3 588		3 588	401	3 989	4 193
St-Charles-Boromée: Centre hospitalier de St-Charles-Boromée		2 954	2 954		2 954	842
St-Éleuthère: Centre local de services communautaires Des Frontières		2 193	2 193		2 193	846
St-Eustache: Centre hospitalier de St-Eustache	1 950		1 950		1 950	1 950
St-Ferdinand: Hôpital St-Julien		80	80		80	
Ste-Foy:						
Centre hospitalier de l'Université Laval	10 900		10 900		10 900	12 557
Hôpital Laval (1975)	3 875	2 969	6 844		6 844	6 769
St-Georges-Ouest: Centre hospitalier régional de la Beauce	2 600		2 600		2 600	2 532
St-Hyacinthe: Centre Hospitalier Honoré-Mercier Inc.	12 250		12 250		12 250	12 650
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu	12 935		12 935		12 935	12 068
St-Jean-Port-Joli: Centre local de services communautaires des Trois-Saumons	1 890		1 890		1 890	2 180
St-Jérôme (Terrebonne): Hôtel-Dieu de St-Jérôme	10 240	116	10 356		10 356	10 211
St-Laurent: Centre hospitalier St-Laurent	2 375		2 375		2 375	2 375
St-Louis-du-Parc: Centre local de services communautaires St-Louis-du-Parc		549	549		549	365
St-Michel: Hôpital St-Michel	1 500		1 500		1 500	1 500
St-Raymond: Hôpital de St-Raymond	2 250		2 250		2 250	2 250
Ste-Rose-de-Laval: Centre local de services communautaires		1 998	1 998		1 998	1 679
Schefferville: Centre hospitalier Schefferville		154	154		154	154
Sept-Îles: Corporation de l'Hôpital de Sept-Îles	11 000	4 381	15 381	527	15 908	8 923
Shawinigan:						
Centre hospitalier Ste-Thérèse-de-Shawinigan	420		420		420	630
Hôpital régional de la Mauricie	8 175		8 175		8 175	7 775
Sherbrooke:						
Centre hospitalier Universitaire de Sherbrooke	9 175		9 175		9 175	9 725
Corporation de l'hôpital d'Youville	1 565		1 565		1 565	1 565
Hôpital St-Vincent-de-Paul de Sherbrooke	1 425		1 425		1 425	2 386
Hôtel-Dieu de Sherbrooke	4 464		4 464		4 464	4 446

	A-1	A-2	Sous- total	B	1983	1982
Sorel:						
Hôpital Général de Sorel	378		378		378	458
Hôtel-Dieu de Sorel	6 650		6 650		6 650	6 700
Témiscamingue : Centre local de services communautaires de Témiscamingue	1 850		1 850		1 850	2 012
Thetford Mines: Hôpital Général de la Région de l'Amiante Inc.	7 844		7 844		7 844	8 277
Trois-Rivières: Centre hospitalier Ste-Marie	1 055		1 055		1 055	1 125
Val-d'Or: Centre hospitalier St-Sauveur	6 112		6 112		6 112	7 134
Valleyfield: Centre hospitalier de Valleyfield	13 000	11 958	24 958		24 958	21 943
Verdun:						
Centre hospitalier Douglas		2 218	2 218		2 218	1 885
Centre hospitalier de Verdun	4 500	3 448	7 948		7 948	7 175
Corporation de l'Hôpital Champlain de Verdun	2 900		2 900		2 900	2 900
Victoriaville: Centre hospitalier des Bois-Francis	4 375		4 375		4 375	4 375
Ville-Marie: Centre de santé Ste-Famille	2 530	15	2 545		2 545	2 024
	580 713	119 215	699 928	26 850	726 778	636 676
Établissements de services sociaux						
Alma: Centre d'accueil Villa des Lys						527
Beauport: Centre d'accueil Orléans	607		607		607	708
Charlesbourg: Foyer de Charlesbourg						20
Chicoutimi: Beaumanoir de Chicoutimi Inc.	1 155		1 155		1 155	916
Farhnam: Centre d'accueil Farhnam		18	18		18	37
Forestville: Centre d'accueil Forestville		242	242		242	
Gaspé: Centre d'accueil Le Cabestan	910		910		910	780
Grand-Mère: Foyer Grand-Mère						34
Hauterive:						
Centre d'accueil N.A. Labrie	2 700		2 700		2 700	2 530
Conseil régional de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord						1 200
Iberville: Résidence Champagnat-d'Iberville Inc.	2 150		2 150		2 150	2 150
Laval: Centre de réadaptation du Contrefort (Rosemère)						90
Longueuil:						
Centre d'accueil Ste-Trinité		22	22		22	
Conseil de la santé et des services de la Montérégie				6 500	6 500	4 500

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
INSTITUTIONS DE SANTÉ ET ÉTABLISSEMENTS
DE SERVICES SOCIAUX (suite)
(MILLIERS \$)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1983	1982
Montréal :						
Centre d'accueil de la Cité des Prairies	3 090		3 090		3 090	2 991
Centre d'accueil Mt. St-Antoine		44	44		44	
Centre d'accueil Pavillon Sung Pei		2 698	2 698		2 698	1 860
Centre Maronniers	5 500		5 500		5 500	5 500
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal						
Métropolitain	8 800		8 800		8 800	9 000
Domrémy Montréal	364		364		364	427
Institut Canadien-Polonais du Bien-Être Inc.		67	67		67	21
Résidence Christophe-Colomb		3 253	3 253		3 253	
Résidence Jean-de-Lalande		6 558	6 558		6 558	2 369
Villa Notre-Dame-de-Grâce	316		316		316	336
Pierrefonds : Centre Ste-Hélène	844		844		844	900
Québec :						
Centre d'accueil St-Antoine	1 275		1 275		1 275	1 275
Corporation d'hébergement du Québec	219 616	5 578	225 194		225 194	213 857
Rivière-Ouelle : Centre d'accueil Thérèse-Martin	1 065		1 065		1 065	1 258
Rouyn-Noranda : Pavillon Youville		1 464	1 464		1 464	166
St-André-Avellin : Centre d'accueil La Petite Nation	1 800		1 800		1 800	1 988
Ste-Anne-des-Monts : Centre d'accueil Pavillon de la Montagne	100		100		100	150
St-Damien : Pavillon des Jeunes Inc.	1 204		1 204		1 204	1 423
Ste-Foy :						
Centre Cardinal-Villeneuve Inc.	945		945		945	1 100
Centre d'accueil Louis-Hébert						240
Ste-Marguerite-du-Lac-Masson : Manoir Pointe-Bleue (1978)	3 010		3 010		3 010	2 734
St-Tite-des-Caps : Centre d'accueil St-Tite-des-Caps	408		408		408	483
Sorel : Foyer Richelieu						34
	255 859	19 944	275 803	6 500	282 303	261 604
	836 572 *	139 159	975 731 *	33 350	1 009 081 *	898 280 *

* Excluant la compensation financière aux communautés religieuses (voir tableau ci-après) pour leur désintéressement de l'oeuvre concernée.

COMPENSATION FINANCIÈRE AUX COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES
POUR LEUR DÉSINTÉRESSEMENT DE L'OEUVRE CONCERNÉE

	1983	1982
Amos : Hôtel-Dieu	10	20
Buckingham : Centre hospitalier de Buckingham	40	80
Drummondville : Hôpital Ste-Croix	10	20
La Tuque : Hôpital St-Joseph	30	60
Magog : Foyer du Sacré-Coeur	575	
Montréal : Hôpital Louis-Hippolyte-Lafontaine	395	592
Nicolet : Hôpital du Christ-Roi	58	116
Notre-Dame-du-Lac : Hôpital Notre-Dame-du-Lac Inc.	706	
Ville-Marie : Centre de santé Ste-Famille	20	40
	1 844	928

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX
(MILLIERS \$)

	1983	1982
Municipalités		
Montréal métropolitain		
Beauharnois	62	70
Boisbriand	216	126
Candiac	81	80
Châteauguay	280	234
Delson	41	31
Deux-Montagnes	60	48
Laprairie	123	107
Laval	14 734	10 852
Maple Grove	37	35
Ste-Catherine	72	59
St-Eustache	322	155
Ste-Julie	201	
Vaudreuil-Dorion	757	313
Québec métropolitain		
Québec	577	311
St-Louis-de-Pintendre/Lévis/ St-David-de-l'Auberivière	2 109	
Val-Bélair	207	155
Diverses circonscriptions électorales		
Abitibi-Est	908	167
Beauce-Nord		22
Beauce-Sud	2 769	552
Beauharnois	1 450	393
Bellechasse	616	113
Berthier	182	
Brome-Missisquoi	2 839	1 499
Champlain	609	42
Châteauguay	608	
Chauveau	79	89
Deux-Montagnes	121	69
Dubuc	38	
Frontenac	65	
Iberville	1 649	1 131
Johnson	2 326	1 312
Jonquière	2 459	333
Kamouraska-Témiscouata	55	
Labelle	4 124	1 729
Lac-St-Jean	102	
Laviolette	74	
Lotbinière	9	
Matane	95	
Matapédia	1	
Mégantic-Compton	967	142
Orford	1 668	834
Prévost	26	
Richmond	684	
Roberval	1 122	103
Rousseau	270	37
St-François	271	
St-Hyacinthe	7 843	6 591
Shefford	8 737	3 286
Sherbrooke	264	187
Ungava	1 033	141
	63 942 (1)	31 348 (1)

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL

MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(MILLIERS \$)

Organismes municipaux	1983	1982
Commission de transports de la Communauté régionale de l'Outaouais	7 842	6 635
Commission de transports de la Communauté urbaine de Montréal	73 696	46 042
Commission de transports de la Communauté urbaine de Québec	18 330	21 004
Commission de transports de la Rive-Sud de Montréal	13 555	10 149
Commission de transports de la Ville de Laval	18 360	4 988
Communauté régionale de l'Outaouais	58 684 (1)	15 609 (1)
Communauté urbaine de Montréal	867 780 (1)	801 858 (1)
Communauté urbaine de Québec	21 865 (1)	21 703 (1)
Corporation intermunicipale de transports des Forges	1 954	1 693
Corporation intermunicipale de transports de la Rive-Sud de Québec	1 121	1 101
Corporation intermunicipale de transports du Saguenay	1 895	1 136
Corporation municipale de transports de Sherbrooke	6 769	1 491
	<u>1 091 851</u>	<u>933 409</u>
	<u>1 155 793</u>	<u>964 757</u>

(1) Assainissement des eaux (incluant un montant de 241 852 \$ en 1983 et de 193 209 \$ en 1982 pour la Communauté urbaine de Montréal).

SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET DIVERS ORGANISMES

(MILLIERS \$)

	1983	1982
Sociétés d'État		
Société de la Place des Arts de Montréal	39 661	39 762
Société de radio-télévision du Québec	4 750	5 600
	<u>44 411</u>	<u>45 362</u>
Divers organismes		
Nouvelle Compagnie Théâtrale Inc.	1 227	1 443
Séminaire de Québec	1 830	
	<u>3 057</u>	<u>1 443</u>
	<u>47 468</u>	<u>46 805</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)

AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(MILLIERS \$)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1983	1982
Municipalités				
Montréal métropolitain				
Anjou		91	91	175
Beauharnois	4 239		4 239	4 231
Beloeil		504	504	569
Blainville		233	233	308
Boisbriand	2 264	535	2 799	2 980
Bois-des-Filion		198	198	247
Boucherville		555	555	601
Brossard		1 268	1 268	1 502
Candiac	910	868	1 778	2 007
Chambly		720	720	931
Châteauguay	9 512		9 512	10 166
Delson	5 324	19	5 343	562
Deux-Montagnes	980		980	993
Greenfield-Park		205	205	222
Île-Cadieux				15
Île-Perrot		276	276	329
Kirkland				10
Lachenaie		416	416	296
Laprairie	753		753	770
Laval	106 673		106 673	110 555
Le Gardeur		657	657	736
Lemoyne		34	34	33
L'Épiphanie, paroisse		27	27	27
L'Épiphanie, ville		520	520	521
Longueuil		11 262	11 262	11 896
Lorraine		254	254	285
Maple-Grove	885		885	898
Mascouche		96	96	122
McMasterville		405	405	488
Mercier				71
Montréal		3	3	18
Montréal-Est		12	12	12
Mont-St-Hilaire		106	106	127
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot		2 139	2 139	2 423
Ottoburn-Park				3
Pincourt		159	159	190
Pointe-aux-Trembles				29
Pointe-Calumet		1 571	1 571	1 671
Repentigny				12
St-Amable		181	181	180
St-Basile-Le-Grand				9
St-Catherine	592		592	605
St-Constant	6 505	137	6 642	164
St-Eustache	8 985	988	9 973	10 392
St-Hubert		2 805	2 805	3 050
St-Julie	3 783	1 631	5 414	5 361
St-Lambert		1 207	1 207	1 343
St-Louis-de-Terrebonne		970	970	1 212
St-Mathieu-de-Beloeil		364	364	397
St-Mathias		74	74	106
St-Raphaël-de-l'Île-Bizard		523	523	625
St-Thérèse		218	218	235
Terrebonne		164	164	227
Varenes		1 602	1 602	1 347
Vaudreuil-Dorion	6 263	440	6 703	7 246
Vaudreuil-sur-le-Lac		692	692	652
Verdun		31	31	63
Québec métropolitain				
Ancienne-Lorette		670	670	770
Lac St-Charles		225	225	294
Lauzon		760	760	671
Loretteville				4
Québec	17 283	56	17 339	5 025
St-Augustin-de-Desmaures		132	132	188
St-Dunstan-du-Lac-Beauport		871	871	1 116
St-Émile		55	55	79
St-Félix-du-Cap-Rouge		18	18	44
St-Foy		144	144	174
St-Louis-de-Pintendre/Lévis/St-David-de-l'Auberivière	453	1 941	2 394	3 651
St-Nicolas		228	228	350
St-Romuald-d'Etchemin		518	518	593
Sillery		80	80	80
Val-Bélair	481		481	533
Vanier	802	50	852	100
Diverses municipalités		509	509	3 099

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)**AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)**

(MILLIERS \$)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1983	1982
Diverses circonscriptions électorales				
Abitibi-Est	9 056	602	9 658	10 455
Abitibi-Ouest		631	631	692
Argenteuil		2 739	2 739	3 155
Artabaska		1 155	1 155	1 443
Beauce-Nord	607	17 145	17 752	17 027
Beauce-Sud	1 994	4 688	6 682	8 952
Beauharnois	8 594	511	9 105	10 029
Bellechasse	2 610	6 349	8 959	9 874
Berthier	4 572	3 150	7 722	7 505
Bonaventure		2 396	2 396	2 877
Brome-Missisquoi	3 707	3 163	6 870	8 589
Champlain	1 447	1 283	2 730	3 188
Chapleau		1 345	1 345	1 592
Charlevoix		1 279	1 279	1 543
Chauveau	449	227	676	813
Chicoutimi		11	11	96
Deux-Montagnes	13	936	949	1 148
Drummond		3 526	3 526	3 809
Dubuc	542	1 322	1 864	2 103
Duplessis		4 010	4 010	3 946
Frontenac	6 682	3 939	10 621	10 347
Gaspé		3 635	3 635	4 134
Gatineau		103	103	68
Hull				235
Huntingdon		3 731	3 731	4 118
Iberville	9 706	2 121	11 827	12 652
Îles-de-la-Madeleine				129
Johnson	4 650	1 889	6 539	7 315
Joliette		979	979	1 023
Jonquière	13 573	268	13 841	16 173
Kamouraska-Témiscouata	1 657	3 006	4 663	5 009
Labelle	8 307	2 453	10 760	9 811
Lac-St-Jean	2 386	2 699	5 085	5 570
Laprairie				14
L'Assomption		268	268	307
Laviolette	2 886	663	3 549	4 213
Lévis		3 992	3 992	4 062
Lotbinière	1 428	8 582	10 010	10 075
Maskinongé		469	469	602
Matane	8 155	2 666	10 821	3 261
Matapédia	4 789	3 319	8 108	3 374
Mégantic-Compton	9 894	2 127	12 021	8 554
Montmagny-L'Islet		4 982	4 982	5 790
Montmorency		1 276	1 276	1 303
Nicolet		4 209	4 209	4 858
Orford	9 996	7 553	17 549	19 907
Papineau		759	759	923
Pontiac		495	495	255
Portneuf		7 151	7 151	6 625
Prévost	2 259	1 379	3 638	3 938
Richelieu		2 368	2 368	2 975
Richmond	48	6 482	6 530	6 924
Rimouski		728	728	943
Rivière-du-Loup		8 109	8 109	9 979
Roberval	11 315	8 901	20 216	21 488
Rousseau	9 705	2 986	12 691	10 800
Rouyn-Noranda-Témiscamisque		2 181	2 181	2 052
Saguenay		2 910	2 910	3 353
St-François	117	2 510	2 627	3 445
St-Hyacinthe	11 221	1 326	12 547	13 813
St-Jean		24	24	24
St-Maurice		470	470	473
Shefford	26 064	1 054	27 118	17 001
Sherbrooke	1 895		1 895	1 973
Terrebonne		1 051	1 051	1 099
Trois-Rivières				50
Ungava	6 966	7 881	14 847	11 007
Vaudreuil-Soulanges		2 059	2 059	1 921
Verchères		1 436	1 436	1 642
	<u>363 977</u>	<u>225 074</u>	<u>589 051</u>	<u>571 459</u>
Organismes municipaux				
Aqueduc intermunicipal du Bas-Richelieu		898	898	1 232
Communauté régionale de l'Outaouais	35 816		35 816	78 891
Communauté urbaine de Montréal	338 823		338 823	387 467
Communauté urbaine de Québec	61 150		61 150	61 312
Régie intermunicipale des Bois-Francs		55	55	110
	<u>799 766</u>	<u>226 027</u>	<u>1 025 793</u>	<u>1 100 471</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT
POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
DIVERS ORGANISMES
(MILLIERS \$)

	1983	1982
Abitibiwinni, Conseil de bande	11	
Camp Cité des Loisirs Inc.	40	
Centre de plein air pour handicapés de l'Abitibi-Témiscamingue		50
Centre Durocher Inc.		31
Centre Sportif St-Timothée Inc.	50	100
Club Lions de Maniwaki Inc.	37	
Collège de Lévis	27	
Comité intermunicipal du Parc du Mont-Grands-Fonds	40	81
Comité Socio-Culturel & Sportif de St-Isidore Inc.		33
Commission intermunicipale des loisirs de Chesterville et de Chester-Ouest	4	
Corporation de l'Aréna de St-Henri Inc.	50	100
Le Patro Le Prévost	1 390	2 085
Les Loisirs de Granby Inc.	32	65
Les Loisirs de l'Île Dupas	2	
Les Loisirs de Ste-Hedwidge de Roberval	14	
Les Loisirs de St-Paul-du-Nord Inc.		35
Musée maritime Bernier	250	-
Mont-Tremblant Lodge (1965) Inc.	530	1 375
Société des jeux d'hiver Canada (1983)		
Saguenay — Lac-St-Jean Inc.		500
Corporation du Territoire Populaire Chénier Inc.		109
Village Québécois d'Antan Inc.	75	
Y.M.C.A. de Montréal	30	
	<u>2 582</u>	<u>4 564</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
POUR DE L'AIDE FINANCIÈRE À DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC, À L'HABITATION FAMILIALE ET AUTRES,
IMPUTABLE À DES CRÉDITS PERMANENTS

(MILLIERS \$)

	1983	1982
Loi sur l'habitation familiale, L.R.Q., c. H-1 et modifications		
Engagements au 31 mars 1983	278 568	278 568
Moins:		
Annulation d'engagements par suite de ventes et remboursements par anticipation	83 927	79 627
Engagements réels au 31 mars 1983	194 641 (1)	198 941
Moins:		
Montant payé	179 680 (2)	177 268
	14 961	21 673
Loi de la Communauté urbaine de Québec, L.Q., 1969, c. 83 et modifications: subvention à la Commission de transports de la Communauté urbaine de Québec, en vertu de l'article 325	2 930	3 076
Loi sur la Société de développement coopératif, L.R.Q., c. S-10 et modifications	1 000	2 000
Loi favorisant l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales, L.R.Q., c. A-19 et modifications		45
Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec, L.R.Q., c. C-8 et modifications	72 000	85 000
	90 891	111 794

(1) Les engagements autorisés par la Loi ne doivent pas excéder 225 000 000 \$.

(2) Le montant payé tient compte des recouvrements des dépenses des années antérieures.

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
SOLDE À VERSER POUR DES APPORTS DE CAPITAUX À DES ENTREPRISES
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, IMPUTABLE À DES CRÉDITS PERMANENTS
(MILLIERS \$)

	1983	1982
Raffinerie de sucre du Québec, L.R.Q., c. R-0.1 et modifications	21 000	
Société de développement autochtone de la Baie James, L.R.Q., c. S-9.1 et modifications	1 250	1 500
Société de développement coopératif, L.R.Q., c. S-10 et modifications	2 000	4 000
Société de développement de la Baie James, L.R.Q., c. D-8 et modifications	40 000	40 000
Société générale de financement du Québec, L.R.Q., c. S-17 et modifications	30 000	50 000
Société nationale de l'amiante, L.R.Q., c. S-18.2 et modifications		4 600
Société québécoise d'initiatives pétrolières, L.R.Q., c. S-22 et modifications	106 000	132 500
	<u>200 250</u>	<u>232 600</u>

Note

Ces engagements n'auront aucune incidence sur les dépenses et sur la dette nette lorsqu'ils seront liquidés, parce que le déboursé sera contrebalancé par une augmentation, dans le compte « Placements », de 198 250 000 \$ concernant le capital-actions et de 2 000 000 \$ concernant les prêts et avances.

Excluant 39 334 980 \$ pour la Société générale de financement du Québec et 1 500 000 \$ pour la Société de développement des industries de la culture et des communications pour lesquels une décision du Ministre est requise pour effectuer les déboursés. Au 31 mars 1983, la décision requise du Ministre n'est pas considérée dans l'établissement de l'engagement.

INDEX ALPHABÉTIQUE

	PAGE		PAGE
A		Communautés culturelles et Immigration, Ministère	1-36, 1-90
Actif et passif	20, 4-2	Communications, développement des politiques	1-94
Activités de promotion, d'éducation et de récréation en milieu naturel	1-150	Communications, Ministère	1-36, 1-92
Activité physique et sport, promotion	1-152	Compensations diverses aux municipalités	1-62
Administration (Justice)	1-142	Comptabilité gouvernementale	1-122
Administration de logirente	1-166	Compte des régimes de retraite, continuité du	5-28
Administration des élections	1-96	Comptes à payer	5-27
Administration fiscale	1-166	Comptes à recevoir	5-4
Administration générale (Éduc.)	1-104	Compte d'accords de perception fiscale, continuité du	5-26
Administration des programmes de main-d'oeuvre et de sécurité du revenu	1-160	Conseil de la langue française	1-90, 1-110
Administration des réseaux (Éduc.)	1-104	Conciliation entre locataires et propriétaires	1-128
Adultes, Formation des	1-114	Connaissance géographique du territoire	1-114
Affaires canadiennes	1-60	Connaissance du milieu ambiant	1-120
Affaires culturelles, Ministère	1-32, 1-56	Conseil exécutif, Ministère	1-37, 1-96
Affaires internationales	1-60	Conseil du trésor, Ministère	1-38, 1-102
Affaires intergouvernementales, Ministère	1-32, 1-60	Consultation des agents socio-économiques	1-98
Affaires législatives (Justice)	1-144	Contentieux criminel	1-144
Affaires municipales, Ministère	1-33, 1-62	Continuité:	
Affaires nordiques et amérindiennes	1-64	de la provision pour créances irrécouvrables	51-24
Affaires sociales, Ministère	1-33, 1-66	du compte des régimes de retraite	5-28
Agriculture, Pêcheries et Alimentation, Ministère	1-34, 1-74	Contributions à titre d'employeur	1-126
Aide à la production agricole	1-76	Contrôle des permis d'alcool	1-142
Aide aux justiciables	1-142	Contrôle et surveillance du développement:	
Aide financière à l'industrie des courses de chevaux	1-168	des entreprises	1-130, 1-136
Aide financière à la Commission de la santé et de la sécurité du travail	1-156, 1-176	des institutions financières	1-136
Aide financière aux étudiants	1-104	Conventions comptables	13
Aide institutionnelle et restructuration du territoire	1-64	Coordination du développement économique et régional	1-96
Aide sociale	1-158	Coordination régionale et nationale (Aff. soc.)	1-70
Allocations familiales du Québec	1-158	Création d'emplois	1-158
Allocations de maternité	1-158	Crédits, dépenses et variations, Sommaire	1-4
Amélioration du milieu ambiant	1-120	Crédits dont le droit d'engager a été suspendu	1-9
Aménagement du territoire municipal	1-62	Curatelle publique	1-124
Analyse économique et services statistiques	1-100		
Annexes de l'actif et du passif	5-1	D	
Approvisionnement	1-182	Dépenses, Sommaire	19, 1-4, 1-8, 1-30
Aqueducs et égouts, Réseaux	1-64	Dépenses par super-catégories et catégories	1-30
Arts d'interprétation	1-58	Dépenses de transfert, état sommaire des dépenses effectuées	1-7
Arts de l'environnement visuel	1-56	Dette nette	19, 4-4
Assemblée nationale, Ministère	1-35, 1-82	Dettes assumées (obligations)	5-33
Assistance-maladie	1-160	Développement de l'industrie forestière	1-114
Assurances agricoles	1-76	Développement de l'industrie manufacturière	1-132
Autres éléments d'actif	5-25	Développement des entreprises et institutions financières	
Autres emprunts	5-43	Contrôle et surveillance	1-136
Autres passifs éventuels	5-47	Développement des pêches maritimes	1-80
Avoir du Gouvernement dans ses entreprises	26, 4-8	Développement du commerce extérieur	1-86
		Droits et libertés de la personne, Commission	1-140
B			
Besoins financiers et financement	22	E	
Bibliothèque de la législation	1-82	Échéancier sommaire	
Biens culturels, Sauvegarde et mise en valeur	1-56	des obligations et autres emprunts moins les fonds d'amortissement	5-46
Bons du trésor, continuité	5-28	des engagements pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital	5-63
Bureau central de l'informatique	1-92	Éducation, Ministère	1-38, 1-104
Bureau du lieutenant-gouverneur	1-96	Élections, Administration	1-96
C		Emprunts:	
Catégories et super-catégories de dépenses		effectués	3-4
Listes et définitions	1-28	garantis	5-47
Sommaire	1-30	remboursés	3-6
Centre de recherche industrielle du Québec	1-134	temporaires	21, 4-3, 5-26
Charte de la langue française	1-90, 1-110	autres	5-43
Chèques en circulation	21, 4-3	Énergie et Ressources, Ministère	1-39, 1-112
Cinéma	1-58	Engagements	5-62
Commerce extérieur, Ministère	1-36, 1-86	Opérations budgétaires	5-64
Commercialisation des produits agro-alimentaires	1-76	Opérations non budgétaires	5-83
Commission administrative du régime de retraite, Ministère	1-36, 1-88	Enquêtes et expertises scientifiques pour fins judiciaires	1-140
Commission d'accès à l'information	1-94	Enregistrement officiel	1-142
Commission d'appel de francisation des entreprises	1-90, 1-110	Enseignement:	
Commission de la fonction publique	1-126	primaire et secondaire public	1-106
Commission de la représentation	1-96	collégial public	1-106
Commission de la santé et de la sécurité du travail, aide financière	1-156, 1-176	universitaire	1-108
Commission de surveillance de la langue française	1-90, 1-110	privé	1-108
Commission des Affaires sociales	1-162	Entrepreneurs en construction, qualification professionnelle des	1-128
Commission des transports	1-172	Environnement, Ministère	1-41, 1-120
Commission nationale de l'aménagement	1-62	Espace et équipement, Allocation	1-180
Commission québécoise des libérations conditionnelles	1-144	Estimation des comptes à payer non inscrits	27, 4-9
		Études et recherches concernant l'énergie	1-118

INDEX ALPHABÉTIQUE

	PAGE		PAGE
Études des politiques économiques et fiscales	1-122	J	
Évaluation foncière	1-62	Jeux de hasard et courses, Contrôle	1-168
Exploitation des immeubles	1-180	Justice, Ministère	1-48, 1-140
Exploitation et développement de l'industrie minière	1-116		
Exploration géologique et minérale	1-116		
F		L	
Financement agricole	1-74	Liste des ministères et organismes du Gouvernement	25, 4-7
Financement, besoins financiers et	22	Liste et définitions des catégories et super-catégories de dépenses	1-28
Financement des partis politiques	1-96	Livres et autres imprimés	1-56
Financement forestier	1-114	Logirente, Administration	1-166
Financement, Sommaire	22, 3-3	Loisir, Chasse et Pêche, Ministère	1-49, 1-150
Finances, Ministère	1-42, 1-122		
Fonctions de police, normalisation et surveillance	1-146	M	
Fonction publique, Ministère	1-45, 1-126	Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu, Ministère	1-50, 1-156
Fonds d'amortissement:		Mandat spécial	1-6
continuité,	5-37	Médias	1-82
détail	5-38	Municipalités, Aide et surveillance administratives et financières	1-62
Office des autoroutes du Québec	5-45		
Provenance et utilisation des,	5-40	N	
Répartition des valeurs détenues	5-42	Normes de travail	1-156, 1-176
Fonds d'amortissement afférent à un emprunt de l'université du Québec	33	Notes complémentaires:	
Fonds de développement régional	1-96	Notes	23, 4-5
Fonds de péréquation	1-62	Annexe I	25, 4-7
Fonds de relance industrielle	36	Annexe II	26, 4-8
Fonds de suppléance	1-124	Annexe III	27, 4-9
Fonds des cautionnements des agents de voyages	38	Annexe IV	28, 4-10
Fonds des services de santé	41	Nouveaux emprunts:	
Fonds en fidéicommis	44	détail	3-4
Fonds pour la formation de chercheurs et actions concertées	1-110	sommaire	3-4
Fonds renouvelable des publications gouvernementales	46		
Fonds renouvelable du Service de la cartographie	49	O	
Fonds renouvelable du Service des achats du Gouvernement	52	Obligations	5-29
Fonds renouvelable — Télécommunications	55	Office de la langue française	1-90, 1-110
Fonds spécial olympique	57	Office des personnes handicapées du Québec	1-98
Fonds spéciaux du crédit agricole	61	Office des services de garde à l'enfance	1-72, 1-100
Forêts		Office franco-québécois pour la jeunesse	1-60
Amélioration	1-112	Office des professions	1-110
Connaissance	1-112	Office de recrutement et de sélection du personnel	1-126
Protection	1-112	O.P.D.Q.	1-98
Utilisation	1-112	Opérations budgétaires, Sommaire	1-2
Formation des adultes	1-108	Opérations non-budgétaires:	
Formation professionnelle (Touristique)	1-134	sommaire	2-3
Formation professionnelle et Protection de l'emploi	1-156, 1-176	placement; sommaire et détail	2-4
Formulation de jugements	1-140	Régimes de retraite, compte des autres comptes	2-6
G		Opinion du Vérificateur général:	
Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants	1-144	sur les états financiers du gouvernement du Québec	29
Gestion budgétaire et politique administrative	1-102	sur les Fonds spéciaux	35, 37, 40, 43, 45, 48, 51, 54, 56, 60, 63
Gestion de la caisse et de la dette publique	1-122	Organisation et réglementation des professions	1-110
Gestion des ressources fauniques	1-150	Organismes-conseils auprès du Premier ministre	1-96
Gestion des terres publiques	1-116		
Gestion du personnel de la fonction publique	1-126	P	
Gestion du territoire agricole	1-78	Passifs éventuels et engagements financiers	28, 4-3
H		Passifs éventuels	5-47
Habitation et Protection du consommateur, Ministère	1-45, 1-128	Pêches maritimes, Développement	1-80
Hébergement, Services en centres d'	1-68	Permis d'alcool, Contrôle	1-142
I		Placements	5-6
Implantation d'équipements et aménagement de sites de plein air	1-150	Placements temporaires	5-3
Indemnisation des victimes d'actes criminels	1-148	Plan comptable (voir Conventions comptables)	13
Industrie des courses de chevaux, Aide financière	1-168	Planification économique et régionale (O.P.D.Q.)	1-98
Industrie, Commerce et Tourisme, Ministère	1-46, 1-132	Planification, recherche et enseignement (Agriculture)	1-74
Industrie minière, exploitation et développement	1-116	Policiers	
Information et publications gouvernementales	1-92	Formation et perfectionnement	1-146
Institut national de productivité	1-132	Normalisation et surveillance	1-146
Institut québécois de recherche sur la culture, aide financière	1-100	Prêts et avances	5-7
Institutions financières et Coopératives, Ministère	1-47, 1-136	Production agricole, Aide	1-76
Intérêts courus (actif)	5-5	Professions, Organisation et réglementation	1-110
Intérêts courus (passif)	5-27	Promotion de l'activité physique et du sport	1-152
Introduction	9	Promotion et développement de l'industrie touristique	1-134
		Promotion du droit et du statut de la femme	1-98
		Protecteur du citoyen	1-84
		Protection civile	1-146

INDEX ALPHABÉTIQUE

	PAGE		PAGE
Protection de la jeunesse, Comité de la	1-140	Services parlementaires	1-82
Protection des droits et libertés de la personne	1-140	Services statutaires et de soutien politique	1-82
Protection du milieu (Environnement)	1-120	Société d'aménagement de l'Outaouais	1-64
Protection du consommateur	1-128	Société de développement industriel du Québec	1-132
Provenance et utilisation des fonds d'amortissement	5-40	Société de radio-télévision du Québec	1-94
Provision pour créances irrécouvrables, continuité de la	5-24	Société d'habitation du Québec	1-128
Publications gouvernementales, Informations et	1-92	Sommaire :	
R		des revenus par ministère et par catégorie	18, 1-2
Recherche, coordination de la (Aff. soc.)	1-70	des crédits, dépenses et variations par ministère	1-4
Recherche et planification en matière de travail, de main-d'œuvre et de sécurité du revenu	1-160, 1-176	des dépenses par ministère et par super-catégorie et catégorie	1-30
Recherche minérale	1-116	des engagements	5-62
Régie de la sécurité dans les sports	1-154	des opérations budgétaires	1-2
Régie de l'assurance-maladie du Québec, Ministère	1-164	des opérations non-budgétaires	2-3
Régie de l'électricité et du gaz	1-116	Emprunts garantis	5-47
Régie des grains	1-80	Financement	3-3
Régie des installations olympiques	1-154	Nouveaux emprunts	22, 3-4
Régie des marchés agricoles du Québec	1-78	Soutien administratif à l'activité judiciaire	1-140
Régie des services publics	1-94	Soutien au loisir socio-culturel	1-150
Régime d'assurance-maladie	1-164	Soutien aux municipalités et aux organismes locaux et régionaux de loisir	1-152
Régimes de retraite et assurance-vie (C.A.R.R.)	1-88	Soutien des organismes bénévoles	1-66
Régime de retraite des enseignants	1-88	Soutien du revenu familial	1-158
Relations de travail	1-156, 1-176	Statut de la femme, Promotion du droit	1-94
Remboursement à certains travailleurs	1-166	Supplément au loyer	1-128
Remboursement d'emprunts	3-6	Supplément au revenu de travail	1-166
Réseaux d'aqueduc et d'égouts, Aide financière	1-64	Sûreté du Québec	1-146
Réseaux et équipements de communication	1-92	Suspension du droit d'engager	1-8
Réseaux routiers :		T	
Conservation	1-172	Terres publiques, Gestion	1-116
Construction	1-170	Tourisme	
Ressources fauniques, Gestion	1-150	Formation professionnelle	1-134
Revenus, Détail par ministère, catégorie et sous-catégorie	1-32	Promotion et Développement	1-134
Revenu, Ministère	1-51, 1-166	Transport aérien gouvernemental	1-174
Revenus, Sommaire par ministère et par catégorie	18, 1-2	Transports, Commission des	1-172
S		Transports, Contrôle des lois et règlements	1-170
Sauvegarde et mise en valeur des biens culturels	1-56	Transports maritime et aérien	1-174
Sécurité dans les bâtiments et les lieux publics	1-130, 1-162	Transports, Ministère	1-53, 1-170
Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs	1-160	Transport scolaire	1-174
Sécurité-incendie	1-64	Transports terrestres	1-170
Sécurité publique, coordination des activités	1-146	Travail, Ministère	1-54, 1-176
Services en centres de réadaptation	1-68	Travailleurs autonomes, Remboursements de leurs contributions	1-166
Services en centres de services sociaux	1-68	Travaux publics et Approvisionnement, Ministère	1-55, 1-180
Services en centres hospitaliers	1-66	V	
Services en centres d'hébergement	1-68	Variation de l'encaisse	3-4
Services en C.L.S.C.	1-66	Variation du change sur les remboursements d'emprunts	3-9
Services juridiques du Gouvernement	1-144	Vérificateur général	1-84

